JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTEGRAL DES SEANCES

Abonnements à l'Édition des DEBATS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ÉTRANGER : 40 F
(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26 RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

4^e Législature

QUESTIONS

RÉMISES A LA PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

(Application des articles 133 à 138 du règlement.)

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

10168. — 13 février 1970. — M. Garcin expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale la situation critique des centres sociaux en France et particulièrement dans les Bouches-du-Rhône. Le centre social, ouvert à tous, aide à la décentralisation des services divers plus ou moins administratifs et développe simultanément les activités éducatives et de loisirs ainsi que celles relevant de l'entraide sociale. Il est situé dans un secteur géographique déterminé : canton rural, commune ou quartier de grande agglomération. Une analyse basée sur 22 centres sociaux de Marseille montre le pourcentage de leurs activités bénéfiques à la population des quartiers intéressés : activités médico-sociales (consultations, P. M. I., soins, etc.), activités administratives (bureau payeur, allocations familiales, aide sociale, etc.), activités sociales (goûter, restaurant pour les personnes âgées, permanences sociales, activités féminines, halle, garderie, etc.), activités culturelles et loisirs (études surveillées, cours du soir, conférences, arts, cours divers, etc.), activités sportives et de plein air, réunions et accueil d'organisations diverses. Ces centres sociaux sont animés et dirigés par un animateur responsable professionnel et d'autres animateurs, secrétaires monitrices, assistants, conseillers, éducateurs, bibliothécaires, etc.). Comment sont financés ces centres ? Pour l'ensemble des 22 centres sur un budget prévisionnel de 3 millions de francs les subventions des C. A. F., du conseil général, de la caisse d'épargne, de la mairie de Marseille représentent 23,75 p. 100. Le secrétariat de la jeunesse et des sports attribue 0,22 p. 100 de subvention. Quant aux recettes provenant des usagers et des services rendus, elles s'élèvent à 38,30 p. 100. Ce qui donne un total de 62,17 p. 100. Il manque 37,83 p. 100. Ce déficit important

ne permet pas aux centres d'atteindre leurs objectifs. Il existe une situation de déséquilibre catastrophique entre les besoins réels (en personnel qualifié, en locaux et équipements) et les réalisations. Dans ces conditions, il leur est impossible : de développer une animation, d'améliorer la qualité du service rendu, de promouvoir la qualification du personnel. Au moment où les besoins augmentent les moyens diminuent, ce qui veut dire aussi : d'une part, que les centres, qui ont coûté en installations et en équipements des sommes considérables, sont en train de s'asphyxier et ne peuvent plus répondre à leur vocation ; d'autre part, que les populations, qui sont en droit d'attendre des équipements, n'en verront pas la création. Il lui demande dans ces conditions, quelles mesures il compte prendre pour apporter son aide financière aux centres sociaux, afin que ceux-ci ne soient pas contraints à disparaître, ce qui priverait les habitants des multiples services qu'ils y trouvent ainsi que des occasions de rencontre et de promotion qui sont les buts des centres sociaux.

10196. — 14 février 1970. — M. Léon Felix se félicite de ce que M. le Premier ministre ait semblé découvrir la situation dramatique de dizaines de milliers de travailleurs immigrés au cours de la visite « inopinée » faite le 12 février 1970 dans les 12^e et 19^e arrondissements de Paris et à Aubervilliers où habitent un certain nombre de ces travailleurs. Il prend acte des promesses faites par lui, selon lesquelles la moitié des immigrés des bidonvilles et des garnis seraient relogés dans des conditions convenables avant fin 1970 et les autres avant fin 1971. Il lui rappelle toutefois que la loi Debré de 1964 n'a eu que des résultats minimes, alors qu'elle était présentée comme une solution radicale à ce fléau de la vie de nombreuses villes ouvrières que sont les taudis et les bidon-

viles. Sont de même restées inopérantes certaines déclarations officielles, ainsi rapportées dans le journal « La Nation » du 23 février 1966 : « M. Debré s'est donné trois ans pour faire disparaître les bidonvilles de la banlieue de Paris ». Il est indispensable de s'attacher vraiment — et pas seulement en paroles — au problème du logement des travailleurs immigrés et, de façon plus générale, à celui de l'immigration. Il lui signale à cet effet qu'en plus d'une déclaration signée de 70 maires communistes de la région parisienne, publiée en octobre 1969, le groupe parlementaire communiste a déposé trois textes sur le bureau de l'Assemblée nationale : 1° le 14 septembre 1968 une proposition de loi instituant un statut des travailleurs immigrés ; 2° le même jour, une proposition de loi tendant à favoriser l'enseignement du français, l'alphabetisation et la promotion sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles ; 3° le 16 décembre 1969, une proposition de loi relative à la liquidation des bidonvilles et au logement des travailleurs immigrés, par la création d'un fonds spécial alimenté par le patronat qui utilise ces derniers, par les pouvoirs publics et par les pays d'émigration. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour activer la discussion par l'Assemblée nationale de ces textes dont les dispositions apportent les moyens de résoudre dans les meilleures conditions le grave problème concerné.

10260. — 18 février 1970. — M. Ihuel demande à M. le ministre du développement industriel et scientifique quelle politique globale de l'artisanat et du secteur des métiers le Gouvernement compte mettre en œuvre, notamment dans le cadre du VI^e Plan. Il lui demande s'il peut préciser les buts à atteindre tant au niveau de chaque secteur de métiers qu'au niveau des entreprises et au niveau des hommes concernés. Il lui demande de préciser notamment s'il n'envisage pas de doter l'artisanat d'un fonds d'intervention capable d'assurer à la fois les mutations nécessaires et aussi le développement de l'ensemble de ce secteur économique.

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

10169. — 13 février 1970. — M. Virgile Barel déclare à M. le ministre de la justice que la fuite du président directeur général de la « Mondiale » attire une nouvelle fois l'attention de l'opinion publique sur les scandales à la construction et sur les possibilités sans cesse renouvelées d'opérations délictueuses, d'escroquerie des souscripteurs pour l'achat d'appartements constamment menacés, à l'occasion d'un contrat de souscription, de se voir spoliés de leurs économies. Par une question écrite au Journal officiel du 18 mai 1967, se faisant l'écho d'une assemblée publique de deux cents souscripteurs d'immeubles à Nice, il lui demandait quelles suites il entendait donner aux plaintes déposées par ces souscripteurs. La réponse parue dans le Journal officiel du 14 juin 1967 indiquait que « la chancellerie suit avec un intérêt particulier le développement de ces procédures et le ministère public a reçu les instructions nécessaires pour qu'elles soient menées à leur terme dans les meilleurs délais ». Au cours de la discussion d'une question orale avec débat posée par M. Georges Gosnat, le 15 décembre 1967, il avait dénoncé un certain nombre d'escroqueries au logement commises sur l'ensemble du territoire français, dont certaines sur la Côte d'Azur. Devant la multiplication de ces actes délictueux commis par certains promoteurs, constructeurs, notaires parfois, impliqués et même condamnés, il lui avait demandé par lettre la suite donnée aux plaintes des épargnants nîçois. Le 13 janvier 1970 la réponse ministérielle faisait connaître que les services du ministère de la justice, « en liaison avec les autorités judiciaires locales, continuent à suivre avec la plus grande attention ces procédures dont le déroulement sur le plan pénal sera affecté par le décès de l'un des principaux inculpés ». En conséquence, il se permet de lui faire remarquer que ni vigilance, ni procédures n'ont abouti, trois ans après, à des résultats positifs. L'opinion publique ne peut supposer à juste titre que la pratique scandaleuse dénoncée bénéficie d'une indulgence inacceptable. Les souscripteurs spoliés et la population tout entière sont en droit d'exiger qu'avant les vacances judiciaires il soit statué en matière correctionnelle par les tribunaux du ressort de Nice et de Grasse sur les plaintes formulées. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour qu'il soit mis un terme aux détournements, escroqueries, abus de confiance et autres pratiques contre les honnêtes épargnants, commis par des promoteurs, et pour que les victimes soient indemnisées.

10180. — 13 février 1970. — M. Maujouan du Gasset expose à M. le ministre de l'intérieur que, dans le cadre de la politique d'humanisation des hôpitaux, des mesures ont été prises apportant un progrès très net dans l'environnement humain du monde hos-

pitalier ; qu'il s'agisse de l'accueil, des horaires de visites, de la présence maternelle en cas d'hospitalisation d'enfants, etc. Il est un point, par contre, où la réglementation en vigueur est restée inchangée et très stricte : il s'agit des conditions d'enlèvement des corps des personnes décédées à l'hôpital, cas heureusement limités. A l'heure actuelle, l'enlèvement des corps est réglé en particulier par les décrets des 31 décembre 1941, 7 avril 1948, 31 octobre 1953 et 24 septembre 1965. Au terme de cette réglementation, le corps d'une personne décédée ne peut être transporté que dans un cercueil hermétiquement clos, dont la définition est donnée au texte, ou dans un simple cercueil de chêne, l'utilisation de housse de plastique étant soumise à certaines conditions techniques. En fait, lorsque le décès est survenu dans un hôpital ou dans une clinique, il y a là une source de situations dramatiques et de dépenses supplémentaires pour les familles qui ne peuvent récupérer les corps avant la mise en bière. Et il arrive que des responsables, surtout lorsqu'il s'agit d'enfants, prennent sur eux de tourner les règlements, par souci d'humanité. Situation qui, parfois, détourne de l'hôpital public une certaine clientèle. Il lui demande s'il n'envisagerait pas d'apporter un caractère plus humain à ce pénible aspect de la réalité hospitalière, surtout lorsqu'il s'agit de décès d'enfants, et s'il ne pourrait étudier un assouplissement dans la réglementation du transport des corps, en tant compte, par exemple, de la distance à parcourir et du délai « post mortem » à ne pas dépasser ; cela, tout en respectant, bien entendu, les mesures d'hygiène indispensables, et les pouvoirs du maire de la commune du lieu du décès, auquel il appartient de réglementer le transport des corps.

10238. — 18 février 1970. — M. Ansquer rappelle à M. le ministre de l'équipement et du logement que, lors de la discussion de la loi de finances rectificative le 1^{er} décembre 1969, il a déjà attiré l'attention du Gouvernement sur la situation critique dans laquelle vont se trouver tous ceux qui sont concernés par l'industrie du bâtiment dans notre pays. C'est pourquoi il lui demande quelle politique il entend suivre afin d'éviter que surgissent de graves difficultés préjudiciables à l'ensemble de l'économie et aux familles concernées.

10239. — 18 février 1970. — M. Odru expose à M. le ministre de l'éducation nationale la vive inquiétude que suscite, parmi les professeurs, les étudiants et les parents d'élèves, la décision de supprimer l'obligation d'une option qui est en particulier celle d'une seconde langue vivante. Une telle mesure — allant à l'encontre des réalités humaines, culturelles, économiques et politiques de notre époque qui exige le développement de la coopération internationale — ne pourrait que faire peser une lourde hypothèque sur l'avenir des élèves. Pour certains d'entre eux, mal orientés en sixième, la suppression de la seconde langue vivante retirerait la possibilité de se reconvertir avec une autre langue convenant mieux à leurs aptitudes. L'application de la circulaire ministérielle stériliserait les études supérieures portant sur l'italien, l'espagnol, le russe, etc., contraindrait les professeurs devenus ainsi en surnombre à se diriger vers l'enseignement d'autres disciplines, au détriment de leurs vocations et de l'intérêt des enseignés, rendrait enfin sans objet les études en cours poursuivies par de nombreux étudiants. Si l'enseignement des langues vivantes venait à subir une amputation de cette ampleur dans l'éducation nationale, les entreprises privées (et payantes) auraient tôt fait d'en assurer le monopole. Sous prétexte d'allègement, on aboutirait en fait à un véritable appauvrissement de notre éducation nationale, en renforçant les critères sociaux de sélections et en aggravant le gâchis des capacités qui caractérisent la politique de l'Etat des monopoles en la matière. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour que soit rapportée la circulaire n° 89-473 du 17 novembre 1969.

QUESTIONS ECRITES

Article 138 du règlement :

« Les questions écrites... ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés.

« Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu

de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois. »

PREMIER MINISTRE

10185. — 13 février 1970. — **M. Michel Durafour** expose à **M. le Premier ministre** qu'un crédit de 540 millions de francs a été voté par le Parlement pour venir en aide aux spoliés d'outre-mer les plus défavorisés ; or, une part importante de ce crédit (240 millions) a été affectée aux organismes de crédit et non aux rapatriés spoliés eux-mêmes. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour que, dans l'attente de la loi d'indemnisation, les crédits votés par le Parlement soient en priorité et en totalité affectés aux rapatriés eux-mêmes.

10229. — 17 février 1970. — **M. Alduy** rappelle à **M. le Premier ministre** qu'au cours de la campagne présidentielle, les plus hautes autorités de l'Etat, le Président de la République et le Premier ministre, lui-même, se sont déclarés favorables à la régionalisation et ont promis qu'ils interviendraient par voie législative, à la suite d'un débat au Parlement. Sans attendre cette réforme, ne pense-t-il pas qu'il conviendrait de faire un effort particulier en faveur des langues régionales, et lui demande, à cet égard : 1° où en est le projet de création d'une troisième chaîne de télévision à vocation culturelle promise par **M. Edgar Faure**, alors ministre de l'éducation nationale, qui devait permettre de réserver quelques heures à des émissions en langues régionales en particulier en catalan, breton et basque ; 2° s'il ne lui serait pas possible, dès maintenant, d'organiser une fois par semaine un magazine d'une heure en langue régionale sur les chaînes régionales concernées, ce qui avait déjà fait l'objet d'une proposition de **M. le député Le Theule** ; 3° s'il serait possible, dans la région Languedoc-Roussillon de consacrer à la radio-diffusion un quart d'heure à une émission en catalan, comme c'est le cas pour le breton, en Bretagne.

10252. — 18 février 1970. — **M. Grotteray** expose à **M. le Premier ministre** que même si elle donne l'occasion à certains contestataires invétérés d'enfourcher un nouveau cheval de bataille, la controverse sur l'enseignement de la seconde langue vivante témoigne cependant de l'inquiétude qu'éprouvent certains hommes de culture devant le risque de voir l'enseignement des langues latines tomber dans l'abandon. Après le report du commencement de l'étude du latin, celui de l'étude d'une seconde langue vivante expose en effet la culture latine à l'indifférence de lycéens qui se hâteront, une fois obtenu le baccalauréat, de délaisser une langue dont ils n'auront appris en deux ans que les notions les plus élémentaires. Au bout du compte, on peut craindre que les futurs bacheliers ne sauront que ce qu'ils auront retenu de leur première langue, l'anglais pour la majorité d'entre eux. Tel n'est sans doute pas l'objectif de **M. le ministre de l'éducation nationale**. Personne ne conteste que la connaissance de l'anglais soit souvent nécessaire à la vie professionnelle, mais il demeure que celle des langues latines est utile à l'approfondissement de tout ce que la Méditerranée occidentale a apporté à la civilisation au cours des siècles. Au moment où le Président de la République définit le rôle nouveau que la France pourrait jouer dans le bassin méditerranéen, il lui demande si, dans le cadre des accords culturels entre la France, l'Espagne et l'Italie, ne pourrait être mise à l'étude une disposition tendant à assurer dans chacun des pays latins l'étude d'une des deux autres langues latines dès l'enseignement élémentaire. Les méthodes d'enseignement modernes, grâce aux techniques audiovisuelles, permettent maintenant à de jeunes enfants d'apprendre une langue vivante étrangère sans sacrifier pour autant l'étude de leur langue maternelle, à plus forte raison lorsqu'il s'agit d'une langue présentant de profondes affinités avec celle-ci. Ce bilinguisme, outre qu'il préserverait la pérennité de la culture latine — source de notre civilisation — faciliterait notamment les relations commerciales et touristiques entre les pays latins qui groupent près de 150 millions d'hommes et les pays du monde anglo-saxon et germanique.

10262. — 18 février 1970. — **M. Ollivro** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur les difficultés rencontrées quotidiennement par les agents de l'administration en raison de l'incohérence à laquelle donne lieu l'utilisation des méthodes de classement alphabétique, lorsqu'il s'agit de noms de personnes précédés de l'une

des particules « L' » « La » ou « Le ». La priorité, donnée à ces particules par rapport à la lettre qui les suit, est source d'embarras constants, notamment dans des régions comme la Bretagne où elles se rencontrent fréquemment. La pratique actuelle a pour effet de rendre interminables les recherches à la lettre « L » dans les registres, matrices cadastrales, nomenclatures de toutes sortes, étant donné le nombre considérable de noms commençant par cette lettre. C'est pourquoi il serait souhaitable que les noms des personnes, précédés de l'une des particules incitées ci-dessus, ne soient plus classés à la lettre « L », mais que l'on tienne compte de la lettre qui suit immédiatement la particule, cette dernière devant être ajoutée entre parenthèses à la suite du nom. Il lui demande s'il n'envisage pas de donner toutes instructions utiles en ce sens, à tous les départements ministériels intéressés.

10278. — 19 février 1970. — **M. Fontaine** rappelle à **M. le Premier ministre** l'objectif qu'il a assigné à son gouvernement et qui consiste à bâtir la société nouvelle. Pour y parvenir il a lui-même affirmé qu'il fallait faire évoluer la situation actuelle qui procède d'une société bloquée. Or, il n'est pas sans savoir, pour l'avoir reconnu et regretté à maintes reprises, que l'administration pousse ses tentacules dans tous les domaines, de sorte que toute solution à un problème donné passe forcément par elle. Dans ces conditions, il lui demande de lui faire connaître quelles sont les instructions qu'il a données afin que les responsables de l'administration puissent répondre dans les meilleurs délais aux demandes et suggestions des élus du peuple.

Fonction publique et réformes administratives.

10187. — 13 février 1970. — **Mme Jacqueline Thome-Patenôtre** attire l'attention de **M. le Premier ministre** (fonction publique et réformes administratives) sur l'article 5 du décret n° 69-197 du 24 février 1969, qui a fixé au 1^{er} janvier 1968 la rétroactivité des textes instituant les modalités selon lesquelles les agents de la fonction publique qui, au cours de leur carrière, avaient été successivement fonctionnaires titulaires, puis contractuels, pourraient faire prendre en compte, pour le calcul de leur retraite complémentaire de contractuels, la durée des services accomplis comme fonctionnaires titulaires. Cette disposition lèse les agents qui ont quitté leur position de fonctionnaires titulaires entre le 12 novembre 1951 et le 1^{er} janvier 1968 pour devenir contractuels, ce qui est le cas d'un certain nombre de fonctionnaires rapatriés d'Algérie ou d'épouses fonctionnaires devant suivre leur mari dans des localités où leur administration n'était pas représentée. Elle lui demande, étant donné que la coordination avait été prévue dès 1951, par l'article 13 du décret n° 51-1445 du 12 décembre 1951, si la rétroactivité du décret du 24 février 1969, n° 69-201 ne pourrait pas être fixée au 12 décembre 1951.

10228. — 17 février 1970. — **M. Carpentier**, expose à **M. le Premier ministre** (fonction publique et réformes administratives), la situation suivante relative à l'application de l'article L. 18 de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 : d'un premier mariage, un enfant est né dans un ménage dont la conjointe n'était pas fonctionnaire. Le divorce a été prononcé aux torts exclusifs de celle-ci, tout en lui laissant la garde de l'enfant. Une pension alimentaire a été réglée jusqu'à la majorité de celui-ci par le mari fonctionnaire. D'un second mariage de ce dernier, sont nés deux enfants. Ces 3 enfants vivants ont dépassé l'âge de 16 ans. Il lui demande si ledit fonctionnaire peut prétendre à la majoration de 10 p. 100 prévue par le texte ci-dessus référencé.

10276. — 19 février 1970. — **M. Leroy-Beaulieu** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** (fonction publique et réformes administratives), sur la situation actuelle des anciens sous-chefs de bureau des P. T. T. Cet emploi a été supprimé. Or les retraités, contre toute logique, ont été assimilés à l'emploi d'agents supérieurs alors que leurs collègues en activité étaient nommés administrateurs civils. De ce fait, leur pension demeure immuablement à l'indice net 410 alors qu'il y a toujours eu dans les P. T. T., équivalence de situation entre sous-chefs de bureau et inspecteurs principaux des services extérieurs qui, eux, obtiennent l'indice 550. Il convient de considérer que sur simple demande, les uns et les autres pouvaient, à l'époque, être nommés receveurs de première classe et que, pour la simple raison qu'ils avaient au cours de leur carrière exercé, soit des fonctions de sous-chef de bureau, soit celles d'inspecteur

principal, le décret n° 54-1038 du 16 octobre 1954, a aligné la pension des intéressés sur celle de l'inspecteur principal à l'indice net 550. On a donc placé à cette époque sur le même plan, les deux grades. Mais d'avoir terminé leur carrière de sous-chef de bureau à l'administration centrale souvent à la demande de leur chef, dans l'intérêt du service, pénalise de façon inconcevable — perte de 140 points d'indice — des fonctionnaires de premier plan. Il en est qui sont docteurs en droit ayant dû subir les difficiles épreuves du concours de rédacteur du ministère, ce qui n'a pas été exigé des inspecteurs principaux, et ont fait ensuite l'objet d'une sévère sélection pour leur inscription au tableau d'avancement de sous-chef de bureau. Ce n'est certainement pas ce qu'a voulu le législateur de la loi des pensions du 20 septembre 1948 en exprimant clairement : « qu'en aucun cas, la péréquation des pensions concédées ne devrait avoir pour effet de placer le retraité dans une situation inférieure à celle qu'il occupait en activité par rapport aux emplois qui leur étaient assimilés normalement ». C'est pourquoi il lui demande en conséquence ce qu'il compte faire pour améliorer la situation des anciens sous-chefs de bureau et ainsi réparer ce qui leur apparaît être une injustice.

Jeunesse, sports et loisirs.

10258. — 18 février 1970. — M. Maurice Niles attire l'attention de M. le Premier ministre (jeunesse, sports et loisirs) sur la situation faite au corps de l'inspection de la jeunesse et des sports. Les inspecteurs de la jeunesse et des sports, chargés des tâches d'administration, de gestion, de contrôle d'inspection, de conseil technique et d'animation soumis à des obligations ou à des sollicitations qui se traduisent par un allongement considérable de leur temps de travail voient leur situation se dégrader continuellement, alors même que leurs tâches vont croissant. Ils réclament : une structure administrative claire et définie ; un statut conforme à leurs responsabilités de fait ; la révision de leur classement indiciaire par assimilation à des fonctionnaires départementaux de même niveau de responsabilité ; l'attribution d'indemnités particulières en raison des charges particulières de la fonction ; une gestion du personnel d'inspection conforme aux règles de la fonction publique (notamment le fonctionnement des commissions paritaires) ; des moyens de travail en personnel administratif suffisant en quantité et en qualité. Il lui demande s'il n'estime pas nécessaire de prendre en considération ces revendications pour accorder aux activités de jeunesse, de sport et de loisir, des moyens correspondant à leur importance et à leur développement.

AFFAIRES CULTURELLES

10199. — 14 février 1970. — M. Pierre Bas appelle à nouveau l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles sur le problème de l'utilisation du Théâtre de France qui a déjà fait l'objet de sa question écrite n° 3437 du 25 janvier 1969. La salle, après les travaux de remise en état du théâtre, a pu être ouverte au public. Le Théâtre de France a accueilli le théâtre des Nations en avril, mai et juin, mais il apparaît qu'une telle utilisation est beaucoup trop limitée, les investissements faits à l'Odéon devant se traduire par une activité soutenue dans ce théâtre. Il ne manque pas de personnalités de valeur auxquelles ce théâtre pourrait être confié et qui pourraient reprendre l'ancienne et glorieuse tradition de l'Odéon. Il lui demande quelles sont ses intentions en ce domaine.

10200. — 14 février 1970. — M. Pierre Bas appelle à nouveau l'attention du ministre d'Etat chargé des affaires culturelles sur la situation du Foyer des Artistes et des Intellectuels, 89, boulevard du Montparnasse, à Paris (6^e), situation qui a déjà fait l'objet de sa question écrite n° 21648 du 18 octobre 1968, dont la réponse a paru au *Journal officiel*, Débats Assemblée nationale, du 16 novembre 1968. Fondé en 1946 pour apporter une aide morale et matérielle aux artistes, intellectuels et étudiants, qu'ils soient français ou étrangers, le Foyer d'entraide aux artistes, seul à Paris, leur apporte une aide considérable, servant chaque jour plus de 400 repas à des prix très modiques et même gratuits. Il a organisé dans sa salle d'exposition des manifestations artistiques en faveur de ses adhérents, et de caractère international, ainsi que des conférences littéraires. Son rayonnement à l'étranger est très grand, en particulier il a été désigné par deux des lauréats du prix Erasme, M. René Huyghe, de l'Académie française, et Charlie Chaplin, pour recevoir la moitié de leur prix dans le but

de distribuer chaque année des bourses à de jeunes artistes de talent qui se trouvent dans le besoin. Or, les locaux du Foyer sont repris par les propriétaires. Différents projets de relogement ont été formulés, le plus intéressant consistant à utiliser l'ancien hôtel du peintre Hyacinthe Rigaud, situé également boulevard du Montparnasse, au n° 85. Malheureusement, dans cet hôtel, sont actuellement installés des bureaux relevant de l'autorité du ministre du développement industriel et scientifique, et la situation des services ne permet absolument pas dans l'immédiat d'envisager l'évacuation de l'immeuble. Il serait désolant de laisser disparaître une œuvre dont l'intérêt est évident pour le rayonnement de notre pays. Aussi, il lui demande ce qu'il peut faire pour porter remède à cette situation.

10225. — 17 février 1970. — M. Pierre Lagorce informe M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles que les 700 associations adhérentes à la fédération des œuvres laïques de la Gironde, réunies en assemblée générale le 1^{er} février 1970, à Bordeaux, ont adopté une motion par laquelle elles protestent contre l'application de la taxe à la valeur ajoutée aux séances culturelles qu'elles organisent dans leurs sections ciné-clubs et qui, s'ajoutant aux contraintes antérieures, équivalent pratiquement à l'arrêt de mort de tout le mouvement ciné-club en France. Les dirigeants et les animateurs de ces associations protestent contre cette commercialisation de la culture, car s'ils s'offrent avec enthousiasme à s'occuper bénévolement de tâches d'éducation, ils n'entendent être ni des comptables ni des collecteurs d'impôt. Il lui demande s'il n'estime pas devoir les exonérer de l'application injustifiée de cette taxe.

AFFAIRES ETRANGERES

10172. — 13 février 1970. — M. Odru demande à M. le ministre des affaires étrangères les raisons pour lesquelles il n'a toujours pas répondu à sa question écrite n° 8828, en date du 27 novembre 1969, relative à l'interdiction d'entrée en France opposée à M. Antonis Brillakis, ancien député grec.

10184. — 13 février 1970. — M. Gosnat expose à M. le ministre des affaires étrangères que les parents d'élèves de la mission culturelle de Sfax (Tunisie) ont été informés par une décision n° 69422 du 1^{er} octobre 1969 de M. l'ambassadeur de France qu'ils auraient désormais à payer un droit d'écologie pour les enfants d'âge pré-scolaire de 27 dinars par an et par élève, soit 9 dinars par trimestre, payables d'avance. Les parents ont été avertis que, faute d'avoir acquitté ce droit dans les délais prescrits, l'inspection d'académie se trouverait dans l'obligation de ne plus recevoir leurs enfants à l'école. Cette mesure ne peut manquer d'émuouvoir vivement les parents d'élèves, tant par la soudaineté avec laquelle elle leur a été communiquée, que par la mise en cause du droit à la gratuité de l'enseignement public auquel ils sont légitimement attachés. Il lui demande s'il peut lui faire connaître les raisons qui ont pu provoquer l'application d'une telle décision et quelles mesures il compte prendre pour rapporter cette décision aussi néfaste aux jeunes Français et au rayonnement de la culture française à l'étranger.

10254. — 18 février 1970. — M. Pierre Villon signale à M. le ministre des affaires étrangères que des jeunes gens qui ont demandé, avant le mois de septembre 1968, à accomplir leur service national actif au titre de la coopération culturelle à l'étranger étaient assurés, par une « note d'information » datée de janvier 1968, émanant du « bureau de recrutement du service national de coopération » de la direction générale des relations culturelles, page 10, 3^e alinéa, qu'« après leur démobilisation sur place, et jusqu'à la date de la rentrée scolaire suivante », ils percevraient « un traitement forfaitaire sensiblement égal à la rémunération servie aux enseignants civils ayant les titres et une ancienneté identiques », mais que ceux d'entre eux qui étaient libérables le 31 décembre 1969 ont été avertis que leurs émoluments (pour la période complémentaire où ils serviraient à titre civil) « seraient calculés sur la base du 1^{er} échelon de leur grade ». Il lui fait remarquer qu'il s'agit là d'une véritable rupture unilatérale de contrat de la part de l'administration et lui demande s'il n'estime pas devoir rétablir le mode de rémunération prévu par la note de janvier 1968, citée plus haut, et tenir compte des « titres et anciennetés » réels de ces enseignants.

AGRICULTURE

10269. — 19 février 1970. — M. Granet attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur l'ordonnance n° 67-813 du 26 septembre 1967 relative aux sociétés mixtes d'intérêts agricoles (S. M. I. A.) et qui prévoit que des avantages particuliers pour la réalisation d'un programme déterminé pourraient être accordés par convention aux S. M. I. A. par l'Etat. Il lui demande si les pouvoirs publics ont défini les termes et la portée des conventions ainsi prévues par l'article 15 de ladite ordonnance et dans le cas contraire dans quel délai on peut espérer raisonnablement voir sortir les textes d'application ainsi nécessaires.

10279. — 19 février 1970. — M. Bonhomme expose à M. le ministre de l'agriculture que l'application stricte des décrets relatifs à l'I. V. D. entraîne parfois des décisions négatives, alors que l'objectif de la restructuration est atteint, du fait d'une interprétation trop restrictive de la notion d'installation. Lorsqu'une propriété est démembrée, au profit des voisins par exemple, la loi précise que les cessionnaires doivent être déjà installés juridiquement. Si le cessionnaire n'exerce pas la profession agricole cela se conçoit, mais quand il s'agit (comme c'est souvent le cas) d'un membre d'une famille d'agriculteurs associé à l'exploitation exploitant de fait, n'ayant jamais eu d'autre activité qu'agricole, cela ne se conçoit pas. Il semble que la notion d'installation doive être comprise dans un sens plus large, lorsqu'il s'agit de professionnels de l'agriculture associés à des exploitants dont ils sont héritiers pré-somptifs. Il lui demande s'il ne serait pas conforme à l'équité et à l'esprit de la loi de modifier les textes dans ce sens ou tout au moins de laisser une certaine possibilité d'interprétation aux commissions départementales.

10281. — 19 février 1970. — M. Bizet demande à M. le ministre de l'agriculture si un ouvrier paysan quittant son emploi et se réinstallant sur une exploitation dans des conditions conformes au décret n° 65-581, peut bénéficier normalement des avantages « Mutation d'exploitation ».

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

10188. — 13 février 1970. — M. Rossi demande à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre s'il est en mesure de fournir, actuellement, des précisions sur les conclusions auxquelles ont abouti les travaux de la commission médicale qui a été chargée d'étudier la pathologie spéciale de la captivité et sur les mesures envisagées à la suite de cette étude, à l'égard des anciens prisonniers de guerre victimes de séquelles tardives dues à leur captivité.

10256. — 18 février 1970. — Mme Vaillant-Couturier demande à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre s'il peut lui faire connaître, par département, le nombre de dossiers de demandes de cartes : déportés résistants ; internés résistants ; déportés politiques ; internés politiques ; patriotes résistants à l'occupation (Haut-Rhin, Bas-Rhin, Moselle), actuellement en attente d'une décision.

10257. — 18 février 1970. — Mme Marie-Claude Vaillant-Couturier demande à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre s'il peut lui faire connaître le nombre de cartes : déportés résistants ; internés résistants ; déportés politiques ; internés politiques ; patriotes résistants à l'occupation (Haut-Rhin, Bas-Rhin, Moselle) ; combattants volontaires de la résistance, attribuées au 31 décembre 1969, et par département.

10288. — 19 février 1970. — M. Polrier appelle l'attention de M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur le fait que le 8 mai, date anniversaire de la capitulation nazie, n'est pas considéré comme fête nationale et qu'en conséquence, ne peut être déclaré jour férié et chômé. Une simple commémoration de l'armistice du 8 mai 1945 a été prévue par le décret n° 68-55 du 17 janvier 1968 ; il lui rappelle à cet égard que lors du XX^e anniver-

saire de ce même armistice, une dérogation exceptionnelle avait fait l'objet du décret du 1^{er} avril 1965 et qu'en conséquence le 8 mai 1965 avait été qualifié de jour férié. C'est pourquoi il lui demande si, à l'occasion du XXV^e anniversaire de la Victoire de 1945, une nouvelle dérogation ne pourrait être décidée afin que le 8 mai 1970 soit déclaré jour férié et chômé. Cette mesure — exceptionnelle — serait particulièrement bien accueillie par les anciens combattants qui attachent un prix tout particulier au caractère symbolique de la reconnaissance, par la nation, des sacrifices consentis et trop souvent oubliés ou ignorés par les nouvelles générations.

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE

10253. — 18 février 1970. — M. Pierre Villon signale à M. le ministre du développement industriel et scientifique que les mineurs, anciens déportés, qu'ils soient titulaires de la carte déporté-politique ou de la carte déporté-résistant, ne bénéficient pas, pour le calcul de leur retraite, de la double campagne pour la période de leur déportation dans les camps de la mort, dont bénéficient leurs camarades de la plupart des autres professions, que cette corporation est donc défavorisée alors que son rôle dans la résistance et dans la bataille de la production après la libération devrait au contraire lui valoir des avantages particuliers. Il lui demande s'il n'estime pas équitable : 1° que les mineurs bénéficient de la campagne double ; 2° qu'ils aient droit, comme les ouvriers de la régie Renault, anciens déportés, à des congés spéciaux, et quelles mesures il compte prendre dans ce sens.

ECONOMIE ET FINANCES

10174. — 13 février 1970. — M. Duroméa signale à M. le ministre de l'économie et des finances que les récepteurs de télévision placés dans les foyers d'anciens, qu'ils soient offerts par les communes, par des particuliers généreux, ou bien par des comités de quartier, ne bénéficient pas de l'exonération de la redevance, comme c'est le cas en application de l'article 1 (c) du décret 69-579 du 13 juin 1969 pour les récepteurs de radiodiffusion. Or, la télévision est, dans ces foyers, un des rares moyens d'animation. Le paiement de la taxe grève lourdement les modestes budgets de fonctionnement des foyers. En conséquence, et compte tenu du caractère social de l'activité de ces foyers, il lui demande quelles mesures il compte prendre afin que les postes récepteurs de télévision, installés dans les foyers d'anciens, soient exonérés de la redevance O. R. T. F.

10181. — 13 février 1970. — M. Poudevigne expose à M. le ministre de l'économie et des finances que son collègue de l'agriculture a encouragé la constitution de groupements agricoles fonciers. Pour fonctionner, ces groupements doivent être dirigés par une personne responsable. Or, il semble que, lorsque le gérant salarié d'un groupement agricole commun est en même temps adhérent à ce groupement, la qualité de salarié ne lui est pas reconnue par l'administration fiscale, les sommes perçues à ce titre, étant considérées comme une avance sur sa part. Il lui demande si cette interprétation n'est pas abusive, car il apparaît anormal de défavoriser un gérant salarié, membre du groupement agricole foncier, par rapport à un étranger à ce groupement qui exercerait les mêmes fonctions.

10182. — 13 février 1970. — M. Commenay expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'une entreprise, dont l'exercice comptable se clôture le 30 avril de chaque année, a acquis, le 30 avril 1969, un terrain en vue de construction d'un logement pour son personnel, dans le cadre de l'investissement de 1 p. 100 à la construction. Le prix d'acquisition a, en conséquence, été compris dans l'investissement obligatoire à réaliser au cours de l'exercice 1^{er} mai 1968 au 30 avril 1969. Cette entreprise, dont la direction a changé, modifie l'orientation de sa politique et envisage actuellement : 1° de revendre le terrain dont il s'agit, sans construire la maison projetée ; 2° d'acquiescer des parts dans une association interprofessionnelle pour l'aide au logement donnant vocation à un appartement. Dans ces conditions, l'investissement effectué au cours de l'exercice 1968-1969 va se trouver annulé au cours de l'exercice 1969-1970 ou, au plus tard, au cours de l'exercice 1970-1971. Il lui demande si l'administration sera fondée à ne pas tenir compte de l'investissement pour l'exercice 1968-1969, puisque l'engagement de construire n'est pas respecté, et à réclamer la taxe de 2 p. 100, étant entendu

qu'en cas de revente du terrain, l'entreprise se propose de réinvestir le prix d'acquisition dans les délais réglementaires, c'est-à-dire avant la clôture de l'exercice au cours duquel la revente sera effectuée, ou si celle-ci intervient dans les trois derniers mois de l'exercice, dans les trois mois de l'exercice suivant.

10191. — 13 février 1970. — M. Poudevigne expose à M. le ministre de l'économie et des finances que, en application du décret n° 58-1465 du 31 décembre 1958 et de la loi n° 69-903 du 4 août 1962, un certain nombre de villes ont été classées à rénover. L'exécution des travaux de restauration prévus par les différents textes ci-dessus sont obligatoires pour les propriétaires qui bénéficient pour cela d'un prêt spécial du Crédit foncier de France à 4,75 p. 100 en 30 ans. Il lui demande : 1° si ces travaux obligatoires bénéficiant d'une prime à la construction convertible en prêt spécial du Crédit foncier sont considérés comme des travaux neufs et, dans l'affirmative, comment sont-ils assujettis à la contribution foncière ? Peuvent-ils bénéficier de la réduction de 35 p. 100 sur les revenus imposables au titre de l'I.R.P.P. ? Comment sont-ils considérés au regard des droits de mutation entre vifs ou à cause de mort ? 2° Pour le cas où ces travaux ne seraient considérés que comme de grosses réparations, dans quelles conditions les revenus tirés des loyers d'un immeuble restauré seraient-ils déductibles au titre de l'I.R.P.P. ? Comment seraient déduits les intérêts des prêts contractés pour cette restauration ? Le montant de la déduction serait-il plafonné pour l'immeuble restauré uniquement ou pour l'ensemble des prêts immobiliers contractés par le même contribuable au titre de plusieurs immeubles ? Pourrait-on déduire le prix du loyer pendant la période d'exécution des travaux ? 3° Ces divers avantages fiscaux sont-ils transmissibles aux ayants droit du propriétaire en cas de vente ou de succession ? 4° En cas de vente ou de succession, quel sera le régime de la taxe sur les plus-values immobilières.

10192. — 13 février 1970. — M. Delorme expose à M. le ministre de l'économie et des finances que la « Note d'application de la T.V.A. à l'exploitation cinématographique » rend redevable de la T.V.A., depuis le 1^{er} janvier 1970, les associations habilitées à diffuser la culture par le film, plus communément appelées ciné-clubs, antérieurement exonérées de la taxe sur les spectacles. Or, les ciné-clubs représentent une chance de diffusion d'un cinéma de qualité, notamment dans les communes rurales, les quartiers ouvriers, les foyers socio-éducatifs, les clubs de jeunes. De plus, les ciné-clubs n'ont pas le droit de percevoir de prix d'entrée, mais seulement des cotisations portant sur plusieurs séances. C'est donc, en fait, sur des cotisations à des associations culturelles sans but lucratif que s'applique la T.V.A. Enfin ces associations seront souvent incapables de faire face aux nouvelles obligations financières — lourdes pour elles mais négligeables pour les pouvoirs publics — et risquent de disparaître. Il lui demande s'il n'estime pas devoir exonérer les ciné-clubs de l'application de la T.V.A.

10194. — 13 février 1970. — M. Bécam attire instamment l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les conséquences de l'abaissement du taux intermédiaire ou du taux réduit de la T.V.A. applicable aux conserves de légumes et de poissons non assorti d'une autorisation d'achat en suspension de T.V.A. des emballages commerciaux et, éventuellement, des achats de matières premières. Il lui rappelle que la situation comparable dans laquelle les confitureries se sont longtemps trouvées a fait l'objet de décisions ministérielles autorisant l'achat en suspension de T.V.A. du sucre en date du 23 août 1968 et des emballages de toute nature en date du 28 octobre 1968. Ajoutant que cet avantage a été à juste titre étendu aux fabricants de conserves de viande, il lui demande très instamment s'il estime devoir en faire bénéficier les fabricants de conserves de légumes et de poissons pour tenir compte de la situation concrète dans laquelle ils sont présentement placés. Tout retard dans la parution d'une telle décision aggraverait la situation financière de ces entreprises, le financement de leurs stocks — inhérents à la nature même de leurs activités — n'ayant en outre pas été réglé équitablement sur le plan bancaire.

10195. — 13 février 1970. — M. Gernez demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il estime qu'un testament par lequel un père a légué des biens déterminés à chacun de ses enfants, sans mettre à la charge de ceux-ci la moindre obligation en contrepartie des dons qu'ils recevront, est un acte de libéralité et doit, par conséquent, être enregistré au droit fixe édicté par l'article 670-11° du code général des impôts.

10198. — 14 février 1970. — M. Delong expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'un testament, par lequel un père a distribué gratuitement ses biens à ses enfants, produit les mêmes effets juridiques qu'un testament par lequel un oncle a réparti sa fortune entre ses neveux. Ces deux testaments ne transmettent pas aux bénéficiaires la propriété des biens légués car les neveux sont, comme les enfants, investis de la saisine. Ils ne modifient pas leur vocation héréditaire. Ce sont essentiellement des actes par lesquels le testateur procède au partage entre ses héritiers légitimes des biens que ces derniers recueillent dans la succession. Ils constituent tous les deux des actes de libéralité puisque les enfants comme les neveux n'ont rien à fournir en contrepartie des dons qui leur sont faits. On ne peut donc trouver aucune raison valable pour rendre la formalité de l'enregistrement plus onéreuse pour les héritiers directs que pour les héritiers collatéraux. D'autre part des réformes fiscales ont été réalisées depuis l'arrêt de la cour de cassation du 8 juillet 1879. Il lui demande si, compte tenu de ces observations, il est disposé à admettre qu'un testament fait par un ascendant au profit de ses descendants ne doit pas être soumis à un droit plus élevé que celui perçu pour l'enregistrement d'un acte de même nature pour lequel une personne sans postérité a partagé ses biens entre ses frères, ses neveux ou ses cousins.

10202. — 14 février 1970. — M. Durieux demande à M. le ministre de l'économie et des finances si les citoyens ont la possibilité de porter directement à la connaissance de la cour des comptes des informations qui sont du domaine de l'appréciation de cette juridiction et, dans l'affirmative, à quelle procédure il convient d'avoir recours en pareille éventualité.

10203. — 14 février 1970. — M. Durieux, comme suite à la réponse faite le 11 décembre 1969 par M. le ministre de l'économie et des finances à sa question écrite n° 7733 du 3 octobre 1969, de laquelle il résulte que le bénéfice du régime d'allocations viagères des gérants de débits de tabac est susceptible de se cumuler avec celui du régime d'assurance vieillesse des commerçants, et que, par conséquent et contrairement à la réponse faite à la question n° 5980 (Cf. *Journal officiel* du 23 août 1969, page 2985), bon nombre de débitants de tabac en exercice bénéficiaient donc avant l'application du décret n° 63-1104 du 30 octobre 1963, d'un régime de retraite renforcé par un second régime spécifique à l'activité considérée. Il attire à nouveau son attention sur le fait que les différents concours qu'apporte au Trésor le marchand en gros de boissons en engageant sa responsabilité pécuniaire personnelle lors des tâches d'assiette et de recouvrement des impôts indirects spécifiques aux boissons sont assurément tout aussi importants que ceux apportés par les débitants de tabac dont l'intervention fait d'ailleurs l'objet d'une rétribution. Il lui précise que la tâche déployée en la circonstance par le marchand en gros de boissons amène ce dernier à se substituer à l'administration dans l'accomplissement d'une tâche qui est de la compétence et des attributions de cette dernière ; il lui renouvelle sa question visant à connaître si la mise en place d'un régime d'allocations viagères des marchands en gros de boissons ne pourrait être envisagée, régime qui pourrait être, au moins en partie, financé par un prélèvement sur les sommes recouvrées par les intéressés pour le compte du Trésor.

10206. — 14 février 1970. — M. Chaumont rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que, suivant les dispositions de l'article 9 de la loi de finances pour 1969 (n° 68-1172 du 27 décembre 1968), le tarif général du droit de bail prévu à l'article 685 du C. G. I. est porté de 1,40 p. 100 à 2,5 p. 100. Or, aux termes de l'article 685 précité, ce droit perçu sur les baux d'immeubles à durée limitée est exigible lors de la signature du contrat. Il lui expose que les baux d'immeubles sont, dans la quasi-totalité des cas, souscrits pour des durées de 5, 6, 9 ans. Par contre, dans les H. L. M., le renouvellement du droit au bail se fait annuellement. Il lui demande en conséquence s'il n'estime pas que les locataires des H. L. M. se trouvent ainsi pénalisés et s'il ne pourrait envisager, en accord avec son collègue de l'équipement et du logement, une modification des modalités de recouvrement du droit de bail en faveur de ces derniers, soit par une nouvelle réglementation des baux des H. L. M., ceux-ci n'étant renouvelables que tous les 3 ans, soit par la perception unique du droit pour une période au moins égale à 3 ans.

10213. — 14 février 1970. — M. Pierre Bas rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que l'article 4 de la loi du 8 juillet 1969 autorise certaines sociétés, à forme civile ou commerciale, à se trans-

former en associations régies par la loi du 1^{er} juillet 1901, sans création d'un être moral nouveau. Il lui rappelle qu'un certain nombre d'autres textes, antérieurs ou postérieurs à cette même loi, ont tendu ou tendent encore à faciliter au maximum la dévolution de l'actif de ces sociétés à des associations à but non lucratif. Il lui expose le cas d'une société anonyme qui a été dissoute et se trouve en liquidation amiable par décision d'une assemblée générale extraordinaire antérieure à la loi du 8 juillet 1969 mais qui remplit par ailleurs la condition essentielle de mettre la totalité de son actif immobilier à la disposition d'œuvres à caractère charitable ou éducatif. Il lui demande si les actionnaires de cette société, réunis en assemblée générale extraordinaire, pourraient décider la dévolution de l'actif de liquidation à une association existante ou à créer et dans quelles conditions fiscales cette opération pourrait être réalisée. Notamment, les plus-values déjà engagées par la vente d'une partie de l'actif échapperaient-elles au précompte mobilier.

10217. — 14 février 1970. — **M. Icart** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'une société anonyme entrant dans le cadre de l'application des textes sur la participation désire, bien qu'étant déficitaire en 1968, allouer une somme de principe pour l'ouverture des comptes de participation. Une société étrangère, principale actionnaire de la société anonyme française, a décidé d'abandonner une créance qu'elle possède sur la société française sous la condition expresse que la somme ainsi abandonnée soit donnée au personnel de l'entreprise pour ouvrir les comptes de la participation, étant entendu que la somme n'est pas abandonnée au profit de la société française mais des employés de cette dernière. Il lui demande : 1^o si cet abandon de créance est, pour la société française, taxable à l'impôt sur les sociétés et si cette somme rentre dans la détermination du bénéfice ? 2^o si la société française peut considérer qu'elle peut constituer une provision pour investissement ; 3^o si cette somme inscrite au compte de participation peut être regardée comme entrant, avec toutes ses conséquences, dans le cadre du mécanisme de la participation ; 4^o si cette somme est exonérée de l'impôt sur le revenu des personnes physiques pour les salariés qui en bénéficient ou si elle doit être considérée comme un revenu taxable.

10226. — 17 février 1970. — **M. Chauvet** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les profits de construction sont assujettis à un régime fiscal différent selon que le permis de construire afférent à l'opération a été délivré avant ou après le 1^{er} janvier 1966. A cet égard, l'administration a admis que, lorsque l'accord préalable a été délivré avant le 1^{er} janvier 1966 et qu'une demande de permis de construire a été déposée dans le délai réglementaire de 6 mois, il peut être fait application du régime prévu pour les opérations ayant donné lieu à un permis de construire avant le 1^{er} janvier 1966 (prélèvement au taux de 15 p. 100 au lieu de 25 p. 100) même si, en fait, ce permis est délivré après cette date. Il lui demande si une mesure analogue peut être retenue dans le cas où une demande d'accord préalable, déposée en 1964, a fait l'objet, en 1965, d'un sursis à statuer et où, de ce fait, le permis de construire n'a été obtenu que postérieurement au 1^{er} janvier 1966. En effet, l'administration a logiquement pris pour règle de ne pas pénaliser les contribuables dont la demande a été frappée d'un sursis à statuer (solution du 21 juin 1966, B. O. E. 1966-9780, paragraphe II) ou, d'une manière plus générale, a subi des retards administratifs (réponse à la question écrite n^o 1996, J. O. du 8 février 1969, Débats A. N., p. 327). Dans le même esprit, il paraîtrait donc équitable, dans le cas envisagé, de considérer que, pour la détermination du régime fiscal applicable en fonction de l'ancienneté de l'engagement du programme, la décision de sursis à statuer prend date avec la même valeur et les mêmes effets que ceux qu'aurait comportés une décision d'accord préalable.

10227. — 17 février 1970. — **M. Spénale** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les conséquences particulièrement graves du blocage des crédits du programme d'électrification rurale de 1969, versés au fonds d'action conjoncturelle. Il lui rappelle : que le programme d'électrification rurale de 1969 prévoyait 97 millions de crédits budgétaires plus 55 millions de crédits du fonds spécial pour l'électrification rurale ; que ce même programme a été limité à environ 55 p. 100 du montant prévu par le budget de l'Etat, y compris les ressources du fonds spécial d'électrification rurale ; que cette limite résulte du versement au fonds d'action conjoncturelle d'un crédit de subvention représentant 70 p. 100 des crédits budgétaires initialement prévus ; que cette limitation se traduit par l'ajournement d'un grand nombre de projets

urgents, rendant encore plus grave la situation résultant de l'insuffisance des réseaux ; que l'animation de l'espace rural, qui retient tout particulièrement l'attention du Gouvernement, n'est concevable que si les équipements de base tels que les réseaux électriques, sont capables de répondre à tous les besoins ; que les mesures de blocage ont pu introduire certaines distorsions entre départements. Il dénonce, tant des besoins connus et urgents, que des engagements pris : 1^o que les crédits de subvention du programme d'électrification rurale de 1969 bloqués pour être versés au fonds d'action conjoncturelle doivent être préservés et conserver leur affectation initiale qui les destinait à financer le programme d'électrification rurale de 1969 ; 2^o que lorsque lesdits crédits seront mis à la disposition du ministre de l'agriculture, ils ne sauraient venir en déduction de ceux affectés par ailleurs au financement des programmes d'électrification rurale postérieurs à 1969 ; 3^o que ces crédits doivent être progressivement débloqués pour permettre le plus rapidement possible le rattrapage des retards supplémentaires enregistrés dans le domaine de l'électrification rurale de 1969, et le rétablissement des programmes 1969 déjà notifiés aux départements. Il lui demande, conformément à la résolution unanime de l'assemblée permanente des présidents des syndicats départementaux de la fédération des collectivités concédantes et des règles, en date du 29 janvier, à Paris : a) quels engagements il peut prendre sur les points 1 et 2 ci-dessus concernant la préservation des moyens précédemment affectés ; b) quelles précisions il peut d'ores et déjà fournir sur le point 3 concernant les délais et le rythme des déblocages à intervenir, lesquels conditionnent la réalisation des programmes, le rythme des travaux, les passations des marchés, l'emploi ou le chômage des personnels et parfois même la survie des entreprises.

10230. — 17 février 1970. — **M. Pic** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, selon l'article L. 24, 3^o, du code des pensions civiles et militaires de retraite, « la jouissance de la pension civile est immédiate pour les femmes fonctionnaires lorsqu'elles sont mères de trois enfants vivants ou décédés par faits de guerre ». C'est ainsi qu'une interprétation trop stricte de ce texte exclut de son bénéfice une femme fonctionnaire qui a élevé trois enfants issus du premier mariage de son mari. Or, la reconstitution d'un foyer et d'une famille, tâche menée parallèlement avec une vie professionnelle active, exige un effort et un dévouement particulier. Il lui demande s'il n'estime pas devoir proposer d'étendre aux femmes fonctionnaires précitées le bénéfice de l'article L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite.

10240. — 18 février 1970. — **M. Antoine Caill** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'un particulier a recueilli en nue-propriété un legs au cours de l'année 1965 et qu'en vertu d'une disposition du code général des impôts, il a demandé le bénéfice du paiement différé jusqu'au jour de l'extinction de l'usufruit dans la même succession. Actuellement il envisage de renoncer à ce paiement différé et de payer les droits en utilisant les rentes sur l'Etat 1952-1958 dites « rentes Pinay ». Il lui demande si l'administration peut refuser ce paiement.

10242. — 18 février 1970. — **M. des Garets** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'une société anonyme immobilière de construction, bénéficiant de la transparence fiscale en application de l'article 1655 ter du code général des impôts, et groupant quelque 1.000 associés (soit 3.500 résidents) a pour objet : « Acquisition de divers terrains, aménagement et construction sur ces terrains en un ou plusieurs programmes d'un ou plusieurs ensembles d'immeubles collectifs, à usage principal d'habitation et éventuellement de services communs y afférents destinés à être attribués aux associés, en jouissance au cours de la société, et en propriété lors de chaque retrait d'associés ou lors de la dissolution. La gestion, l'entretien et la mise en valeur de ces immeubles ; l'obtention de toutes ouvertures de crédits et facilités de caisse avec ou sans garantie ou hypothèque ; et généralement toutes opérations de caractère non commercial, se rattachant directement ou indirectement à l'objet social ou pouvant être utiles à sa réalisation ». Bien que la première partie de cet objet social — édification des immeubles et des parties communes — soit aujourd'hui achevée — les réceptions définitives ayant été prononcées — le régime de la copropriété n'est pas entré en vigueur, aucun actionnaire n'ayant sollicité son retrait. A l'effet de développer les activités au sein de la résidence, une association sportive a été constituée en référence à la loi du 1^{er} juillet 1901 ; et la société immobilière a mis à la disposition gratuite de cette association l'ensemble sports et loisirs aménagé sur certaines de parties communes, ensemble qui comprend deux piscines

climatisés, trois tennis, des jeux divers, un « club house » : vestiaires, sanitaires, douches, office et grande salle commune avec bar. Actuellement cet ensemble fonctionne à l'exclusion du bar, aucune vente de denrées d'aucune sorte n'y étant encore pratiquée. Dans ces conditions il lui demande si, compte tenu de la réalisation de son programme de construction et de l'exercice de son activité de gestion de l'ensemble immobilier, la société immobilière peut, sans perdre le bénéfice du régime édicté par l'article 1655 ter du code général des impôts, autoriser l'association à gérer le bar. Dans l'affirmative, l'association pourrait-elle, sans inconvénient, réaliser des bénéfices à l'occasion des ventes de petite licence (boissons hygiéniques et sandwiches), dès l'instant où ces bénéfices seront affectés exclusivement à la réalisation de son objet. Il apparaît en effet qu'une réponse affirmative peut être donnée à ces diverses questions en raison de la copropriété de fait à laquelle sont soumis les actionnaires et de l'opportunité de satisfaire les besoins légitimes éprouvés par les résidents des grands ensembles.

10244. — 18 février 1970. — M. Leroy-Beaulieu expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'une administration de l'Etat a récemment autorisé un de ses fournisseurs à sous-traiter la fabrication de son marché en Espagne. Sans doute, le Traité de Rome interdit-il toute discrimination reposant sur la nationalité. Il n'en demeure pas moins que dans le cadre d'une consultation plurinationale, il convient que les fournisseurs soient placés sur un strict pied d'égalité, sinon la mise en concurrence serait faussée. Une circulaire du 20 août 1968 du ministre de l'économie et des finances a d'ailleurs souligné qu'un appel abusif et injustifié à la concurrence étrangère peut compromettre sans raison la réalisation de la politique économique et sociale du Gouvernement. Cette circulaire précise d'ailleurs que ces recommandations ne doivent pas être tournées lorsque, sous couvert de marchés passés avec des sociétés étrangères, une partie importante des prestations est susceptible d'être sous-traitée et exécutée à l'étranger. Il lui demande donc s'il n'estime pas que l'attention des services acheteurs devrait être à nouveau attirée sur les recommandations précitées et sur la nécessité de faire respecter les dispositions du code des marchés par tous les fournisseurs sans exception. Les pratiques auxquelles il est fait allusion au début de cette question pourraient compromettre la politique économique et sociale du Gouvernement sur le plan national. En effet, si l'Etat s'efforce de convaincre les industriels de venir revivifier les régions où l'implantation d'activités nouvelles s'impose, il importe qu'en sa qualité de client il n'ignore pas, au bénéfice des firmes étrangères, les entreprises qui se conforment strictement à leurs obligations salariales et sociales. La tolérance des pratiques en cause aurait également pour effet de fausser gravement la concurrence entre les candidats aux marchés publics. L'article 117 du code des marchés publics fait obligation aux fournisseurs de l'Etat de payer aux ouvriers un salaire normal et de leur assurer les conditions de travail fixées par les conventions collectives. Cette disposition est tournée lorsque l'autorisation est donnée à un fournisseur de sous-traiter dans un pays où les conditions salariales sont notablement inférieures à celles qui s'imposent en France. Pour toutes ces raisons il lui demande s'il ne compte pas faire en sorte pour que des pratiques aussi anormales soient interdites dans l'avenir.

10246. — 18 février 1970. — M. Lucas appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation des employés géomètres en raison des restrictions des crédits d'équipement qui sont particulièrement ressenties par les géomètres, les topographes, les photogrammètres et experts fonciers. La majorité des entreprises appartenant à cette profession exercent essentiellement ces activités en participant à des travaux de rénovation cadastrale, d'équipements urbains, de mise en valeur de l'infrastructure et d'aménagement du territoire. En outre, la réalisation du remembrement et des aménagements ruraux tenait une très grande place dans les activités en cause. La situation créée par les récentes restrictions budgétaires alarme les employés de cette profession car des licenciements collectifs seront bientôt inévitables si des dispositions nouvelles n'interviennent pas. Il lui demande s'il envisage de débloquer certains crédits du fonds d'action conjoncturelle afin de permettre une reprise des travaux précités, reprise considérée en particulier comme indispensable pour trouver une solution au problème qu'il vient de lui exposer.

10248. — 18 février 1970. — M. Tomasini rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que l'amortissement correspondant à un investissement pour un équipement industriel peut être dégressif et s'étaler sur plusieurs

années. Jusqu'à une date récente, le montant de l'amortissement de la première année pouvait être fiscalement retenu au maximum même si cet équipement entraînait en fonction à la fin de l'exercice de la première année. Par contre, depuis l'intervention du décret n° 69-818 du 4 septembre 1969 le montant de l'amortissement retenu pour la première année n'est plus maximum que si l'investissement a été fait en début d'année. Dans le cas contraire, il n'est retenu qu'au prorata temporis de sa durée d'utilisation dans l'exercice. Lorsqu'un tel investissement a été fait par un industriel ayant commandé un équipement devant être livré en fin d'année et dont l'exercice fiscal se termine à peu près à la même époque, la part d'autofinancement qui devait se faire grâce à l'amortissement maximum de fin d'exercice se voit transformée en impôt et oblige l'industriel à trouver un crédit supplémentaire, ce qui en raison de l'actuel encadrement du crédit pose un problème difficile à résoudre. D'une manière générale, l'industriel qui investissait régulièrement avait l'habitude jusqu'à ce jour d'affecter tout ou partie de ses bénéfices pour autofinancer une partie de ses investissements grâce à l'amortissement immédiat qu'il pouvait justifier. Il se procurait ainsi des facilités de trésorerie et reculait l'échéance de l'impôt. Les nouvelles dispositions fiscales entraînent des difficultés supplémentaires en ce qui concerne la trésorerie des industriels qui s'équipent ce qui tend à décourager, sinon à paralyser la modernisation de l'appareil de production. En outre, dans de nombreuses industries, les plans d'investissement sont difficiles à établir et ce sont souvent les résultats financiers de fin d'exercice qui guident l'industriel dans sa politique de modernisation. Les facilités accordées primitivement permettaient donc à l'investisseur d'employer immédiatement une trésorerie qu'il savait disponible, alors que les mesures actuelles tendent à prélever prématurément l'impôt sur les bénéfices de fin d'exercice et à réduire ainsi une réserve bien utile à l'autofinancement. La nouvelle disposition fiscale permet de collecter un impôt uniquement cette année sur des bénéfices qui étaient destinés à amortir des équipements. Cet impôt ne se retrouvera pas dans les prochains exercices puisque la masse amortissable aura été reconduite aux résultats des exercices suivants. C'est pourquoi il lui demande s'il peut envisager la suppression du décret du 4 septembre 1969 qui a pour effet de pénaliser l'appareil industriel français déjà en retard par rapport à celui des concurrents étrangers.

10249. — 18 février 1970. — M. Tricon demande à M. le ministre de l'économie et des finances comme suite à sa question écrite n° 7752, de lui faire connaître où peuvent être consultés les documents ayant servi au recensement des obligations chemins de fer italiens 3 p. 100 1.838. Il lui demande également si les conditions inhabituelles de ce recensement (absence d'estampille sur le titre) ne peuvent laisser un doute sur la régularité des opérations de remboursement et sur quels critères s'est appuyée la direction du Trésor pour accepter ou rejeter des obligations au cas où les listes numériques n'auraient pas été établies d'une manière indiscutable.

10251. — 18 février 1970. — M. Poudevigne expose à M. le ministre de l'économie et des finances que, par application des dispositions de l'article 18 de la déclaration des principes relative à la coopération économique et financière contenues dans les accords d'Evian, le règlement des indemnités dues à des particuliers ayant cédé, avant l'indépendance, à la suite d'une déclaration d'utilité publique, des biens au profit de la caisse d'accèsion à la propriété et à l'exploitation rurales en Algérie, incombe à l'établissement public algérien qui a bénéficié de la mesure d'expropriation, en l'espèce : la C. A. P. E. R. Il lui demande, devant la carence des autorités algériennes, si le Gouvernement n'est pas moralement responsable des sommes dues à ces particuliers, en raison d'actes administratifs intervenus longtemps avant l'indépendance et que les mesures il compte prendre pour que le droit à la réparation ne se voit pas opposer les règles du droit international public en matière de succession d'Etats.

10259. — 18 février 1970. — M. Védrlins expose à M. le ministre de l'économie et des finances que les distributeurs détaillants d'essence sont appelés à livrer de l'essence détaxée au titre de carburant agricole à un prix inférieur au prix de fourniture par les sociétés pétrolières. Ces dernières facturent cependant la totalité de leurs livraisons au prix normal plus la T. V. A. calculée sur ce prix. Pour tenir compte de l'incidence de la détaxe sur la T. V. A., elles donnent au distributeur détaillant une attestation indiquant le montant de la somme à valoir sur la taxe qui a été effectivement payée. Or, lorsque le distributeur détaillant

est imposé au forfait, en particulier lorsqu'il s'agit d'un garagiste, il se voit refuser la déduction de cette somme des cotisations qui lui sont réclamées. Cependant, pour l'établissement du forfait, il ne pouvait être tenu compte de cette particularité liée à la vente de carburant détaxé. En conséquence, il lui demande : 1° s'il ne lui semble pas normal que la déduction de la T. V. A. indûment payée par le détaillant soit opérée sur les sommes réclamées sur la base du forfait ; 2° quelles dispositions il compte prendre pour permettre de régulariser une situation anormale et préjudiciable aux seuls distributeurs détaillants dont les moyens sont très modestes.

10265. — 18 février 1970. — M. Maujouan du Gasset demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il peut lui indiquer ce qu'a rapporté à l'Etat en 1969, le point de T. V. A. appliquée aux vins d'appellation d'origine contrôlée.

10266. — 18 février 1970. — M. Brocard expose à M. le ministre de l'économie et des finances le cas d'un parlementaire qui, domicilié « fiscalement » dans sa circonscription, a conservé un appartement parisien dont il est propriétaire en raison des séjours indispensables, compte tenu de ses fonctions parlementaires, qu'il doit effectuer à Paris : la législation fiscale actuelle n'admet la déduction des frais de ravalement que pour l'habitation principale, ce qui interdit à ce parlementaire, dont l'immeuble a subi le ravalement obligatoire à Paris, de déduire de sa déclaration d'impôt sur le revenu, le montant de sa part des frais entraînés par le ravalement. Il lui demande, en conséquence, en considération des fonctions remplies et de la nécessité de posséder un double domicile, s'il n'estime pas que la déduction des frais de ravalement soit admise dans ce cas particulier.

10268. — 19 février 1970. — M. Vancalster expose à M. le ministre de l'économie et des finances que le décret n° 67-605 du 27 juillet 1967 a précisé les dispositions relatives à la déduction de la taxe à la valeur ajoutée en ce qui concerne les entreprises placées sous le régime du forfait en matière de taxes sur le chiffre d'affaires. Ce décret précise que le montant de la taxe déductible au titre de la T. V. A. ayant grevé des biens constituant des immobilisations est évalué forfaitairement, mais en appliquant cependant les mêmes règles que pour les redevables placés sous le régime de la déclaration contrôlée réelle. Cette évaluation est distincte de celle concernant les autres biens et services. Lorsque, pour une année déterminée, la somme ainsi évaluée se révèle inférieure à celle des acquisitions effectives réalisées par l'entreprise, une déduction complémentaire est accordée hors forfait (article 2 du décret n° 67-605 du 27 juillet 1967). Pour bénéficier de cette mesure, les contribuables intéressés doivent : en formuler la demande avant le 1^{er} février de l'année suivante ; apporter la preuve que la T. V. A. déductible est bien supérieure au montant de la même taxe retenu lors de la fixation du forfait. Quant aux entreprises placées sous le régime de la déclaration réelle contrôlée, elles peuvent toujours, dans la limite de la prescription, récupérer la T. V. A. sur biens et services, ainsi que sur leurs immobilisations. Dans ces conditions, il semblerait anormal que l'administration fiscale refuse à un redevable le remboursement hors forfait de la T. V. A. ayant grevé des investissements réalisés postérieurement à la fixation de son forfait T. C. A. au seul motif que ce redevable aurait omis d'en faire la demande avant le 1^{er} février suivant l'année d'acquisition dudit bien, et ce, quoique la déclaration 951 déposée dans les délais légaux comporte bien le détail desdits investissements et de la T. V. A. récupérable à ce titre. Il lui demande s'il peut lui confirmer que, pour les redevables placés sous le régime du forfait, comme pour ceux placés sous le régime de la déclaration réelle contrôlée, la T. V. A. sur acquisition d'immobilisations est toujours bien récupérable dans la limite de la prescription, ou, à la rigueur et en ce qui concerne ceux placés sous le régime du forfait, peut toujours être reprise lors de la fixation d'un forfait T. C. A. ultérieur. Il s'agit là, en fait, d'une simple question d'égalité fiscale.

10270. — 19 février 1970. — M. Gissinger expose à M. le ministre de l'économie et des finances que l'encadrement du crédit actuellement en vigueur considérablement dans leur trésorerie toutes les sociétés et spécialement celles qui sont en pleine expansion. Il serait donc particulièrement indiqué que les services des différents ministères ayant à mandater des travaux ou fournitures effectués et reconnus conformes, ainsi que les trésoreries générales, ne

retardent plus par des tracasseries administratives le paiement des sommes dues. Il importe, dans l'intérêt général de l'économie du pays, que les clients de l'Etat puissent compter sur des règlements dans des délais normaux, et non avec des retards se chiffrent souvent par des mois. Il lui demande quelles sont les dispositions qu'il compte prendre pour apporter une amélioration à cette situation.

10277. — 19 février 1970. — M. Lebas rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances la réponse qu'il a bien voulu faire à sa question écrite n° 7263 (Journal officiel, Débats A. N. du 17 décembre 1969, page 4997) par laquelle il lui demandait que des jeunes gens sortant de nos grandes écoles de commerce ou diplômés de nos facultés de sciences économiques reçoivent une affectation à l'étranger dans le cadre du service national au titre de la coopération technique. Les intéressés, placés auprès de nos conseillers commerciaux, pourraient jouer un rôle important dans le développement de notre commerce extérieur. La réponse rappelée ne saurait être considérée comme satisfaisante puisqu'elle se borne à faire valoir que la loi du 9 juillet 1965 prévoit simplement, dans le cadre du service national, un service de l'aide technique qui contribue au développement des départements et territoires d'outre-mer. En fait, la même loi comprend également un service de coopération technique en faveur des Etats étrangers qui en font la demande. Les suggestions qui faisaient l'objet de la question rappelée pourraient bien éventuellement être traduites par une modification de la loi du 9 juillet 1965. Il renouvelle donc sa question en la précisant et lui demande s'il pourrait envisager, en accord avec son collègue, M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale, de modifier la loi relative au recrutement en vue de l'accomplissement du service national de telle sorte que celui-ci puisse prendre la forme d'un service d'action économique qui serait exercé auprès des conseillers commerciaux dans les ambassades de France à l'étranger.

10285. — 19 février 1970. — M. Achille-Fould demande à M. le ministre de l'économie et des finances si un expert-comptable qui supervise une comptabilité et qui, trop souvent, entérine les résultats comptables déterminés par un comptable à demeure dans une entreprise, est personnellement responsable des erreurs qui auraient pu être commises, notamment en ce qui concerne l'ajustement des balances de fin d'année comme du passage en écritures de mouvements qui pourraient n'avoir rien à voir avec l'exploitation commerciale ou industrielle de l'entreprise. Il le prie de lui indiquer les critères de responsabilité fiscale, pénale ou autres dont l'expert-comptable pourrait, en l'occurrence, être tenu pour personnellement responsable.

10287. — 19 février 1970. — M. Boudet expose à M. le ministre de l'économie et des finances que, d'après les instructions données dans la note n° 164 CI du 26 décembre 1969, la disparition de l'impôt sur les spectacles entraîne, pour les exploitations cinématographiques qui en bénéficiaient, la suppression pure et simple des régimes particuliers d'imposition qui étaient attachés à cet impôt. Ainsi, à compter du 1^{er} janvier 1970, les associations à but non lucratif qui s'efforcent de diffuser un cinéma de qualité (ciné-clubs) sont assujetties à la T. V. A. au taux intermédiaire, dans les conditions de droit commun, alors qu'elles étaient antérieurement exonérées de la taxe sur les spectacles. La plupart de ces ciné-clubs seront dans l'impossibilité de faire face aux nouvelles obligations fiscales qui leur sont ainsi imposées. Il convient de noter que les ciné-clubs n'ont pas le droit de percevoir des prix d'entrée, mais seulement des cotisations portant sur plusieurs séances. C'est donc en fait sur des cotisations à des associations culturelles sans but lucratif que portera la taxe. Il lui demande s'il n'estime pas regrettable de mettre ainsi en danger l'existence d'associations, dont l'activité est d'une utilité évidente, par une taxation qui ne procurera à l'Etat que des recettes insignifiantes et s'il n'envisage pas de prendre en leur faveur une décision d'exonération de la T. V. A.

10295. — 19 février 1970. — M. Raymond Boldsé, expose à M. le ministre de l'économie et des finances, qu'il semble admis que les personnes qui, après avoir acquis à terme ou en l'état futur d'achèvement et avant le 1^{er} décembre 1968, des locaux à usage d'habitation, revendent lesdits locaux, soit avant achèvement des travaux de construction, soit dans les cinq ans de l'achèvement de ces travaux, peuvent imputer sur la taxe à la valeur ajoutée dont elles sont redevables une somme égale à 15 p. 100 de la base retenue pour la taxation de l'acquisition. D'une manière générale, cette mesure transitoire semble avoir été prise pour

éviter la perception de la taxe à la valeur ajoutée qui résulterait d'une modification du taux de cette taxe et non d'une différence de prix. Il lui demande si ce régime particulier peut être appliqué lors de la revente en janvier 1970 d'un appartement à usage d'habitation, en cours de construction, acquis, en l'état futur d'achèvement, suivant acte passé le 30 novembre 1968, étant précisé que la vente du 30 novembre 1968 était soumise à la condition suspensive que « dans un délai de six mois du 1^{er} septembre 1968, la société vendeuse justifie qu'elle satisfait aux conditions définies par l'article 23 b du décret du 22 décembre 1967 ». La réalisation de cette condition suspensive a été constatée suivant acte en date du 24 décembre 1968. Ledit appartement a été acquis et revendu le même prix et la taxe à la valeur ajoutée a été payée lors de l'acquisition au taux de 13 p. 100 (dispositions transitoires de la circulaire du 17 décembre 1968).

EDUCATION NATIONALE

10176. — 13 février 1970. — **M. Duroméa** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur un certain nombre de problèmes qui vont se poser à la rentrée scolaire 1970, au Havre: 1° L'école primaire Ferdinand-Buisson, qui abrite actuellement un C.E.S. (Buisson-Brindeau), devra recevoir, en septembre 1970, les enfants provenant des nombreux logements en voie d'achèvement dans le quartier sud-est de la ville; les élèves du C.E.G. « Buisson-Brindeau », devront de ce fait, trouver place dans d'autres locaux; 2° L'accueil de ces élèves est provisoirement prévu dans un C.E.S., à construire rue Viviani, dès 1970; 3° Le C.E.S. « Viviani » devra également accueillir un nombre assez important d'élèves du C.E.S. Irène-Joliot-Curie et du 1^{er} cycle du lycée François-1^{er}, ce dernier étant appelé à disparaître à brève échéance pour faciliter l'implantation universitaire; 4° L'annexe du C.E.T. Mont-Joly (l'établissement le plus vétuste et le plus dangereux de la région) rue du Commandant-Abadie, devrait avoir disparu en 1970 (aux termes de la convention signée par la mairie du Havre et le ministère de l'éducation nationale, en 1965). Cette disparition conditionne la construction d'un C.E.S. destiné aux écoles Maridor et Buisson et est elle-même subordonnée à la construction d'un C.E.T. rue de la Vallée dès cette année. En conclusion, le financement, en 1970, du C.E.S. Viviani et du C.E.T., rue de la Vallée, résoudrait quatre problèmes: un problème d'enseignement élémentaire (Ferdinand-Buisson); un problème d'enseignement de 1^{er} cycle du 2^e degré (Viviani); un problème d'enseignement technique (rue de la Vallée); un problème d'enseignement supérieur (lycée François-1^{er}). La question des terrains « Viviani » et « Vallée » étant réglée, c'est pourquoi il lui demande s'il n'entend pas procéder, rapidement, à l'inscription de ces deux opérations, étant donné qu'un retard entraînerait de graves conséquences pour la ville.

10205. — 14 février 1970. — **M. Charles Bignon** rappelle à **M. le ministre de l'éducation nationale** la question qu'il lui avait posée sous le n° 9136 le 16 décembre 1969 et à laquelle il a bien voulu répondre partiellement au *Journal officiel* du 31 janvier 1970. En effet, il a été très heureux des éclaircissements concernant les professeurs d'enseignement général de collège mais il n'a pas eu de réponse en ce qui concerne les directeurs de C. E. G. et leur non-assimilation aux directeurs de collège d'enseignement secondaire.

10216. — 14 février 1970. — **M. Royer** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la nécessité d'organiser avant le 1^{er} mars, la rentrée scolaire 1970 dans les C. H. U. En effet, cette date est limite soit pour édicter les mesures réglementaires nécessaires, soit, le cas échéant, pour que le Parlement se prononce sur une mesure législative nouvelle. La nation doit former des médecins et les former le mieux possible. Pour répondre à cet impératif, il est nécessaire de proportionner le nombre des étudiants en médecine aux capacités de l'enseignement universitaire et hospitalier, ces capacités devant constamment répondre aux besoins de la nation en médecins. Faute de tenir compte de ces deux données, l'afflux des étudiants aboutit dans l'immédiat à l'impossibilité de dispenser un enseignement correct et, à moyen terme, à l'impossibilité, pour les diplômés, de trouver à la fin de leurs études les débouchés auxquels ils peuvent légitimement prétendre. Pour ces raisons on peut conclure à la nécessité inéluctable de limiter le nombre d'étudiants en médecine. Cette limitation doit être réalisée par une orientation préalable aux études médicales. En conséquence, il lui demande s'il n'estime pas indispensable que que l'entrée dans les établissements d'enseignement médical soit soumise à un concours portant sur les programmes de biologie, de physique et de chimie du baccalauréat. Cette mesure ne résolvant

pas le problème des étudiants actuellement au P. C. E. M. (26.142) et en ex-1^{re} année (15.254) qu'on a laissés s'engager dans les études médicales sans se soucier réellement de leur avenir, il apparaît indispensable, pour rétablir la situation, que les établissements autonomes d'enseignement médical, compte tenu de leurs capacités d'enseignement, soient autorisés à limiter le nombre d'étudiants admis en ex-1^{re} année (venant du P. C. E. M.) et en ex-2^e année. A partir de l'ex-3^e année on peut admettre qu'aucune mesure de limitation particulière n'est nécessaire.

10224. — 17 février 1970. — **M. Alduy** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la très vive inquiétude des professeurs de langues vivantes et des étudiants en faculté à la suite des dispositions envisagées par la circulaire ministérielle n° IV 69-473 du 17 novembre 1969, qui tend à rendre facultatif l'enseignement de la seconde langue au niveau de la quatrième et, pour la section C, au niveau de la seconde. Ces dispositions risquent de déboucher sur un monolinguisme qui ne manquerait pas d'être préjudiciable à une culture diversifiée des élèves de l'enseignement secondaire autant qu'à une solide formation linguistique absolument indispensable dans le monde moderne, tant dans le secteur commercial qu'industriel ou scientifique. L'expérience prouve que les matières facultatives sont progressivement condamnées à la désaffectation et même à la disparition. On peut ainsi penser qu'un nombre important de chaires de langues vivantes seront supprimées tant dans l'enseignement du deuxième degré que dans l'enseignement supérieur. Ces conséquences seraient désastreuses, non seulement pour les enseignants en exercice, mais plus tragiquement encore pour les dizaines de milliers d'étudiants et lycéens qui se destinent à l'enseignement, puisque le débouché principal des langues vivantes reste l'enseignement. Il lui demande, en conséquence, devant l'extrême gravité de ces menaces, s'il pourrait envisager d'abandonner les mesures contenues dans la circulaire du 17 novembre 1969 ou, tout au moins, d'y apporter un aménagement qui donnerait tous apaisements aux enseignants, étudiants et lycéens.

10231. — 17 février 1970. — **M. Alduy** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la vive inquiétude ressentie par les parents d'élèves des lycées et C. E. S. à la suite des dispositions gouvernementales imposant aux familles une augmentation déguisée du prix de pension pour les élèves internes et demi-pensionnaires, sous la forme de « participation des familles aux frais de personnel de l'internat ». Cette mesure représente, en fait, la création d'une taxe supplémentaire touchant seulement les familles des élèves internes et demi-pensionnaires et est absolument contraire au principe de la gratuité de l'enseignement. Il lui demande, en conséquence, s'il pourrait envisager d'abroger l'arrêté et la circulaire du 4 septembre 1969 ou, tout au moins, d'y apporter un aménagement qui donnerait tous apaisements aux parents d'élèves des lycées et C. E. S.

10234. — 17 février 1970. — **M. Bouloche** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation des instituteurs, devenus professeurs d'enseignement général de collège, vis-à-vis de la réglementation des retraites. La circulaire du 4 août 1969 prévoit que les instituteurs « qui auront effectué quinze ans de service actif conserveront le bénéfice du classement en service actif » et pourront ainsi obtenir leur retraite à l'âge de cinquante-cinq ans. Or, il n'est compté comme service actif que le temps écoulé depuis la date de stagiarisation, ce qui fait que le temps de service d'un instituteur remplaçant, titulaire du baccalauréat et du C. A. P., n'est pas compté comme service actif, alors que les années d'un normalien sont prises en compte à partir de l'âge de dix-huit ans. Le temps passé sous les drapeaux n'est pas pris en compte, ce qui fait qu'un instituteur ayant effectué dix-huit mois de service militaire, se trouve pénalisé par rapport à un autre qui, soit parce qu'il a été réformé, soit pour toutes autres raisons, n'a pas eu à remplir d'obligations militaires. C'est pourquoi il lui demande s'il n'estime pas, compte tenu de ces différents éléments, que le service actif pris en compte pour l'âge de la retraite des professeurs d'enseignement général de collège devrait tenir compte: a) du temps passé sous les drapeaux; b) des années de service effectif depuis l'obtention du C. A. P.

10241. — 18 février 1970. — **M. Collbeau** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** s'il est dans ses intentions de réviser le plafond du barème national des bourses d'enseignement supérieur. Celui-ci est, en effet, fixé actuellement à 12.540 F pour 11 points, c'est-à-dire dans le cas d'une famille ayant trois enfants à charge.

10255. — 18 février 1970. — **M. Pierre Villon** rappelle à **M. le ministre de l'éducation nationale** sa question écrite n° 8295. Il s'étonne que, lui ayant signalé l'injustice qui consiste dans le fait de ne pas tenir compte, pour l'attribution des bourses d'études supérieures, des frais de logement, de nourriture et de déplacement imposés aux familles domiciliées loin de la ville universitaire, la réponse parue au *Journal officiel* du 27 décembre 1969 se contente de confirmer que le système en vigueur ne tient pas compte « des lieux de résidence » des demandeurs. C'est pourquoi, il lui demande à nouveau s'il n'estime pas que l'amélioration du système d'attribution des bourses exigerait que les frais supplémentaires énumérés ci-dessus devraient être pris en considération.

10261. — 18 février 1970. — **M. Weber** souligne à l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** les conséquences de l'arrêté du 4 septembre 1969 et de sa circulaire d'application relatifs à la majoration des tarifs de pension et de demi-pension dans les établissements du second degré et l'émotion que ces textes ont suscitée chez les parents d'élèves. Il a le sentiment que ces dispositions sont, en fait, contraires à une véritable démocratisation de l'enseignement obligatoire. Il rappelle que cette politique de démocratisation avait déjà connu un commencement d'application : augmentation des crédits de bourses ; octroi de crédits pour la fourniture gratuite de certains manuels aux élèves de 6^e et de 5^e ; participation de l'Etat aux dépenses de transports scolaires ; prise en charge par l'administration des traitements des personnels et agents de service dans les établissements de second degré. Il apparaît que les mesures récentes ont au contraire pour effet d'augmenter les charges des familles, du fait de la modification du classement des établissements selon une nouvelle échelle et, du fait de la majoration forfaitaire grevée d'une affectation spéciale « participation des familles aux dépenses de personnel de l'internat ». Or, ces mesures entrent en vigueur au moment où non seulement il n'est pas procédé à la revalorisation du montant de la part de bourse ou à l'augmentation du nombre de parts attribuées, mais où par contre il est procédé à une diminution parfois importante du nombre de parts ; il rappelle par ailleurs que la subvention pour les transports scolaires, initialement fixée à 65 p. 100, n'atteint plus actuellement que 50 p. 100 à 55 p. 100. Il demande à **M. le ministre**, compte tenu des faits exposés et devant la majoration constante des charges imposées aux familles dont les enfants sont dans l'obligation de suivre l'enseignement du second degré, s'il n'estime pas opportun et souhaitable que toutes mesures soient prises, tendant à considérer l'éducation nationale comme un grand service public, ne comptant pas seulement les instruments de l'enseignement proprement dit, mais incluant comme parties intégrantes leurs compléments indispensables : accueil, hébergement, restaurant, services éducatifs divers, service de transport, service médical de dépistage et de prévention.

10267. — 18 février 1970. — **M. Brocard** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les vacances de février posent aux stations de neige, particulièrement dans les Alpes (hôtelierie, remontées mécaniques), deux problèmes : l'un relatif aux dates choisies pour les vacances des deux zones, l'autre concernant le découpage des deux zones : 1° en 1970 pour la zone nord, les vacances vont du 4 au 12 février, pour la zone sud, du 10 au 18 février, ce qui implique un chevauchement court, mais réel, entre les vacanciers des deux zones : une telle situation crée des difficultés considérables à tous ceux qui œuvrent pour les séjours de neige ; 2° le découpage des zones, tel qu'il existe, fait que la plus forte population, à l'occasion de ces vacances en février, vient de la zone nord (en particulier Paris et Lyon), ce qui entraîne une affluence très grande alors que les vacanciers de la zone sud sont nettement moins nombreux. Il lui demande : 1° s'il n'estime pas souhaitable et possible, pour les prochaines années, d'éviter le chevauchement des vacances des deux zones, et même d'assurer un décalage de deux jours entre le départ des uns et l'arrivée des autres, ce qui entraînerait des avantages évidents ; 2° si, pour assurer un meilleur équilibre entre les deux zones il n'est pas possible qu'une métropole comme Lyon et son environnement soient classés en zone sud, ce qui éviterait l'afflux massif des vacanciers de la zone nord.

10272. — 19 février 1970. — **M. Tisserand** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** s'il estime normal que les stagiaires de la promotion supérieure du travail inscrits dans les diverses facultés à ce titre et bénéficiant d'une indemnité de perte de salaire n'aient perçu aucune somme entre août 1969 et fin janvier 1970. Pour

cette catégorie d'étudiants l'indemnité est la seule ressource dont ils disposent pour faire vivre leur famille demeurant souvent très loin de la ville où ils terminent leurs études. En outre ceux d'entre eux qui se sont inquiétés de leur situation tant auprès de l'institut polytechnique de Grenoble que du service des bourses de l'université se sont vu répondre que le paiement devait être effectué désormais par les services du ministère de la santé publique et de la sécurité sociale, lequel répond au bout de deux mois qu'il y a lieu de s'adresser au ministère du travail, de l'emploi et de la population et ce dernier renvoie à vos services. C'est pourquoi il lui demande s'il peut donner les ordres nécessaires pour que ses services puissent informer correctement les étudiants qui viennent solliciter un renseignement dans un domaine aussi essentiel pour les intéressés, et d'autre part dans quelle mesure un paiement mensuel pourrait être envisagé pour cette indemnité compensatrice pour perte de salaire qui, ainsi que son nom l'indique, constitue les seuls émoluments dont bénéficient les stagiaires pour assumer leurs devoirs de chefs de famille.

10275. — 19 février 1970. — **M. de Prévaumont** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'un certain nombre de familles qui étaient bénéficiaires de bourses nationales pour leurs enfants l'année dernière ou il y deux ans, se sont vu refuser cette année la demande qu'elles avaient présentées, au motif que leur revenu imposable dépassait le plafond fixé pour l'attribution de ces bourses au titre de la présente année scolaire. Il lui demande si cela signifie que les plafonds de ressources pris en considération ont été diminués et s'il ne pense pas au contraire que, compte tenu des variations intervenues depuis 1968 dans la situation des familles, il serait convenable d'augmenter raisonnablement ces plafonds, compte tenu également du fait que les prestations familiales sont supprimées au titre des enfants atteignant l'âge de 20 ans.

10284. — 19 février 1970. — **M. Jacques Barrot** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** quelles dispositions le Gouvernement compte prendre dans les meilleurs délais à la suite de l'arrêt du Conseil d'Etat concernant l'arrêté relatif au premier cycle des études médicales.

EQUIPEMENT ET LOGEMENT

10175. — 13 février 1970. — **M. Duroméa** expose à **M. le ministre de l'équipement et du logement** qu'à la lecture du projet gouvernemental sur les plafonds de ressources pour l'attribution des H. L. M. et pour le surloyer, quatre observations s'imposent : 1° le calcul, à partir des plafonds en vigueur en janvier 1968, ne correspond pas à la réalité, puisqu'une augmentation moyenne des salaires de 13 p. 100 a été enregistrée en France, courant 1968. Il conviendrait donc de relever également de 13 p. 100 le plafond des ressources ; 2° si deux plafonds différents sont établis pour Paris et la province, certaines grandes agglomérations, comme celle du Havre, par exemple, devraient être rattachées au régime de la région parisienne, notamment en ce qui concerne les P. S. R. et les P. L. R. ; 3° l'évolution des plafonds de ressources devrait être liée à l'évolution moyenne des salaires, et non à celle de l'indice de construction ; 4° enfin, le salaire des enfants, mineurs ou majeurs, ne devrait pas entrer en ligne de compte pour le calcul des ressources, et la fixation des plafonds pour les ménages jusqu'à un enfant devrait être relevée. En conséquence, il lui demande s'il n'entend pas prendre en considération ces autres points, afin que les conséquences sociales de l'application du surloyer soient tout moins limitées pour un grand nombre de familles.

10183. — 13 février 1970. — **M. Commenay** expose à **M. le ministre de l'équipement et du logement** qu'une entreprise dont l'exercice comptable se clôture le 30 avril de chaque année a acquis, le 30 avril 1969, un terrain en vue de construction d'un logement pour son personnel, dans le cadre de l'investissement du I p. 100 à la construction. Le prix d'acquisition a, en conséquence, été compris dans l'investissement obligatoire à réaliser au cours de l'exercice 1^{er} mai 1968 au 30 avril 1969. Cette entreprise, dont la direction a changé, modifie l'orientation de sa politique, et envisage actuellement : 1° de revendre le terrain dont il s'agit, sans construire la maison projetée ; 2° d'acquiescer des parts dans une association Interprofessionnelle pour l'aide au logement donnant vocation à un appartement. Dans ces conditions, l'investissement effectué au cours de l'exercice 1968-1969 va se trouver annulé au cours de l'exercice 1970-1971. Il lui demande si l'administration sera fondée

à ne pas tenir compte de l'investissement pour l'exercice 1968-1969, puisque l'engagement de construire n'est pas respecté, et à réclamer la taxe de 2 p. 100, étant entendu qu'en cas de revente du terrain, l'entreprise se propose de réinvestir le prix d'acquisition dans les délais réglementaires, c'est-à-dire avant la clôture de l'exercice au cours duquel la revente sera effectuée, ou si celle-ci intervient dans les trois derniers mois de l'exercice, dans les trois mois de l'exercice suivant.

10186. — 13 février 1970. — **Mme Jacqueline Thoms-Patenôtre** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement et du logement** sur l'état désastreux de la chaussée de la nationale 10 entre Malson-Blanche et la côte de d'Artoire. Elle insiste pour que soit commencée d'urgence la réfection de cette partie de la route qui, dans son état actuel, ne paraît pas pouvoir attendre la mise en chantiers des travaux d'élargissement, ou bien pour que ces travaux d'élargissement à quatre voies soient exécutés dans le plus bref délai. D'autre part, puisque la nationale 10 doit comporter quatre voies jusqu'à d'Artoire, il s'avère dangereux que, du Perray-en-Yvelines à la délimitation du département de l'Eure-et-Loir après Ablis, demeure un tronçon de 30 kilomètres laissé à neuf mètres de largeur, qui constituera un véritable goulot d'étranglement sur une route nationale particulièrement fréquentée et un danger permanent d'accidents déjà nombreux sur ce parcours. Elle lui demande s'il compte faire en sorte que ce tronçon soit également élargi à quatre voies et que la déviation du Perray-en-Yvelines soit enfin entreprise.

10190. — 13 février 1970. — **M. Jacques Barrot** expose à **M. le ministre de l'équipement et du logement** que, dans certains départements, le nombre des primes à la construction est bien inférieur au nombre de demandes présentées par les constructeurs. Il lui demande s'il peut indiquer quelles sont ses intentions en ce qui concerne l'augmentation des crédits affectés au versement de ces primes et comment il entend éviter qu'elles soient réservées, à l'avenir, à quelques privilégiés.

10214. — 14 février 1970. — **M. Jean Masse** expose à **M. le ministre de l'équipement et du logement** que la loi d'orientation foncière prévoit que la subdivision d'un lot d'un lotissement autorisé peut avoir lieu avec l'accord des deux tiers ou des trois quarts des propriétaires suivant la superficie représentée, alors que la précédente loi nécessitait l'accord de tous les propriétaires, sans exception. Il lui demande s'il peut lui indiquer dans quels délais il entend publier le décret portant réforme de la réglementation relative aux lotissements.

10219. — 14 février 1970. — **M. Icart** expose à **M. le ministre de l'équipement et du logement** qu'il est prévu, pour constater la garantie intrinsèque, la nécessité d'une attestation bancaire concernant les versements des fonds effectués par le promoteur. Une société civile a, dans le régime antérieur, fait un certain nombre de dépenses concernant l'acquisition du terrain, des frais annexes et des travaux de démolition, puis, la construction n'ayant pas encore été édifiée à ce jour, le promoteur désire bénéficier de la garantie intrinsèque prévue par la nouvelle législation. Les sommes ayant d'ores et déjà été dépensées, les organismes bancaires ne peuvent ou ne veulent donner ladite attestation car les dépenses ont été le plus souvent financées par des chèques personnels des associés, les comptes courants de ces derniers ayant été crédités des mêmes sommes. Il lui demande comment on doit procéder pour fournir au notaire l'attestation lui permettant d'indiquer, dans les actes de vente, que la garantie intrinsèque est acquise, compte tenu du fait que les autres normes sont respectées et que le total des sommes effectivement investies par la société civile représente le pourcentage prévu par les textes ?

10223. — 17 février 1970. — **M. Schloesing** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement et du logement** sur le cas d'une construction à usage d'habitation, terminée depuis l'année 1968, pour laquelle la demande de prime à la construction retenue par la direction départementale de l'équipement n'a pu être encore réglée, la modicité des crédits disponibles pour l'exercice écoulé n'ayant permis de régler, en suivant l'ordre chronologique, que les permis de construire pour l'année 1966. Il lui demande combien de dossiers ont pu être réglés au cours des dernières années et dans quel délai la décision d'octroi de prime pourra intervenir pour les dossiers en souffrance depuis 1967.

10271. — 19 février 1970. — **M. Tisserand** rappelle à **M. le Ministre de l'équipement et du logement** qu'à plusieurs reprises les diverses autorités de la région de Franche-Comté, qu'il s'agisse des élus, des représentants des chambres de commerce, de la Coder, ont fait ressortir que la priorité régionale essentielle était d'améliorer les voies de communications, c'est-à-dire avant tout de réaligner les liaisons fluviales et autoroutières Rhin-Rhône. L'autoroute A 36 est d'ailleurs la réalisation la plus urgente puisque seule elle permettra de valoriser la situation de la région au centre du Marché commun et plus encore parce qu'elle évitera le détournement par la Suisse et l'Italie, du trafic international entre la Rhénanie (toute l'Allemagne de l'Ouest) et la Méditerranée; ce détournement ferait perdre la plus grande partie de sa valeur aux efforts faits par le Gouvernement pour le développement de l'aire Marseille-Fos. Cette autoroute assurait en outre une liaison rapide et sûre entre les grands pôles urbains et industriels de Mulhouse-Belfort-Montbéliard d'une part, de la vallée du Doubs d'autre part. C'est pourquoi il lui demande s'il ne pense pas que la réalisation de certaines autoroutes par des sociétés privées permette la construction de l'autoroute A 36: soit en lui consacrant les fonds publics que l'Etat n'investit pas dans les autoroutes réalisées par les sociétés privées; soit en imposant cette réalisation à titre de complément d'une section très rentable mise au concours, ayant d'ailleurs fait observer que la rentabilité de plusieurs sections, en particulier entre Mulhouse et Exincourt, peut être envisagée pour un avenir proche.

10273. — 19 février 1970. — **M. Tisserand** demande à **M. le ministre de l'équipement et du logement (tourisme)** s'il pense organiser un super safari ouvert à tous les véhicules français et étrangers capables d'en affronter les dangers sur la portion de la R. N. 83, comprise entre Argiensans (90) et Rouffach (68). Même en portant la moyenne imposée à 40 km/heure, il n'y aurait encore pas beaucoup de concurrents à l'arrivée dans cette dernière localité, heureusement dotée d'un hôpital psychiatrique pour accueillir les rescapés. Dans le cas où l'état actuel de la route ne serait pas destiné à la préparation d'une épreuve aussi meurtrière, il souhaiterait savoir les dispositions envisagées par les « bureaux » pour permettre aux utilisateurs, professionnels, touristes et routiers, de retrouver une route nationale digne de ce nom, avant que leurs véhicules ne soient hors d'usage.

INTERIEUR

10170. — 13 février 1970. — **M. Garcin** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** sa réponse (insérée au J. O. Débats A. N. du 8 mars 1969) à la question écrite n° 3701 de **M. Massot**, relative à la durée hebdomadaire de travail exigée pour le personnel enseignant dans les écoles municipales de musique, de beaux-arts et de danse, pour que celui-ci puisse bénéficier du statut d'agent à temps complet, et notamment la phrase suivante: « Dans quelque discipline que ce soit, les enseignants sont considérés comme employés à temps complet, lorsqu'ils dispensent 16 heures de cours par semaine correspondant à 44 heures de travail ». Il lui demande si un aide moniteur d'éducation physique, employé municipal depuis 1947 et consacrant 30 heures hebdomadaires à son enseignement, peut bénéficier des dispositions susmentionnées et des avantages y afférents.

10173. — 13 février 1970. — **M. Odru** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que les députés de son groupe ont reçu les doléances des directeurs et chefs de bureau des mairies de nombreuses villes de la région parisienne. Ils se plaignent du non-respect des promesses faites par le Gouvernement au cours des négociations consécutives aux grèves de mai 1968. Directeurs et chefs de bureau réclament la suppression de la discrimination démographique, appliquée aux échelles de traitements de leurs emplois en fonction du chiffre de la population des villes dans lesquelles ils exercent leurs activités professionnelles. Cette discrimination constitue une sorte de second abatement de zone qui ne repose sur aucun fondement sérieux: en effet, les conditions de recrutement et d'avancement sont identiques pour tous et, par ailleurs, le nombre des agents est proportionnel à l'importance des communes. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour la satisfaction rapide de cette revendication des cadres communaux.

10193. — 13 février 1970. — **M. Denvers** demande à **M. le ministre de l'intérieur** s'il n'estime pas devoir adapter aux communes urbaines — créées en vertu des dispositions de la loi du 31 décembre 1965, dont les compétences les limitent et les obligent à résoudre

des problèmes de caractère universel, sous l'angle de l'intérêt collectif et pour des objets qui, par leur nature et leur ampleur, sont sans commune mesure avec ceux des municipalités composantes prises isolément — un régime fiscal qui leur permettrait de remplir leur mission.

10197. — 14 février 1970. — **Mme Vaillant-Couturier** signale à **M. le ministre de l'intérieur** que les difficultés rencontrées actuellement au pavillon de fruits et légumes du marché d'intérêt national de Rungis sont dues pour l'essentiel au fait que les horaires fixés par décret préfectoral ne tiennent pas suffisamment compte des conditions de travail des différentes catégories concernées. Elle lui demande s'il ne pense pas qu'un compromis acceptable pour tous serait l'application de l'horaire suivant : afin de respecter le repos des commerçants-détaillants le lundi, le marché serait ouvert dans la nuit du lundi au mardi de 3 heures à 7 heures. Les mercredi, jeudi et vendredi de 14 heures à 20 heures. Le marché du samedi étant très peu actif pourrait être supprimé sans dommage ; cela permettrait aux salariés de bénéficier de deux jours de congés consécutifs acquis après les accords de Grenelle et d'accomplir 40 heures de travail sans diminution de salaire.

10233. — 17 février 1970. — **M. Lebon** demande à **M. le ministre de l'intérieur** si, dans la limite actuelle des décrets et circulaires réglementant les conditions de gestion des finances des collectivités locales, un conseil municipal ou un conseil général peut accorder une subvention annuelle de fonctionnement à un particulier exploitant un établissement privé, ouvert à un public payant, sous prétexte qu'il accorde une réduction aux enfants des écoles.

10236. — 17 février 1970. — **M. Alduy** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** que bon nombre de rapatriés ont été dans l'obligation de vendre leurs biens immobiliers à vil prix pour sauver une très infime partie de leur patrimoine. Il lui demande, en conséquence, s'il pourrait envisager de prévoir, dans les textes actuellement en préparation sur l'indemnisation, la réparation des dommages résultant de la vente de biens à vil prix lors des événements d'Algérie, Tunisie et Maroc.

10264. — 18 février 1970. — **M. Bouchacourt** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le très grand dévouement dont font preuve, en toute circonstance, les secouristes bénévoles de la protection civile titulaires du brevet d'Etat délivré par le service national de la protection civile. Il lui apparaît tout à fait anormal que ces volontaires, qui offrent bénévolement leur temps et leurs efforts, s'astreignant à un recyclage constant, se trouvent, en plus, dans l'obligation de supporter eux-mêmes la charge d'une prime d'assurance pour les couvrir du risque d'accident qui n'est malheureusement pas exclu au cours des opérations de sauvetage. Il lui demande s'il peut faire étudier par les services compétents, dans les meilleurs délais, la possibilité de la prise en charge par l'administration de cette cotisation qu'il est anormal de laisser à la charge des secouristes intéressés, au moins lorsque ceux-ci sont titulaires du brevet d'Etat délivré par le service national de la protection civile.

10286. — 19 février 1970. — **M. de la Verpillière** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le fait que les agents titulaires de fonctions d'encadrement dans les collectivités locales ne peuvent accéder aux postes similaires dans une administration de l'Etat qui sont pourvus par concours ou par promotion des agents de l'Etat du grade immédiatement inférieur. En l'absence de possibilités de promotions pour les agents de collectivités locales (suppression de l'emploi de sous-chef de bureau), **M. le ministre de l'intérieur** envisage-t-il la possibilité d'ouvrir les concours aux postes des administrations de l'Etat, aux agents des collectivités locales, dans les mêmes conditions qu'aux fonctionnaires d'Etat.

JUSTICE

10212. — 14 février 1970. — **M. Weber** expose à **M. le ministre de la justice** qu'il existe dans les hôpitaux psychiatriques publics, d'une part, des administrateurs provisoires légaux des malades internés non interdits, dont les pouvoirs définis par l'article 31 de la loi du 30 juin 1838 ont été maintenus pour une durée de 5 ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi n° 68-5 du 3 janvier 1968 portant réforme du droit des incapables majeurs, et,

d'autre part, des gérants de tutelle choisis suivant les dispositions de l'article 499 du code civil. Ces administrateurs provisoires légaux, de même que ces gérants de tutelle, ne sont pas habilités à manier les deniers des malades hospitaliers, le receveur de l'établissement ayant seul qualité pour le faire. C'est pourquoi il lui demande selon quelle procédure doit s'opérer le versement dans la caisse du receveur des fonds portés aux comptes bancaires et postaux des malades et s'il est normal, comme l'exigent actuellement en particulier les services des chèques postaux, que les administrateurs provisoires légaux et gérants de tutelle soient dans l'obligation de faire accréditer leur signature sur les chèques des malades, ce qui permet, par l'émission de chèques, un maniement de fonds interdit par les textes en vigueur.

10222. — 16 février 1970. — **M. Jacques Barrot** expose à **M. le ministre de la justice** que les personnels de l'administration pénitentiaire auxquels a été octroyé un statut spécial analogue à celui qui a été prévu pour les personnels de la police nationale, constatent avec une amertume bien légitime, que leur classement indiciaire les place dans une situation nettement défavorisée par rapport à leurs homologues de la police. C'est ainsi que, dans le corps des surveillants, il existe une disparité importante entre le surveillant principal en fin de carrière (indice réel 266) et le gardien de la paix à l'échelon exceptionnel (indice 321). Cette disparité correspond à une différence de traitement indiciaire s'élevant à 222,67 francs par mois à laquelle s'ajoutent, d'une part, l'incidence sur les indemnités de résidence — soit 46,40 francs — et l'écart entre les primes de sujétions — soit 174,60 francs — c'est-à-dire au total une différence mensuelle de 443,67 francs. Il lui demande s'il n'estime pas conforme à la plus stricte équité d'accorder aux personnels de l'administration pénitentiaire — en prévoyant au besoin plusieurs étapes — les améliorations indiciaires susceptibles de mettre fin à un tel décalage.

10289. — 19 février 1970. — **M. Achille-Fould** demande à **M. le ministre de la justice** : 1° si, à l'occasion de sa nomination par un tribunal, en qualité d'administrateur-séquestre, ce dernier ou le contrôleur judiciaire chargé de contrôler ses opérations doit, obligatoirement, à son entrée en fonctions, établir un inventaire détaillé de tous les biens mobiliers, marchandises, valeurs actives et passives, etc. ; 2° dans le cas où cette formalité essentielle n'aurait pas été effectuée, quelles seraient les responsabilités encourues : a) par l'administrateur-séquestre ; b) éventuellement par le contrôleur judiciaire.

10290. — 19 février 1970. — **M. Achille-Fould** demande à **M. le ministre de la justice** si, à la fin de son administration, un administrateur-séquestre ne doit pas établir un inventaire dans les mêmes conditions qu'à son entrée en fonctions, de toutes valeurs actives et passives, lesquelles doivent être détaillées semble-t-il, à moins que ce ne soit le contrôleur judiciaire qui ait à établir ledit inventaire sous sa propre responsabilité.

10291. — 19 février 1970. — **M. Achille-Fould** demande à **M. le ministre de la justice** si un administrateur-séquestre peut, sans qu'il y ait été autorisé par une décision de justice, contracter des emprunts et engager, ainsi, les biens à lui confiés.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

10177. — 13 février 1970. — **M. Roucaute** expose à **M. le ministre des postes et télécommunications** les difficultés que rencontrent les inspecteurs des P.T.T. à qui est refusée la promotion dans la résidence au grade d'inspecteur central. Ces fonctionnaires sont défavorisés par rapport à leurs collègues des finances pour qui cette forme d'avancement est assurée. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer le respect des parités externes et pour permettre le déroulement normal des carrières inspecteur-inspecteur central.

10179. — 13 février 1970. — **M. Virgile Barel** expose à **M. le ministre des postes et télécommunications** les revendications des travailleurs des P.T.T. de son département qui sont les suivantes : 1° transformation de tous les emplois d'agent technique et d'agent technique spécialisé réunifiés en emploi d'agent d'exploitation, échelle ES. 4 : 215/320/345 ; 2° transformation des emplois d'agent technique conducteur en emploi d'agent d'exploitation conducteur,

échelle 225/365 ; 3° transformation des emplois d'agent technique de 1^{re} classe en emploi d'agent d'exploitation chef ou de chef de groupe, échelle : 225/405 ; 4° transformation des emplois de conducteur de chantier et conducteur de chantier principal réunifiés en contrôleur avec débouchés en chef de section et contrôleur divisionnaire ; 5° transformation des emplois de chef de secteur en chef de centre de 2^e classe ; 6° transformation des emplois de chef de district en chef de centre de 1^{re} classe. Solidaire de ces justes revendications il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour que satisfaction soit donnée à cette catégorie de travailleurs.

10237. — 17 février 1970. — M. Pierre Lagorce appelle l'attention de M. le ministre des postes et télécommunications sur les difficultés que rencontrent dans le déroulement de leurs carrières les inspecteurs et inspecteurs centraux des P. T. T. En effet, l'administration des P. T. T. refuse la promotion dans la résidence aux inspecteurs qui postulent le grade d'inspecteur central, alors que leurs collègues des finances bénéficient de cette forme d'avancement. Il semble qu'il y ait là méconnaissance du respect des parités externes, règle pourtant valable dans la fonction publique. La fusion des attributions inspecteurs-inspecteurs centraux est admise mais celle de l'emploi n'est pas reconnue. C'est ainsi qu'un inspecteur doit se déplacer pour aller chercher le grade d'inspecteur central en prenant un emploi d'inspecteur et en continuant ainsi à assurer la même fonction. Pendant ce temps l'emploi qu'il aura laissé vacant sera comblé par un autre inspecteur recherchant un avancement d'inspecteur central. Il en résulte un grand mécontentement dans l'ensemble de la catégorie sans parler du préjudice causé au service lui-même. Il lui demande, en conséquence, les mesures qu'il compte prendre pour améliorer cette situation.

SANTE PUBLIQUE ET SECURITE SOCIALE

10178. — 13 février 1970. — M. Billoux attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur l'imprécision des textes relatifs à l'indemnité compensatrice de congés payés et lui demande si le personnel hospitalier du secteur public rémunéré : a) par une indemnité fixe ; b) par une indemnité basée sur une fraction de traitement indiciaire (médecins, pharmaciens, praticiens) ; c) à la vacation (psychologues, ophtalmologistes, psychiatres, etc.), a droit aux congés payés et à l'indemnité compensatrice de congés payés, et quels sont les modes de calcul et les textes s'y rapportant.

10189. — 13 février 1970. — M. Rossi attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur les difficultés devant lesquelles se trouvent placées les personnes âgées, obligées d'avoir recours aux services d'une aide ménagère par suite de la majoration du taux des cotisations forfaitaires de sécurité sociale dues au titre des employés de maison. Dans la réponse à la question écrite n° 5163 (*Journal officiel*, Débats A. N. du 13 mai 1969, page 1374), il était signalé que toute extension généralisée du bénéfice de l'exonération prévue par le décret n° 61-100 du 25 janvier 1961, au-delà des cas actuellement visés par le texte, se traduirait par des dépenses supplémentaires qui ne pourraient que compromettre l'équilibre déjà très précaire du régime général des salariés. Cependant, si des considérations budgétaires peuvent être mises en avant en cette matière, il ne faut pas perdre de vue certaines considérations sociales et en particulier les difficultés devant lesquelles se trouvent placés les vieillards âgés de plus de 70 ans, incapables de remplir eux-mêmes les travaux ménagers, et dont les ressources sont souvent trop modestes pour pouvoir supporter les charges sociales qui leur sont imposées. Il lui demande s'il n'estime pas indispensable de mettre ce problème à l'étude, afin que, dans le cadre des mesures qui doivent être prises en faveur des personnes âgées, comme suite à la publication du rapport de l'inspection générale des affaires sociales, puisse être trouvée une solution qui, sans compromettre l'équilibre du budget du régime général de sécurité sociale, apporte sur ce plan, aux employeurs de gens de maison, âgés de plus de 70 ans, une aide particulièrement efficace.

10201. — 14 février 1970. — M. Durieux expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que l'ensemble des salariés d'une entreprise refuse de se soumettre aux visites médicales prévues dans le cadre de l'application de la loi du 11 octobre 1946 relative à la médecine du travail. Il lui demande si la situation de cet employeur au regard de la législation en vigueur se trouve régularisée par la détention d'une déclaration signée énonçant le refus formel de ses salariés de satisfaire aux visites réglementaires.

10204. — 14 février 1970. — M. Charles Rignon rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que, dans sa réponse à la question écrite n° 1764, qu'il avait posée à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales, parue au *Journal officiel* du 30 novembre 1968, il lui avait été précisé que le ministre portait ses efforts vers la recherche d'une réglementation de nature à modifier les errements actuels qui font que le budget des hospices supporte l'achat des médicaments des pensionnaires sans être remboursés par les caisses de sécurité sociale. Il serait donc heureux de savoir dans quelle mesure la question a fait l'objet de progrès car les médicaments grèvent lourdement les prix de journée dont les relèvements sont par ailleurs restreints.

10207. — 14 février 1970. — M. Dusseaux rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que l'article L. 193 du code de la sécurité sociale institue une organisation du contentieux technique de la sécurité sociale. Cette organisation règle, en particulier, les contestations relatives aux décisions des caisses régionales d'assurance maladie concernant, en matière d'accident du travail, la fixation du taux des cotisations. L'article L. 196 prévoit que les contestations se rapportant à ces décisions sont soumises en premier et dernier ressort à la commission nationale technique. Les parties présentent leurs observations à la commission, par écrit, sous forme d'un mémoire. La commission nationale ne juge que sur pièces, sans que les parties aient la possibilité de se faire défendre par leur avocat ou d'assister, personnellement, aux débats. Cette procédure est regrettable car, s'agissant de la fixation du taux de cotisation en matière d'accident du travail, les litiges peuvent mettre en cause des intérêts financiers parfois lourds et poser des questions d'ordre juridique ou technique délicates. C'est pourquoi il lui demande s'il peut envisager une modification des dispositions de l'article 47 du décret n° 56-1291 du 22 décembre 1958, de telle sorte que les parties puissent présenter elles-mêmes, ou par l'intermédiaire d'un avocat, leurs observations orales.

10210. — 14 février 1970. — M. Fortult expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale qu'un assuré social qui bénéficiait d'une pension d'invalidité du premier groupe (invalidité capable d'exercer une activité rémunérée) a vu cette pension transformée par classement dans le deuxième groupe (invalidité absolue incapable d'exercer une profession quelconque). L'intéressé pensait que ce nouveau classement entraînerait une majoration de la pension jusqu'alors perçue. Or, la pension anciennement attribuée et celle à laquelle il a maintenant droit étant toutes deux inférieures au minimum garanti, il continue à percevoir les mêmes arrearages. En effet, le minimum de l'allocation d'invalidité des salariés est fixé depuis le 1^{er} janvier 1969 à 1.550 F quel que soit le groupe dans lequel est classé l'invalidé. Il y a là une incontestable anomalie et la pension d'invalidité ne devrait pas être inférieure à un montant qui varierait en fonction du groupe où se trouve placé l'intéressé. Il lui demande s'il peut prendre des mesures, qui seraient incontestablement équitables, afin que l'allocation minimum applicable aux invalides des deuxième et troisième groupes soit supérieure à celle des invalides du premier groupe.

10211. — 14 février 1970. — M. Polrier demande à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale s'il ne pourrait, dans un but de simplification et pour éviter les non-validations de périodes d'activité d'un régime à l'autre (non-communication des informations), prendre rapidement des mesures en vue d'imposer aux différents régimes de retraites complémentaires le dépôt d'une seule demande de retraite par intéressé pour l'ensemble des régimes auxquels il a cotisé.

10215. — 14 février 1970. — M. Royer attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur la nécessité d'organiser avant le 1^{er} mars la rentrée scolaire 1970 dans les C. H. U. En effet, cette date est limite soit pour édicter les mesures réglementaires nécessaires, soit, le cas échéant, pour que le Parlement se prononce sur une mesure législative nouvelle. La nation doit former des médecins et les former le mieux possible. Pour répondre à cet impératif, il est nécessaire de proportionner le nombre des étudiants en médecine aux capacités de l'enseignement universitaire et hospitalier, ces capacités devant constamment répondre aux besoins de la nation en médecins. Faute de tenir compte de ces deux données, l'afflux des étudiants aboutit dans

l'immédiat à l'impossibilité de dispenser un enseignement correct et, à moyen terme, à l'impossibilité pour les diplômés de trouver, à la fin de leurs études, les débouchés auxquels ils peuvent légitimement prétendre. Pour ces raisons, on peut conclure à la nécessité inéluctable de limiter le nombre d'étudiants en médecine. Cette limitation doit être réalisée par une orientation préalable aux études médicales. En conséquence, on lui demande s'il n'estime pas indispensable que l'entrée dans les établissements d'enseignement médical soit soumise à un concours portant sur les programmes de biologie, de physique et de chimie du baccalauréat. Cette mesure ne résolvant pas le problème des étudiants actuellement au P.C.E.M. (26.142) et en ex-1^{re} année (15.254) qu'on a laissé s'engager dans les études médicales sans se soucier réellement de leur avenir, il apparaît indispensable, pour rétablir la situation, que les établissements autonomes d'enseignement médical, compte tenu de leurs capacités d'enseignement, soient autorisés à limiter le nombre d'étudiants admis en ex-1^{re} année (venant du P.C.E.M.) et en ex-2^e année. A partir de l'ex-3^e année on peut admettre qu'aucune mesure de limitation particulière n'est nécessaire.

10220. — 16 février 1970. — M. Cousté demande à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale si, dans chacune des régions regroupant les organismes de sécurité sociale, les médecins reçoivent d'une manière méthodique et périodique l'indication du montant des frais d'actes qu'ils ont prescrit et des médicaments, et notamment si ce qui a pu être fait dans le domaine des hospitalisations. L'opinion publique s'imagine en effet très souvent que les médecins ne se doutent pas des conséquences financières de leurs décisions. Beaucoup d'exemples démontrent le contraire, mais il serait cependant très intéressant de savoir comment les médecins, selon les régions, sont tenus informés de l'aspect financier de leurs prescriptions.

10221. — 16 février 1970. — M. Chazalon demande à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale s'il peut lui indiquer : 1° s'il est exact que l'on constate, chaque année, depuis la généralisation de la vaccination antipoliomyélique, un certain nombre de cas de décès ou de paralysie qui doivent être imputés à cette vaccination ; 2° s'il est exact qu'aux Etats-Unis, compte tenu des accidents, il est recommandé de ne pas utiliser ce vaccin pour les personnes âgées de plus de 15 ans ; 3° si les hautes instances médicales ont mis à l'étude le problème posé par les différentes expériences — relatées notamment lors de la IX^e conférence internationale de la poliomyélite (Genève 8-12 juillet 1957) — à la suite desquelles certains chercheurs russes et américains ont été amenés à considérer que le virus polio, le virus Coxsackie et le virus E. C. H. O. ne sont pas distincts, mais représentent des formes évolutives d'un ou plusieurs virus entériques initiaux, de sorte que la vaccination antipolio pourrait, en troublant brusquement l'équilibre écologique réalisé entre ces virus, déclencher la nocivité d'un virus comme le virus E. C. H. O. que l'organisme supportait parfaitement avant la vaccination, et entraîner par là même une paralysie ; 4° s'il ne lui semble pas indispensable de faire procéder à toutes enquêtes, recherches, études nécessaires afin de prendre les décisions qui s'imposent pour donner aux familles soumises à l'obligation de faire vacciner leurs enfants toutes garanties de sécurité.

10232. — 17 février 1970. — M. Alduy demande à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale s'il lui serait possible de relever le plafond des ressources pour l'allocation loyer demandée par les moins de soixante-cinq ans (ou soixante ans incapables au travail) qui est toujours de 1.440 francs par an, plus les trois quarts du loyer annuel. Ce plafond est, en effet, toujours le même depuis l'institution de cette allocation, alors que le plafond des ressources des plus de soixante-cinq ans (ou soixante ans) a subi de nombreux relèvements et est actuellement de 4.200 francs, plus les trois quarts du loyer.

10243. — 18 février 1970. — M. Godefroy appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur la grave menace que fait courir à la santé publique l'emploi non contrôlé, et de plus en plus important, chez les animaux, de médicaments dont la présence dans l'alimentation humaine est souvent nocive. Depuis plusieurs années, un certain nombre de laboratoires et de très nombreux colporteurs vendent des médicaments, et notamment des antibiotiques, qui sont ensuite utilisés de façon anarchique par les éleveurs. En particulier, se développe depuis

peu l'administration de substances oestrogènes de synthèse aux veaux de boucherie. Chaque animal arrive à être traité ainsi plusieurs fois avant son abattage et la viande livrée à la consommation présente un danger réel, d'autant plus que la mise en évidence de ces substances dans la carcasse est très difficile à réaliser par le vétérinaire inspecteur de l'abattoir. Il lui demande s'il n'estime pas nécessaire d'adopter, en la faisant respecter de façon sévère, une réglementation concernant la détention, la distribution et l'utilisation des médicaments destinés aux animaux.

10245. — 18 février 1970. — M. Lucas rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que l'Association française contre la myopathie n'a pu jusqu'à présent obtenir l'autorisation de quêter sur la voie publique au plan national dans le cadre de la journée nationale des paralysés et infirmes civils. L'importance sociale du drame que constitue la découverte de chaque cas de myopathie est cependant évidente, cette évidence ayant d'ailleurs été reconnue puisque désormais cette maladie ouvre droit à l'exonération du ticket modérateur et à la prise en charge totale par les organismes compétents de la sécurité sociale. Or, l'Association française contre la myopathie qui a été fondée il y a onze ans voit croître progressivement le nombre de ses adhérents. Sans doute ses effectifs restent-ils inférieurs à ceux des grandes associations qui peuvent actuellement collecter sur le plan national, mais cela tient au fait que heureusement la myopathie ne sévit pas avec la même fréquence que certaines autres maladies invalidantes. Il n'en demeure pas moins qu'un effort d'information et d'action sociale doit être entrepris auprès des familles de myopathes qui existent sur l'ensemble du territoire. Ce sont les délégués de l'Association nationale qui existent dans 55 départements qui peuvent effectuer cet effort d'information. Celui-ci peut également être entrepris à partir du siège social, là où l'association en cause n'a pu encore organiser une délégation. En outre, l'Association nationale va ouvrir prochainement à Saint-Brieuc un centre de balnéothérapie avec scolarité pour les enfants myopathes des Côtes-du-Nord. L'aide à la recherche médicale dans ce domaine s'est concrétisée par la constitution d'un fonds qui a permis d'accorder des subventions aux laboratoires de recherche de Paris, Nancy, Lyon et Marseille. L'Association nationale pour poursuivre cet effort doit pouvoir participer à la collecte nationale partout où elle peut l'organiser. C'est pour ces raisons qu'il lui demande s'il peut accorder l'autorisation de quêter qui lui a été demandée par l'Association française contre la myopathie.

10247. — 18 février 1970. — M. Massoubre appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur la grave menace que fait courir à la santé publique l'emploi non contrôlé, et de plus en plus important, chez les animaux, de médicaments dont la présence dans l'alimentation humaine est souvent nocive. Depuis plusieurs années, un certain nombre de laboratoires et de très nombreux colporteurs vendent des médicaments, et notamment des antibiotiques, qui sont ensuite utilisés de façon anarchique par les éleveurs. En particulier, se développe depuis peu l'administration de substances oestrogènes de synthèse aux veaux de boucherie. Chaque animal arrive à être traité ainsi plusieurs fois avant son abattage et la viande livrée à la consommation présente un danger réel, d'autant plus que la mise en évidence de ces substances dans la carcasse est très difficile à réaliser par le vétérinaire inspecteur de l'abattoir. Il lui demande s'il n'estime pas nécessaire d'adopter, en la faisant respecter de façon sévère, une réglementation concernant la détention, la distribution et l'utilisation des médicaments destinés aux animaux.

10250. — 18 février 1970. — M. Liogier rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que le bénéfice des prestations familiales est subordonné à la justification d'une activité professionnelle ou de l'impossibilité d'exercer une telle activité. Parmi ceux qui doivent justifier de l'impossibilité de travailler figurent les assurés sociaux se trouvant en situation de maladie de longue durée. Ces assurés ont fait l'objet d'un examen médical particulier et sont en état d'arrêt de travail pour une longue période. Leur situation a fait l'objet d'une notification de l'accord de la caisse primaire d'assurance maladie. S'agissant de pères ou de mères de famille, le service des prestations familiales prend un caractère alimentaire particulièrement marqué et le moindre retard de paiement les met généralement dans une situation fort difficile. Or, notamment en période d'épidémies, les caisses primaires se trouvent parfois dans l'impossibilité d'assurer leurs paiements dans le délai habituel et les allocataires malades de longue durée n'ayant pas perçu leurs prestations de sécurité sociale ne peuvent justifier de leur situation près de la caisse d'allocations familiales.

Ils ne perçoivent également pas leurs prestations familiales même si les caisses d'allocations familiales pratiquent le paiement en droits supposés, c'est-à-dire ne demandent la justification d'activité d'un mois déterminé qu'environ trois semaines après avoir payé les prestations relatives à ce dit mois. Il lui demande s'il compte prendre des dispositions afin que le paiement des allocations familiales puisse être maintenu à ces allocataires durant toute la validité de leur notification de longue durée. Si cette mesure ne pouvait être prise, il souhaiterait que leur soit accordé au moins un mois supplémentaire pour produire les justifications de paiement des indemnités journalières.

10263. — 18 février 1970. — M. Rossi expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale qu'en application de l'article L. 286-1 du code de la sécurité sociale, dont les conditions d'application ont été fixées par les décrets n° 69-132 et 69-133 du 6 février 1969, la participation de l'assuré aux tarifs servant de base au calcul des prestations en nature de l'assurance maladie — appelée « ticket modérateur » — est supprimée, d'une part, lorsque le bénéficiaire a été reconnu atteint d'une des affections comportant un traitement prolongé et une thérapeutique particulièrement coûteuse inscrite sur la liste prévue à l'article 1^{er} du décret n° 69-133 susvisé, d'autre part, lorsque le malade souffre d'une affection non inscrite sur cette liste, dès lors qu'il est reconnu, sur avis conforme du médecin conseil régional, que cette affection comporte un traitement prolongé et une thérapeutique particulièrement coûteuse. Ces dispositions, applicables depuis le 9 février 1969, ont été inspirées par le souci d'assurer une garantie plus importante, dans le cadre de l'assurance maladie, aux malades dont l'état nécessite des dépenses de soins particulièrement élevées. Malheureusement on constate, dans certains départements, que les critères utilisés par le contrôle médical des caisses d'assurance maladie, pour reconnaître s'il y a ou non nécessité d'un traitement prolongé et d'une thérapeutique particulièrement coûteuse, aboutissent à une application très restrictive de ces nouvelles dispositions. Les cas de refus de demandes d'exonération du ticket modérateur, ou de refus de renouvellement, ou de suppression de l'avantage déjà accordé antérieurement, sont assez nombreux pour susciter une multitude de recours devant les commissions de recours gracieux et les commissions de première instance. Il lui demande s'il n'envisage pas de donner aux caisses d'assurance maladie les instructions nécessaires pour éviter cette interprétation restrictive et s'il n'estime pas utile, notamment, de préciser ce qu'il convient d'entendre par « traitement prolongé » et « thérapeutique particulièrement coûteuse » afin d'assurer aux dispositions en cause leur pleine efficacité sociale.

10274. — 19 février 1970. — M. Richoux rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale qu'en vertu des dispositions de l'article L. 331 du code de la sécurité sociale l'assurance vieillesse garantit une pension de retraite à l'assuré qui atteint l'âge de 60 ans. Celle-ci, pour ceux des assurés qui justifient d'au moins 30 années d'assurance, est égale à 20 p. 100 du salaire annuel de base. Par contre, elle est fixée à 40 p. 100 de ce salaire annuel de base lorsque la liquidation de la pension n'est demandée qu'à l'âge de 65 ans. Certains salariés ont pris leur retraite à 60 ans tout en continuant à travailler et à cotiser. Ils estimaient logiquement qu'ils obtiendraient à l'âge de 65 ans la pension revalorisée en raison des années de versement supplémentaire. Il lui demande s'il n'est pas possible d'envisager une majoration pour cette catégorie d'assurés, majoration qui tiendrait compte des cotisations versées depuis l'âge de 60 ans, date de la liquidation de leur pension.

10282. — 19 février 1970. — M. Jacquet expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale le cas d'un salarié qui, après avoir travaillé onze ans dans le bâtiment et vingt-quatre ans dans une exploitation agricole, a obtenu une pension de retraite servie par une caisse de mutualité sociale agricole. Il lui précise que lorsque l'intéressé était en activité, son épouse percevait une allocation spéciale pour longue maladie d'un montant de 400 francs environ par trimestre; depuis sa mise à la retraite, cette allocation a été supprimée et remplacée par une majoration pour conjoint à charge d'un montant trimestriel de 225 francs. Il attire son attention sur le fait que ladite majoration est très inférieure à l'allocation antérieurement perçue et, compte tenu non seulement du fait que la santé de la conjointe est toujours déficiente, mais encore de cette considération que les ressources du ménage sont considérablement diminuées par la mise à la retraite du mari, il lui demande s'il n'est pas que dans ce cas de ce genre le montant de la majoration pour conjoint à charge ne devrait pas être égal à l'allocation spéciale pour longue maladie antérieurement attribuée.

10283. — 19 février 1970. — M. Jacques Barrot demande à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale quelles dispositions le Gouvernement compte prendre dans les meilleurs délais à la suite de l'arrêt du Conseil d'Etat concernant l'arrêté relatif au premier cycle des études médicales.

10292. — 19 février 1970. — M. Boscher expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale l'émotion des salariés ayant cotisé au plafond des cotisations en vue de leur pension vieillesse pendant une longue fraction de leur vie active qui ne perçoivent qu'une retraite inférieure à celle qui serait calculée compte tenu des déflations successifs. Ils estiment que leur pension doit suivre ceux-ci et que les revalorisations parallèles des pensions et des prestations en général doivent se traduire par le maintien de leur retraite à l'équivalent de 40 p. 100 du montant du plafond, quel qu'il soit. Il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun d'instituer ce parallélisme en unifiant les bases de calcul des pensions et celles servant à la détermination des plafonds successifs et en les affectant d'un coefficient de revalorisation identique.

10294. — 19 février 1970. — M. Granet attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur le cas d'un exploitant agricole, qui serait également président directeur général d'une société commerciale et qui, sa profession d'agriculteur demeurant son activité principale, cotiserait toujours à la caisse de mutualité sociale agricole mais devrait, de plus, par suite de sa seconde activité, verser des cotisations à la sécurité sociale. Il lui demande de lui indiquer si effectivement une personne se trouvant dans la situation exposée ci-dessus est obligée de cotiser à la fois à la caisse de mutualité sociale agricole et à la sécurité sociale et, dans l'affirmative, quels avantages elle peut retirer de cette situation.

TRANSPORTS

10208. — 14 février 1970. — M. Fontaine demande à M. le ministre des transports de lui faire connaître les raisons pour lesquelles il n'est pas envisagé, au titre du budget 1970, d'aménagement de pistes d'atterrissage pour Boeing 747 à la Réunion, alors que de tels travaux sont prévus dans les autres D. O. M.

10209. — 14 février 1970. — M. Fontaine demande à M. le ministre des transports de lui faire connaître s'il envisage d'accorder à d'autres compagnies aériennes l'autorisation d'atterrir à Gillot-Saint-Denis (Réunion). En effet, le département de la Réunion est le seul, parmi les D. O. M. et T. O. M., à n'être desservi que par une seule ligne aérienne: Air France et sa filiale Air-Mad.

10293. — 19 février 1970. — M. Boscher expose à M. le ministre des transports son inquiétude quant à la dégradation de la qualité du service offert à ses clients par la Société Air France. Depuis quelques semaines, à la suite d'un conflit interne, la direction de cette société nationale a réduit de moitié le personnel navigant commercial servant sur les vols internationaux. En conséquence semble-t-il de cette diminution, les services traditionnels mis à la disposition des passagers ont été allégés ou supprimés: il n'est plus possible d'acquiescer à bord un paquet de cigarettes ou une boisson alcoolisée, les repas ont pris un caractère médiocre et sommaire, tout à fait incompatible avec la tenue traditionnelle de la cuisine française. Il est clair qu'une telle dégradation du service, dont la compagnie se rend elle-même compte puisqu'elle distribue à ses passagers une carte d'excuses, amènera très rapidement la désertion d'Air France par une clientèle internationale qui n'a très souvent que l'embaras du choix entre divers transporteurs aériens. Cette situation est du reste régulièrement dénoncée par les commandants de bord dans leur rapport d'exploitation. Il lui paraît inadmissible que la Compagnie Air France fasse ainsi supporter à sa clientèle les contre-coups des difficultés qu'elle peut rencontrer dans ses relations avec son personnel et il lui demande quelles mesures il compte prendre pour obtenir de la direction générale de cette compagnie qu'elle prenne conscience des conséquences de son attitude actuelle et qu'elle y porte remède.

TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION

10171. — 13 février 1970. — M. Odru demande à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population les raisons pour lesquelles il n'a toujours pas répondu à sa question écrite n° 8805 en date

du 26 novembre 1969, concernant les mesures de licenciements dont sont menacés cent travailleurs d'un établissement industriel de Montreuil (93).

10218. — 14 février 1970. — M. Icart attire l'attention de M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population sur les problèmes posés par l'immigration algérienne. Il souligne, notamment, que des résultats fragmentaires permettent d'affirmer que la main-d'œuvre algérienne entraîne d'importantes dépenses de santé qui sont à la charge tantôt du régime de sécurité sociale, tantôt de l'aide sociale. Or, les travailleurs algériens ne sont pas soumis aux règles résultant de l'article L. 161 du code de sécurité sociale introduit par l'ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967, relatif à l'obligation d'effectuer un contrôle médical antérieurement à l'embauche. Il lui demande les raisons pour lesquelles la main-d'œuvre algérienne échappe à cette règle et les dispositions que le Gouvernement entend prendre pour soumettre à un contrôle médical effectif les migrants algériens.

10235. — 17 février 1970. — M. Bouloche attire l'attention de M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population sur le fait que l'ordonnance n° 45-1030 du 24 mai 1945 prévoit, en son article 1, que les services régionaux et départementaux de la main-d'œuvre sont seuls habilités à effectuer le placement des travailleurs et que les articles suivants interdisent, sous certaines réserves, aux bureaux de placement gratuit et aux bureaux de placement payants de poursuivre leur activité. Or, des organismes constitués soit sous la forme d'association, loi de 1901, soit sous la forme commerciale, proposent à des jeunes filles étrangères, en vue de leur perfectionnement dans la langue française, des « séjours en famille au pair, travail à mi-temps, argent de poche ». Il lui demande dans quelle mesure ces organismes échappent à l'ordonnance précitée.

10280. — 19 février 1970. — M. Arnaud expose à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population, que selon la loi du 21 juin 1936, la durée légale du travail est de cinquante-six heures par semaine pour les employés des entreprises de gardiennage et de surveillance. Or, leur salaire est calculé sur la base de quarante heures. C'est ainsi que leur salaire horaire obtenu en divisant leur paie par le nombre d'heures de travail, est inférieur au S. M. I. G. Il lui demande s'il peut lui indiquer quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à cette situation anormale.

REPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE

Fonction publique et réformes administratives.

8600. — M. Lamps expose à M. le Premier ministre (fonction publique et réformes administratives) la situation des agents de catégorie B, déjà gravement lésés par l'étirement de la grille indiciaire de 1957. Les fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique voient progressivement leur situation se dégrader. Depuis la parution du décret de 1961 fixant les dispositions statutaires communes aux corps de catégorie B, aucune revalorisation indiciaire sérieuse n'est intervenue en leur faveur. Le reclassement des adjoints administratifs et chefs de groupe — pour s'en tenir à un seul exemple — entraînera un bouleversement total des conditions de nomination, que ce soit par concours ou par intégration en catégorie B. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre : 1° en vue notamment du relèvement de l'indice de début de carrière, qui ne devrait pas être inférieur à 250 net, avec répercussion sur l'ensemble de l'échelonnement indiciaire ; 2° pour appliquer une adaptation du classement indiciaire de la catégorie B aux réformes décidées pour les catégories C et D. (Question du 15 novembre 1969.)

Réponse. — Depuis la parution du décret n° 61-204 du 27 février 1961 fixant les dispositions statutaires communes applicables à divers corps de fonctionnaires de catégorie B, les intéressés ont bénéficié d'avantages de carrière appréciables. En premier lieu, le décret n° 64-52 du 17 janvier 1964 a autorisé la création au sein de ces corps d'un grade de chef de section qui permet à ce personnel de parvenir à l'indice net 390, alors qu'antérieurement il pouvait

espérer atteindre au maximum l'indice 360. En outre, un autre grade de débouché a été créé pour ces fonctionnaires dans la plupart des administrations sous des appellations diverses (secrétaire administratif en chef ou contrôleur divisionnaire notamment). Ce grade leur offre la possibilité d'accéder à l'indice net 420. Ces aménagements statutaires ont très sensiblement amélioré, au cours des dernières années, les perspectives de carrière de ce personnel. Par ailleurs, il est rappelé que la revalorisation des traitements des catégories C et D s'inscrit dans le cadre d'une politique générale en faveur des titulaires de bas revenus. Il ne peut donc être question d'appliquer les mêmes dispositions à l'ensemble de la hiérarchie des revenus sans ruiner, par là même, l'esprit de cette politique qui accorde une haute priorité aux moins favorisés d'entre les salariés. Cette revalorisation a d'ailleurs été entreprise à la demande même de certaines organisations syndicales, qui réclamaient depuis des années un effort particulier en faveur des petits fonctionnaires. Les engagements pris par le Gouvernement seront intégralement tenus.

9353. — M. Alduy rappelle à M. le Premier ministre (fonction publique et réformes administratives) que le décret n° 62-799 du 16 juillet 1962 a accordé à tous les fonctionnaires d'Algérie, rapatriés en métropole, une indemnité dite de « réinstallation », égale à trois mois de traitement et majorée d'un mois de traitement par enfant à charge. Dans sa réponse à M. Palmero (*Journal officiel*, Débats A. N., n° 9, du 6 mars 1965, p. 396), il reconnaît que « tous les Français ayant quitté l'Algérie après le 1^{er} juillet 1961 sont présumés rentrés en France pour motifs politiques et de sécurité, quelle que soit, en fait, la raison de leur départ ». Dès la fin de l'année 1961, la situation dans toute l'étendue de l'Algérie avait pris une tournure plus que dramatique. Les fonctionnaires qui sont revenus en France avant le 19 mars 1962 ont eu à supporter les mêmes frais financiers pour se réinstaller en France que ceux qui sont rentrés après cette date et se sont vus pourtant exclus du bénéfice de l'indemnité de réinstallation. Les restrictions apportées à l'octroi de cette indemnité sont donc en contradiction avec les termes de la réponse ministérielle précitée. Il lui demande en conséquence, dans un souci d'équité, s'il pourrait envisager que les dispositions du décret du 16 juillet 1962 soient étendues à tous les fonctionnaires français d'Algérie rentrés en France à partir du 1^{er} juillet 1961 ou, tout au moins, à ceux qui ont réintégré la métropole entre le 1^{er} janvier et le 19 mars 1962. (Question du 3 janvier 1970.)

Réponse. — Le décret n° 62-729 du 16 juillet 1962 a prévu que, pour bénéficier de l'indemnité de réinstallation, les fonctionnaires rapatriés d'Algérie doivent avoir été en service dans ce pays à la date des accords franco-algériens d'Evian du 19 mars 1962. Le Gouvernement a estimé, en effet, que les fonctionnaires étaient investis d'une mission de service public jusqu'à cette date. Cette disposition pouvant néanmoins, dans certains cas, se révéler trop sévère, une circulaire commune prise par M. le ministre de l'économie et des finances et M. le secrétaire d'Etat aux affaires algériennes en date du 8 mars 1966, a admis que la situation des fonctionnaires ayant dû quitter l'Algérie dans les semaines précédant immédiatement le 19 mars 1962 pourrait faire l'objet d'un examen bienveillant par une commission instituée à cet effet. De la sorte, le Gouvernement a pris en considération les exigences de la mission confiée aux fonctionnaires qui nécessitait leur présence en Algérie à la date du 19 mars 1962 sans faire abstraction pour autant, dans l'examen de certaines situations individuelles, des circonstances particulières que reconnaissait M. le ministre de l'intérieur le 6 mars 1955 dans la réponse à une question écrite à laquelle se réfère l'honorable parlementaire. Compte tenu de ces éléments, il n'apparaît pas possible de réserver une suite favorable à la proposition de modification du décret du 16 juillet 1962.

9478. — M. Fontaine appelle l'attention de M. le Premier ministre (fonction publique et réformes administratives) sur la prolifération des textes réglementaires tendant à accorder à certaines catégories de fonctionnaires des avantages pécuniaires sous forme d'indemnités les plus diverses. Cette pratique aboutit en fait à créer entre les fonctionnaires de même échelon des différences de traitement importantes selon l'administration à laquelle ils appartiennent et conduit à vider de toute sa valeur les grilles indiciaires prétendument communes qui régissent la fonction publique. En conséquence, il lui demande s'il n'envisage pas plutôt, prenant acte de ce que certains fonctionnaires ne perçoivent pas le salaire correspondant à leurs mérites, de reviser l'échelonnement indiciaire des carrières qui s'inscrirait dans le cadre général d'une réforme de l'administration souvent annoncée et toujours repoussée. Dans l'imédial, il ne serait pas inutile de veiller à ce que les distorsions existant entre les fonctionnaires ne s'aggravent par le truchement d'indemnités qui n'abusent personne. (Question du 10 janvier 1970.)

Réponse. — L'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires définit, en son article 22, les différentes catégories d'indemnités qui peuvent être allouées aux fonctionnaires. Parmi ces catégories, les indemnités de remboursement de frais ou représentatives d'avantages en nature, les primes liées à l'exercice de fonctions en dehors du territoire européen de la France et les indemnités compensatrices ont une justification indiscutable. En dehors de ces cas particuliers, la variété des indemnités, dont la masse budgétaire d'ensemble représente à peine plus de 10 p. 100 de la masse des seuls traitements sans l'indemnité de résidence, n'échappe pas à la vigilance des départements responsables de la politique générale des rémunérations. S'il est vrai que ces indemnités aboutissent à créer des différences parfois sensibles entre des fonctionnaires bénéficiaires du même indice de traitement, elles trouvent cependant leur justification de principe dans la nécessité de compléter les éléments généraux de la rémunération par des éléments accessoires permettant de tenir compte des conditions d'exercice et de la nature particulière de certaines fonctions qui ne se traduisent pas dans le classement hiérarchique des grades et emplois. Le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et des réformes administratives veille à ce que l'attribution des indemnités aux personnels soit justifiée par des motifs fonctionnels, afin que ces avantages ne constituent pas des augmentations de traitement déguisées.

9596. — M. Médecin demande à M. le Premier ministre (fonction publique et réformes administratives) si le Gouvernement n'envisage pas d'étendre les dispositions du décret du 16 juillet 1962 à tous les fonctionnaires français d'Algérie rentrés en France à partir du 1^{er} juillet 1961 ou, à tout le moins, à ceux qui ont réintégré la métropole entre le 1^{er} janvier et le 19 mars 1962. Le bénéfice des dispositions de ce décret concernant l'indemnité dite de « réinstallation » devrait être étendu à tous les fonctionnaires qui ont eu à supporter effectivement les mêmes frais de réinstallation en métropole. (Question du 17 janvier 1970.)

Réponse. — Le décret n° 62-729 du 16 juillet 1962 a prévu que, pour bénéficier de l'indemnité de réinstallation, les fonctionnaires rapatriés d'Algérie doivent avoir été en service dans ce pays à la date des accords franco-algériens d'Evian du 19 mars 1962. Le Gouvernement a estimé, en effet, que les fonctionnaires étaient investis d'une mission de service public jusqu'à cette date. Cette disposition pouvant néanmoins, dans certains cas, se révéler trop sévère, une circulaire commune prise par M. le ministre de l'économie et des finances et M. le secrétaire d'Etat aux affaires algériennes en date du 8 mars 1966, a admis que la situation des fonctionnaires ayant dû quitter l'Algérie dans les semaines précédant immédiatement le 19 mars 1962 pourrait faire l'objet d'un examen bienveillant par une commission instituée à cet effet. De la sorte, le Gouvernement a pris en considération les exigences de la mission confiée aux fonctionnaires, qui nécessitent leur présence en Algérie à la date du 19 mars 1962, sans faire abstraction pour autant, dans l'examen de certaines situations individuelles, des circonstances particulières que reconnaissait M. le ministre de l'intérieur le 6 mars 1965 dans la réponse à une question écrite à laquelle se réfère l'honorable parlementaire. Compte tenu de ces éléments, il n'apparaît pas possible de réserver une suite favorable à la proposition de modification du décret du 16 juillet 1962.

9674. — M. Tomassin demande à M. le Premier ministre (fonction publique et réformes administratives) si les agents de la fonction publique, anciens membres des F. F. I. et F. F. C. (agents P. 1 et P. 2) régulièrement homologués, peuvent cumuler les bonifications prévues par la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications spéciales en faveur des personnes ayant pris une part active à la Résistance et celles de la loi n° 52-843 du 19 juillet 1952 relative à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de guerre et du décret d'application n° 54-138 du 28 janvier 1954, modifié par le décret n° 69-630 du 14 juin 1969 instituant des majorations d'ancienneté en faveur des fonctionnaires et ouvriers de l'Etat et des collectivités locales ayant participé à la campagne 1939-1945. (Question du 24 janvier 1970.)

Réponse. — Les combattants volontaires ayant appartenu pendant un minimum de six mois consécutifs avant le 6 juin 1944 aux forces françaises de l'intérieur et aux forces françaises combattantes doivent être considérés comme ayant pris « une part active et continue à la Résistance ». A ce titre ils bénéficient dans la fonction publique en matière d'avancement d'une majoration d'ancienneté de service égale à la moitié du temps passé dans la Résistance active augmentée de six mois en application des dispositions de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951. Ladite majoration est d'ailleurs assimilée aux bonifications accordées pour services de guerre 1914-1918 (et 1939-1945). Par contre ils ne peuvent se

réclamer des dispositions de l'article 6 de la loi n° 52-843 du 19 juillet 1952 et du décret d'application n° 54-138 du 28 janvier 1954 modifié par décrets n° 54-1268 du 23 décembre 1954 et n° 69-630 du 14 juin 1969, ces textes ne concernant que les militaires qui ont participé à la campagne 1939-1945 contre les puissances de l'Axe ou leurs alliés et aux campagnes d'Indochine ou de Corée dans les rangs de l'armée active (prisonniers de guerre y compris). Dans certains cas les personnels intéressés peuvent relever successivement de l'une et l'autre de ces deux législations, soit qu'ils aient pris une part active et continue à la Résistance après avoir quitté les rangs de l'armée, soit au contraire qu'ils se soient engagés ou qu'ils aient été appelés ou rappelés sous les drapeaux après avoir appartenu à la Résistance. En aucun cas une même période de service ne peut être retenue au titre du service militaire actif et au titre de la Résistance et ne peut donner lieu cumulativement au bénéfice des dispositions des deux législations en présence: loi du 26 septembre 1951 et loi du 19 juillet 1952.

9809. — M. Mario Bénard rappelle à M. le Premier ministre (fonction publique et réformes administratives) que le décret du 16 juillet 1962 a accordé à tous les fonctionnaires d'Algérie rapatriés en métropole une indemnité de réinstallation égale à trois mois de traitement, majorée d'un mois de traitement par enfant à charge. Les fonctionnaires en cause, s'ils ont quitté l'Algérie avant le 19 mars 1962, ne peuvent cependant bénéficier de cette indemnité même si la date effective de leur retour se situe entre le 1^{er} janvier et le 19 mars 1962. Une telle disposition paraît d'autant plus regrettable qu'en réponse à une question écrite (*Journal officiel*, Débats Assemblée nationale, du 6 mars 1965, p. 396) M. le ministre de l'intérieur reconnaissait que « tous les Français ayant quitté l'Algérie après le 1^{er} juillet 1961 sont présumés rentrés en France pour motif politique et de sécurité, quelle que soit en fait la raison de leur départ ». Comme il s'agit d'une indemnité de réinstallation, il paraît anormal que les fonctionnaires revenus en France avant le 19 mars 1962 en soient privés, puisqu'ils ont eu à supporter les mêmes frais financiers pour se réinstaller en France que ceux qui y sont arrivés après cette date. En outre, dès la fin de l'année 1961, la situation dans toute l'étendue de l'Algérie avait pris une tournure extrêmement grave. Dans ces conditions, les restrictions apportées à l'octroi de l'indemnité de réinstallation paraissent inéquitable; c'est pourquoi il lui demande s'il n'estime pas que les dispositions du décret précité doivent être étendues à tous les fonctionnaires français rentrés en France à partir du 1^{er} juillet 1961 ou, tout au moins, à ceux qui ont réintégré la métropole entre le 1^{er} janvier et le 19 mars 1962. (Question du 31 janvier 1970.)

Réponse. — Le décret n° 62-729 du 16 juillet 1962 a prévu que pour bénéficier de l'indemnité de réinstallation, les fonctionnaires rapatriés d'Algérie doivent avoir été en service dans ce pays à la date des accords franco-algériens d'Evian du 19 mars 1962. Le Gouvernement a estimé, en effet, que les fonctionnaires étaient investis d'une mission de service public jusqu'à cette date. Cette disposition pouvant néanmoins dans certains cas se révéler trop sévère, une circulaire commune prise par M. le ministre de l'économie et des finances et M. le secrétaire d'Etat aux affaires algériennes, en date du 8 mars 1966, a admis que la situation des fonctionnaires ayant dû quitter l'Algérie dans les semaines précédant immédiatement le 19 mars 1962 pourrait faire l'objet d'un examen bienveillant par une commission instituée à cet effet. De la sorte, le Gouvernement a pris en considération les exigences de la mission confiée aux fonctionnaires qui nécessitent leur présence en Algérie à la date du 19 mars 1962 sans faire abstraction pour autant dans l'examen de certaines situations individuelles des circonstances particulières que reconnaissait M. le ministre de l'intérieur le 6 mars 1965 dans la réponse à une question écrite à laquelle se réfère l'honorable parlementaire. Compte tenu de ces éléments, il n'apparaît pas possible de réserver une suite favorable à la proposition de modification du décret du 16 juillet 1962.

Jeunesse, sports et loisirs.

8823. — M. Fagot rappelle à M. le Premier ministre (jeunesse, sports et loisirs) que des professeurs d'éducation physique et sportive sont détachés dans des établissements publics ou privés recevant des handicapés physiques. L'enseignement de l'éducation physique et sportive dans ces établissements a un caractère tout à fait particulier puisqu'il faut l'adapter complètement aux handicapés et paralysés, en fonction des formes très diverses de leurs handicaps. Cet enseignement doit être souvent transformé en rééducation physique, précédée ou suivie de massages dans la plupart des cas, ce qui constitue une véritable thérapeutique. Le professeur d'éducation physique, qui est un enseignant, n'a pas le droit de pratiquer cette thérapeutique. Il lui demande s'il n'estime pas que des mesures

réglementaires devraient être prises afin que les professeurs d'éducation physique et sportive, en fonctions dans des écoles ou établissements dépendant de l'éducation nationale ou dans des centres privés d'enseignement ou de formation professionnelle spécialisés et destinés aux paralysés ou handicapés physiques, enfants ou adolescents, puissent pratiquer ces thérapeutiques lorsqu'ils sont pourvus du diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute. Il serait souhaitable aussi que les établissements en cause puissent demander une attribution horaire supplémentaire, suivant l'importance de leurs effectifs et les besoins généralement impératifs d'une rééducation physique, dont l'utilité n'a plus besoin d'être prouvée. (Question du 27 novembre 1969.)

Réponse. — Dans les localités où ils existent, les centres d'éducation physique spécialisée, disposent, selon leur importance, d'un ou de plusieurs professeurs d'éducation physique, qui y dispensent un enseignement orienté vers la rééducation et s'adressent à des groupes d'enfants, classés selon leurs déficiences. Il s'agit donc, d'un travail collectif, et non pas d'un enseignement adapté à chaque cas médical. Toutefois, les thérapeutiques de complément, telles que les techniciens de la masso-kinésithérapie, ne sont pas de leur compétence, mais de celle du corps para-médical formé à cet effet. Les établissements privés ou publics qui reçoivent des handicapés physiques ne manquent pas, au demeurant, de s'attacher les services de masseurs-kinésithérapeutes qualifiés, détenteurs du diplôme d'Etat de cette spécialisation. Il convient de signaler, à cet égard, que les enseignants d'E. P. S. qui justifient de la possession de ce diplôme, constituent une minorité et qu'ils utilisent en général cette qualification accessoire à des fins lucratives, dans les limites fixées par la réglementation en vigueur. Pour ces motifs, il ne paraît pas souhaitable de charger les professeurs d'éducation physique de tâches qui n'entrent pas dans le cadre de leur mission. Le décret n° 63-325 du 27 mars 1963 portant règlement d'administration publi-

que relatif aux cumuls visés par l'article 3 du décret du 29 octobre 1936, précise en son article 1^{er}, que les dispositions de l'article 3, alinéa 3, du décret du 29 octobre 1936, s'appliquent aux membres du personnel enseignant relevant du ministère de l'éducation nationale, qui enseignent l'éducation physique et exercent à titre privé la profession de masseur-kinésithérapeute. Ce texte est intervenu à la suite d'un arrêt du Conseil d'Etat en date du 1^{er} juillet 1960, qui interdisait aux personnels enseignants d'éducation physique, détenteurs du diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute, d'exercer la kinésithérapie à titre onéreux. Un arrêt du Conseil d'Etat en date du 19 février 1966, a consacré la validité du décret du 27 mars 1963 et a autorisé définitivement le retour à la réglementation appliquée en l'objet, antérieurement au 1^{er} juillet 1960. Il ne me paraît donc pas utile d'introduire en cette matière de nouvelles dispositions réglementaires, d'autant moins que les enseignants d'E. P. S. en fonctions dans des écoles ou des établissements relevant de l'éducation nationale y sont affectés en qualités.

9410. — M. Cermolacce demande à M. le Premier ministre (jeunesse, sports et loisirs) de lui faire connaître les projets retenus au V^e Plan dans les Bouches-du-Rhône, le Var et le Vaucluse, concernant les équipements sportifs. Il lui demande également quel était l'avancement de ces projets au 31 décembre 1969. (Question du 10 janvier 1970.)

Réponse. — Les projets retenus au V^e Plan dans les Bouches-du-Rhône, le Var et le Vaucluse ont été répertoriés dans le tableau général inséré dans le rapport établi en 1966 qui a été remis à tous les parlementaires, en application de l'article 3 de la loi de programme n° 806 du 2 juillet 1965. Le tableau ci-dessous permet d'apprécier l'avancement du V^e Plan en ce qui concerne ces trois départements, en indiquant, par rapport aux opérations initialement inscrites, celles qui ont été effectivement financées à la date du 31 décembre 1969 :

OPÉRATIONS D'ÉQUIPEMENT SPORTIF ET SOCIO-ÉDUCATIF SUBVENTIONNÉES DE 1966 A 1969

COLLECTIVITÉS	OPÉRATIONS	SUBVENTIONS
		Francs.
<i>Département des Bouches-du-Rhône.</i>		
Année 1966.		
Ville de Marseille.....	Piscine couverte au lycée nord Saint-Exupéry.....	313.191
Diverses	A identifier	368.801
Ville de Marseille.....	Maison des jeunes des Trois-Lucs	147.817
Ville de Marseille.....	Terrain de football Camillio.....	66.480
Ville de Marseille.....	Cinq plateaux E. P. :	
	Groupe Jérôme-Jusini	21.000
	Groupe des Olives	10.000
	Groupe Olivier-des-Lilas	21.000
Ville d'Aix-en-Provence.....	Gymnase C lycée Mignot.....	294.500
Association cercle des nageurs de Marseille.....	Couverture d'un bassin de natation.....	912.000
Ville de Miramas.....	Aménagement du stade.....	50.000
Année 1967.		
Ville de Marseille.....	Stade Henri-Tasso : acquisition du terrain d'assiette.....	434.000
Ville de Marseille.....	C. E. S. La Rose : deux gymnases B + deux plateaux.....	490.000
Ville de Marseille.....	Groupe scolaire Saint-Barthelemy-Fontvert : un gymnase B + deux plateaux	231.000
Ville de Marseille.....	Groupe scolaire Mazargues-Vacaro : un gymnase A + un plateau... ..	99.750
Ville d'Aix-en-Provence.....	Acquisition de terrains.....	273.800
Septèmes-les-Vallons	Aménagement stade municipal (première tranche).....	89.797
Ville de Marseille.....	Gymnase B au groupe scolaire J. Jusini.....	210.600
Septèmes-les-Vallons	Stade municipal (deuxième et dernière tranche).....	26.000
Marseille (A. S. P. T. T.).....	Un gymnase C.....	198.000
Marseille	Un gymnase B au groupe scolaire Les Oliviers-de-Lilas.....	210.000
Association des centres culturels et maison des jeunes israélites à Marseille.....	Maison des jeunes et de la culture.....	105.000
Tarascon	Terrain de sports.....	90.000
Aix-en-Provence	Halle de sports (tranche unique).....	225.300
Diverses	A identifier	241.940
Aix-en-Provence	Deux plateaux au groupe scolaire C. S. U. - Z. U. P.	22.000
Carry-le-Rouet	Tennis	18.500
Le Rove.....	Acquisition de terrains de sports.....	25.900
Arles	Auberge de jeunesse	400.000
Plan-de-Cuques	Piscine	183.150
Châteauneuf-les-Martigues	Gymnase C.....	294.150
Port-Saint-Louis-du-Rhône	Gymnase C.....	294.150
C. I. L. Marseille.....	Trois plateaux scolaires (une visitation, deux grognardes).....	31.500
Marseille	Deux gymnases A (une visitation, une grognarde).....	178.500
Marseille	Stade Delort.....	280.000

COLLECTIVITÉS	OPÉRATIONS	SUBVENTIONS
		Francs.
<i>Département des Bouches-du-Rhône (suite).</i>		
Sporting-club de la Corniche, Marseille..... Ville de Miramas..... Ville de Marseille..... Commune d'Aubagne.....	Couverture d'une piscine..... Construction d'une piscine de plein air..... Acquisition de la propriété Esperanza pour aménagement du stade, quartier des Trois-Lucs..... Réalisation de l'ensemble sportif du Bras-d'Or.....	60.000 185.744 130.500 355.229
Année 1968.		
Ville de Marseille..... Ville de Marseille..... Marseille..... Marseille..... Aubagne..... Tarascon..... Diverses..... Aix-en-Provence..... Eguilles..... Aix-en-Provence..... Gemenos..... La Roque-d'Anthéron..... Roquefort-la-Bédoule..... Marseille..... Plan-d'Orgon..... Saint-Paul-lès-Durance..... Marseille..... Marseille..... Aubagne.....	Gymnase C au lycée Longchamp..... Aménagement de la plaine sportive à Lumigny (première tranche).. Gymnase C au lycée PÉRIER..... Équipement sportif des groupes scolaires : Les Oliviers : un gymnase A..... La Nazechode : un gymnase A..... La Nazechode : un plateau..... Grande Bastide Calzeaux : un plateau..... Boulevard A.-Autran : un plateau..... Saint-Louis-Trois-Points : un plateau..... Quartier général : un plateau E. P. S..... Bassin de 25 mètres..... A identifiant..... Auberge de jeunesse..... Terrain de football..... Halle de sports..... Bassin de 25 mètres..... Base de plein air..... Un plateau E. P. S..... Stade Saint-Louis-de-Madragues..... Terrain de football..... Bassin de natation..... Cercle d'aviron..... C. V. de Meyrargues (extension)..... Quatre plateaux d'E. P. S. : Le Bras d'or (2)..... La Tourterelle (1)..... Stade municipal (1).....	280.000 2.025.737 280.000 89.250 89.250 10.500 10.500 10.500 10.500 11.100 183.000 177.421 400.000 3.700 294.150 183.150 90.000 11.100 175.000 18.500 33.390 80.000 40.000 22.200 11.100 11.100
Marseille..... Marseille (Cabot allée des Pins)..... Eyrargues..... Maignane..... Sausset-les-Pins..... S. N. C. F. (Grande Bastide Cazeaux)..... Trets..... Maussanne..... Marseille..... Marseille.....	Équipement sportif du groupe scolaire : gymnase B + deux plateaux. Gymnase B + deux plateaux..... Vestiaires plateau d'E. P. S..... Bassin de 25 mètres..... Aménagement du stade et des vestiaires..... Construction de vestiaires sur stade existant..... Plateau d'E. P. S..... Bassin de 25 mètres..... Équipement sportif du groupe scolaire Beaumont : un plateau..... C. E. S. La Gaye : un gymnase C + deux plateaux.....	231.000 231.000 33.300 20.516 37.000 24.000 11.100 183.150 10.500 441.000
Année 1969.		
Martigues..... Éclaireurs de France, à Marseille..... Marseille..... Salon-de-Provence..... Marseille..... Châteaurenard..... Châteaurenard..... Port-de-Bouc..... Port-de-Bouc..... Pennes-Mirabeau..... Marseille..... Ville de Martigues..... Ville de Marseille..... Ville de Marseille..... Diverses..... Aries..... Aries..... Marseille..... Marseille..... Marseille..... Istres..... Françaises et Franches camarades, Marseille..... Fos-sur-Mer..... Orgon..... Lanson..... Aries..... Plan-de-Cuques..... Marseille..... Maignane..... Maignane..... Marseille..... Marseille..... Marseille..... Port-Saint-Louis-du-Rhône..... Port-Saint-Louis-du-Rhône..... Châteauneuf-les-Martigues..... Marseille..... Trets.....	Gymnase C..... Locaux socio-éducatifs..... Maison des jeunes à la Brisserie Saint-Barthélemy..... Aménagement de la salle de réunions..... Maison des jeunes aux Ayalades..... Centre nautique..... Centre nautique (deuxième tranche)..... Deux plateaux d'E. P. S..... Acquisition d'un terrain pour stade..... Acquisition d'un terrain pour stade..... Stade Saint-Barthélemy (première tranche)..... Stade municipal (deuxième tranche)..... Équipement sportif C. E. S. filles et garçons de Mallrasse..... Stade Esperanza Trois-Lucs (première tranche)..... A identifiant..... Deux plateaux C. E. S., ancien moulin à tabac..... Deux plateaux E. P. S. au groupe scolaire Grifeuille..... C. E. S. Roy d'Espagne : gymnase et deux plateaux d'E. P. S..... C. E. S. couvent Sainte Marthe : un gymnase B..... Gymnase B au C. E. S., boulevard Dessautel-Mazargues..... Plateau d'E. P. S..... Locaux socio-éducatifs..... Gymnase B..... Plateau E. P. S. et un court de tennis..... Plateau d'E. P. S..... Gymnase C au groupe scolaire Ancien moulin à tabac..... Terrain de football et vestiaires-douches..... Deux plateaux E. P. S. au C. E. T. Saint-Marcel..... Un plateau E. P. S. au groupe scolaire Marie-Curie..... Deux plateaux d'E. P. S. au stade..... Deux plateaux d'E. P. S. au C. E. T. Sainte-Anne..... Groupe scolaire Kaddouz-la-Bombardière : gymnase B..... Groupe scolaire La Rose Frais Vallon : un plateau d'E. P. S..... C. E. S. Saint-André : un gymnase et deux plateaux E. P. S..... Un plateau d'E. P. S..... Un plateau d'E. P. S. au groupe scolaire Paul-Eluard..... Un plateau d'E. P. S..... Deux plateaux d'E. P. S. au C. E. T., chemin de la Madrague-Ville..... Piscine.....	294.150 20.000 122.500 160.000 122.500 384.150 183.150 22.200 22.200 72.150 208.250 155.273 446.269 251.171 478.530 22.200 22.200 431.500 195.000 210.000 11.100 28.000 22.200 11.100 294.150 48.100 4.200 22.200 22.200 10.500 210.000 10.500 231.000 11.000 12.000 11.100 21.000 183.150

COLLECTIVITES	OPERATIONS	SUBVENTIONS
		Francs.
<i>Département du Var.</i>		
Année 1966.		
Ville de Toulon.....	Construction d'une piscine au Mourillon, Port-Marchand (première tranche).....	519.590
Diverses.....	A identifier.....	34.900
Saint-Julien.....	Maison des jeunes.....	33.000
Colonies et camps de vacances varois (laïques).....	C. V. La Martre : première tranche de dortoirs.....	79.840
Diverses.....	A identifier.....	77.440
Aviron toulonnais.....	Garage à bateaux.....	58.604
Commune de Bandol.....	Tennis.....	80.000
Ville de Toulon.....	Installations sportives au lycée Pereisc.....	476.770
Année 1967.		
Ville de Draguignan.....	Maison de la jeunesse et des sports.....	677.291
Colonies et camps laïques de vacances varois.....	C. V. La Martre (deuxième et dernière tranche).....	79.840
Valette.....	Maison des jeunes et de la culture, type V.....	126.900
Beausset.....	Acquisition d'un terrain pour aménagement sportif.....	120.000
Diverses.....	A identifier.....	228.330
Beausset.....	Maison des jeunes et de la culture.....	46.080
Draguignan.....	Acquisition d'un stade existant dit « stade Raoul-Brulat ».....	90.000
Muy.....	Acquisition d'un terrain en vue du transfert du stade municipal.....	90.000
La Garde-Freinet.....	Aménagement d'un bassin de natation.....	157.440
Toulon.....	Aménagement de deux foyers de quartier.....	120.000
Département du Var.....	Aménagement d'un gymnase type A à l'E. N. (jeunes filles) de Draguignan.....	90.440
Année 1968.		
Diverses.....	A identifier.....	73.358
Cogolin.....	Gymnase.....	227.200
Six-Fours.....	Acquisition d'un terrain pour maison des jeunes.....	60.000
Diverses.....	A identifier.....	78.661
Saint-Raphaël.....	Maison des jeunes et de la culture.....	63.900
La Garde.....	Gymnase.....	301.040
Saint.....	Maison des jeunes et de la culture.....	31.950
Six-Fours.....	Maison des jeunes et de la culture.....	126.900
Année 1969.		
Le Luc.....	Piscine.....	500.000
Commune de Brignoles.....	Piscine de plein air au centre sportif et culturel.....	731.412
Ville de Toulon.....	Construction d'un centre de natation dans la zone F. N. A. T. au Mourillon, Port-Marchand (deuxième tranche de travaux).....	439.588
<i>Département de Vaucluse.</i>		
Année 1966.		
Avignon.....	Cité scolaire.....	706.930
Ville d'Avignon.....	Construction d'un parc des sports (dernière tranche de travaux).....	410.163
Diverses.....	A identifier.....	14.500
Association vauclusienne des institutrices d'écoles maternelles.....	C. V. de Murs.....	248.000
Morières.....	Terrain de sports.....	72.000
Année 1967.		
Avignon.....	Centre aéré de la Barthelasse.....	262.500
Diverses.....	A identifier.....	18.500
Murs.....	Aménagement d'un plan d'eau.....	40.000
Sorgues.....	Bassin de natation.....	361.500
Année 1968.		
Bollène.....	Piscine.....	384.000
Diverses.....	A identifier.....	34.637
Cavallion.....	Centre de plein air (deuxième tranche).....	80.000
Année 1969.		
Avignon.....	Centre de jeunes de la Barbière.....	245.000
Saint-Saturnin-les-Avignon.....	Terrain de sports.....	118.000
Diverses.....	A identifier.....	40.840

AFFAIRES CULTURELLES

9823. — M. Médecin demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles quels ont été les critères qui ont été suivis pour la restitution opérée par le Gouvernement français au Gouvernement algérien d'un certain nombre d'œuvres d'art, et notamment de peintures. (Question du 31 janvier 1970.)

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que les œuvres d'art dont la propriété a été reconnue à l'Etat algérien en vertu des accords d'Evlan et de l'accord particulier intervenu sur l'avis des experts en 1968, sont d'une part, celles qui avaient été acquises sur le budget des départements d'Algérie et, d'autre part, celles qui provenaient des dons et legs affectés à l'Algérie.

AFFAIRES ETRANGERES

8495. — M. Barberot rappelle à M. le ministre des affaires étrangères qu'après avoir été l'une des instigatrices de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, du 4 novembre 1950 — qui, pour la première fois, a mis en application effective une partie notable des principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948 — la France n'a pas encore ratifié au crédit de notre pays et lui demande s'il peut lui donner l'assurance que le projet de loi portant ratification de ladite convention sera soumis prochainement au vote du Parlement. (Question du 20 novembre 1969.)

Réponse. — Ainsi que le ministre des affaires étrangères l'a déjà indiqué à d'autres honorables parlementaires, la question d'une éventuelle ratification par la France de la convention européenne des droits de l'homme est actuellement à l'étude entre les diverses administrations intéressées. Cette ratification soulève diverses difficultés dont la solution est recherchée.

8497. — M. Barberot rappelle à M. le ministre des affaires étrangères que deux pactes généraux, l'un relatif aux droits civils et politiques, l'autre relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de l'homme, ont été adoptés à l'unanimité, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, le 16 décembre 1966. Il lui demande s'il envisage de déposer, prochainement, devant le Parlement, le projet de loi autorisant le Gouvernement à ratifier ces deux pactes. (Question du 20 novembre 1969.)

Réponse. — La possibilité de procéder à la signature du pacte des Nations Unies relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et du pacte des Nations Unies relatif aux droits civils et politiques est actuellement à l'étude. L'examen porte notamment sur l'articulation de ces pactes et de la convention européenne des droits de l'homme dans le cas où interviendrait la ratification de celle-ci.

AGRICULTURE

5938. — M. Albert Bignon appelle l'attention de M. le ministre de l'Agriculture sur la loi n° 68-1245 du 31 décembre 1968 modifiant certaines dispositions du code rural et de la loi complémentaire d'orientation agricole. Il lui fait remarquer que le décret d'application relatif aux nouvelles surfaces minimum d'installation n'est toujours pas publié. Il est ainsi impossible aux commissions départementales des structures de commencer leurs travaux. Il lui demande s'il envisage de proroger de six mois le délai prévu par la loi pour la fixation des surfaces, cette prorogation étant absolument indispensable. (Question du 24 mai 1969.)

Réponse. — L'article 7 de la loi n° 68-1245 du 31 décembre 1968 modifiant certaines dispositions du code rural et de la loi complémentaire d'orientation agricole prévoit que le délai de six mois au terme duquel le ministre de l'Agriculture arrête la réglementation pour les départements dont les commissions départementales n'ont pas présenté de propositions commence à courir à compter de l'entrée en vigueur de la loi et non de sa promulgation. La date de départ du délai ne peut être fixée avant le 22 juin 1968, date de publication au Journal officiel du décret d'application (n° 69-689 du 19 juin 1969). Il est clair, toutefois, que les commissions départementales ne peuvent utilement se mettre au travail avant que le ministre de l'Agriculture n'ait pris l'arrêté prévu à l'article 1^{er} de ce décret, constatant la surface moyenne des exploitations cultivées à titre principal. Dans ces conditions, on doit considérer que le délai de six mois doit partir de la publication de cet arrêté, qui ne saurait maintenant tarder. Il n'y a donc pas lieu d'envisager sa prorogation.

7602. — M. Sabatier expose à M. le ministre de l'Agriculture que des exploitants agricoles ont appelé son attention sur un certain nombre de lacunes ou d'anomalies existant dans la procédure prévue en matière de remembrement. C'est ainsi que la commission communale de remembrement comprend quatre représentants de l'administration et quatre représentants des intérêts locaux. Ces derniers sont le maire de la commune ou un de ses adjoints et trois propriétaires exploitants qui sont désignés par le préfet sur une liste présentée par la chambre départementale d'Agriculture. On voit mal les raisons pour lesquelles cette liste est établie par cette chambre. Il semblerait plus normal que les propriétaires exploitants faisant partie de la commission communale de remembrement soient élus par un vote à bulletins secrets auquel participeraient tous les propriétaires concernés. Il serait d'ailleurs souhaitable que ces propriétaires soient réunis en assemblée générale en plusieurs occasions. C'est ainsi que l'article 10 du code rural prévoit que les différents documents énumérés à l'article 9 et qui doivent être établis par la commission communale sont déposés à la mairie de la commune pour être communiqués à tous les intéressés. Si cette communication était faite à l'occasion d'une assemblée générale des propriétaires concernés, ces documents pourraient donner lieu à des observations préalables plus utiles que celles qui doivent être enregistrées par un membre de la commission dans les trois jours qui suivent l'expiration du délai d'un mois prévu pour le dépôt des documents en cause. De même l'article 24 du code rural prévoit que le plan définitif du remembrement arrêté par la commission est affiché dans la commune à la diligence du préfet. Il serait souhaitable que soient présentés plusieurs avant-projets avant que la commission communale ne mette au point le projet qu'elle estimera le mieux adapté à l'intérêt général. Ces avant-projets et le projet définitif devraient eux aussi être présentés à une assemblée générale des propriétaires concernés. Avant le début de toute étude et dès la constitution de la commission communale de remembrement, celle-ci doit choisir le géomètre qui sera chargé des travaux. Très souvent, ce choix est fortement influencé par les services du génie rural. Il serait préférable que la commission se fasse communiquer la liste des géomètres susceptibles de participer aux opérations. Elle pourrait choisir en toute connaissance de cause et en tenant compte, en particulier, de l'éventuelle connaissance des problèmes locaux que pourrait avoir tel ou tel géomètre inscrit sur cette liste. D'une manière générale, les modifications législatives ou réglementaires à intervenir en cette matière devraient tendre à faire participer plus activement les propriétaires des parcelles à remembrer aux opérations de remembrement. Cette participation permettrait sans doute d'éviter de nombreuses oppositions. Il lui demande quelle est sa position à l'égard des suggestions ainsi présentées. (Question du 2 octobre 1969.)

Réponse. — L'intérêt d'une très large participation des propriétaires intéressés aux opérations de remembrement a toujours préoccupé le ministère de l'Agriculture; les services locaux s'efforcent, avant l'engagement des opérations et pendant leur déroulement, de tenir des réunions d'information afin de sensibiliser l'attention des intéressés, des films ont été produits et mis à la disposition des directeurs départementaux pour illustrer les exposés qui sont faits au cours de ces réunions. Les efforts déployés par les services départementaux, dans la limite de leurs moyens, méritent certainement d'être soutenus et amplifiés, mais les suggestions présentées par l'honorable parlementaire ne paraissent pas constituer nécessairement des améliorations à la situation existante: 1° élection à bulletins secrets des propriétaires membres des commissions. On peut douter des résultats qui seraient obtenus: il est vraisemblable que les propriétaires non résidents ne participeraient pas au scrutin, ce qui en fausserait la représentativité; on pourrait craindre aussi que des préoccupations étrangères au remembrement, et notamment d'ordre politique n'interviennent fâcheusement dans les votes. La désignation des trois propriétaires exploitants choisis sur une liste de huit noms établie par la chambre d'Agriculture semble au contraire offrir de sérieuses garanties; les chambres d'Agriculture sont très informées des problèmes de remembrement; elles connaissent les qualités dont doivent faire preuve les membres des commissions communales et doivent donc, en général, être particulièrement capables de procéder à des choix judicieux. Il y a lieu de rappeler que, aux termes de l'article 502 du code rural, « les chambres d'Agriculture sont, auprès des pouvoirs publics, les organes consultatifs et professionnels des intérêts agricoles de leur circonscription ». 2° De la même façon, le remplacement par une « assemblée générale » des propriétaires de la procédure de l'enquête après dépôt des documents en mairie ne paraît présenter que des avantages fort aléatoires; il serait à craindre que de telles assemblées générales ne se livrent à des digressions en définitive fort préjudiciables aux intérêts légitimes des propriétaires et il est vraisemblable que la procédure employée qui permet à chaque intéressé, après avoir consulté les documents à loisir, s'être entouré de tous conseils utiles, de formuler ses observations soit par écrit, soit oralement devant le commissaire

enquêteur, à son choix, offre des garanties individuelles très supérieures. Le nombre de ces consultations assure aux propriétaires toutes les facilités pour faire valoir leur point de vue puisqu'il est procédé : à une consultation de huit jours sur le principe du remembrement ; à une enquête de quinze jours sur les apports et le classement de ceux-ci ; dans la très grande généralité à une ou plusieurs enquêtes officielles (huit jours) sur le ou les avant-projets établis ; à une enquête de quinze jours sur le projet de remembrement adopté par la commission communale ; à une enquête d'un mois devant la commission départementale sur le même projet, éventuellement modifié par la commission communale à la suite des réclamations formulées devant elle. En sus de ces consultations nécessaires, les services s'efforcent de tenir des réunions d'information de la population chaque fois qu'elles leur paraissent utiles et qu'ils en ont la possibilité ; ces précautions ne permettent cependant pas toujours d'éviter que des propriétaires qui se sont désintéressés du projet pendant tout le déroulement des opérations formulent à leur achèvement des critiques auxquelles il est alors très difficile de donner satisfaction. 3° L'examen de diverses solutions, au niveau de l'avant-projet, est de pratique courante ; en effet, l'adoption du projet par la commission communale est, le plus souvent, dès le régime actuel, officieusement préparée par une sous-commission qui n'a elle-même qu'une existence officieuse, à laquelle aucun mode de travail n'est par là même imposé par aucun texte et qui, en conséquence, peut fort bien présenter plusieurs avant-projets entre lesquels pourra se prononcer la commission communale. Celle-ci, en définitive, adoptera un projet en faisant reporter provisoirement sur le terrain les limites des nouveaux lots, ce qui permet aux propriétaires intéressés d'avoir une complète intelligence du projet qui leur est soumis. Cependant, en ce qui concerne la base sur laquelle les propriétaires sont consultés par l'enquête prévue par l'article 33 du décret du 7 janvier 1942 et formulent des réclamations susceptibles de faire ensuite modifier cette base du tout au tout, il ne serait pas concevable que cette base de consultation ne soit pas unique. Tout autre moyen risquerait d'entraîner des confusions et des difficultés considérables. 4° La désignation du géomètre est opérée par la commission communale en vertu de l'article 55 du décret du 7 janvier 1942. Dans les régions où le remembrement est bien implanté, les géomètres sont connus et la commission effectue aisément son choix, de façon très indépendante ; les services sont simplement amenés, s'il y a lieu, à informer la commission du Plan de charge des divers cabinets, élément qui peut parfois justifier de s'adresser de préférence à l'un d'eux. Dans les régions où l'expérience de remembrement est moins grande, le choix est plus difficile ; il est recommandé aux ingénieurs en chef de donner à la commission une liste complète des géomètres qui pourraient être sollicités avec leurs références et de ne porter aucune atteinte au principe du libre choix du géomètre.

8405. — M. Georges Callau expose à M. le ministre de l'agriculture que le décret n° 69-810 du 12 août 1969, pris en application des articles 219 et 232 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, porte règlement d'administration publique relatif à l'organisation de la profession et au statut des commissaires aux comptes de sociétés. Le décret n° 59-286 du 4 février 1959 relatif au statut juridique de la coopération agricole, modifié par le décret n° 61-867 du 5 août 1961, réglemente, en son article 27, le mode de désignation et de rémunération des commissaires aux comptes des coopératives agricoles. L'ordonnance n° 67-813 du 26 septembre 1967 décide que les coopératives agricoles et leurs unions peuvent revêtir la forme soit civile, soit de société anonyme, soit de société à responsabilité limitée. Il est bien évident que les commissaires aux comptes des coopératives agricoles qui auront adopté la forme commerciale seront placés sous le régime du décret du 12 août 1969. Il lui demande si, par contre, les commissaires aux comptes non inscrits sur les listes qui vont être établies, désignés et rémunérés en conformité des dispositions de l'article 27 du statut juridique de la coopération agricole, par les coopératives ayant conservé la forme civile, ne risqueront pas d'encourir les sanctions pénales prévues par les articles 85 à 87 du décret du 12 août 1969 pour exercice illégal de la profession. (Question du 5 novembre 1969.)

Réponse. — L'article 7 de la loi n° 66-538 du 24 juillet 1966 modifiant ou complétant les articles 1841, 1860, 1866 et 1868 du code civil, la loi du 23 janvier 1929 sur les parts de fondateurs érnises par les sociétés et diverses autres dispositions a modifié l'article 27 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération et prévu que, par dérogation à l'article 219 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, un décret détermine les conditions dans lesquelles peuvent être exercées les fonctions de commissaire aux comptes d'une société coopérative. Le décret n° 69-810 du 12 août 1969 portant règlement d'administration publique et relatif à l'organisation de la profession et au statut professionnel des commissaires aux comptes des sociétés,

pris en application de l'article 219 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 précitée, ne s'applique pas aux sociétés coopératives agricoles, qu'elles soient de forme civile ou commerciale. Jusqu'à l'intervention du décret particulier aux coopératives prévu par l'article 27 nouveau de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 visée plus haut, les dispositions figurant à l'article 27 du décret n° 59-286 du 4 février 1959 relatif au statut juridique de la coopération agricole continuent à s'appliquer en ce qui concerne les sociétés coopératives agricoles à forme civile. Toutefois, pour ce qui est de l'obligation faite aux sociétés coopératives agricoles dont le chiffre d'affaires dépasse 200.000 F, d'avoir un de leurs commissaires aux comptes soit agréé par la caisse nationale de crédit agricole, soit choisi sur la liste des commissaires agréés par la cour d'appel ou parmi les membres de l'ordre national des experts-comptables et comptables agréés, il apparaît, hormis le cas des commissaires aux comptes désignés par la caisse nationale de crédit agricole, qu'il s'agit désormais des commissaires aux comptes régis par les dispositions de l'article 219 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 et du décret n° 69-810 du 12 août 1969.

9116. — M. Raoul Bayou attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur le cas d'un ancien propriétaire viticulteur. L'intéressé a vendu ses vignes, n'étant plus en état de les cultiver, en 1952, 1955, et ses dernières ventes remontent au 28 février 1962. Il a fait une demande d'indemnité viagère de départ mais il y a forclusion du fait de la promulgation de la loi du 8 août 1962 qui prévoit qu'aucun viticulteur qui s'est retiré avant cette date ne pourra bénéficier de l'indemnité viagère de départ. Une période de cinq mois empêche cet ancien viticulteur propriétaire d'être bénéficiaire de l'indemnité viagère de départ. Il lui demande s'il n'estime pas devoir mettre fin à cette discrimination qui pénalise les agriculteurs qui ont pris leur retraite avant 1962. (Question du 12 décembre 1969.)

Réponse. — Le problème des anciens exploitants agricoles, ayant cédé leur exploitation ou cessé leur activité avant le 8 août 1962, date de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole qui a institué l'indemnité viagère de départ, a déjà été soulevé à plusieurs reprises. Mais il convient d'observer que cette loi, qui a pour principal objet d'inclure au départ les agriculteurs âgés afin de favoriser un aménagement foncier, ne contient pas de disposition de rétroactivité permettant de l'appliquer à des situations antérieures à sa promulgation. En dehors de cette difficulté d'ordre juridique qui ne pourrait être levée que par une disposition législative particulière, divers obstacles, notamment d'ordre financier, ne permettent pas de donner une suite favorable à la suggestion de l'honorable parlementaire.

9369. — M. Albert Bignon appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur le règlement d'administration publique prévu par l'article 14 de la loi de finances pour 1969. Ce texte doit prévoir en particulier l'indemnisation des dégâts causés aux récoltes soit par les sangliers, soit par les grands gibiers provenant d'une réserve où ils font l'objet de reprises ou d'un fonds sur lequel a été exécuté un plan de chasse prévu par l'article 337 du code rural. Le R. A. P. à intervenir sera publié plus d'un an après la loi de finances qui l'a prévu. Il serait regrettable que le retard mis à la parution de ce texte ne permette pas l'indemnisation des dégâts commis en 1969. Il lui demande s'il n'estime pas que cette indemnisation doit être fixée dans ledit texte. Il lui expose, en outre, que les dispositions selon lesquelles l'indemnisation n'est due que si le montant des dommages est supérieur à un minimum fixé par R. A. P. et qu'en tout état de cause elle fait l'objet d'un abattement proportionnel, également fixé par règlement d'administration, lui paraissent extrêmement regrettables. Il lui demande s'il peut envisager la suppression de ces deux dispositions. Cette suppression pourrait intervenir grâce à l'institution d'une taxe portant sur les chasses louées (domaniales ou privées), le produit de cette taxe étant destiné à être joint au prélèvement fait sur les permis de chasse en vue de l'indemnisation des dégâts aux cultures. En effet, les grands gibiers vivant dans les chasses louées, dont ils ne sortent que la nuit pour venir se nourrir dans les cultures voisines, il serait normal qu'une taxe sur ces chasses louées permette une meilleure indemnisation des dégâts causés. (Question du 3 janvier 1970.)

Réponse. — Sur le premier point de la question posée par l'honorable parlementaire, d'une indemnisation des dégâts causés en 1969, aux récoltes par les sangliers et certains grands gibiers, il ne peut qu'être confirmé qu'elle ne saurait être envisagée. D'une part, en effet, le conseil supérieur de la chasse ne disposant des fonds nécessaires aux indemnisations qu'à partir du 1^{er} janvier 1970, sur le produit des permis de chasse délivrés en 1969, utiliser ces fonds à l'indemnisation des dégâts constatés antérieurement à l'année budgétaire où ces fonds seront disponibles serait obérer le fonctionnement ultérieur du compte particulier ; d'autre part, la constatation et l'évaluation des dégâts ne pouvant être effectuées que dans

les formes prévues par le décret n° 69-1270 du 31 décembre 1969 il ne saurait être question d'appliquer a posteriori les dispositions de ce texte à des dégâts subis il y a plusieurs mois; enfin l'indemnisation des dégâts constatés en 1969 ne saurait être justifiée par la suppression dès la même année du droit dit « d'affût », puisque tout à la fois les agriculteurs ont conservé — à défaut du droit de détruire, les grands animaux-gibiers en gibier en cause — celui de les repousser et les instructions souhaitables ont été données en temps utile aux préfets pour qu'ils autorisent les destructions individuelles, complémentaires des battues administratives, permettant sinon de supprimer les dégâts du moins de les réduire à un niveau acceptable pour les agriculteurs. Sur le second point de la question, d'une modification de la loi tendant à y supprimer aussi bien les abattements sur le montant des dégâts constatés que le minimum de ceux-ci ouvrant droit à indemnisation, la proposition formulée ne saurait non plus être retenue. En effet, les dispositions critiquées sont fondées, d'une part, sur le fait que le législateur n'a pas entendu substituer la responsabilité du conseil supérieur de la chasse à celles prévues par la loi du 24 juillet 1937 mais seulement instituer une participation des chasseurs aux indemnisations, d'autre part, sur la nécessité d'adapter cette même participation aux ressources du compte particulier créé par l'article 14 de la loi de finances pour 1969. En ce qui concerne enfin la substitution, aux abattements ci-dessus, d'une taxe sur les chasses louées (domaniales ou privées), elle ne manquerait pas de se heurter aux inconvénients qui ont précisément conduit à la suppression des taxes de l'espèce, immédiatement pour celles qui existaient au profit de l'Etat et à terme pour celles revenant aux collectivités locales, lors de l'intervention de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 (art. 1^{er}) portant réforme des impositions locales.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

8554. — M. Antoine Caill rappelle à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre qu'en vertu des dispositions de l'article R 224 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, la carte du combattant est attribuée aux militaires ayant appartenu pendant trois mois, consécutifs ou non, à des unités combattantes. Par contre, le décret n° 68-294 du 28 mars 1968 relatif à l'application de l'article 77 de la loi de finances pour 1968, créant un titre de reconnaissance de la nation pour les militaires de tous grades et de toutes armes ayant pris part aux opérations d'Afrique du Nord dispose que le diplôme correspondant à ce titre est accordé aux militaires ayant servi dans une formation stationnée en Algérie, au Maroc ou en Tunisie pendant au moins quatre-vingt-dix jours consécutifs. Il lui demande s'il ne lui semblerait pas équitable de modifier les dispositions de ce décret de telle sorte que le diplôme en cause soit accordé dans les mêmes conditions que la carte du combattant, c'est-à-dire aux militaires qui ont servi dans un des trois pays d'Afrique du Nord pendant au moins quatre-vingt-dix jours non consécutifs. (Question du 14 novembre 1969.)

Réponse. — Les modalités d'application de l'article 77 de la loi de finances pour 1968 créant un diplôme de reconnaissance de la nation pour les militaires ayant pris part aux opérations d'Afrique du Nord ont fait l'objet d'une étude concertée par une commission composée de représentants de différents départements ministériels intéressés. Les propositions de cet organisme ont été finalement reprises par le Gouvernement dans le décret n° 68-294 du 28 mars 1968. Ainsi, aux termes de l'article 2 du décret précité: ce diplôme est accordé, sur leur demande, aux militaires de nationalité française ayant servi dans une formation stationnée en Algérie, au Maroc ou en Tunisie, pendant au moins quatre-vingt-dix jours consécutifs durant les périodes suivantes: du 31 octobre 1954 au 3 juillet 1962 pour les opérations d'Algérie; du 1^{er} juin 1953 au 2 mars 1956 pour celles du Maroc; du 1^{er} janvier 1952 au 20 mars 1956 pour celles de Tunisie. Le délai de quatre-vingt-dix jours n'est pas exigé des militaires qui ont été évacués pour blessure reçue ou maladie contractée alors qu'ils étaient en service en Algérie, au Maroc ou en Tunisie, durant les périodes indiquées au précédent alinéa. Dans ces conditions, il ne semble pas que la suggestion formulée par l'honorable parlementaire puisse rencontrer l'agrément du Gouvernement.

9449. — M. Nils rappelle à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre la situation inégalitaire dont sont victimes les invalides militaires du temps de paix. L'article L. 4 du code des pensions civiles et militaires indique qu'il n'est concédé une pension (dans le cas de maladie) que lorsque l'invalidité qu'elle entraîne atteint ou dépasse 30 p. 100 en cas d'infirmité unique, 40 p. 100 en cas d'infirmité multiple. Or, la loi du 31 mars 1919 définissant le droit à réparation avait fixé le taux d'invalidité indemnissable à 10 p. 100. Qu'il s'agisse d'infirmité résultant de blessure ou de maladie, ce minimum de 10 p. 100 fut appliqué sans distinction à tous les

invalides de guerre ou du temps de paix; il en fut de même en faveur des invalides d'avant la guerre de 1914. L'altération de la loi du 31 mars 1919 relative au minimum indemnissable fut aménagée par un décret-loi Laval du 30 octobre 1935, qui, à l'époque, ne visait que les invalides militaires du temps de paix; ces dispositions furent reprises dans le décret du 20 janvier 1940, puis dans l'article 1^{er} de la loi du Gouvernement de fait du 9 septembre 1941, ces trois textes ayant ainsi façonné l'article 4 actuel du code des pensions; C'est ainsi que le relèvement du taux minimum indemnissable atteignit aussi les invalides de guerre réformés pour maladie. Mais la loi du 22 juillet 1942 redressa en leur faveur cette situation; elle est devenue l'article L. 5 du code. Cependant, les invalides du temps de paix restent encore soumis aujourd'hui à une législation qui, en 1935, trouva son inspiration dans la volonté d'un gouvernement conservateur de réduire les dépenses budgétaires au détriment de la consommation et du bien-être de la grande majorité des Français. En conséquence, estimant que ce que le législateur a reconnu injuste pour les uns, c'est-à-dire les malades de guerre, doit l'être également dans un esprit d'équité, pour les autres, c'est-à-dire les malades du temps de paix. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les invalides du temps de paix bénéficient des dispositions prévues à l'article L. 5 afin que leurs invalidités, contractées ou aggravées par le fait ou à l'occasion du service, soient indemnisées à partir de 10 p. 100 pour les maladies et les blessures comme cela existe pour les malades de guerre. (Question du 10 janvier 1970.)

Réponse. — La loi du 31 mars 1919 avait fixé à 10 p. 100 le minimum de l'invalidité indemnissable au regard des pensions militaires d'invalidité, que l'affectation constatée soit due à une blessure reçue ou à une maladie contractée en temps de guerre ou en temps de paix. Par la suite, il est apparu qu'une invalidité de 10 p. 100 pour maladie n'entraînait pas une gêne fonctionnelle suffisante pour l'attribution d'une pension. C'est la raison pour laquelle le minimum indemnissable a été porté à 25 p. 100 par un décret du 30 octobre 1935 pour les maladies contractées ou aggravées par le fait ou à l'occasion du service, puis à 30 p. 100 par une loi du 9 septembre 1941 prenant effet le 2 septembre 1939. Toutefois, en vertu du principe du respect des droits acquis, les pensionnés de la guerre 1914-1918 et des opérations déclarées campagnes de guerre ont conservé le bénéfice de l'ancienne réglementation. Pour éviter, d'autre part, toute discrimination entre les combattants des deux guerres, le minimum indemnissable pour maladie contractée entre le 2 septembre 1939 et le 1^{er} juin 1946 a été aligné sur celui applicable avant 1935. La même règle a été étendue aux invalidités résultant du maintien de l'ordre en Afrique du Nord. Il n'est pas envisagé de proposer la modification de cette situation.

DEFENSE NATIONALE

9552. — M. de Vitton expose à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale que la loi n° 67-1115 du 21 décembre 1967 a modifié la structure du corps des ingénieurs militaires en créant les nouveaux corps des ingénieurs d'armement et celui des ingénieurs des études et techniques d'armement et fixé les dispositions générales et transitoires régissant ces nouveaux corps. Le décret n° 68-248 du 19 mars 1968 définit les modalités d'application de cette loi et les conditions d'intégration dans ces nouveaux corps des ingénieurs provenant des corps antérieurs. Il précise en particulier que les ingénieurs principaux, ainsi que les ingénieurs de première, deuxième et troisième classe des directions de travaux en activité de service ont eu la faculté d'opter pour leur ancien corps ou pour celui des ingénieurs d'études et techniques d'armement, alors que cette possibilité d'option était refusée aux seuls ingénieurs en chef de cette même catégorie, qui étaient affectés d'office dans le corps nouvellement créé à l'échelon correspondant à leur ancienneté de grade et de services. Ceux d'entre eux qui ont été classés au troisième échelon de ce grade ont ainsi bénéficié d'une augmentation de leur indice de traitement correspondant à 10 points d'indice net. Dans l'esprit du principe de la péréquation, tel qu'il avait été défini au cours des débats de la loi de 1948 sur les pensions civiles et militaires de retraite, les ingénieurs en chef des directions de travaux retraités avant le 1^{er} janvier 1968 et réunissant les mêmes conditions d'ancienneté de grade et de services que leurs camarades en activité, devaient bénéficier des mêmes avantages que ceux-ci et un décret d'assimilation aurait dû intervenir en leur faveur, ce qui n'a pas eu lieu. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que le principe de la péréquation défini dans la loi de 1948 soit appliqué aux ingénieurs en chef des directions de travaux retraités avant le 1^{er} janvier 1968. (Question du 17 janvier 1970.)

Réponse. — La loi n° 67-1115 du 21 décembre 1967, visée dans la présente question, a été modifiée par la loi n° 70-4 du 2 janvier 1970. Le tableau d'assimilation, prévu par l'article L. 16 du code des pensions civiles et militaires de retraite, permettant aux ingénieurs auxquels s'intéresse l'honorable parlementaire de bénéficier d'une

révision de leur situation dans les mêmes conditions que les personnels en activité, sera annexé au décret en Conseil d'Etat pris pour l'application de la loi du 2 janvier 1970. Ce texte sera soumis très prochainement aux ministres contre-signataires.

9746. — M. Pierre Vilion expose à M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale les difficultés que rencontrent les instructeurs d'apprentissage, moniteurs d'éducation physique et moniteurs de travaux pratiques pour que soient résolus leurs problèmes professionnels. Ces personnels réclament notamment, en matière de classification et de rémunération, que les maîtres stagiaires et les moniteurs auxiliaires d'E. P. soient classés en catégorie 7 et que tous bénéficient d'une prime de fonction égale à 20 p. 100. Par ailleurs, ils demandent en matière d'avancement par échelons dans la catégorie : a) à l'ancienneté : un échelon tous les deux ans, avec effet au premier jour du trimestre suivant celui pendant lequel les deux ans d'ancienneté sont réunis ; b) au choix : un échelon tous les ans après avis de la commission. En outre, ces personnels souhaitent bénéficier d'un congé de détente correspondant aux vacances scolaires des élèves des écoles de formation technique de l'enseignement et pour la préparation, la correction des cours et travaux dont ils assurent l'enseignement, la disposition d'un temps égal à la moitié du temps de présence auquel ils sont tenus. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour apporter une solution tendant à un règlement positif des problèmes en suspens. (Question du 24 janvier 1970.)

Réponse. — Le ministre d'Etat chargé de la défense nationale invite l'honorable parlementaire à se référer à la réponse faite aux questions écrites n° 9267 et 8766 (*Journal officiel*, Débats parlementaires de l'Assemblée nationale n° 95 du 17 décembre 1969, p. 4994).

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

9470. — M. Rivierez demande à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des départements et territoires d'outre-mer, si le régime de retraite en faveur des vieux travailleurs agricoles (exploitants et salariés) en vigueur dans la métropole et dans les départements d'outre-mer existe dans les territoires d'outre-mer. Dans l'affirmative, il souhaiterait avoir toutes précisions utiles avec, éventuellement, indication des différences constatées entre ces différents régimes. (Question du 10 janvier 1970.)

Réponse. — Le régime de retraite en faveur des vieux travailleurs agricoles (exploitants et salariés) en vigueur dans la métropole et les départements d'outre-mer n'existe pas dans les territoires d'outre-mer. En raison de la compétence que détiennent en la matière les autorités de certains territoires et de la très grande diversité qui existe dans les situations économiques et sociales respectives, les mesures prises ou qui peuvent être prises en faveur des vieux travailleurs agricoles ne peuvent présenter le même caractère d'uniformité qu'en métropole ou dans les départements d'outre-mer. Des renseignements devront donc être demandés aux gouverneurs pour pouvoir répondre d'une manière plus précise à la question posée par l'honorable parlementaire.

9472. — M. Rivierez demande à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des départements et territoires d'outre-mer si le système de retraite en faveur des vieux travailleurs salariés en vigueur dans la métropole et dans les départements d'outre-mer existe dans les territoires d'outre-mer. Dans l'affirmative, il lui demande s'il peut lui donner toutes précisions relatives à ce système de retraite, en faisant notamment apparaître les différences existant entre celui-ci et celui de la métropole. (Question du 10 janvier 1970.)

Réponse. — Le régime de retraite en faveur des vieux travailleurs salariés en vigueur dans la métropole et dans les départements d'outre-mer n'existe pas dans les territoires d'outre-mer. En raison de la compétence que détiennent en la matière les autorités territoriales et de la très grande diversité qui existe dans les situations économiques et sociales respectives de ces territoires, les mesures prises ou qui peuvent être prises en faveur des vieux travailleurs salariés ne peuvent présenter le même caractère d'uniformité qu'en métropole ou dans les départements d'outre-mer. C'est ainsi que les territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française ont adopté un régime de retraite en faveur des vieux travailleurs salariés, sur lequel il est nécessaire de demander aux gouverneurs des renseignements détaillés pour pouvoir répondre de façon plus précise à la question posée par l'honorable parlementaire.

9473. — M. Rivierez demande à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des départements et territoires d'outre-mer, si un régime d'allocations familiales existe dans les territoires d'outre-mer et, dans l'affirmative, les différences existant entre le régime des territoires d'outre-mer et celui en vigueur dans les départements d'outre-mer et la métropole. (Question du 10 janvier 1970.)

Réponse. — Un régime d'allocations familiales existe effectivement dans chacun des territoires d'outre-mer. Mais en raison de la compétence que détiennent en la matière les autorités territoriales et de la diversité qui existe dans les situations économiques et sociales respectives de ces territoires, ce régime ne peut être identique dans tous les territoires. Des renseignements détaillés sont demandés aux gouverneurs et seront communiqués dès réception à l'honorable parlementaire.

9474. — M. Rivierez demande à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des départements et territoires d'outre-mer, si un régime général de sécurité sociale existe dans les territoires d'outre-mer. Dans l'affirmative, il lui demande s'il peut lui indiquer les différences existant entre ce régime et celui en vigueur dans les départements d'outre-mer ou de la métropole. (Question du 10 janvier 1970.)

Réponse. — Il n'existe pas dans les territoires d'outre-mer un régime général de sécurité sociale analogue à celui en vigueur dans la métropole. Certains territoires ont institué cependant certaines mesures de sécurité sociale, en application de la compétence que leur statut leur attribue en la matière. Ces mesures diffèrent d'un territoire à l'autre en raison de la diversité qui existe dans les structures économiques et sociales respectives de chacun d'entre eux.

9475. — M. Rivierez demande à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des départements et territoires d'outre-mer, s'il peut lui donner toutes précisions relatives au salaire minimum interprofessionnel garanti dans les territoires d'outre-mer. Il lui demande s'il peut lui en indiquer le montant pour chacun des territoires d'outre-mer avec, au regard, le montant de ce même salaire minimum dans les territoires d'outre-mer. (Question du 10 janvier 1970.)

Réponse. — Le salaire minimum interprofessionnel garanti est fixé dans les territoires d'outre-mer par arrêté du chef de territoire pris en conseil de gouvernement, après avis de l'assemblée territoriale et de la commission consultative locale du travail. Il s'agit donc d'une matière relevant de la compétence des autorités territoriales. Des renseignements sont demandés à chaque territoire d'outre-mer et seront portés, dès réception, à la connaissance de l'honorable parlementaire.

9476. — M. Rivierez demande à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des départements et territoires d'outre-mer, si le régime d'aide sociale en vigueur dans la métropole et les départements d'outre-mer en faveur des vieillards et des infirmes existe dans les territoires d'outre-mer. Dans l'affirmative, il lui demande s'il peut lui indiquer les différences entre le régime d'aide sociale dans les territoires d'outre-mer et celui en vigueur dans les départements d'outre-mer ou de la métropole. (Question du 10 janvier 1970.)

Réponse. — Le régime d'aide sociale en vigueur dans la métropole et dans les départements d'outre-mer, en faveur des vieillards et des infirmes, n'existe pas dans les territoires d'outre-mer. L'aide sociale est une matière qui est de la compétence des assemblées territoriales et chaque territoire, compte tenu de ses ressources et de la situation sociale qui lui est propre, peut instituer les mesures d'aide sociale adaptées à cette situation.

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE

8080. — M. de Broglie signale à M. le ministre du développement industriel et scientifique que les ventes de carburant font l'objet dans certains supermarchés de remises de l'ordre de 5 centimes par litre, alors que les détaillants en carburants, liés par des contrats de longue durée avec les sociétés pétrolières, ont actuellement des marges de 4,84 francs sur l'essence ordinaire et de 5,84 francs sur l'essence super. Il lui demande s'il n'estime pas que la prolongation de l'existence simultanée de ces deux modes de distribution risque d'aboutir à la suppression de nombreux points de vente et à un recul des commodités apportées aux consommateurs. (Question du 21 octobre 1969.)

Réponse. — L'inquiétude provoquée chez les professionnels de la distribution des hydrocarbures, par la vente de carburants dans les magasins de grande surface avec remise à l'affichage n'a pas échappé au ministre du développement industriel et scientifique qui se tient informé de l'évolution de la situation, notamment par des entretiens avec les organisations syndicales de détaillants. Il convient de rappeler que dans l'état actuel de la législation, la marge du détaillant résulte d'une libre négociation entre ce dernier et son fournisseur. De plus, le prix de vente au consommateur est un prix maximum en deçà duquel il est possible de commercialiser les hydrocarbures. Enfin le coût de transit dans une installation de distribution est fonction du montant des investissements en cause et du tonnage distribué. Dans le cas particulier des points de vente de carburant dans les magasins de grande surface, ces deux éléments jouent dans le sens d'un coût de transit très réduit, auquel s'ajoute une autre réduction de coût sur le plan de l'approvisionnement du point de vente. Toutefois, au delà d'un certain seuil de remise à l'affichage des abus pourraient se manifester. C'est la raison pour laquelle le ministre de l'économie et des finances, et celui du développement industriel et scientifique, après examen du problème avec les distributeurs intéressés ont préconisé un accord — appliqué actuellement — limitant à 5 centimes par litre de carburant les remises à l'affichage dans les points de vente dont il s'agit.

ECONOMIE ET FINANCES

6576. — M. Boscher expose à M. le ministre de l'économie et des finances que, par décision du 30 octobre 1963, le comité de la valeur du conseil de coopération douanière siégeant à Bruxelles, a décidé que la valeur en douane de toute marchandise importée devait être majorée du taux d'ajustement correspondant aux frais engagés par l'importateur. Ce texte n'a plus de sens dès lors qu'il n'y a pas de droit de douane entre les pays du marché commun; il gêne de surcroît les transactions commerciales, les fabricants ayant tendance à proposer de plus en plus des marchandises à des prix franco domicile, propositions qui ne peuvent être acceptées par les importateurs assujettis à un taux d'ajustement en douane. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation. (Question du 5 juillet 1969.)

Réponse. — Selon l'article 292 du code général des impôts, l'assiette de la T. V. A. perçue, à l'importation des marchandises doit être déterminée sur la base de la valeur définie par l'article 35 du code des douanes. Or, en application des dispositions de ce texte, le prix facturé doit éventuellement être majoré d'un ajustement déterminé d'après les frais engagés par l'importateur au lieu et place de son fournisseur. L'administration des douanes est consciente des inconvénients que présente ce système d'évaluation dès lors que les droits de douane sont supprimés dans les relations intracommunautaires et que seule la T. V. A. est en jeu. Aussi a-t-elle décidé, dans un premier temps, d'examiner cas par cas les ajustements actuellement appliqués aux marchandises importées en provenance de fournisseurs établis dans la communauté en vue de supprimer ceux qui sont le plus susceptibles d'entraîner des difficultés pour l'importateur, notamment en ce qui concerne la possibilité d'imputer la T. V. A. payée à l'importation sur la T. V. A. due à l'intérieur. En outre, pour donner plein effet à cette nouvelle orientation elle envisage de dissocier en droit l'assiette de la T. V. A. de la valeur en douane des marchandises. Mais il convient d'éviter que les marchandises importées ne soient, au regard de la perception de la T. V. A. avantagées par rapport aux marchandises nationales. C'est pourquoi la nouvelle définition de l'assiette de la T. V. A. est subordonnée à une étude approfondie de la part du département de l'économie et des finances et ne pourra entrer en vigueur que dans le courant de l'année.

6927. — M. Pelzerat expose à M. le ministre de l'économie et des finances que, depuis le rétablissement du contrôle des changes, les importateurs ne peuvent plus se couvrir à terme en achat de devises étrangères, même dans les pays membres de la C. E. E. Cette situation fait courir aux intéressés — et, notamment aux petites entreprises — un risque extrêmement grave si une dévaluation venait à intervenir. C'est ainsi que, au cours du mois de janvier, les importateurs savoyards ont importé des pays membres de la C. E. E. et d'Espagne, environ 300 wagons de primeurs, soit près de 2.000 tonnes, représentant une valeur approximative de 160 millions d'anciens francs. En cas de dévaluation, ils subiraient une perte de 20 à 30 millions. Il semblerait, cependant, que la couverture à terme de un mois devrait être encouragée, et même imposée aux importateurs, afin d'éviter un désastre financier, la réglementation et le contrôle des changes donnant toutes les garanties nécessaires et permettant de contrôler efficacement l'utilisation de cette couverture à terme. Il lui demande quelle solution il envisage d'apporter à ce problème qui intéresse de nombreuses petites entreprises familiales, dont le rôle consiste à apporter sur

le marché français une régularisation extrêmement précieuse, quant à l'approvisionnement et aux prix des marchandises. (Question du 2 août 1969.)

Réponse. — Il est rappelé à l'honorable parlementaire que la crise de nos finances extérieures survenue en 1968 et à laquelle avait contribué le développement anormal des couvertures à terme constaté au cours de la période précédant le rétablissement du contrôle des changes en novembre 1968, a imposé au Gouvernement d'adopter en matière d'achat de devises à terme une réglementation très restrictive sous la forme de la circulaire du 4 décembre 1968. Bien que notablement assouplie par la circulaire du 17 janvier 1969, cette réglementation limite encore le bénéfice des couvertures à terme aux importations de matières premières essentielles. Cette situation est certe de nature à gêner l'activité des opérateurs qui s'engagent à terme en devises à l'égard de l'étranger et a pu entraîner des pertes pour certains d'entre eux à la suite des modifications de parités intervenues récemment. Il n'apparaît cependant pas encore possible, en l'état actuel des choses, compte tenu de la nécessité d'assurer la défense de la monnaie, de revenir sur ces dispositions. Dès que les circonstances le permettront des assouplissements seront apportés à cette réglementation.

8141. — M. Dusseaux rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que l'article 5 du décret n° 61-31 du 11 janvier 1961 a prévu que, pour les soumissionnaires des marchés de l'Etat, de ses collectivités, établissements, etc., les administrations intéressées devaient adresser au percepteur des impôts et aux organismes de recouvrement des cotisations de sécurité sociale, des notifications de marchés ayant pour objet de savoir si l'entreprise bénéficiant du marché était à jour — au moment de l'attribution de celui-ci — de ses obligations au regard du fisc et de la sécurité sociale, à charge pour ces services de signaler, si besoin est, la situation débitrice de leurs assujettis. Or, à l'usage, cette garantie de règlement des dettes publiques n'étant exigée qu'en une seule fois et au début de l'exécution du marché, il est notoirement apparu que si au départ l'entreprise était en règle, elle pouvait en cours de travaux ne plus respecter ses obligations et, parfois, être en état de « cessation de paiement », sans que l'administration donneuse d'ouvrage le sache, avec toutes les conséquences que cela comporte. Pour pallier cette grave lacune, les administrations intéressées exigent désormais, périodiquement, une attestation des percepteurs et des U. R. S. S. A. F. permettant de connaître, durant toute la durée des travaux, la situation de leur soumissionnaire et de prendre, en son temps, toutes les mesures appropriées si la nécessité s'en fait sentir. Il s'est avéré que cette pratique — systématique maintenant — était plus logique et rationnelle et que, par voie de conséquence, l'utilisation de la notification de marché se trouvait dépassée et inutile. Or, le maintien du cumul de ces deux obligations entraîne, d'une part, pour l'administration donneuse d'ouvrage, d'autre part, pour le fisc et la sécurité sociale, un double travail absolument inutile et onéreux. Il lui demande, le rôle que devait jouer la notification de marché s'étant révélé à l'usage absolument inefficace, s'il n'estime pas souhaitable de supprimer cette formalité et de la remplacer, en l'officialisant, par l'attestation précitée qui, quant à elle, remplit parfaitement son rôle. (Question du 23 octobre 1969.)

Réponse. — Il est exact que la procédure organisée par le décret du 11 janvier 1961, qui prévoit un contrôle a posteriori à partir, d'une part, de déclarations souscrites sous leur responsabilité par les soumissionnaires de marchés publics, d'autre part, de notifications de marchés faites par les administrations contractantes aux administrations fiscales et aux organismes de sécurité sociale, s'est révélée lourde, longue et peu efficace. Aussi bien une réforme est-elle à l'étude en vue de remédier aux inconvénients qu'elle présente. Il ne saurait toutefois être envisagé, comme le suggère l'honorable parlementaire, de lui substituer une méthode de contrôle reposant sur la production par les soumissionnaires d'attestations fournies par les administrations fiscales et les organismes de sécurité sociale. Cette méthode impliquerait en effet, en raison de la pluralité des impôts et cotisations à l'égard desquels les soumissionnaires doivent être en règle et du nombre très important de marchés publics souscrits chaque année, un travail considérable que les services intéressés, notamment les services fiscaux, ne seraient en mesure d'effectuer qu'au détriment de leurs tâches normales. Par ailleurs, l'expérience a montré que la notification des marchés à ces services présentait un intérêt certain et devait par conséquent être maintenue. C'est pourquoi les études en cours font ressortir l'opportunité de ne pas remettre en cause le principe même de la procédure prévue par le décret de 1961, sauf à apporter à sa mise en œuvre des aménagements propres à la rendre plus simple, plus rapide et, partant, plus efficace.

8609. — M. Notebart expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'en l'état actuel des textes, le virement du traitement des agents des collectivités locales et des subventionnaires

annuelles à des sociétés effectué à un compte ouvert dans les écritures d'une caisse d'épargne n'est pas autorisé, les services financiers invoquant l'annexe 9 de l'instruction n° 61-124 M O du 25 septembre 1961. Mais dans une circulaire du 23 avril 1969 la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (caisse des dépôts et consignations, département des pensions, service des retraités) admet le versement des retraites sur le livret de caisse d'épargne du titulaire de la rente ou pension. Il semble qu'il y ait contradiction. D'autre part, les caisses d'épargne sont habilitées à payer : les factures d'eau, de gaz et d'électricité par prélèvement sur les comptes. Mieux encore, par lettre du 6 octobre 1969, M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale fait connaître à MM. les directeurs régionaux de la sécurité sociale « que M. le ministre de l'économie et des finances a décidé, dans le cadre des mesures tendant à permettre aux caisses d'épargne d'étendre les services qu'elles rendent à leurs déposants, d'autoriser le versement des prestations familiales sur les comptes d'épargne des allocataires qui en feraient la demande et en a informé les caisses d'épargne elles-mêmes ». Il lui demande s'il n'estime pas devoir étudier la possibilité, au même titre que les pensions, de virer à compte ouvert dans les écritures d'une caisse d'épargne, les traitements des agents des collectivités locales et les subventions annuelles de fonctionnement aux sociétés locales qui en feraient la demande. (Question du 17 novembre 1969.)

Réponse. — En application de l'article 3 du décret n° 65-97 du 4 février 1965 relatif aux modes et aux procédures des dépenses des organismes publics, lorsque de telles dépenses sont opérées par virement de compte, « le virement est effectué à un compte ouvert au nom du créancier chez un comptable du Trésor, dans un centre de chèques postaux, dans une banque ou chez toute personne ou organisme autorisés par la loi à tenir des comptes de dépôts sur lesquels il peut être disposé par chèque ». Les caisses d'épargne autres que celles du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n'étant pas autorisées à tenir des comptes de dépôts, elles ne peuvent être les destinataires de règlements faits par des organismes publics, notamment lorsque ces règlements concernent le traitement des agents des collectivités locales ou des établissements publics. Néanmoins, une modification de la réglementation en vigueur en vue d'autoriser le virement des traitements publics sur les comptes d'épargne ne saurait être exclue pour l'avenir, compte tenu du souci des pouvoirs publics de permettre aux caisses d'épargne d'offrir une plus grande variété de services à leurs déposants. Des études se poursuivent actuellement dans ce sens.

8932. — M. Dellaune rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que l'article 33 de la loi n° 68-946 du 31 octobre 1968 modifiant le statut de l'ordre des experts comptables et des comptables agréés dispose que cette loi entrera en vigueur en même temps que le règlement d'administration publique prévu à l'article 32, lequel devra lui-même intervenir dans les six mois de la publication de la loi. Il lui demande pour quelles raisons le Gouvernement ne s'est pas conformé à cette disposition, et dans quel délai il a l'intention de publier le règlement d'administration publique prévu à l'article 32. (Question du 4 décembre 1969.)

Réponse. — L'intervention du règlement d'administration publique auquel se réfère l'honorable parlementaire a été retardée par l'intervention du conseil supérieur de l'ordre des experts comptables et des comptables agréés qui avait conçu quelques appréhensions concernant l'application de certaines dispositions du projet primitif. La mise au point définitive de ce texte, faite en collaboration avec les représentants des organismes professionnels intéressés, a nécessité de nombreuses réunions de travail, mais sa rédaction actuelle paraît de nature à donner satisfaction aux intéressés tout en respectant les objectifs visés par la loi.

8991. — M. Barberot expose à M. le ministre de l'économie et des finances le cas d'un rapatrié anciennement installé en Tunisie qui reçoit de l'administration tunisienne des informations d'après lesquelles le montant des loyers qui lui sont dus pour les bâtiments dont il est propriétaire est versé à un compte d'attente, à son nom, dans une banque tunisienne. Il lui demande si l'intéressé ne peut obtenir une autorisation de transfert de fonds qui sont ainsi bloqués en Tunisie et quelle procédure il doit suivre pour demander cette autorisation. (Question du 9 décembre 1969.)

Réponse. — Il est rappelé à l'honorable parlementaire qu'aux termes de la réglementation tunisienne des changes, les produits et revenus courants, et notamment ceux de biens immobiliers appartenant à des non-résidents, sont logés en comptes d'attente, comptes à statut spécial où doivent être déposées toutes les sommes en dinars leur revenant, jusqu'à ce que la banque centrale

de Tunisie en ait autorisé le transfert. Ces autorisations sont délivrées dans des délais qui peuvent être assez longs étant donné les difficultés que connaît la Tunisie en matière de règlements extérieurs et l'arrière important de demandes anciennes non encore satisfaites. Les demandes de transfert doivent être formulées par le titulaire du compte, par l'intermédiaire de sa banque. Aussi, l'intéressé ne devrait pas manquer de se rapprocher de l'établissement bancaire qui détient ses fonds en compte ou de renouveler les démarches qu'il aurait entreprises. Il est à remarquer que, dans bien des cas, les mandataires privés, placés devant ces difficultés, hésitent ou se refusent même à engager la procédure nécessaire, alors que les transferts de cette nature demandés par la Compagnie de gestion immobilière (COGIM) sont accordés avec plus de régularité. Aussi, les ressortissants français non-résidents auraient-ils intérêt à confier la gestion de leurs biens à cet organisme subventionné par le Gouvernement français et fonctionnant sous son contrôle. L'honorable parlementaire peut enfin être assuré que nos représentants en Tunisie ne manquent pas de soulever les questions relatives aux transferts à toutes les occasions qui s'offrent à eux et particulièrement au cours des réunions de la commission mixte franco-tunisienne, afin d'obtenir qu'un courant substantiel et régulier de transferts s'établisse et que les arriérés accumulés soient résorbés.

9160. — M. Guille expose à M. le ministre de l'économie et des finances que l'émission des billets de 5 francs a été confiée à une entreprise privée plutôt qu'à l'institut d'émission, établissement nationalisé par la loi du 2 décembre 1945. Cette décision porte une nouvelle atteinte au secteur nationalisé. De plus, elle crée une vive inquiétude quant à l'avenir du service de la fabrication des billets. Il lui demande s'il peut lui indiquer les mesures qu'il compte prendre pour annuler cette décision. (Question du 16 décembre 1969.)

Réponse. — Il est exact que la Banque de France a décidé de confier à l'industrie privée, non pas l'émission des billets de 5 francs, qui est le privilège exclusif de cet institut, mais la fabrication d'un petit contingent de coupures de 5 francs. Cette décision est liée à la mise en circulation, à partir de 1970, d'une nouvelle pièce de 5 francs en métal commun qui doit entraîner progressivement la mise hors du circuit monétaire du billet concurrent. Plutôt que de consacrer une partie de la capacité de production de ses ateliers à la fabrication d'un billet appelé à disparaître de la circulation, la Banque de France a estimé préférable de majorer le programme des coupures de 100 F et de 500 F afin de rapprocher, dans l'intérêt général, la date à laquelle il sera possible de priver du cours légal les coupures encore libellées en anciens ou en nouveaux francs (10.000 anciens francs et 100 nouveaux francs à l'effigie de Bonaparte, 500 nouveaux francs à l'effigie de Molière). La commande à l'industrie privée d'un contingent de billets de 5 F, de 35 millions de coupures constitue donc une décision de circonstance, qui a d'ailleurs eu dans le passé de nombreux précédents et qui ne laisse aucunement présager une diminution d'activité des services industriels de la Banque de France, dont la capacité de production, de l'ordre de 700 millions de coupures en 1970, continuera à être totalement utilisée.

9412. — M. Brocard rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que lors de la discussion en deuxième lecture devant l'Assemblée nationale, le 17 octobre 1968, du projet de loi portant statut de l'ordre des experts comptables et des comptables agréés, M. le secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances avait affirmé : « le n'en reste pas moins que le règlement d'administration publique fera l'objet, je puis m'y engager, d'une consultation ou d'un dialogue, comme on dit, avec les responsables de la profession. Cela me paraît essentiel et rien dans ce domaine ne sera négligé ». Or, il apparaît actuellement que, sur certaines dispositions d'application projetées par le Gouvernement, la profession n'a pas été consultée, la plus discutable d'entre elles étant l'obligation faite aux membres de l'ordre de tenir un répertoire de leurs interventions; cette disposition porte gravement atteinte à l'exercice libéral de la profession et est incompatible avec l'indépendance des membres de l'ordre et le caractère fondamental du secret professionnel; comment celui-ci pourrait-il être sauvegardé si les travaux de l'expert étaient portés à la connaissance des membres de l'administration? Il est donc hautement souhaitable, compte tenu de l'engagement solennel pris par le Gouvernement lors du débat public, que la concertation soit reprise entre les organismes professionnels concernés et le Gouvernement et c'est pourquoi il lui demande s'il peut lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour que les dispositions d'application de la loi soient prises en association étroite avec les représentants de la profession. (Question du 10 janvier 1970.)

Réponse. — Depuis le mois de juillet dernier des contacts ont été pris par le département avec le bureau du conseil supérieur de l'ordre des experts comptables et des comptables agréés, ainsi qu'avec les autres organisations professionnelles de cette branche d'activité en vue de la mise au point du projet du texte d'application auquel se réfère l'honorable parlementaire. De très nombreuses réunions de travail ont eu lieu qui ont permis, dans un climat de parfaite compréhension mutuelle, de parvenir à l'élaboration en commun d'un texte de nature à donner tous apaisements aux professionnels sans pour autant sacrifier les objectifs visés par la réforme de l'ordre. Ce texte a été notamment amendé sur la disposition qui fait plus particulièrement l'objet des préoccupations de l'honorable parlementaire.

9424. — M. Bolvilliers appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur un type de vente qui tend à se développer très rapidement. Normalement, les produits textiles sont vendus par les fabricants aux grossistes ainsi qu'aux magasins de vente. Cependant, de plus en plus, les journaux régionaux font état de ventes solides qui sont faites directement par les fabricants aux consommateurs. Il semble bien que de nombreux articles vendus dans ces conditions n'ont pas été effectivement fabriqués par l'entreprise qui pratique ce type de vente qui peut facilement, semble-t-il, échapper à l'imposition sur le chiffre d'affaires, puisque les ventes en cause ne donnent pas lieu à factures. Il conviendrait d'ailleurs d'observer qu'il existe deux catégories de fabricants; d'une part, le producteur proprement dit et, d'autre part, le façonnier qui pratique également des ventes solides bien qu'il ne soit pas à proprement parler le producteur des articles qu'il vend, ceux-ci étant vraisemblablement fournis par le fabricant qui l'emploie. C'est pourquoi il lui demande si ce type de vente qui, dans sa région, se produit quelquefois une fois par an, est régulier et s'il n'estime pas qu'il porte un préjudice considérable aux magasins de vente. Il souhaiterait savoir s'il ne conviendrait pas de mieux distinguer entre les entreprises qui produisent et les établissements qui assurent la vente aux utilisateurs. (Question du 10 janvier 1970.)

Réponse. — Les ventes en soldes auxquelles fait allusion l'honorable parlementaire sont surtout le fait de confectionneurs qui, en fin de saison, s'efforcent d'écouler directement au consommateur les articles de deuxième choix de leur fabrication, présentant des défauts, défectueux ou passés de mode. D'une manière générale, les façonniers reçoivent du donneur d'ordres le tissu déjà coupé et doivent restituer à celui-ci le nombre de pièces confectionnées correspondant. Ils ne peuvent, dans ces conditions, effectuer des ventes de l'espèce. En l'état actuel de la législation, les ventes directes du fabricant au consommateur ne sont pas prohibées. Les entreprises qui s'y livrent sont simplement tenues de respecter les règles prévues par l'arrêté n° 25-225 du 29 juillet 1966 en matière de publicité à l'égard du consommateur. Une enquête a révélé que ces règles étaient bien observées. Les ventes en soldes réalisées par les fabricants ne représentent qu'un faible pourcentage des ventes des entreprises (1 à 2 p. 100 en général). S'il est évident qu'elles peuvent gêner les détaillants, cette gêne ne peut cependant être très grande. Une réglementation restrictive à l'encontre des fabricants les conduirait: soit à liquider les articles en fin de saison à des prix dérisoires à des vendeurs professionnels, ce qui entraînerait inévitablement une augmentation des prix des autres articles; soit à ouvrir des magasins de détail qui seraient susceptibles de concurrencer dangereusement les détaillants.

EDUCATION NATIONALE

8629. — M. Schloesing attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le régime d'attribution des bourses nationales d'études applicable aux élèves des cours professionnels agricoles et des cours professionnels polyvalents ruraux. Dans l'état actuel de la réglementation, ces cours ne figurent pas sur la liste des établissements habilités à recevoir des boursiers nationaux. La plupart des élèves fréquentant ces établissements, fils de paysans, se trouvent ainsi dans l'impossibilité de poursuivre leurs études et il lui demande ce qu'il entend faire pour remédier à cette situation. (Question du 18 novembre 1969.)

Réponse. — En application de la réglementation en vigueur, les bourses nationales d'études du second degré sont attribuées aux élèves qui suivent une scolarité à temps plein. Tel n'est pas le cas des cours professionnels agricoles et polyvalents ruraux créés par transformalion des anciens cours scolaires agricoles ou ménagers agricoles; le nombre d'heures de cours qui y sont assurées correspond, en effet, à un enseignement à temps partiel. Il me paraît nécessaire, à cette occasion, de rappeler que, sur un autre plan, des mesures particulières ont été prises afin d'encourager la prolongation de la scolarité dans les milieux ruraux et d'aider les familles à assumer les frais qu'elle entraîne. L'examen des demandes en fonction du bénéfice forfaitaire imposable pris en

considération, sans réévaluation ni intervention de coefficients d'adaptation, a permis de retenir favorablement 97 p. 100 des candidatures nouvelles présentées en 1969. En outre, le montant de la bourse, déterminé en application du barème national, est susceptible d'être augmenté d'une part si l'élève originaire d'une zone de rénovation rurale ou de haute montagne fréquente une classe de premier cycle d'un établissement du second degré, de deux parts s'il fréquente une classe de second cycle et de trois parts s'il fréquente cette même classe en qualité d'interne. Le boursier, enfant d'agriculteur, qui n'est pas originaire d'une zone de rénovation rurale ou de haute montagne peut bénéficier d'une part supplémentaire de bourse en tant qu'élève d'une classe du second cycle et d'une deuxième part supplémentaire s'il est interne.

8900. — M. Dupuy a l'honneur d'attirer l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le problème des crédits de service social de l'enseignement supérieur. Il ressort d'un document adressé à un sénateur qu'en vertu de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur, ces crédits du service social de l'université devaient être pris par les conseils des universités sur les sommes octroyées aux universités. S'il en était ainsi les établissements de l'enseignement supérieur risqueraient de ne pas profiter des crédits attribués aux œuvres sociales et cela aurait pour conséquence d'éliminer l'enseignement supérieur du service social de l'éducation nationale. C'est pourquoi il lui demande: 1. Si ces dispositions ne sont pas contraires aux principes de fonctionnement des services sociaux de la fonction publique; 2. Quelles mesures il envisage de prendre pour que l'enseignement supérieur continue d'appartenir à part entière au service social de l'éducation nationale et pour faire connaître à l'ensemble des établissements et des personnels l'existence de ce service, de sa structure et de ses moyens; 3. Quelles mesures il envisage de prendre pour porter les crédits annuels du service social de l'éducation nationale à 3 p. 100 de la ressource salariale; conformément à toute la pratique des services sociaux de la fonction publique les sommes étant proportionnelles aux traitements des personnels. (Question du 2 décembre 1969.)

Réponse. — Le document auquel semble vouloir se référer l'honorable parlementaire précisait que les universités, disposant de l'autonomie financière en vertu de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur, pouvaient, le cas échéant, décider la création et assurer le financement de services sociaux en faveur des étudiants. En revanche, il n'a jamais été question d'écarter les personnels en fonction dans ces établissements du bénéfice des avantages sociaux consentis à l'ensemble des personnels de l'éducation nationale. Ce département s'est toujours efforcé d'informer ses personnels sur le fonctionnement de ses œuvres sociales. Une commission centrale et des comités sociaux académiques et départementaux ont été mis en place. Les organisations syndicales y sont largement représentées et participent ainsi à l'organisation et à la gestion de ces œuvres. Les crédits sociaux mis à sa disposition par le budget des charges communes marquent, ces dernières années, une constante progression. C'est dans le cadre de sa politique générale que le Gouvernement arrête le montant global des crédits sociaux de la fonction publique, crédits qui sont ensuite répartis, en fonction de leurs besoins, entre les différents départements ministériels après consultation d'une commission interministérielle où siègent les représentants de l'ensemble des organisations syndicales.

9134. — M. Douzans appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur l'insuffisance notoire des crédits affectés aux constructions scolaires du premier degré dans l'académie de Toulouse. D'après les premiers renseignements il semblerait que dans les départements du Gers et du Lot aucun établissement scolaire du premier degré ne sera programmé en 1970. Dans le département de la Haute-Garonne, alors qu'il y a environ cinquante projets d'une priorité absolue, un peu moins de dix seront finalement programmés en 1970. Il semble que dans d'autres académies et notamment celles situées au nord de la Loire, la situation n'ait pas le même caractère de gravité. L'académie de Toulouse paraît devoir être celle qui bénéficiera finalement, toutes proportions gardées, des crédits les moins élevés. La responsabilité en incombe aux auteurs du V^e Plan qui ont établi les bases de financement sur le taux de la scolarisation. Au moment où le V^e Plan a été élaboré, les départements de l'académie de Toulouse, qui chacun le sait, ne bénéficient pas d'une conjoncture économique très favorable, avaient un taux de scolarisation élevé du fait du manque de débouchés pour les jeunes dans l'activité économique de Midi-Pyrénées, qui souffre d'un manque d'industrie notoire. Par contre, les départements du nord de la Loire, et notamment les départements industrialisés, avaient un taux de scolarisation beaucoup plus faible et ce sont eux qui finalement, vont bénéficier d'un maximum de financement pour les constructions scolaires du premier degré. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre pour modifier dans les meilleurs délais cette conception erronée et

établir dès maintenant les bases du VI^e Plan sur d'autres critères que ceux qui avaient été retenus pour le V^e Plan. (Question du 16 décembre 1969.)

Réponses. — La répartition, entre les régions, des crédits destinés à la construction des classes du premier degré est effectuée actuellement selon les principes retenus par la commission de l'équipement scolaire universitaire et sportif du V^e Plan. Pour le premier degré cette répartition n'est pas établie à partir des taux de scolarisation auxquels l'honorable parlementaire fait référence. En effet, il a été posé en principe que les constructions nouvelles devaient avoir pour objectif essentiel de faire face aux mouvements de population, et notamment à ceux naissant du phénomène d'urbanisation. Le critère de répartition annuelle retenu par les auteurs du V^e Plan est celui des besoins en classes nés de la construction d'ensembles de plus de 100 logements. En outre, depuis 1968, cette notion a été affinée par la prise en considération de phénomènes liés au dynamisme démographique régional. Ainsi, sur la base d'études menées par l'I. N. S. E. E., ont été déterminés, pour chaque région, des coefficients permettant d'abonder les résultats bruts provenant de la seule étude portant sur la construction de logements. Sans doute cette méthode compte-telle des imperfections. Il incombera à la commission chargée d'élaborer le VI^e Plan pour l'éducation nationale de la critiquer et de lui apporter les améliorations ou les modifications jugées nécessaires. Bien entendu le Parlement sera saisi des propositions ainsi formulées.

9191. — **A. Dupuy** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** s'il peut lui faire connaître le nombre de postes budgétaires existant dans chacune des E. N. N. A. de Paris (rue de la Roquette, rue de la Tour), Lille, Lyon, Nantes, Toulouse, en distinguant les postes de professeurs, de professeurs techniques, de professeurs techniques adjoints pour les mêmes établissements, le nombre de titulaires ou de stagiaires en place au 1^{er} décembre 1969. (Question du 17 décembre 1969.)

Réponse. — En ce qui concerne le nombre de postes budgétaires existant dans les écoles normales nationales d'apprentissage, la situation s'analyse ainsi : E. N. N. A. de Paris (rue de la Tour) : 26 professeurs, 4 professeurs techniques, 8 P. T. A. ; E. N. N. A. de Paris (rue de la Roquette) : 17 professeurs, 22 professeurs techniques ; E. N. N. A. de Lille : 9 professeurs, 8 professeurs techniques ; E. N. N. A. de Lyon : 23 professeurs, 7 professeurs techniques, 3 P. T. A. ; E. N. N. A. de Nantes : 12 professeurs, 5 professeurs techniques, 2 P. T. A. ; E. N. N. A. de Toulouse : 14 professeurs, 4 P. T. A. L'effectif des stagiaires effectuant un stage d'un an en E. N. N. A. est le suivant pour chacun des établissements : E. N. N. A. de Paris (rue de la Tour) : 76 P. E. G., 197 P. E. T. T., 35 P. T. A. ; E. N. N. A. de Paris (rue de la Roquette) : 62 P. E. G., 40 P. E. T. T., 194 P. T. A. ; E. N. N. A. de Lyon : 100 P. E. G., 95 P. E. T. T., 94 P. T. A. ; E. N. N. A. de Lille : 44 P. E. G., 15 P. E. T. T., 70 P. T. A. ; E. N. N. A. de Nantes : 62 P. E. G., 10 P. E. T. T., 89 P. T. A. ; E. N. N. A. de Toulouse : 45 P. E. G., 67 P. E. T. T. A ces chiffres, il convient d'ajouter les stagiaires accueillis dans les centres annexés aux différentes E. N. N. A. : E. N. N. A. de Paris (rue de la Tour) : 43 P. E. T. T. ; E. N. N. A. de Paris (rue de la Roquette) : 89 P. E. G., 139 P. T. A. ; E. N. N. A. de Lyon : 16 P. E. T. T., 60 P. T. A. ; E. N. N. A. de Lille : 16 P. T. A. ; E. N. N. A. de Nantes : 60 P. T. A. Par ailleurs, des stages de deux à trois mois sont organisés dans les E. N. N. A. de Toulouse et de Paris (rue de la Tour). Ces stages sont destinés, d'une part à des P. T. A. stagiaires admis au concours spécial réservé aux maîtres auxiliaires des métiers de l'habillement, d'autre part à des P. E. T. T. titulaires d'enseignement ménager effectuant un stage de recyclage en E. N. N. A. Il s'agit de 25 P. T. A. des métiers de l'habillement en stage à l'E. N. N. A. de Toulouse et de 25 P. E. T. T. d'enseignement ménager en stage, à l'E. N. N. A. de Paris (rue de la Tour) : 15 et à l'E. N. N. A. de Toulouse : 10.

9370. — **M. Houël** fait part à **M. le ministre de l'éducation nationale** des besoins immédiats du groupe scolaire Antonin-Perrin, à Villeurbanne (Rhône), exprimés par le conseil de parents d'élèves de cet établissement : 1^o ce groupe ne dispose d'aucun local pour l'éducation physique ; 2^o il serait souhaitable que les filles puissent bénéficier de l'enseignement d'un professeur d'éducation physique, de même que celui d'un professeur de musique. Ces revendications apparaissent d'autant plus justifiées avec la mise en place du tiers temps pédagogique, il lui demande s'il compte prendre les mesures qui permettront de satisfaire ces revendications. (Question du 3 janvier 1970.)

Réponse. — Le ministre de l'éducation nationale fait connaître à l'honorable parlementaire, que la première question, relative à l'équipement sportif, relève de la compétence de M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs. D'autre part, aux termes de l'article 6 de la loi du 30 octobre 1886 sur l'organisation de l'instruction publique, les

cours dans les écoles primaires sont donnés par les seuls instituteurs et institutrices, maîtres polyvalents. L'enseignement ainsi dispensé porte sur l'ensemble des matières énumérées par la loi du 28 mars 1882, au nombre desquelles figurent notamment « les éléments de la musique » et la gymnastique. Il n'apparaît donc pas qu'il y ait lieu, en l'espèce, à nomination de maîtres spécialisés.

9414. — **M. Verkindère** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'un barème établi en 1966 définit le nombre de postes d'agents de service d'un établissement scolaire en fonction du seul effectif des élèves (internes, demi-pensionnaires ou externes) avec une majoration insignifiante lorsqu'il s'agit d'un établissement d'enseignement technique, sans tenir compte d'aucun autre facteur lié aux conditions d'exécution du service. Or, le service dans les nouveaux établissements scolaires peut réclamer, à effectif scolaire égal, plus d'agents que dans les établissements anciens (étendue accrue des surfaces à nettoyer, surtout des vitres ; grandes distances à parcourir d'un bâtiment à un autre, etc.). Il lui demande : 1^o s'il ne convient pas de modifier le barème pour tenir compte, non seulement de l'effectif des élèves, mais aussi des conditions d'exercice du travail, afin de donner à chaque établissement un effectif d'agents permettant l'exécution correcte du service ; 2^o si, dans l'immédiat, un recteur est en droit, pour tenir compte des difficultés particulières d'un établissement, de lui accorder une dotation d'agents supérieure à ce que prévoit le barème actuel. (Question du 10 janvier 1970.)

Réponse. — Le barème utilisé depuis 1966 pour l'équipement des établissements scolaires en personnel de service doit faire prochainement l'objet d'une révision. A cette occasion des aménagements lui seront apportés afin de le rendre plus adapté aux besoins réels des établissements, en tenant compte notamment des sujétions propres à chacun. Ce barème ne présente, en tout état de cause, qu'un caractère indicatif. Il appartient en conséquence aux recteurs, dans la limite des contingents d'emplois mis chaque année à leur disposition, de parfaire les dotations des établissements dont les effectifs apparaissent insuffisants au regard des diverses charges qui leur incombent.

9415. — **M. Verkindère** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** si un professeur de physique exerçant en classe préparatoire à l'Ensam et y assurant le service suivant : sept heures de cours, deux fois deux heures de travaux pratiques, avec une heure au titre de responsabilité du laboratoire, ce qui lui fait atteindre douze heures, a droit à l'indemnité spéciale prévue par le décret du 30 décembre 1966 pour les professeurs assurant tout leur enseignement en classe préparatoire à une grande école. (Question du 10 janvier 1970.)

Réponse. — Il est demandé à l'honorable parlementaire de donner toutes précisions sur le cas particulier qui motive son intervention et sur l'établissement dont il s'agit. En effet, le service du professeur de sciences physiques considéré doit être apprécié en fonction : des conditions de rattachement du laboratoire dont il a la charge aux classes préparatoires de l'établissement ; de l'application des instructions officielles concernant l'organisation de l'enseignement et des travaux pratiques de sciences physiques dans ces classes préparatoires.

9509. — **M. Jean Fevre** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** le cas d'un officier, intégré secrétaire d'intendance universitaire, 1^{er} échelon, en exécution des dispositions de la loi n° 63-1334 du 30 décembre 1963 et de son décret d'application n° 64-163 du 25 février 1964. Il lui demande si l'intéressé peut être candidat à l'examen professionnel d'attaché d'intendance universitaire gestionnaire ouvert par décret n° 68-940 du 21 octobre 1968. (Question du 17 janvier 1970.)

Réponse. — Il est rappelé à l'honorable parlementaire que l'examen professionnel d'attaché d'intendance gestionnaire n'est pas ouvert à tous les secrétaires d'intendance universitaire. Il est réservé aux anciens adjoints des services économiques, intégrés en qualité de secrétaire d'intendance le 1^{er} mai 1961, et parvenus au 7^e échelon de leur nouveau grade. Cet examen, institué par le décret n° 50-1551 du 19 décembre 1950 relatif au statut particulier des fonctionnaires des services économiques et des établissements d'enseignement, permettait aux adjoints des services économiques d'accéder au grade d'économiste (devenu attaché d'intendance gestionnaire), corps classé en catégorie A, lorsqu'ils réunissaient les conditions d'ancienneté requises — 10 à 12 ans de services —. Il a été maintenu, à titre transitoire, par le décret modifié n° 62-1185 du 3 octobre 1962 portant statut du personnel de l'intendance universitaire. Cette mesure a été prise afin de préserver les intérêts des adjoints des services économiques qui, se fondant sur les dispositions de l'ancien statut, avaient espéré accéder à la catégorie A par la voie d'un examen professionnel et sans se voir opposer de limite d'âge. Les officiers,

intégrés récemment dans le corps des secrétaires d'intendance universitaire, n'ayant jamais appartenu au corps des adjoints des services économiques, n'ont pu, à l'évidence, concevoir les mêmes perspectives de carrière et l'accès à l'examen professionnel ne leur est pas ouvert. Par contre, ils ont la possibilité de se présenter, sans que leur soit opposée la limite d'âge, au concours normal d'accès aux corps des attachés d'administration et d'intendance universitaire ouvert à tous les secrétaires d'intendance quelle que soit leur origine.

9511. — M. Péronnet expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'en dépit de son caractère obligatoire prévu par la loi n° 57-831 du 26 janvier 1957, l'enseignement du code de la route semble être donné de manière beaucoup trop incomplète dans nos écoles. Il lui demande de faire connaître, devant le nombre sans cesse croissant et la gravité des accidents de la circulation routière, quelles mesures il compte prendre pour rendre cet enseignement réellement obligatoire, complet et efficace, en éduquant les enfants dès leur premier âge, et en continuant de manière stricte dans les écoles, quitte au besoin à sanctionner cet enseignement par un examen. (Question du 17 janvier 1970.)

Réponse. — L'importance de l'enseignement du code de la route aux élèves fréquentant les établissements d'enseignement public et privé n'a pas échappé au département de l'éducation nationale. Rendu obligatoire par la loi n° 57-831 du 26 juillet 1957 et comportant une partie théorique et des exercices pratiques, il est dispensé depuis les classes élémentaires jusqu'au niveau de la troisième à raison d'une heure et demie à deux heures mensuellement, dont une demi-heure consacrée à l'enseignement théorique. Toutefois, un projet de décret interministériel (éducation nationale, justice, intérieur, équipement) actuellement à l'étude se propose de sanctionner l'enseignement du code de la route par un examen à l'issue duquel un certificat de circulation obligatoire pour la conduite des vélomoteurs serait délivré par l'autorité préfectorale.

9606. — M. Tomasini rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale la réponse qu'il a faite (Journal officiel, Débats A. N., du 5 décembre 1969, p. 4673) à sa question écrite n° 8493, par laquelle il lui demandait si les mouvements des instituteurs et des institutrices pouvaient se faire à l'échelon national. Sans doute la tendance actuelle est-elle à la déconcentration des services mais la suggestion faite n'envisageait pas un mouvement national portant sur les 250.000 postes d'instituteurs. Elle suggérait simplement un mouvement national portant sur tous les postes vacants dans l'ensemble des départements, c'est-à-dire de 5.000 à 9.000 postes chaque année. Il ne s'agirait pas de remettre en cause le mouvement départemental, qui continuerait de jouer son rôle actuel, mais de trouver des procédures autres que celles de l'exeat in eam et des permutations qui ne sont pas susceptibles de satisfaire les éventuels candidats à un changement de département. Il lui demande s'il peut faire réexaminer le problème ayant fait l'objet de la question précitée et il lui suggère que tous les postes vacants dans tous les départements soient mis en concours à l'échelon national. (Question du 17 janvier 1970.)

Réponse. — La proposition relative à la mise en concours, sur le plan national, des postes vacants de tous les départements, n'apparaît pas opportune, compte tenu de la tendance, dans la conjoncture actuelle, à la déconcentration des services. La majorité des instituteurs considèrent d'ailleurs la région actuelle comme satisfaisante. Néanmoins un projet est à l'étude pour faciliter les passages d'un département à un autre pour ces motifs familiaux.

9613. — M. Menu expose à M. le ministre de l'éducation nationale la situation d'un professeur de C. E. G. qui a enseigné pendant sept ans dans les sections « Moderne long » des classes de type « lycée » que comportait son C. E. G. A la transformation du C. E. G. en C. E. S., l'intéressé a été affecté aux sections « Moderne court ». Ce professeur termine alors ses études universitaires. Il est actuellement titulaire d'une licence d'enseignement et a sept années d'ancienneté dans les classes type « lycée ». Or, un jeune professeur licencié, après deux années d'auxiliaire dans des classes de type « lycée », est dispensé de l'écrit du C. A. P. E. S. C'est pourquoi il lui demande si un professeur qui se trouve dans la situation précédemment exposée, devra s'astreindre à ces deux années d'auxiliaire en lycée, malgré ses sept années d'ancienneté dans ce même cycle. Il lui demande si, au contraire, les professeurs de C. E. G. licenciés d'enseignement et ayant un auxiliaire d'au moins cinq ans dans un cycle long ne pourraient pas être dispensés de l'écrit du C. A. P. E. S. (Question du 17 janvier 1970.)

Réponse. — Un projet de décret tendant à modifier le décret n° 68-191 du 22 février 1968 en vue d'étendre le bénéfice des dispositions de celui-ci aux professeurs d'enseignement général de collèges enseignant dans les collèges d'enseignement général est

actuellement en voie d'élaboration. Dès maintenant, les personnels de cette catégorie peuvent déjà accéder au corps des professeurs certifiés, grâce à la modification introduite par le décret n° 69-343 du 12 avril 1969, c'est-à-dire en sollicitant d'abord une nomination d'enseignement stagiaire. Cette procédure est d'ailleurs plus rapide, mais elle est seulement d'application provisoire.

9702. — M. Péronnet demande à M. le ministre de l'éducation nationale s'il n'estime pas équitable d'étendre aux maîtres spécialisés des classes de perfectionnement dont les traitements étaient alignés sur ceux des professeurs de C. E. G. le bénéfice des mesures prévues par le décret n° 69-1150 du 11 décembre 1969 allouant une indemnité spéciale aux instituteurs en fonctions dans les collèges d'enseignement général. (Question du 24 janvier 1970.)

Réponse. — Les maîtres spécialisés des classes de perfectionnement qui relèvent de l'enseignement primaire continuent de bénéficier de leur droit au logement ou, à défaut, à une indemnité représentative à la charge des communes. Celles-ci, en effet, n'ont été déliées de cette obligation qu'envers les instituteurs en fonctions dans les collèges d'enseignement général et les collèges d'enseignement secondaire. Il a été alors décidé d'allouer aux instituteurs touchés par cette mesure l'indemnité spéciale instituée par le décret n° 69-1150 du 19 décembre 1969 en faveur des professeurs d'enseignement général de collège en fonctions au 1^{er} octobre 1969. Dans ces conditions, il ne peut être envisagé d'étendre aux maîtres des classes de perfectionnement le bénéfice de cette indemnité spéciale.

9732. — M. Hauret attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le grave préjudice causé aux familles pour l'attribution des bourses aux élèves des écoles privées fréquentant des classes nouvellement créées ou antérieurement hors contrat. Les bourses ne sont accordées qu'à compter du trimestre suivant la date de signature du contrat ou de l'avenant. Il lui demande s'il peut envisager de fixer la date de début d'octroi à celle de la rentrée scolaire. (Question du 24 janvier 1970.)

Réponse. — L'attribution d'une bourse à un élève poursuivant des études du niveau du second degré dans un établissement d'enseignement privé est subordonnée à la fréquentation par cet élève d'un établissement ou d'une classe habilitée à recevoir des boursiers d'Etat. La réglementation en vigueur permet effectivement de servir des bourses à ces élèves — dans la mesure où ils ont présenté leurs demandes en temps utile et remplissent par ailleurs les autres conditions requises — à compter du trimestre suivant la date à laquelle le recteur de l'académie a pris la décision habilitant l'établissement concerné à recevoir des boursiers nationaux. Il est certain, de ce fait, que les élèves inscrits dans des classes pour lesquelles la décision d'habilitation intervient à une date postérieure à la rentrée scolaire ne peuvent percevoir le terme de bourse correspondant aux trimestres octobre-décembre ou même, le cas échéant, janvier-mars. Afin de mettre fin à ces difficultés, il est fait procéder à une étude tendant à ce que les décisions d'habilitation puissent, dès la prochaine année scolaire, être prises avant la rentrée des classes en ce qui concerne les demandes régulièrement constituées et déposées dans les délais requis. Une solution sera également trouvée pour la présente année scolaire afin que les élèves inscrits dans des établissements privés dont l'habilitation a été prononcée à compter du 1^{er} octobre 1969 puissent bénéficier du paiement de leur bourse à partir de cette même date.

9826. — M. Georges Caillaud rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale que le décret n° 69-1150 du 15 décembre 1969 institue une indemnité au bénéfice des professeurs d'enseignement général de collèges et des instituteurs en fonctions dans les collèges d'enseignement général et les collèges d'enseignement secondaire. Le taux de cette indemnité est fixé à 1.800 francs. Il lui demande si la conjointe institutrice d'un bénéficiaire de cette indemnité forfaitaire peut prétendre au bénéfice des indemnités de logement versées aux instituteurs non logés par les communes et si ces deux indemnités sont cumulables. (Question du 31 janvier 1970.)

Réponse. — Ainsi qu'il a été précisé par la circulaire n° 11-70-41 du 26 janvier 1970, la question posée par l'honorable parlementaire appelle une réponse affirmative.

EQUIPEMENT ET LOGEMENT

8599. — M. Rossi expose à M. le ministre de l'équipement et du logement qu'il a pris connaissance de la réponse (Journal officiel, débats Assemblée nationale, du 17 septembre 1969) qu'il a faite à sa question n° 7379 relative aux conditions de construction en zone rurale, et il constate avec satisfaction l'existence d'instructions nouvelles de tendances plus libérales que dans le passé. Il note

cependant que les communes dotées d'un plan d'urbanisme risquent de ne pouvoir en bénéficier. Ceci constituerait une injustice pour ces communes, puisque leurs conseils municipaux n'ont approuvé les règles de surface minimum et de largeur de façade en zone rurale que parce qu'ils étaient persuadés de leur caractère national et obligatoire. Dans ces conditions, il lui demande s'il envisage de prendre une disposition qui, tout en maintenant les schémas prévus par les plans d'urbanisme, permettrait de reviser les articles du règlement accompagnant lesdits plans et fixant les actuels minima de surface et de largeur de façade. (Question du 15 novembre 1969.)

Réponse. — Les instructions ministérielles qui ont été adressées aux préfets et auxquelles se réfère l'honorable parlementaire ont fixé les orientations générales qu'il convient de suivre afin d'aboutir à une meilleure utilisation des terrains notamment en zone rurale. Mais, n'ayant pas de valeur réglementaire, ces instructions ne peuvent pas modifier immédiatement par elles-mêmes les dispositions des plans d'urbanisme existants. Il convient, pour modifier les conditions d'occupation du sol fixées par les plans, soit d'appliquer dans des cas particuliers la procédure de dérogation si celle-ci est prévue par les plans, soit d'introduire de nouvelles règles dans les plans après avoir décidé leur mise en révision. Il est rappelé que, conformément à l'article 34 du décret n° 58-1463 du 31 décembre 1958 relatif aux plans d'urbanisme, il n'y a pas lieu de procéder à une nouvelle enquête publique si les modifications apportées sont de faible importance.

9403. — M. Boulay indique à M. le ministre de l'équipement et du logement qu'au cours de leur congrès des 9 et 10 novembre 1969, les veuves civiles chefs de famille ont demandé que les règles d'attribution des H. L. M. soient assouplies en leur faveur, afin de ne pas exclure les veuves dont les ressources, bien qu'inférieures au minimum requis, seraient égales ou supérieures à ce minimum en tenant compte de l'allocation logement. Il lui demande la suite qu'il lui paraît possible de réserver à cette requête qui semble parfaitement justifiée, étant bien entendu que les veuves pourraient bénéficier des contingents particuliers de logements dont la création a été demandée par une récente question écrite, n° 8914, de M. Sauzet, député, question insérée à la suite du compte rendu intégral de la séance du 3 décembre 1969. (Question du 10 janvier 1970.)

Réponse. — L'accès aux logements H. L. M. locatifs n'a jamais été réglementairement subordonné au respect de ressources minima. Les pouvoirs publics ont au contraire toujours estimé que ces logements devaient être réservés aux familles dont les ressources sont les plus modestes, l'effort financier consenti par l'Etat pour leur construction se traduisant, au niveau des occupants, par des loyers relativement bas. Afin de s'assurer que lesdits logements bénéficiaient réellement aux familles en cause, le Gouvernement a, dès 1958, réservé leur octroi aux ménages dont les ressources ne dépassent pas des maxima réglementairement déterminés, l'arrêté du 24 décembre 1969 (publié au Journal officiel du 30 décembre 1969) fixant des plafonds de ressources minorés de 25 p. 100 par rapport à ceux des H. L. M. ordinaires pour les logements de type P. L. R. ou P. S. R. Par ailleurs, sans préjuger la réponse à la question écrite n° 8914, posée par M. Sauzet à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population, il est rappelé qu'en secteur H. L. M. les femmes seules chefs de famille, de même que les hommes seuls chefs de famille, ont toujours été assimilés à un ménage normal. Aucune discrimination n'est donc faite en ce qui concerne leurs conditions d'accès à un logement H. L. M. notamment en ce qui concerne les cas de relogements prioritaires.

9506. — M. de Vitton attire l'attention de M. le ministre de l'équipement et du logement sur la situation des sous-lieutenants de port auxiliaires. Il lui demande dans quelles conditions ces personnels, en particulier ceux provenant du corps des officiers mariniers de la marine militaire, seront titularisés dans leur emploi de sous-lieutenant puis admis ultérieurement à l'emploi de lieutenant de port. Il lui demande, d'une façon plus générale, s'il peut lui indiquer les perspectives de carrière offertes à ces personnels dans le cadre d'un nouveau statut qui serait actuellement à l'étude. (Question du 10 janvier 1970.)

Réponse. — Les travaux de mise au point des nouveaux statuts particuliers des officiers de port et officiers de port adjoints sont pratiquement terminés. Le Conseil d'Etat va être saisi prochainement pour avis de ces projets de décrets conformément à la procédure prévue par l'article 2 de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires. Dès que la réforme en cours aura été réalisée, il sera procédé, dans les plus brefs délais, à l'organisation de concours de recrutement pour l'accès aux emplois de lieutenant de port et de sous-lieutenant de port. Les personnels recrutés à titre provisoire en qualité d'auxiliaire, et notamment ceux provenant du corps des officiers mariniers de la marine nationale, pourront être admis, sous certaines conditions, à faire acte de candidature à ces concours, et obtenir éventuellement le bénéfice de la titularisation. Il est précisé que le

classement indiciaire des nouveaux corps tel qu'il a été fixé par le décret n° 67-1261 du 28 décembre 1967 (Journal officiel du 6 janvier 1968) constitue une amélioration non négligeable de la situation actuelle des officiers et officiers de port adjoints, du fait notamment de la création dans chaque grade d'une classe fonctionnelle dotée d'une échelle spéciale de rémunération. Par ailleurs, les dispositions statutaires envisagées offrent aux personnels en cause la possibilité de parvenir à l'échelon de sommet de leur grade, après une durée de services n'excédant pas dix ans.

9539. — M. Gaudin attire l'attention de M. le ministre de l'équipement et du logement sur les conséquences de la taxe locale d'équipement sur l'industrie hôtelière française. En effet, notre pays accuse un retard certain en matière d'équipement hôtelier. Il est souhaitable de ne pas la grever de charges fiscales qui limiteraient ses possibilités d'investir et de se moderniser. C'est pourquoi il lui demande s'il n'estime pas devoir, en matière de taxe locale d'équipement, rendre les investissements de l'industrie hôtelière passibles de la 3^e catégorie prévue à l'article 5 du décret n° 68-836 du 24 septembre 1968, pris pour l'application de la taxe locale d'équipement. Cet article retient en effet pour base de détermination de l'assiette de l'impôt un coefficient de 400 francs par mètre carré en ce qui concerne les locaux à usage industriel ou artisanal, caractère évident des constructions immobilières servant à l'industrie hôtelière. (Question du 17 janvier 1970.)

Réponse. — Certaines valeurs forfaitaires retenues pour le calcul de l'assiette de la taxe locale d'équipement en ce qui concerne les différentes catégories d'immeubles visées à l'article 5 du décret n° 68-836 du 24 septembre 1968 se sont révélées, à la pratique, inadéquates au coût réel des ensembles immobiliers qu'elles étaient censées représenter. Pour remédier aux disparités constatées en ce domaine, les départements ministériels compétents étudient un projet de décret dont l'intervention devrait permettre de remanier l'article 5 du décret précité en tenant compte, dans toute la mesure du possible, du souci exprimé par l'honorable parlementaire en ce qui concerne le classement catégoriel des bâtiments relevant de l'industrie hôtelière.

9290. — M. Planeix indique à M. le ministre de l'équipement et du logement (tourisme) qu'il n'a pas répondu avec précision à la question qu'il lui a posée devant l'Assemblée nationale lors des débats sur les crédits budgétaires du tourisme pour 1970 et qui était relative à l'action de propagande touristique à l'étranger qui doit être menée par la firme américaine Ogilvy and Mather, avec laquelle la France a passé un contrat. Dans ces conditions, il lui demande de lui faire connaître : 1° quel est le montant du contrat et sur quels chapitres de quel budget la somme est-elle prélevée ; 2° quelle est la durée exacte de ce contrat ; 3° quelles sont les formes de propagande qui doivent être entreprises par la société contractante (éditions de brochures ou de guides, tournées de conférences, projections de films publicitaires, etc.) ; 4° quels sont les pays dans lesquels vont être menées ces actions de propagande ; 5° quelles sont les régions françaises concernées ; 6° dans le cas où l'Auvergne serait exclue malgré l'effort exceptionnel fait par les organisations régionales sous l'impulsion des collectivités locales, pour quelles raisons l'Auvergne se trouve-t-elle hors du champ d'action de la société Ogilvy and Mather ; 7° dans le cas où l'Auvergne se trouverait exclue par décision volontaire du Gouvernement, quelles mesures seront prises pour attribuer, au cours de l'année 1970, aux divers organismes chargés de la promotion du tourisme et du thermalisme en Auvergne, une subvention d'un montant égal à la part qui sera consacrée par Ogilvy and Mather à chacune des régions bénéficiant de sa propagande, afin que les responsables du tourisme et du thermalisme de cette région puissent mener, de leur côté, une action de propagande comparable ; 8° dans le cas où le département de l'Ain bénéficierait de la propagande d'Ogilvy, il souhaiterait connaître en quoi le potentiel touristique et thermal de ce département est supérieur à celui des départements auvergnats, ce qui pourrait expliquer qu'il a été choisi. (Question du 20 décembre 1969.)

Réponse. — Le secrétaire d'Etat au tourisme fait connaître à l'honorable parlementaire : 1° que le contrat passé avec l'agence Ogilvy s'élève à la somme de 8.500.000 F prélevée sur le budget du ministère de l'équipement et du logement, commissariat général au tourisme, chapitre 34-14. La répartition de cette somme est ainsi prévue : 3 millions de francs prélevés sur le budget 1969 ; 5.500.000 F prélevés sur le budget 1970 ; 2° que le contrat a pris effet le 1^{er} octobre 1969 et expirera le 31 décembre 1970 ; 3° qu'en ce qui concerne les formes de propagande, l'action publicitaire se divise en quatre parties : promotion des ventes assurées par les bureaux à l'étranger du commissariat général au tourisme, à savoir : prospection des agences de voyages, des tour opérateurs, des associations, etc. ; relations publiques : accueil en France de

journalistes et agents de voyages sélectionnés; information quotidienne distribuée à tous les journalistes spécialisés de la presse étrangère; insertions dans les principaux quotidiens et hebdomadaires de la presse étrangère. L'agence Ogilvy a, en outre, établi des campagnes de publicité pour les divers pays concernés et a accordé son aide technique sous forme de conseils pour l'élaboration de tous les documents publicitaires (éditions de brochures, etc.); 4° que l'agence Ogilvy a été spécialement chargée de la publicité aux Etats-Unis, Canada, en Grande-Bretagne et en Allemagne fédérale. Par ailleurs, les sociétés Havas et Publiscis sont chargées de campagnes de publicité en Italie, en Espagne et dans les pays scandinaves. En outre, l'agence belge Rossel s'est vu confier un budget de propagande réservé au Benelux; 5° que l'effort promotionnel entrepris porte sur l'ensemble des régions françaises; 6° et 7° que l'Auvergne figure particulièrement dans la promotion réalisée avec l'agence Ogilvy en Grande-Bretagne et en Allemagne. Elle a été choisie en raison de ses infrastructures et du caractère de la clientèle touristique de ces deux pays. Elle est aussi incluse dans la publicité globale faite sur toutes les régions de France aux Etats-Unis et au Canada. 8° Que, par contre, le département de l'Ain ne bénéficie d'aucun régime particulier. Il est simplement compris comme la plupart des départements dans le régime de propagande générale.

INTERIEUR

9083. — M. Emile Didier expose à M. le ministre de l'Intérieur qu'aux termes de l'article 514 du code de l'administration communale les traitements alloués par les mairies à leurs agents ne doivent, en aucun cas, dépasser ceux que l'Etat attribue à ses fonctionnaires remplissant des fonctions équivalentes. L'application équitable de cette règle aux principaux emplois des cadres communaux repose donc sur les équivalences précitées. Il lui demande en conséquence s'il peut lui faire connaître les éléments retenus par l'autorité supérieure pour l'établissement de ces équivalences et quels exemples peuvent être cités pour les emplois de direction ou d'encadrement des services administratifs communaux des catégories A et B. (Question du 11 décembre 1969.)

Réponse. — En ce qui concerne les emplois de direction des services administratifs communaux, un arbitrage rendu il y a quelques années par M. le Premier ministre permet de conclure à l'existence d'une homologie entre les situations respectives des directeurs de préfecture et des directeurs de service administratif en fonctions dans les villes de plus de 400.000 habitants. C'est par rapport à cette parité que les autres classements indiciaires ont été fixés pour les fonctionnaires communaux placés à un niveau immédiatement supérieur ou inférieur. Les secrétaires généraux et secrétaires généraux adjoints de mairie ont pu ainsi bénéficier par l'arrêté du 17 juillet 1968 d'un relèvement de dix points bruts aux indices de début et de vingt points bruts aux indices terminaux et exceptionnels. En ce qui concerne les emplois d'encadrement des services administratifs communaux, la parité entre les situations respectives des rédacteurs principaux et rédacteurs d'une part et celle des chefs de section et secrétaires administratifs de la catégorie B de l'Etat a été confirmée dès la parution de l'arrêté du 14 mars 1964.

9502. — M. Jacques Barrot rappelle à M. le ministre de l'Intérieur que l'arrêté du 30 juillet 1963 modifié relatif à la durée de carrière des agents communaux détermine les anciennetés minima requises pour accéder aux échelons moyen et terminal dans les échelles de traitement. Il lui demande si la durée du service militaire obligatoire est susceptible d'être prise en compte pour le calcul de ces anciennetés. (Question du 10 janvier 1970.)

Réponse. — L'article 521 du livre IV du code de l'administration communale stipule que la durée des services militaires est prise en considération, pour l'avancement d'échelon et de grade, conformément aux règles applicables en l'espèce aux fonctionnaires de l'Etat. Il en résulte que l'agent communal, recruté selon les règles normales de recrutement, bénéficie lors de sa titularisation à l'échelon de début de son grade du rappel de la durée de ses services militaires obligatoires ou de stagiaire s'il n'a pas été dispensé de stage, la totalité de ces services comptant comme services effectifs. L'arrêté du 30 juillet 1963 relatif à la durée de carrière, modifié notamment par celui du 12 février 1968, n'établissant pas de distinction entre services civils et militaires, la question posée par l'honorable parlementaire comporte donc une réponse affirmative.

9559. — M. de Poulpiquet attire l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur la situation de nombreux maires et adjoints du Finistère qui ont été en fonctions pendant vingt ou trente ans et qui ont rendu d'éminents services à la population et à l'Etat par leur fonction d'administrateur des collectivités locales. Il lui

demande s'il ne serait pas possible d'accorder, un peu plus largement qu'il n'est fait, des distinctions dans les ordres nationaux du Mérite ou de la Légion d'honneur. Il lui demande également quels critères président actuellement à leur distribution. (Question du 17 janvier 1970.)

Réponse. — Il est fait remarquer à l'honorable parlementaire que ce contingent est destiné à récompenser non seulement les mérites éminents ou distingués reconnus aux élus locaux, mais également ceux des catégories suivantes: fonctionnaires du corps préfectoral; magistrats des tribunaux administratifs; fonctionnaires des services de police; fonctionnaires du cadre national des préfetures; agents du service national de la protection civile; agents des collectivités locales; ministres des cultes. C'est donc une répartition extrêmement difficile qu'il faut opérer entre ces différentes catégories et les 95 départements de France lors de l'élaboration de chaque promotion. D'autre part, il convient de souligner que le grand chancelier et le conseil de l'ordre de la Légion d'honneur exercent un contrôle très strict quant à la qualification des services éminents. Le ministre de l'Intérieur, qui connaît bien les tâches et le dévouement des élus locaux tant conseillers généraux que maires, s'efforce toujours, compte tenu des diverses obligations auxquelles il doit faire face, de leur réserver une part importante du contingent de Légion d'honneur et de Mérite dont il dispose. En ce qui concerne les distinctions accordées dans le Finistère à des candidats exerçant un mandat électif, l'examen des dernières promotions fait apparaître que ce département ne se trouve pas défavorisé par rapport aux 95 départements français.

9628. — M. Hauret attire l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur le fait que la délivrance par les communes d'actes officiels devient de plus en plus fréquente et que l'organisation actuelle de l'état civil ne semble pas donner entière satisfaction, puisqu'il n'existe pas de livret centralisateur; il lui demande s'il n'estime pas que doit être étudiée la création d'un livret de famille individuel, dont la mise à jour serait obligatoire et qui comporterait des renseignements complets sur l'identité, la filiation, les mariages, les régimes matrimoniaux, les naissances, la profession, le permis de conduire, le carnet de santé et le domicile. Ces renseignements pourraient être centralisés au lieu de naissance. (Question du 17 janvier 1970.)

Réponse. — Une étude a été faite, avec le concours de l'ensemble des administrations qui délivrent des documents d'identité, de circulation ou d'habilitation à certaines activités, sur la possibilité de créer un document unique qui se substituerait aux titres divers ainsi délivrés. Il est apparu que ni les conditions de délivrance, ni la durée de validité, ni la nature même de ces documents ne coïncident. Certains, comme le permis de conduire, la carte d'électeur et le passeport, peuvent être retirés en cours de validité et, en cas de document unique, le retrait de celui-ci laisserait l'administré démuné de toute pièce d'identité. Dans ces conditions, la réforme suggérée par l'honorable parlementaire ne semble pas réalisable. D'autre part, la question de la création d'un livret centralisateur d'état civil relève de la compétence de M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

JUSTICE

8177. — M. Barberot expose à M. le ministre de la justice que l'engagement de location proposé par certaines sociétés propriétaires d'immeubles à la signature de leurs locataires contient une clause rédigée comme suit: « Le preneur sera tenu de supporter tous les travaux d'entretien ou de grosses réparations et d'amélioration que la société jugerait nécessaire d'effectuer dans l'immeuble et de les laisser exécuter par dérogation à l'article 1724 du code civil, sans pouvoir, quelle qu'en soit la durée, prétendre à aucune indemnité ou réduction sur le prix du loyer ou des charges... contrairement aux dispositions de l'article 1742 du code civil, la location sera résiliée de plein droit par le décès du preneur; la société pourra alors disposer de l'appartement sans voir à donner congé aux héritiers ou ayants droit du *de cujus* ». Il lui demande s'il peut lui indiquer: 1° quelle est la valeur juridique d'une telle clause dont les termes sont en opposition flagrante avec des dispositions légales; 2° s'il n'estime pas qu'il y aurait lieu de protéger les preneurs contre de telles pratiques, qui constituent semble-t-il un abus de pouvoir de la part des sociétés propriétaires. (Question du 23 octobre 1969.)

Réponse. — 1° Il est de jurisprudence constante que l'obligation pour le bailleur d'entretenir la chose en état de servir à l'usage pour lequel elle a été louée et d'en faire jouir paisiblement le preneur, n'est pas de l'essence du bail; une convention restrictive de cette obligation n'est donc contraire ni à la loi ni à l'ordre public, en l'absence de toute circonstance constitutive d'un dol ou d'un fait intentionnel (Cass. civ. 28 mai 1945, D. 1945, J. 331). 2° Les dispositions de l'article 1742 du code civil n'étant pas d'ordre public, les parties peuvent, en principe, convenir valablement que le bail

prendra fin au décès soit du bailleur, soit du preneur, et, dans ce dernier cas, sous réserve bien entendu de l'application éventuelle des dispositions de l'article 1751 du même code. Toutefois, lorsqu'il s'agit d'un local régi par la loi du 1^{er} septembre 1948, la Cour de Cassation estime que la clause dérogatoire à l'article 1742 du code civil, bien que licite, ne saurait faire obstacle aux dispositions de l'article 5 de la loi du 1^{er} septembre 1948, qui est d'ordre public et qui doit être considéré comme applicable lorsqu'un bail ne se prolonge pas au-delà du décès du locataire principal (Cass. soc. 20 mai 1963; Dalloz 1964. J. 25). Une étude a été entreprise par la chancellerie en vue de rechercher si des adaptations législatives ne seraient pas rendues nécessaires par l'insertion dans les baux de clauses qui pourraient apparaître comme présentant un caractère léonin ou exorbitant.

9608. — **M. Moron** demande à **M. le ministre de la justice** s'il n'est pas possible d'envisager que la parité du statut spécial du personnel pénitentiaire et du statut de la police soit réalisée, la nature des fonctions assumées étant de même nature. (Question du 17 janvier 1970.)

Réponse. — Le personnel des services extérieurs de l'administration pénitentiaire exerce des fonctions d'une nature tout à fait particulière. Le nouveau statut qui lui est applicable (décret du 21 novembre 1966) a eu justement pour objet de tenir compte du caractère spécifique de ces fonctions en vue de donner aux fonctionnaires qui les assument un rang plus conforme à leur vocation, à leur place dans la hiérarchie administrative et aux sujétions auxquelles ils ont à faire face. Les structures des différents corps ont été aménagées en conséquence, c'est pourquoi elles peuvent difficilement être comparées à celles prévues par le statut de la police. Il est nécessaire de préciser que la réforme statutaire de 1966 s'est accompagnée pour chacun de ces corps d'une revalorisation des indices de traitement. Elle a également été prolongée en 1968 par des avantages particuliers destinés à compenser les risques auxquels les agents sont soumis : 1° un nouveau régime de rémunération des heures supplémentaires a été adopté par un décret du 30 mai 1978 portant de 75 à 108 par trimestre le nombre maximum des heures supplémentaires susceptibles d'être rémunérées et en fixant le montant horaire à un taux supérieur de 27 p. 100 à celui applicable dans l'ensemble de la fonction publique. Il convient de noter cette différence par rapport aux fonctionnaires de police, qui ne perçoivent pas d'indemnités pour travaux supplémentaires ; 2° les textes relatifs aux indemnités de sujétions et de risques ont été refondus ; c'est ainsi que deux décrets du 3 octobre 1968 ont, l'un sensiblement doublé l'indemnité forfaitaire pour sujétions spéciales attribuée au personnel administratif, l'autre substitué à la prime forfaitaire de risques précédemment allouée au personnel de direction, d'encadrement, de réadaptation et de surveillance une indemnité beaucoup plus importante calculée en pourcentage du traitement et variable selon les risques réellement encourus par les agents. Enfin, d'autres dispositions sont actuellement en voie d'être adoptées ou à l'étude pour améliorer encore la situation des fonctionnaires pénitentiaires ; à cet égard, il y a lieu notamment de mentionner l'extension à leur profit, bien qu'ils soient classés hors catégorie, des avantages récemment accordés aux fonctionnaires de l'Etat qui appartiennent aux catégories C et D et un complément qui doit être apporté prochainement au statut afin de faciliter la promotion sociale à tous les niveaux.

PLAN ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

9428. — **M. Cousté** expose à **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire**, que la composition des commissions chargées de la préparation du VI^e Plan est maintenant connue. Il serait intéressant de savoir si la préoccupation d'une participation des jeunes à la préparation de ce plan a pu être assurée. Cette participation pouvant être exprimée soit par la présence de jeunes en tant que personnes qualifiées, soit comme représentant d'organisations de jeunesse. Il lui demande : 1° quelles sont les commissions chargées d'exprimer les préoccupations de la jeunesse dans les domaines de sa formation, de ses besoins économiques, sociaux et culturels ; 2° combien de jeunes participeront aux travaux des commissions et à quelles commissions. (Question du 10 janvier 1970.)

Réponse. — Parmi les commissions, comités et intergroupes constitués au commissariat général du Plan pour l'établissement du VI^e Plan, un certain nombre d'entre eux peuvent et doivent exprimer les préoccupations de la jeunesse, et notamment : la commission des activités sportives et socio-éducatives ; la commission de l'éducation nationale ; l'intergroupe pour l'étude des problèmes de la formation et de la qualification professionnelles ; l'intergroupe pour l'étude des questions relatives aux loisirs. Chacune de ces commissions et chacun de ces intergroupes comprennent, outre les responsables de nombreux mouvements de jeunesse, des membres dont l'âge est au plus égal à trente ans. Parmi les membres de la com-

mission des activités sportives et socio-éducatives figurent un étudiant et le vice-président de la jeune chambre économique. Parmi ceux de la commission de l'éducation nationale, on compte les représentants de diverses associations d'étudiants (fédération nationale des associations d'élèves ou grandes écoles, comité de liaison étudiant pour la rénovation universitaire, union générale des étudiants de Paris). Dans l'intergroupe chargé de l'étude des questions relatives à la formation et à la qualification professionnelles et dans celui chargé d'examiner les questions relatives aux loisirs, siègent quatre personnalités choisies en raison de leur qualité à exprimer les préoccupations de la jeunesse. De plus, le commissariat général du Plan s'est attaché à provoquer la désignation de membres d'organisations professionnelles représentatives de jeunes : centre national des jeunes agriculteurs, centre national des jeunes dirigeants d'entreprises, présents dans de très nombreuses commissions ; centre national des jeunes cadres.

RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

9971. — **M. Jacques Barrot** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des relations avec le Parlement** l'intérêt d'une collaboration loyale et d'une compréhension franche entre les deux assemblées composant le Parlement. Il lui rappelle que le Sénat, le 11 décembre 1968, a adopté à la presque unanimité une proposition de loi tendant à reconnaître la qualité d'ancien combattant à un certain nombre de jeunes du contingent ayant servi en Algérie, au Maroc et en Tunisie. Il lui demande s'il n'estime pas convenable que ce texte soit inscrit à l'ordre du jour prioritaire des travaux de l'Assemblée nationale lors de la prochaine session, le Gouvernement et les membres de l'Assemblée ayant pu largement mettre à profit le délai écoulé pour se prononcer alors en toute connaissance de cause sur ce sujet. (Question du 7 février 1970.)

Réponse. — La proposition de loi tendant à attribuer la qualité de combattant aux anciens militaires ayant participé aux opérations du maintien de l'ordre en Afrique du Nord a été votée par le Sénat contre l'avis du Gouvernement. Le ministre des anciens combattants et victimes de guerre a longuement précisé au cours des débats les motifs de son point de vue. Parmi ces derniers figure l'impossibilité absolue dans laquelle se trouve le ministère des armées de délimiter des zones de combat et de distinguer entre tous les militaires ceux qui pourraient bénéficier d'une qualité de combattant. Mais le Gouvernement, voulant témoigner la reconnaissance de la nation pour ceux qui ont participé à cette opération avec loyauté et courage, a demandé au Parlement, qui a manifesté son accord par un vote unanime, de décerner un diplôme de reconnaissance à l'ensemble de ceux qui ont servi sur ces territoires pendant au moins quatre-vingt-dix jours. De plus, à l'occasion de la discussion du budget de 1970 devant l'Assemblée nationale, le Gouvernement a fait approuver par les députés une disposition permettant à ces militaires de bénéficier de l'aide sociale de l'office en ce qui concerne les secours, les prêts divers et la rééducation professionnelle. Enfin, en cas d'infirmités contractées dans le service, tous ces militaires ont droit au régime de réparation prévu par le code des pensions militaires d'invalidité en faveur des militaires qui ont participé à une guerre. Ils ont, le cas échéant, droit au statut des grands mutilés comme les militaires titulaires en cas de guerre de la carte du combattant si l'infirmité a été contractée en opération. Il s'ensuit que le Gouvernement n'envisage pas d'inscrire cette proposition de loi à l'ordre du jour prioritaire de l'Assemblée nationale.

SANTÉ PUBLIQUE ET SECURITE SOCIALE

8262. — **M. Poudevigne** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** la situation douloureuse des parents d'enfants inadaptés appartenant à une profession obligée de cotiser au nouveau régime des travailleurs non salariés institué par la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966. Avant le vote de cette loi ces parents avaient la possibilité d'être assurés volontaires à la sécurité sociale et les soins souvent onéreux, que nécessite l'état de leurs enfants, étaient pris en charge à 100 p. 100. Or, le nouveau régime de l'assurance maladie des travailleurs non salariés semble exclure des enfants du champ d'application des prestations servies. Il lui demande quelles mesures il compte prendre soit pour permettre le remboursement des frais par la sécurité sociale au bénéfice des anciens assurés, soit pour décider la prise en charge totale de ces prestations lorsque la loi du 12 juillet 1966 sera modifiée. (Question du 29 octobre 1969.)

Réponse. — La situation des travailleurs indépendants qui, avant d'être rattachés au régime d'assurance maladie des non-salariés, étaient affiliés à l'assurance volontaire du régime général de la sécurité sociale et bénéficiaient à ce titre d'une prise en charge à 100 p. 100 pour eux-mêmes ou pour leurs enfants, atteints d'une

maladie longue et coûteuse, n'a pas manqué de retenir l'attention du précédent Gouvernement. Celui-ci avait donné son accord à une proposition de loi, tendant à maintenir ces assurés dans leur situation antérieure. Dans l'attente du vote de dispositions législatives en ce sens, le ministre d'Etat chargé des affaires sociales avait adressé des instructions aux organismes intéressés pour que la protection, accordée à ces personnes, au 31 mars 1969, leur soit maintenue, au delà de cette date, aussi longtemps qu'elles seraient en droit de bénéficier de l'exonération du ticket modérateur au titre de la maladie en cours et pour que soit différée leur affiliation au régime des travailleurs non salariés. La loi n° 70-14 du 6 janvier 1970, portant réforme de l'assurance maladie des travailleurs non salariés des professions non agricoles comporte une disposition prévoyant que les personnes qui, au 31 décembre 1968, étaient affiliées à l'assurance volontaire d'un régime obligatoire d'assurance maladie et maternité pourront, avant le 15 février 1970, opter pour le retour au régime d'assurance volontaire ou pour le maintien au régime des non salariés. Il convient de souligner que cette disposition a une portée moins restrictive que celle contenue dans le premier projet, puisqu'elle s'applique non seulement aux assurés bénéficiaires de l'exonération du ticket modérateur ou à leurs ayants droit, mais à l'ensemble des personnes qui, au 31 décembre 1969, étaient affiliées à l'assurance volontaire d'un régime obligatoire.

8710. — M. Weber rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale une des conséquences du plan de redressement, plan qu'il n'est pas dans son esprit question de critiquer et auquel il souhaite le succès à la fois le plus rapide et le plus grand, à savoir la suppression des crédits budgétaires qui devaient être ouverts en 1970 en faveur des foyers de jeunes travailleurs et répondre à deux orientations précises : 1° aide financière aux jeunes les plus défavorisés pour leur permettre d'être logés dans les foyers ; 2° une participation financière aux charges du personnel d'encadrement de ces foyers. Les foyers de jeunes travailleurs au nombre de 700 en France logent 50.000-jeunes, la plupart âgés de moins de 18 ans, apprentis disposant de salaires très modestes ou manœuvres payés au taux du S. M. I. G. Il lui demande si, en prenant en considération la situation de la jeunesse du travail comme cela est fait par des dispositions nombreuses en faveur de la jeunesse qui poursuit des études, il n'estime pas nécessaire de prendre des mesures de nature à satisfaire les nécessités ci-dessus exposées. (Question du 20 novembre 1969.)

Réponse. — Comme ils l'ont déclaré devant le Parlement lors de la discussion du projet de loi fixant le budget de leur département pour 1970, le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale et le secrétaire d'Etat à l'action sociale et à la réadaptation attachent un intérêt tout particulier à aider les foyers de jeunes travailleurs. Le rôle social de ces foyers est extrêmement important dans le domaine de la protection des mineurs qui débutent dans la vie professionnelle et à qui le soutien moral de leur famille fait défaut. Des études entreprises par l'administration ont fait apparaître l'intérêt d'aider les foyers de jeunes travailleurs qui accueillent les jeunes les plus défavorisés et de leur permettre de disposer d'un personnel d'encadrement spécialisé indispensable à l'accomplissement de leur vocation sociale. Il sera donné suite aux études qui ont été faites en ce sens dès que les circonstances le permettront.

8821. — M. Fortuit expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que le Danemark a pris au cours de cet été la décision d'interdire, à compter du 1^{er} janvier 1969, l'emploi du D.D.T. à l'intérieur de ses frontières. La Suède a édicté au printemps une réglementation du même ordre, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1970, cette loi n'étant toutefois applicable que provisoirement, à titre d'essai. Le Gouvernement danois s'est résolu à prendre la décision qui vient d'être rappelée parce qu'il a constaté que la mer Baltique était saturée de D.D.T. et que les espèces animales qui vivaient dans cette région, les poissons comme les poissons, souffraient gravement de cette saturation. Certaines espèces, frappées de stérilité, seraient menacées de disparition. Récemment, une commission d'enquête a été constituée par le Gouvernement britannique. Elle a conclu également à l'interdiction de l'usage du D.D.T. Cette interdiction frappe, en particulier, les insecticides domestiques. Cette commission demande en outre que des restrictions sévères soient imposées à l'usage de produits insecticides divers autres que le D.D.T. et qui sont pour la plupart dérivés du chlore, ces produits se retrouvant en quantités de plus en plus grandes dans la chair des animaux et des poissons. Le Canada a, lui aussi, décidé de limiter l'emploi du D.D.T. à partir du 1^{er} janvier prochain. Enfin, un projet d'interdiction de la vente du D.D.T. a été soumis par le ministre de la santé au président des Etats-Unis, les études en cours permettant même d'envisager que ces produits seraient cancérigènes au niveau du foie et des poumons. Compte tenu des études qui ont sans doute été faites dans notre pays et des décisions qui viennent d'être rappelées en ce qui

concerne les pays étrangers, il lui demande s'il envisage de proposer au Gouvernement des mesures d'interdiction du même ordre. (Question du 27 novembre 1969.)

Réponse. — L'utilisation du dichlorodiphényltrichloroéthane (D.D.T.) a fait l'objet de nombreuses études tant par les instances nationales que par les instances internationales du Codex Alimentarius et de la Communauté économique européenne. La tendance générale étant favorable à la suppression de cet insecticide organochloré, il est à prévoir que son emploi en agriculture disparaîtra dans les années à venir. Les experts de la Communauté économique européenne ont évalué un résidu tolérable de D.D.T. ou de son métabolite de T.D.E. ou D.D.D. (pris isolément ou ensemble) à 1 mgr par kilogramme, soit 1 ppm, de fruits ou légumes destinés à l'alimentation humaine ou animale. Cette tolérance, établie sur une base de consommation journalière de 400 grammes de fruits ou de légumes, ne doit pas entraîner d'effets d'ordre toxicologique ; elle sera applicable à tous les produits en cause mis en circulation dans les six pays du Marché commun et mentionnée dans la directive dont le projet est actuellement étudié au niveau du Conseil de la Communauté. Une telle limitation tend à réduire considérablement l'usage du D.D.T. En ce qui concerne le lait et les produits laitiers, les recherches des experts F. A. O./O. M. S. ont permis de définir une limite pratique de résidu de 0 mgr 05 ppm pour le lait entier et de 1 mgr 25 ppm pour les produits laitiers (évaluée dans les graisses). C'est en vue d'éviter la contamination des produits laitiers par les produits organochlorés qu'un arrêté interministériel du 15 octobre 1969 et publié au Journal officiel du 26 octobre stipule qu'il est interdit d'utiliser ces insecticides pour la désinsectisation des étables et de tous locaux servant au logement des animaux domestiques ou à la préparation de leur nourriture.

8867. — M. Bisson expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que les infirmes titulaires de carte d'invalidité pouvant prouver gagner par leur travail une somme au moins égale ou supérieure au montant de l'allocation aux vieux travailleurs salariés perçoivent, aux termes de l'article 171 du code de la famille et de l'aide sociale, une allocation de compensation qui varie selon le taux d'invalidité de 40 à 60 p. 100 de la majoration tierce personne servie par la sécurité sociale (art. 314) (elle est de 90 p. 100 pour les infirmes travailleurs ayant besoin d'une tierce personne). Par référence à l'article 169 du code de la famille et de l'aide sociale le montant de cette allocation de compensation était fixé sur le taux d'invalidité basé sur le barème des pensions militaires (4^e alinéa, art. 9). La jurisprudence des commissions est absolument constante en la matière. Or, depuis quelque temps certaines commissions fixent le taux d'invalidité et, de ce fait, le montant de l'allocation de compensation sans se référer au barème précité. La commission centrale a, à l'occasion d'une récente décision, indiqué dans ses considérants que l'article 171 du code de la famille et de l'aide sociale a été remplacé par l'article 1^{er} du décret n° 62-1326 du 6 novembre 1962 et qu'en conséquence le taux d'invalidité est déterminé par la seule appréciation des commissions. Pourtant, si l'article 1^{er} du décret n° 62-1326 a simplifié quelque peu le texte de l'article 171 du code de la famille et de l'aide sociale, rien n'indique que la référence au barème des pensions militaires pour établir le taux d'invalidité doit être abandonnée. Il est à espérer que le rédacteur du texte du décret n° 62-1326 n'a pas voulu en faire une application restrictive de celui-ci mais seulement une simplification de texte. En conséquence, il lui demande s'il ne lui paraît pas nécessaire de rappeler par circulaire à la commission centrale que le montant des allocations de compensation aux infirmes travailleurs doit être fixé par le taux d'invalidité établi par référence au barème des pensions militaires et d'insérer à nouveau ces précisions dans le code de la famille et de l'aide sociale, ceci afin d'éviter toute injustice dans la fixation du montant des dites allocations. (Question du 28 novembre 1969.)

Réponse. — Aucun des deux textes auxquels il est fait référence (ancien article 171 du code de la famille et de l'aide sociale et actuel article 1^{er} du décret du 6 novembre 1962) ne précise que l'allocation de compensation « varie selon le taux d'invalidité (...) établi par référence au barème des pensions militaires », mais ils indiquent qu'elle « varie selon l'état de l'infirmes ». Les commissions ne sont donc pas liées par ledit barème d'invalidité lorsqu'elles fixent le taux de cette prestation. Peuvent sans doute y prétendre les infirmes atteignant un taux d'invalidité d'au moins 80 p. 100, mais, à cette condition, s'en ajoutent deux autres : d'une part, le caractère régulier et professionnel du travail exercé ; d'autre part, la justification d'une rémunération minimale en contrepartie de ce travail. Si ces trois conditions sont remplies, les commissions apprécient le taux d'allocation qu'il convient d'accorder au postulant pour l'encourager à surmonter les difficultés qu'il éprouve en travaillant et compenser l'insuffisance de salaire due à son infirmité. Ce taux peut varier de 40 à 60 p. 100 au minimum de

majoration de la pension d'invalidité du troisième groupe, prévue à l'article 4 du décret n° 61-272 du 28 mars 1961; il est porté à 90 p. 100 de ce minimum lorsque le grand infirme a besoin de l'aide constante d'une tierce personne.

9114. — M. Poncelet souligne à l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale, en se référant à la réponse à sa question n° 2852 parue au *Journal officiel* du 18 janvier 1969, l'urgence qu'il y aurait à prévoir un mécanisme de compensation financière ou d'indemnisation de l'incapacité de travail pour les handicapés lorsque ceux-ci atteignent l'âge adulte. Actuellement, la prise en charge, par l'aide sociale, des cotisations des handicapés à l'assurance volontaire ne permet de résoudre qu'un trop petit nombre de cas, du fait des conditions de ressources requises. En attendant que soit instituée une véritable compensation financière du handicap, il lui demande s'il n'envisagerait pas de prévoir, dès à présent, la déduction des revenus de la famille, d'une somme au moins égale au S. M. I. G., pour la prise en charge de ces cotisations, par l'aide sociale, puisque l'incapacité de travail se traduit, pour le handicapé, par un manque à gagner au moins égal au S. M. I. G. (Question du 12 décembre 1969.)

Réponse. — Le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale est, pour sa part, conscient de l'opportunité d'apporter une aide plus importante aux parents lorsqu'ils ont leur charge un enfant handicapé adulte qui, ne pouvant travailler, demeure au foyer familial ou doit être placé dans un établissement sans l'intervention d'un régime de protection sociale. Le plan d'urgence en faveur des handicapés préparé par le Gouvernement est principalement orienté vers la prévention du handicap, l'éducation spécialisée et la mise au travail, mais, ainsi qu'il a été indiqué à l'honorable parlementaire dans la réponse à la question écrite n° 2852, des mesures tendant à une compensation plus large des dépenses exceptionnelles imposées aux parents sont à l'étude dans les diverses administrations intéressées. Il est rappelé toutefois que les parents d'un handicapé à charge, titulaire de la carte d'invalidité, qu'il soit adulte ou mineur, bénéficient d'une demi-part supplémentaire dans le quotient familial pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

9220. — M. Sauzedde indique à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que la chambre de commerce et d'industrie de Thiers (Puy-de-Dôme) et la chambre syndicale des industries métallurgiques et connexes de la région de Thiers ont récemment demandé la création de billets à ordre ou d'obligations cautionnées tirés sur l'U. R. S. S. A. F. et la recette des finances pour le paiement des charges sur les salaires. Il lui demande la suite qu'il pense pouvoir réserver à ce vœu. (Question du 18 décembre 1969.)

Réponse. — Il ne paraît pas possible en raison du caractère civil des créances de sécurité sociale d'autoriser, pour le règlement des cotisations de sécurité sociale, les pratiques commerciales qui aboutissent à transmettre à un tiers les droits du créancier. Les organismes de sécurité sociale, au surplus, ne sont pas des établissements de crédit. Ils n'ont ni la compétence ni les moyens d'investigation qui leur permettraient, pratiquement, de jouer ce rôle. En conséquence, les engagements de payer, qui pourraient être souscrits sous forme soit de traites, soit d'obligations cautionnées, ne pourraient comporter les conséquences attachées aux effets de commerce. Ces effets ne pourraient, en particulier, être négociés ou escomptés. Ils risqueraient donc de détériorer le paiement en servant de prétexte à l'attribution de facilités à des débiteurs défaillants, sans possibilité, pour les organismes de sécurité sociale chargés du recouvrement, d'en obtenir, auprès des tiers, le règlement. Cette position est d'ailleurs conforme à l'opinion exprimée par le Conseil d'Etat qui, consulté sur la question, a, dans son avis n° 247306 du 10 mai 1949, formellement souligné qu'il convenait d'éviter que les organismes de sécurité sociale ne s'engagent dans des transactions contraires à leur caractère et à la nature de leurs créances et d'interdire, en ce qui concerne la reconnaissance de dette, notamment la subrogation, le transfert de créance et, en général, tous les moyens de transmettre à un tiers les droits du créancier. Néanmoins, l'administration n'est pas opposée à ce que, sous le couvert de garanties jugées suffisantes, les organismes de sécurité sociale acceptent, de la part des employeurs qui peuvent justifier de circonstances particulières les ayant mis dans l'impossibilité de s'acquitter, en temps utile, de leurs obligations, la souscription d'engagement de payer. Mais la souscription de tels engagements ne saurait, en l'état actuel des textes, leur conférer le caractère d'effets de commerce avec toutes les conséquences attachées à l'émission de tels effets.

9441. — M. Gaudin attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur la situation des ambulanciers professionnels. D'une part, en effet, ils n'ont pu répercuter sur leurs tarifs les augmentations du coût de la vie, de l'essence,

des assurances et de l'entretien de leurs véhicules. D'autre part, ils ne bénéficient pas d'un statut qui, en fonction de leurs qualifications professionnelles et de l'équipement complet de leur véhicule, leur assurerait une certaine protection. Il lui demande s'il peut lui indiquer les mesures qu'il compte prendre en leur faveur sur ces deux points. (Question du 10 janvier 1970.)

Réponse. — Un projet de loi portant réforme sanitaire et hospitalière et présenté en avril 1968 comprenait des dispositions relatives à satisfaire les aspirations des ambulanciers, notamment en ce qui concerne la qualification indispensable à toute personne désirent exercer cette profession. Les dispositions qui figuraient dans ce texte ont été reprises dans un nouveau projet de loi de caractère plus limité relatif à l'agrément des entreprises de transports sanitaires. Les ambulanciers qui désireront être agréés devront se conformer à des règles définies par le règlement d'administration publique qui précisera leurs droits et obligations, tant en ce qui concerne leur niveau de formation professionnelle que les normes à appliquer aux véhicules et aux matériels qui devront être véritablement adaptés aux transports sanitaires. Dans ces conditions, ils pourront bénéficier de certains tarifs, en application d'une réglementation qui pourra alors se fonder sur une définition précise de l'entreprise. Ce texte, qui a reçu l'approbation du conseil des ministres dans sa séance du 17 décembre dernier, a été déposé au Parlement, sous le numéro 991, le 18 décembre 1969.

9770. — M. Lavielle expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale qu'un ascendant à charge est couvert pour les prestations maladie s'il s'occupe sous le toit de l'assuré social d'au moins deux enfants âgés de moins de quatorze ans. Or, la scolarité ayant été prolongée jusqu'à seize ans, les enfants restent à domicile deux années de plus. Il serait donc normal que l'âge limite soit porté de quatorze à seize ans. Il lui demande s'il peut lui indiquer quelles mesures il compte proposer à cet égard. (Question du 24 janvier 1970.)

Réponse. — Conformément aux dispositions de l'article L. 285 du code de la sécurité sociale, est considéré comme membre de la famille de l'assuré pouvant prétendre du chef de ce dernier aux prestations en nature de l'assurance maladie, notamment, l'ascendant qui vit sous son toit et qui se consacre exclusivement aux travaux du ménage et à l'éducation d'au moins deux enfants de moins de quatorze ans à la charge de l'assuré. Les enfants âgés de quatorze à seize ans, bien que soumis à l'obligation scolaire, ne nécessitent pas la présence au foyer d'un ascendant chargé de se consacrer à leur éducation. Il n'apparaît donc pas qu'il y ait lieu de modifier les dispositions ci-dessus rappelées pour tenir compte de l'élévation de l'âge de l'obligation scolaire.

9789. — M. Pic expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que l'article L. 328 du code de la sécurité sociale suivant lequel « les pensions d'invalidité de veuf ou de veuve sont supprimées en cas de remariage », a été complété par la loi n° 66-345 du 3 juin 1966. Cette dernière précise en effet que la personne dont la pension a été supprimée en application des dispositions du premier alinéa de l'article L. 328 « recouvre, en cas de divorce ou de nouveau veuvage intervenant avant son soixantième anniversaire, son droit à pension d'invalidité ». Il n'en est pas de même pour les veuves remariées des accidentés mortels du travail qui ne bénéficient pas de dispositions semblables. C'est ainsi qu'une veuve d'accidenté du travail, mère de quatre garçons, remariée puis obligée de demander le divorce, n'a pu recouvrer son droit à la pension initiale à laquelle elle aurait eu droit si elle avait été veuve d'invalidité. Il lui demande s'il n'estime pas devoir étendre aux veuves d'accidentés du travail le bénéfice des dispositions de l'article L. 328 du code de la sécurité sociale applicables aux veuves d'invalides. (Question du 31 janvier 1970.)

Réponse. — La situation évoquée par l'honorable député n'a pas échappé à l'attention du ministre de la santé publique et de la sécurité sociale. A la faveur des études en cours portant sur les conditions d'attribution des rentes fixées à l'article L. 454 du code de la sécurité sociale, pour les différentes catégories d'ayants droit de la victime d'un accident mortel du travail, sera examinée la possibilité d'insérer à l'article L. 454 précité du code de la sécurité sociale une disposition analogue à celle que la loi n° 66-345 du 3 juin 1966 a introduite à l'article L. 328 du même code en ce qui concerne les pensions d'invalidité de veuf ou de veuve.

TRANSPORTS

8062. — M. Julia appelle l'attention de M. le ministre des transports sur le fait que de nombreuses difficultés de circulation viennent à Paris, non seulement du trop grand nombre de voitures

particulières qui ne circulent qu'avec leur seul conducteur, mais également du fait que de nombreux taxis se déplacent avec un seul client. Or, il existe actuellement deux lignes de taxis collectifs qui fonctionnent depuis longtemps sous le régime de la coordination des transports résultant d'un décret de 1949 et qui relient, d'une part, Paris à Versailles et, d'autre part, Suresnes à la porte Maillot. Il lui demande si, pour améliorer les conditions de la circulation parisienne, il n'envisage pas, en accord avec son collègue M. le ministre de l'intérieur, la possibilité de créer d'autres lignes de taxis collectifs qui relierait les portes de Paris à différents quartiers centraux de la ville et qui le soir partirait de ces zones centrales en direction des portes de la capitale. La même solution pourrait sans doute être étudiée en ce qui concerne un certain nombre de grandes villes de province. (Question du 21 octobre 1969.)

Réponse. — Il existe actuellement en effet deux lignes de taxis collectifs : Paris (porte de Saint-Cloud)—Versailles (par Garches) et Paris (porte de Saint-Cloud)—Versailles (par Ville-d'Avray), autorisées et fonctionnant sous le régime de la coordination, et une ligne Suresnes—porte Maillot simplement « tolérée ». Par décision de son conseil d'administration du 6 novembre dernier, le syndicat des transports parisiens vient d'autoriser le prolongement de la ligne Paris—Versailles (par Ville-d'Avray) jusqu'au grand ensemble de Parly-II, mais ces trois lignes n'assurent qu'un service de rabattement sur les portes de Paris et ne circulent pas dans la ville. Dans Paris, la création de lignes de taxis collectifs, dont l'activité essentielle serait liée aux migrations journalières, pose le problème de leur coordination avec les différentes lignes routières et ferrées de la Régie autonome des transports parisiens. Les mêmes difficultés se rencontreraient dans les grandes villes où le service urbain bénéficie, dans la plupart des cas, de l'exclusivité des transports en commun de voyageurs. Certes, les réseaux urbains eux-mêmes pourraient créer et exploiter des services de taxis collectifs. Cependant, du fait de leur situation financière actuellement très difficile, les réseaux ne sont, en règle générale, pas en mesure d'organiser de tels services tant que ne seront pas prises, à une échelle suffisante, des mesures de circulation et de stationnement favorisant les transports collectifs. En attendant la mise en œuvre de telles mesures, dont l'étude est en cours, le ministère des transports est disposé, en liaison avec le ministère de l'intérieur, à examiner d'ores et déjà, cas par cas, les demandes de création de service de taxis collectifs qui pourraient lui être présentées.

8530. — M. Grotteray expose à M. le ministre des transports que le déficit permanent des transports en région parisienne irrite les provinciaux et les Parisiens. Les premiers parce qu'il leur donne l'impression de payer les déplacements des habitants de la région capitale, les Parisiens car ils paient cher un transport qui devient de plus en plus pénible. C'est pourquoi il lui demande s'il a conscience de la colère qui monte chaque matin et chaque soir dans le métro et dans les chemins de fer à destination des départements de la périphérie. La presse a évoqué la température de certaines lignes de métro et a mis à juste titre en vedette les premiers incidents de la gare de Lyon. Ces incidents risquent de se répéter. A aller comme au retour des trains — toujours bondés — sont trop souvent en retard ; certains sont supprimés sans préavis ; le matin, des embouteillages incroyables à la sortie des gares (deux ou trois guichets étant régulièrement fermés ou obstrués) rendent la rupture de charge encore plus longue... avant un trajet en métro qui est devenu une véritable épreuve. Le soir, ce qui peu à peu devient un drame recommence dans une atmosphère où l'irritation gagne le personnel, inconscient des brimades qu'involontairement il impose, et les voyageurs excédés. A une époque où l'on traite si volontiers des loisirs, cette situation ne peut se prolonger. L'augmentation des tarifs dont il est question en 1970 alourdira encore le climat, si une amélioration ne correspond pas. Certains aménagements ont été mis au point, d'autres sont annoncés, des lignes nouvelles de métro sont en cours de réalisation ; mais il faut informer l'opinion et la consulter. Il est courant d'affirmer que les Parisiens ne veulent pas payer leurs transports. C'est un mythe qui est la conséquence de la politique tarifaire timorée menée par tous les gouvernements depuis que l'Etat a pris la responsabilité de la R. A. T. P. et de la S. N. C. F. de banlieue. C'est aussi le résultat de la propagande démagogique de certains qui, prétendant parler au nom des utilisateurs, s'opposent à toutes les réformes auxquelles le personnel, toujours inquiet devant les améliorations techniques, s'associerait si lui aussi était informé et consulté. Il lui demande également si un sondage d'opinion ne pourrait être organisé par son département en accord avec le comité interministériel pour l'information (qui a des crédits à cet effet) pour interroger la population sur les tarifs qu'elle accepterait de payer pour être transportée de façon décente sinon confortable. A quoi sert en effet de voir la durée du travail diminuer si cette amélioration du niveau de vie due aux lois sociales est sacrifiée dans d'interminables transports, difficiles lorsqu'on circule en voiture, mais insupportables

lorsqu'on utilise les transports en commun. Les résultats d'une telle enquête permettraient de définir une politique ambitieuse, moderne, à laquelle seraient associés les utilisateurs, le personnel quel que soit son grade et une leur espoir permettrait à la population de supporter les trois ou quatre années nécessaires à sa réalisation. On éviterait en outre les projets conçus par les services qui décident en fonction de desseins qui restent sans rapport avec les moyens dont disposent les collectivités locales et les services, desseins qui ne tiennent pas compte des exigences élémentaires et justifiées des usagers. (Question du 13 novembre 1969.)

Réponse. — Les difficultés que connaissent actuellement les transports en commun en région parisienne et que rappelle l'honorable parlementaire n'ont pas échappé à l'attention du Gouvernement, qui s'attache à redresser la situation dans ce domaine en assurant de façon très concrète une priorité réelle aux transports en commun. En ce qui concerne le réseau métropolitain, des opérations d'extension sont en cours de réalisation : prolongement des lignes n° 13 jusqu'à Bagnolet ; n° 13 de Saint-Lazare à Miromesnil et n° 8 de Charenton-Ecoles vers Créteil. Diverses améliorations sont déjà intervenues, d'autres interviennent progressivement sur ce même réseau, notamment l'augmentation des fréquences des rames, la rénovation progressive du matériel, l'aménagement des accès et la multiplication des escaliers et trottoirs roulants. Par ailleurs, la mise en service progressive des différentes branches du Réseau express régional (R. E. R.) permettra d'assurer une desserte rapide, d'une partie importante de la banlieue parisienne. Il convient d'ailleurs de rappeler que la ligne Nation—Boissy-Saint-Léger du R. E. R., ouverte au public le 14 décembre dernier, offre depuis cette date aux usagers de ce secteur un service de grande qualité. L'exploitation du réseau routier connaît les plus grandes difficultés en raison notamment de l'accroissement du volume de la circulation générale aux heures de pointe et du peu d'attractivité de certains matériels vétustes. Afin d'améliorer la vitesse commerciale des autobus empruntant les itinéraires les plus chargés, des mesures se rapportant à l'utilisation de la voirie parisienne ont déjà été arrêtées et seront développées en 1970. En particulier, d'ici le 1^{er} avril 1970, 16 nouveaux couloirs réservés aux autobus seront mis en service et s'ajouteront aux 33 couloirs déjà créés. L'effet de ces mesures sera renforcé par une série de dispositions, actuellement à l'étude, intéressant le stationnement et la circulation des voitures particulières dans Paris. Enfin, la Régie poursuivra en 1970 son effort de renouvellement et de modernisation de matériel roulant qui se traduira par la mise en service de 200 autobus du modèle « standard » et 460 autobus de gabarit réduit. D'une manière générale, les travaux neufs et d'amélioration des réseaux sont en progression constante. C'est ainsi que les paiements effectués au titre des dépenses de premier établissement sont passés de 69 millions de francs en 1961 à 778 millions de francs en 1968 et à peu près de 1.100 millions de francs en 1969, tandis que les dépenses afférentes au renouvellement du matériel et des installations ont été portées dans le même temps de 34 millions de francs à 174 millions de francs et à 187 millions de francs. Pour ce qui concerne les transports de banlieue de la S. N. C. F., il convient de rappeler les améliorations importantes déjà réalisées avec l'extension de l'électrification et la mise en service de matériel moderne. Certes, il reste beaucoup à faire, aussi le Gouvernement et les deux entreprises concernées sont bien décidés à poursuivre et à intensifier dans les prochaines années l'effort déjà entrepris : l'accent sera mis plus particulièrement sur l'amélioration de la qualité du service des réseaux existants en vue d'accroître les places offertes aux voyageurs, notamment sur les réseaux ferrés, de réduire systématiquement la durée des attentes et, de façon générale, les inconvénients de toute nature ressentis par les usagers. L'honorable parlementaire souligne à cet égard l'opportunité d'une consultation des usagers notamment par sondage d'opinion sur des programmes d'amélioration des transports parisiens et les tarifs que la population accepterait de payer à cet effet. Cette consultation s'exerce déjà, bien entendu, par la participation des élus à la préparation des plans quinquennaux, au vote du budget des transports, et plus directement au conseil d'administration et les attributions ont été récemment renouvelées dans cette intention. Cependant, le ministre des transports est convaincu de l'intérêt d'une telle suggestion qui rejoint ses propres préoccupations qui l'ont conduit à charger le président du syndicat des transports parisiens d'élaborer des propositions pour une réorganisation d'ensemble des transports de la région parisienne visant en particulier, à satisfaire dans les meilleures conditions possibles de confort et de prix les besoins des usagers et explicitant à cet égard les conséquences des choix possibles en matière de transports individuels et collectifs. Il est aussi prévu d'organiser dans le courant de l'année 1970 un colloque réunissant notamment les élus et les responsables des collectivités locales. Les grands problèmes de la politique des transports urbains et en particulier les modalités de participation des usagers, à l'examen de ces problèmes, seront abordés à cette occasion en prolongement des travaux actuellement entrepris sur le même sujet pour la préparation du VI^e Plan.

8954. — M. Jacques Barrot demande à M. le ministre des transports s'il n'estime pas équitable d'étendre aux cheminots retraités des réseaux secondaires, des voies ferrées d'intérêt local et des tramways, tributaires, en matière de retraite, du régime institué par la loi du 22 juillet 1922 modifiée, le bénéfice des mesures prises en faveur des personnels de la Société nationale des chemins de fer français relatives, d'une part, à l'attribution de bonifications de campagnes de guerre et, d'autre part, à la prise en compte, dans la liquidation de la pension, du temps de service militaire légal. (Question du 4 décembre 1969.)

Réponse. — Les cheminots retraités des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways se réfèrent généralement dans leurs revendications aux mesures en vigueur dans le régime particulier de retraite de la Société nationale des chemins de fer français. Or, chaque régime particulier comporte des avantages propres et c'est à des comparaisons d'ensemble de régimes qu'il faudrait objectivement s'attacher, s'il est vrai que le régime géré par la caisse autonome mutuelle de retraites institué par la loi du 22 juillet 1922 et les textes subséquents ne tient pas compte dans le calcul de la retraite des éléments visés par l'honorable parlementaire. Il apparaît néanmoins que ce régime comporte par ailleurs des avantages particuliers non négligeables, notamment la prise en considération de la totalité de la rémunération pour le calcul de la pension. Ces dispositions n'existent dans aucun autre régime, tel celui de la Société nationale des chemins de fer français, où la pension n'est liquidée que sur une fraction de la rémunération. Il convient de souligner que la plupart des entreprises en cause sont des entreprises privées. Il n'est pas possible, dans ces conditions, de se référer, pour les bonifications de campagnes de guerre, aux dispositions qui ont été appliquées dans les secteurs d'activité juridique non comparable, comme par exemple les entreprises nationalisées. C'est au régime général de la sécurité sociale qu'il conviendrait de se reporter; or, ce régime ne comporte aucune disposition en ce sens. Cependant, un projet de texte est en cours de signature, qui doit accorder aux cheminots des réseaux secondaires et aux tramways tributaires de la caisse autonome mutuelle de retraites (C.A.M.R.), qu'ils soient en activité ou déjà à la retraite, la prise en considération dans le calcul de la pension du temps de service militaire légal.

9234. — M. Joanne appelle l'attention de M. le ministre des transports sur le mécontentement et l'inquiétude des professionnels, mareyeurs et équipages du port de La Rochelle. Il lui expose que ceux-ci considèrent que tous les gouvernements des pays de la Communauté et que tous les pays européens gros producteurs de poissons, et la Grande-Bretagne notamment, apportent à leur population maritime une aide supérieure à celle que la France consent à ses diverses catégories professionnelles rattachées au secteur des pêches maritimes. Devant la diminution du volume de l'emploi, les professionnels français attendent du Gouvernement une action énergique, et tout particulièrement le dépôt d'un projet de loi-cadre par lequel les pouvoirs publics définiraient et s'engageraient à promouvoir une politique maritime susceptible de redonner confiance à tous ceux qui vivent de la pêche. Il lui demande s'il peut lui faire connaître la politique qu'entend mener le Gouvernement dans ce domaine. (Question du 18 décembre 1969.)

Réponse. — La situation évoquée par l'honorable parlementaire n'a pas échappé au Gouvernement. Depuis plusieurs années déjà, l'action des fonds régionaux d'organisation des marchés, financés en partie à l'aide de subventions de l'Etat, a permis d'éviter une crise de la pêche française. Cette action vient d'être complétée par un ensemble de mesures adoptées à l'initiative du ministre des transports afin de sauvegarder le potentiel de production de la flotte et d'améliorer la productivité des armements français à la pêche. Les moyens adoptés à cet effet comportent, notamment, une augmentation substantielle des aides de l'Etat à la construction de navires de pêche de type agréé, tant en ce qui concerne le taux des subventions que la quotité des prêts à taux modérés consentis aux armements; des incitations financières particulières ont, en outre, été instituées en vue de faciliter les modifications de structure nécessaires; il a été également décidé d'étendre le bénéfice des subventions à certains investissements à terre en vue de faciliter la valorisation des produits débarqués. Les premières réactions enregistrées à la suite de la publication de ces nouvelles dispositions permettent de penser qu'elles sont effectivement de nature à relancer la modernisation de notre flotte de pêche. L'insertion, dans une loi-programme, des mesures destinées à sauvegarder le potentiel de production de la flotte et à restaurer la rentabilité des armements ne paraît pas devoir être écartée a priori. Mais, d'une part, l'élaboration de cette loi est nécessairement subordonnée à la réalisation de la politique commune, actuellement en cours de négociation et qui doit aboutir très rapidement. D'autre part, le contenu d'une loi-programme de la pêche maritime doit être défini dans le cadre de dialogues auxquels les professionnels doivent être

largement associés. Le comité des pêches, qui se penche sur ces problèmes pour l'élaboration du VI^e Plan, semble le lieu de rencontre le plus favorable pour définir les grandes lignes de l'avenir des pêches maritimes. Une loi-programme ne saurait être élaborée en méconnaissance des grandes options qui seront retenues au sein de ce comité. Il est donc nécessaire d'en attendre les conclusions. En ce qui concerne plus spécialement le cas de La Rochelle, dont les armateurs bénéficieraient naturellement des nouvelles mesures, il convient de préciser, en outre, que les pouvoirs publics se préoccupent du problème posé par l'appauvrissement en ressources des lieux de pêche traditionnellement fréquentés par les navires rochelais. Cet appauvrissement des fonds semble, en effet, constituer une des causes majeures des difficultés rencontrées. Le département a donc entrepris, depuis plusieurs années, des études en vue de l'institution de cantonnements dans le golfe de Gascogne. Ces études sont sur le point d'aboutir à des mesures concrètes pour la préservation des stocks. En outre, la zone de pêche réservée, qui a été portée à 12 milles depuis juin 1967, a fait l'objet d'une surveillance accrue avec les moyens matériels disponibles à cet effet.

9333. — M. Béram expose à M. le ministre des transports qu'un grand nombre de personnes âgées éprouvent des difficultés financières lors de leurs déplacements par chemin de fer. Il estime, sans préjudice des avantages antérieurement acquis, qu'il serait équitable d'accorder des réductions permanentes de tarifs de transport S. N. C. F. aux retraités bénéficiaires du fonds national de solidarité et il lui demande si des études ont été menées dans ce sens. (Question du 3 janvier 1970.)

Réponse. — Les retraités et pensionnés au titre d'un régime de la sécurité sociale ainsi que les économiquement faibles bénéficient actuellement, sur le réseau S. N. C. F., d'un billet populaire d'aller et retour annuel comportant une réduction de 30 p. 100 sur le plein tarif. La perte de recettes qui en résulte pour le chemin de fer lui est remboursée par le budget de l'Etat, en application de l'article 20^{bis} de la convention du 31 août 1937. Un accroissement du taux de cette réduction de 30 p. 100, ainsi qu'une extension du bénéfice du billet populaire à d'autres catégories d'ayants droit, entraîneraient donc une charge nouvelle pour les finances publiques. Cette question fait actuellement l'objet d'une étude par le ministère de la santé publique et de la sécurité sociale auquel appartient l'initiative et qui serait appelé à compenser l'éventuelle perte de recettes.

9339. — M. Dupont-Fauville appelle l'attention de M. le ministre des transports sur le centre de desserte de colis de Béthune, dont le report sur Lille est envisagé par la Société nationale des chemins de fer français. L'adoption de ce projet amènerait la suppression d'une trentaine d'emplois (manutention et bureaux) existant à Béthune. Cette suppression s'ajouterait à celle d'une vingtaine de postes qui doivent disparaître au mois de mai 1970 par suite du report sur Lille d'une partie du triage des wagons. Il est regrettable, alors que des études sont faites à Béthune pour trouver des emplois en remplacement de ceux supprimés dans les houillères, que la Société nationale des chemins de fer français risque d'aggraver la situation existante au profit de la métropole régionale. Or, la gare de Béthune dessert actuellement 120 localités qui totalisent 330.000 habitants groupés dans un rayon approximatif de 25 kilomètres (Lens exclu). Les points extrêmes de cette zone sont d'ailleurs situés à plus de 60 kilomètres de Lille. La gare de Béthune dispose d'installations modernes, puisque la halle et les bureaux ont été construits entre 1965 et 1969. Le rattachement à Lille générerait de manière très importante la clientèle locale pour ses problèmes de transports de colis. Or, il ne s'agit pas d'une mesure générale, mais d'une mesure particulière prise à l'initiative de la région, puisque la direction de la Société nationale des chemins de fer français avait décidé le maintien de 141 gares de desserte de colis en 1970, dont la gare de Béthune qui devait même augmenter son rayon d'action. Il eût sans doute été préférable d'attendre la mise en place de la réorganisation générale de la Société nationale des chemins de fer français et de son service de détail pour prendre une décision qui engage l'avenir d'une manière regrettable. Enfin, la région possède un potentiel de trafic en réserve avec l'implantation d'usines nouvelles et notamment des usines Renault-Peugeot de Bruay-en-Artois et de la zone industrielle La Bassée-Douvrin dont le rattachement à la gare de Béthune était prévu en 1970, ce qui justifierait le maintien du centre de desserte de colis. Pour ces différentes raisons, il lui demande s'il peut intervenir auprès de la Société nationale des chemins de fer français afin que ce centre soit maintenu à Béthune et non pas transféré à Lille. (Question du 3 janvier 1970.)

Réponse. — La Société nationale des chemins de fer français n'envisage pas de supprimer la gare Centre de Béthune; au contraire, dans le nouveau découpage résultant du plan de réduction du

nombre des gares centres qui doit s'achever cette année, la zone de Béthune verra son importance accrue par l'absorption d'une partie de la zone de desserte en surface d'Hazebrouck, à partir du 22 février prochain.

9447. — M. Pierre Lagorce expose à M. le ministre des transports que les agriculteurs qui veulent bénéficier d'un billet de congé annuel avec réduction de 30 p. 100 doivent, en principe, produire une attestation signée du maire de leur commune, certifiant qu'ils « possèdent ou exploitent des propriétés non bâties dont le revenu cadastral total n'est pas supérieur à 200 F ». Il lui demande s'il n'estime pas nécessaire de revaloriser ce chiffre qui ne semble pas correspondre à la réalité des prix actuels. (Question du 10 janvier 1970.)

Réponse. — Le tarif des billets populaires de congé annuel a été créé pour répondre aux dispositions législatives instituant en 1936 un congé annuel payé en faveur des travailleurs salariés. Ce tarif, qui ne s'adressait primitivement qu'aux salariés, a été étendu aux petits artisans et agriculteurs qui, de par leurs ressources, avaient pu être assimilés aux salariés. La perte de recettes qui résulte pour la Société nationale des chemins de fer français de l'application du tarif réduit susvisé lui est remboursée par le budget de l'Etat, conformément à l'article 20 bis de la convention du 31 août 1937. L'extension de ces dispositions à un nombre plus important d'ayants droit soulevant dès lors un problème d'ordre financier, le Gouvernement, préoccupé de ne pas alourdir davantage les charges de l'Etat dans les circonstances actuelles, n'a pas reconnu possible de relever le plafond du revenu cadastral prévu au tarif.

9623. — M. Abelin demande à M. le ministre des transports s'il peut lui indiquer : 1° si l'exception prévue à l'article 3 du décret n° 64-971 du 12 septembre 1964 a son terme définitif le 31 décembre 1969 et si, par conséquent, aucune dispense ne sera plus accordée après cette date à quiconque et sous quelque prétexte que ce soit, pour l'accession à la profession de transporteur routier ; 2° si la dispense de C. A. P. accordée avant cette date, ou postérieurement, pour un dossier déposé avant cette date, vaut autorisation de façon définitive dans le temps, tout comme un diplôme pour le bénéficiaire ; 3° si un gérant, un président directeur général ou un directeur général de société de transport, exerçant leurs fonctions depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1967, ont exactement les mêmes droits qu'un transporteur, personne physique, l'inscription de la société qu'ils gèrent ayant la même valeur pour eux que l'inscription d'une personne physique. (Question du 17 janvier 1970.)

Réponse. — 1° Le décret n° 64-971 du 12 septembre 1964 a été abrogé et remplacé par le décret n° 70-38 du 9 janvier 1970 (Journal officiel du 16 janvier 1970). Ce dernier décret prévoit en son article 4 que jusqu'à une date qui sera fixée par arrêté conjoint des ministres des transports et de l'éducation nationale, pourra être dispensée de l'obligation de présenter un titre de capacité, toute personne qui apportera la preuve qu'elle a exercé des fonctions de direction pendant au moins cinq années en faisant preuve des capacités requises, dans une entreprise de transports routiers ou dans une entreprise de location de véhicules pour le transport routier de marchandises. Des dispenses de l'attestation de capacité peuvent donc continuer à être accordées. 2° Aux termes de l'article 4 du décret n° 70-38 du 9 janvier 1970 précité, la dispense de titre de capacité constitue une mesure dérogatoire et temporaire et elle ne peut être accordée qu'en vue de l'inscription immédiate du demandeur au registre des transporteurs routiers. Ces dispenses ne figuraient pas dans le décret n° 64-971 du 12 septembre 1964, mais l'administration a toujours considéré que, s'agissant d'une dérogation au régime normal d'accès à la profession, la dispense ne peut être accordée qu'aux personnes qui se trouvent présentement dans l'obligation de prendre immédiatement la direction d'une entreprise et à cette fin d'obtenir leur inscription au registre des transporteurs routiers. Sous réserve que ces conditions soient remplies, la dispense a pour le bénéficiaire les mêmes effets que s'il disposait de l'attestation de capacité. 3° L'honorable parlementaire a sans doute voulu demander si les dirigeants de sociétés de transport, ayant exercé pendant au moins cinq ans des fonctions de direction, pouvaient solliciter la dispense au même titre que les personnes inscrites en nom personnel. Cette question comporte une réponse affirmative.

TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION

7518. — M. Ruais rappelle à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population que l'article 7 de la loi n° 69-434 du 16 mai 1969 portant à quatre semaines la durée minimum des congés payés annuels a complété l'article 54 i du livre II du code du travail de

telle sorte qu'en cas de fractionnement des congés payés, le nombre de jours de congés pris en dehors de la période du 1^{er} mai au 31 octobre de chaque année est augmenté suivant les cas de un ou deux jours. S'il paraît clair qu'un ou deux jours de congés supplémentaires doivent être accordés par la direction d'une entreprise lorsque celle-ci impose à certains employés de son personnel de prendre des jours de congés en dehors de la période du 1^{er} mai au 31 octobre, par contre, il n'apparaît pas qu'une entreprise soit obligée d'accorder les mêmes avantages lorsque le personnel a la liberté de choisir la date de ses congés. Il lui demande de quelle manière il convient d'interpréter l'article précité. Il souhaiterait également avoir des précisions sur le troisième alinéa de l'article 7 précité lequel prévoit la possibilité de dérogations aux dispositions qui viennent d'être rappelées. (Question du 27 septembre 1969.)

Réponse. — Conformément au deuxième alinéa de l'article 54 i du livre II du code du travail, le fractionnement du congé ne peut intervenir qu'avec l'agrément du salarié. Il est donc exclu que l'employeur puisse imposer ce fractionnement aux travailleurs. En conséquence, dès l'instant où les intéressés se sont mis d'accord pour qu'une partie des congés soit prise en dehors de la période légale 1^{er} mai - 31 octobre, que l'initiative d'une demande en ce sens soit le fait de l'employeur ou du salarié, les jours supplémentaires prévus par les dispositions introduites dans l'article 54 i susvisé par la loi du 16 mai 1969 sont dus. Toutefois, dans le but d'apporter à la règle dont il s'agit les assouplissements qui peuvent être nécessaires dans certains cas d'espèce, la loi a prévu, en un alinéa final ajouté à l'article 54 i, qu'il pouvait y être dérogé soit par accord individuel du salarié, soit par convention collective ou accord collectif d'établissement.

9094. — M. Lavielle attire l'attention de M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population sur la situation qui est faite aux personnels saisonniers des établissements de cure dans les villes thermales. Ces personnels se voient retenir sur leur feuille de paie chaque mois une cotisation de 0,08 p. 100. Or, les personnels saisonniers se trouvant en chômage durant les mois d'hiver, c'est-à-dire du mois d'octobre au mois de mars, par suite de la fermeture des hôtels et établissements thermaux, se voient refuser les allocations chômage prévues par la loi. Or, il semble que ces personnels saisonniers ayant versé la cotisation chômage ont droit à l'allocation prévue. Dans le cas contraire, il semble injuste de leur imposer le versement de cette cotisation. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour modifier une situation qui porte préjudice aux employés et ouvriers travaillant dans les établissements thermaux. (Question du 11 décembre 1969.)

Réponse. — Une cotisation de 0,40 p. 100 dont 0,08 p. 100 à la charge des salariés et 0,32 p. 100 à la charge des employeurs, est prélevée sur les salaires pour assurer le financement du régime national interprofessionnel d'allocations spéciales aux travailleurs sans emploi de l'industrie et du commerce. Ce régime, créé par une convention en date du 31 décembre 1958, agréée le 12 mai 1959, a un caractère privé et l'initiative des modifications susceptibles d'être apportées à son fonctionnement appartient aux organismes gestionnaires institués par ladite convention, c'est-à-dire l'union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (U. N. E. D. I. C.) et les associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (A. S. S. E. D. I. C.). Ces organismes sont dirigés par des représentants des confédérations syndicales patronale et ouvrières signataires de la convention du 31 décembre 1958. Sous le bénéfice de cette observation, il est précisé que le personnel des industries saisonnières est indemnisé par les A. S. S. E. D. I. C., conformément aux dispositions d'un règlement particulier élaboré pour tenir compte des conditions particulières de travail dans ces industries. Sont considérés comme travailleurs saisonniers les salariés ayant occupé un emploi temporaire dans un établissement dont l'activité subit des variations ayant pour cause des événements extérieurs et se renouvelant chaque année à la même ou aux mêmes époques. Les travailleurs sans emploi ayant exercé une activité saisonnière ne peuvent être indemnisés par le régime d'allocations spéciales que pendant les périodes de chômage correspondant à des périodes habituelles de travail. Bien entendu, aucune cotisation n'est encaissée par les A. S. S. E. D. I. C. pour les périodes de morte saison. Il convient d'ajouter que des règles comparables ont été retenues par les pouvoirs publics en ce qui concerne l'attribution de l'aide publique aux travailleurs privés d'emploi. En effet, il n'appartient pas à un régime d'indemnisation du chômage de compenser les pertes de salaires résultant des interruptions d'activité inhérentes à l'exercice d'une profession.

9406. — M. Boulay indique à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population qu'au cours de leur congrès des 9 et 10 novembre 1969, les veuves civiles chefs de famille ont demandé que la limite d'âge pour l'embauche soit supprimée dans tous les cas. Il

lui demande s'il peut lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour donner satisfaction à cette revendication qui lui semble parfaitement fondée. (Question du 10 janvier 1970.)

Réponse. — Le Gouvernement s'est préoccupé de lever certains obstacles qui s'opposent à l'embauchage des travailleurs âgés. A cette fin, il a soutenu au parlement un amendement qui a introduit dans la proposition de loi relative à la publicité des offres et demandes d'emploi par voie de presse, une disposition tendant à interdire la publication dans les journaux et écrits périodiques de toutes offres d'emploi comportant une limite d'âge supérieure. Par là même, de nombreux travailleurs des deux sexes auront la possibilité de présenter leur candidature à des emplois correspondant à leurs aptitudes et signalés par la presse, sans être arrêtés dans leur démarche par leur âge. Leurs chances de placement s'en trouveront accrues. La proposition de loi susvisée a été adoptée en troisième lecture par l'Assemblée nationale, le 11 décembre 1969. Le texte présenté à l'Assemblée ayant subi certaines modifications sera à nouveau soumis au vote du Sénat, lors de la prochaine session parlementaire.

9526. — M. Collbeau expose à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population qu'aux termes de l'article 19 du décret du 19 décembre 1967, les accords de participation sont déposés au greffe du tribunal d'instance. Les litiges entre employeurs et salariés du commerce ou de l'industrie relevant, le plus souvent, des conseils de prud'hommes, il lui demande s'il ne serait pas plus opportun que les accords de participation soient déposés au secrétariat du conseil de prud'hommes, là où il en existe pour la profession considérée. (Question du 17 janvier 1970.)

Réponse. — L'honorable parlementaire souhaiterait voir déposer au secrétariat des conseils de prud'hommes les accords de participation prévus aux articles 4 et 5 de l'ordonnance n° 67-693 du 17 août 1967 et qui concernent les salariés du commerce et de l'industrie. Il est rappelé, à cet égard, que toutes les entreprises, quelle que soit la nature de leur activité, sont soumises au régime de la participation dès lors qu'elles emploient habituellement plus de cent salariés. L'ordonnance vise donc tous les secteurs d'activité y compris ceux ne relevant pas des branches industrielles et commerciales. Dans ces conditions et afin d'unifier la procédure pour toutes les entreprises, les greffes des tribunaux d'instance ont été désignés pour recevoir le dépôt des accords. Ces juridictions sont suffisamment nombreuses sur le territoire pour permettre d'accomplir sans difficulté les formalités requises par la loi. Par ailleurs, la participation est un droit nouveau et la procédure organisée par les textes légaux et réglementaires ne peut être calquée sur celle utilisée dans les litiges qui peuvent s'élever entre employeurs et salariés, à l'occasion des contrats de travail. La modification des dispositions concernant le dépôt des accords ne paraît pas, pour les raisons indiquées, devoir être envisagée.

9527. — M. Collbeau expose à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population qu'aux termes de l'article 18 du décret du 19 décembre 1967, les accords de participation sont adressés au directeur départemental du travail; qu'aux termes de l'article 19 du même décret, ces accords doivent être déposés au greffe du tribunal d'instance. Le même article prévoit que la décision interministérielle homologuant un accord ou refusant l'homologation, est également déposée au greffe du tribunal d'instance. D'autre part, la circulaire ministérielle du 30 mai 1968 prévoit que, pour les accords dits « de droit commun », le directeur départemental du travail constate, après examen, la conformité de l'accord avec les dispositions légales ou réglementaires et en avise le chef d'entreprise. Il lui demande: 1° si, pour les accords de droit commun, il n'y aurait pas lieu de déposer au greffe copie de la lettre du directeur départemental du travail, de façon à établir que l'accord publié est légal et définitif; 2° si, dans l'affirmative, le dépôt de la copie de la lettre du directeur départemental doit être fait en même temps que l'accord ou s'il doit faire l'objet d'un dépôt postérieur, l'accord étant déjà déposé; 3° si il n'y aurait pas intérêt à ce que la copie de la lettre du directeur départemental du travail (accords de droit commun) ou de la décision interministérielle d'homologation (accords dérogatoires) soit transmise directement au greffe du tribunal d'instance compétent, pour éviter des retards ou des omissions de transmission et assurer l'exactitude des mesures de publicité. (Question du 17 janvier 1970.)

Réponse. — L'honorable parlementaire demande: 1° si il n'y aurait pas lieu de déposer au greffe du tribunal d'instance la copie de la lettre du directeur départemental du travail et de la main-d'œuvre constatant après examen du dossier, la conformité de l'accord avec les dispositions de droit commun; 2° dans l'affirmative, si le dépôt de la copie de cette lettre devrait être effectué en même temps que celui de l'accord de participation; 3° si la copie de la lettre au directeur départemental pour les accords de droit commun et de la décision interministérielle homologuant les accords dérogatoires ne pourrait pas être transmise directement au greffe du

tribunal d'instance afin d'éviter les retards de transmission. En effet, il apparaît souhaitable de donner aux accords de droit commun un caractère définitif en prévoyant la remise au greffe du tribunal d'instance de la copie de la lettre du directeur départemental du travail et de la main-d'œuvre constatant la conformité de l'accord avec les dispositions de l'ordonnance n° 67-693 du 17 août 1967. Mais il semble opportun, afin de ne pas alourdir la procédure, de laisser au directeur départemental le soin de cette transmission. Bien entendu cette formalité serait postérieure au dépôt de l'accord proprement dit visé à l'article 19 de l'ordonnance du 17 août 1967. L'administration est disposée à donner les instructions nécessaires pour mettre en pratique ces nouvelles dispositions. Enfin, il convient de rappeler que les accords de participation sont négociés entre les partenaires sociaux et qu'il paraît logique de laisser l'initiative du dépôt à la partie la plus diligente, les craintes de retard ou d'omission manifestées par l'honorable parlementaire n'ayant pas, à ce jour, été justifiées.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le mois qui suit leur publication.

(Application de l'article 138 [alinéas 2 et 6] du règlement.)

8181. — 24 octobre 1969. — M. Bressoler attire l'attention de M. le ministre du développement industriel et scientifique sur les difficultés particulières créées dans le Sud-Ouest par les retards, ou même l'interruption des livraisons d'acier. Ces difficultés sont certes sensibles sur toute l'étendue du territoire national et l'on n'ignore pas leur origine internationale. Cependant, dans les régions qui souffrent particulièrement de sous-industrialisation, elles conduisent à l'aggraver pour deux raisons: d'abord, parce que les utilisateurs d'acier sont contraints de réduire leur activité au niveau permis par les livraisons; ensuite parce que cette pénurie, dont les fabricants de charpentes métalliques ont particulièrement souffert, a provoqué l'arrêt de chantiers de nouvelles usines et que des emplois nouveaux ne peuvent être créés alors que les capitaux nécessaires ont été réunis, ce qui peut paraître paradoxal dans les circonstances actuelles. Cette situation étant contradictoire avec les objectifs déclarés de l'aménagement du territoire, il lui demande si des mesures spécifiques ne peuvent être prises au profit des utilisateurs du Sud-Ouest.

9103. — 12 décembre 1969. — M. Alban Volsin expose à M. le ministre de l'économie et des finances que l'administration des impôts, consultée au sujet du remboursement forfaitaire de la T. V. A. du aux agriculteurs pour 1968, fait savoir invariablement que les dossiers sont envoyés au service mécanographique à Bordeaux depuis plusieurs mois pour dépeuillement et vérification suivie des mandatements. Les délais prévus pour effectuer ces opérations étant expirés, il lui demande quelles mesures seront prises pour activer ce mandatement que les intéressés attendent avec impatience.

9151. — 16 décembre 1969. — M. Virgile Barel attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les difficultés causées aux agriculteurs et horticulteurs par l'encadrement du crédit agricole et l'augmentation des taux d'intérêt. En effet, ces mesures accroissent encore la distorsion entre les coûts de revient des productions françaises et ceux des pays membres de la Communauté. Il se permet de lui donner l'exemple ci-après: considérant une production annuelle d'œilllets et un investissement en serre égaux, l'incidence des prêts d'investissement sur le prix de revient d'une tige d'œillet est le suivant (moyenne en centimes): France, 9,80; Italie du Sud, 3,84; Pays-Bas, 5,07; Espagne, 5,58; Belgique, 4,76; Royaume Uni, 5,25; Allemagne, 5,06. Il est à noter que cet exemple date d'avant les diverses augmentations des taux d'intérêt que nous avons subies et qu'à l'heure actuelle les écarts se sont accrus; de ce fait, nous sommes encore moins compétitifs. C'est pourquoi il lui demande s'il peut lui indiquer ce qu'il compte faire pour libérer rapidement les investissements (l'arrêt brutal actuel entraînant un retard considérable par rapport à nos concurrents), et pour arriver à une parité dans ce domaine.

9156. — 16 décembre 1969. — M. Roland Leroy expose à M. le ministre du développement industriel et scientifique qu'il a été saisi récemment, par les organisations syndicales C. G. T. et C. G. C., représentant la totalité du personnel de la société nationale A. P. C. (azote et produits chimiques) de Grand-Couronne (Seine-Maritime) de l'inquiétude exprimée par celui-ci quant aux graves difficultés que rencontre cette entreprise nationale. Il estime hautement

souhaitable de doter celle-ci de tous perfectionnements nécessaires pour lui permettre d'atteindre la dimension d'une unité internationale compétitive. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour que soit sauvegardé, en même temps que le patrimoine national dont cette entreprise fait partie, l'emploi d'une fraction importante des habitants des communes de Grand-Couronne, Grand-Quevilly et Petit-Quevilly.

9173. — 17 décembre 1969. — M. Pasqua demande à M. le Premier ministre s'il peut lui indiquer : 1° la durée réglementaire du travail dans les différents centres et services de l'Office de radiodiffusion-télévision française, à Paris et dans les régions ; 2° la durée effective du travail dans les mêmes centres et services ; 3° le nombre d'heures supplémentaires effectuées du 1^{er} janvier au 15 décembre 1969 dans les services centraux et régionaux de l'O. R. T. F., ainsi que le montant de la dépense correspondante.

9205. — 17 décembre 1969 — M. Fryx expose à M. le Premier ministre que lors du vote du budget de l'O. R. T. F. pour l'année 1970, il a été demandé des crédits importants pour l'extension et la dotation en ordinateurs de trois centres métropolitains : Rennes, Toulouse, Lyon. Il semblerait que la région du Nord soit systématiquement écartée, rien n'ayant été prévu pour le centre de Lille. Ce centre gère actuellement 1.720.000 comptes dont plus de 1.200.000 de télévision. Il centralise le recouvrement des redevances de toute la région Nord, soit les départements : Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, Marne et Ardennes. Cette menace sérieuse de suppression de ce centre irait à l'encontre des dispositions relatives à l'implantation de la métropole régionale. Cette suppression constituerait un élément de plus de dévalorisation de cette région déjà très touchée dans tous les secteurs de son économie. L'opinion publique s'est émue de la désaffection des pouvoirs publics à l'égard de cette région. Il lui demande s'il peut lui faire connaître ses intentions à ce sujet.

9549. — 10 janvier 1970. — M. Cousté demande à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, si, au moment même où la France vient de donner son accord pour participer à la conférence des Nations Unies sur les problèmes du milieu humain, qui se tiendra à Stockholm en 1972, marquant ainsi que la lutte contre les pollutions de l'air, de l'eau et, d'une façon générale, du milieu humain retiennent son attention, le Gouvernement ne pourrait pas préciser où en est dans notre pays l'application des textes réprimant les « nuisances » contre les pollutions, le bruit et parfois même le caractère inhumain du développement de l'urbanisation. Récemment, au colloque du corps préfectoral, où plusieurs ministres et secrétaires d'Etat du Gouvernement ont pris la parole, il est apparu clairement que les préfets qui ont pour mission — conformément aux instructions du Gouvernement — de se préoccuper de la protection des populations contre les agressions de la vie moderne, ont souvent des difficultés provenant de textes de caractère réglementaire, pour rendre leur action de protection efficace, et des difficultés concernant les moyens matériels. Il lui demande s'il peut lui préciser qu'elle est l'orientation de ses objectifs dans le très important domaine de la protection des populations contre les « nuisances » résultant des conditions mêmes de la vie moderne.

9557. — 12 janvier 1970. — M. Krieger demande à M. le ministre des affaires étrangères quelles dispositions compte prendre le Gouvernement français pour que le drame biafrais ne se termine pas par l'extermination des populations noirs et pour assurer à celles-ci les secours alimentaires et médicaux dont elles vont avoir besoin plus que jamais pour survivre.

9591. — 14 janvier 1970. — M. Cousté demande à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, dans le cadre de la lutte contre les pollutions de l'air et de l'eau tendant à la protection du milieu humain, s'il peut lui préciser quand il envisage de publier le décret d'application de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 sur l'eau et la lutte contre sa pollution. Il lui demande également s'il envisage, par là même, d'appliquer la convention signée en octobre 1968 concernant la limitation de l'emploi de certains détergents dans les produits de lavage et nettoyage.

9516. — 9 janvier 1970. — M. Leroy expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles que le budget actuel des affaires culturelles — qui représente 0,36 p. 100 du budget national et dont le rapporteur, membre de la majorité, a dû constater qu'il ne traduisait pas une pose mais un recul — crée une situation

très alarmante pour l'enseignement des arts et de l'architecture. Dans ces écoles, la rentrée s'est effectuée dans des conditions désastreuses : manque de locaux, manque d'enseignants, insuffisance de crédits de fonctionnement, rendant impossible toute application des réformes pédagogiques jugées pourtant nécessaires par l'ensemble des enseignants et des enseignés. C'est ainsi qu'à l'école nationale supérieure des arts décoratifs, les besoins minima tels que les a définis la corpo U. N. E. F. Renouveau, sont les suivants : soixante-dix nouveaux postes d'enseignants à créer ; pour les locaux, une superficie supplémentaire de 1.500 mètres carrés ; création d'ateliers préparatoires gratuits (la préparation étant actuellement le monopole d'ateliers privés). Il lui demande les mesures qu'il envisage de prendre pour résoudre les difficultés de cet enseignement et faire face aux besoins de l'E. N. S. A. D. en enseignants et en locaux.

9541. — 10 janvier 1970. — M. Chapalain demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles : 1° quel est le montant des fonds de concours reçus par son ministère de la part de différentes collectivités locales pour les cinq dernières années ; 2° quel est le montant des dépenses de son ministère pendant les cinq dernières années (année par année), au titre des échafaudages entourant les divers monuments de la capitale ; 3° la raison pour laquelle les transports de déblais des monuments historiques sont payés à des tarifs plus élevés que ceux pratiqués dans la construction ordinaire.

9554. — 12 janvier 1970. — M. Leroy, partageant l'émotion légitime des gens de théâtre, exprimée notamment dans un récent communiqué de l'A. T. A. C., attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles, sur les premières conséquences de la réduction du budget pour 1970. Dans le seul domaine du théâtre (centres dramatiques, troupes permanentes, jeunes compagnies), les indications actuellement connues font état de notables réductions des subventions au titre du premier semestre 1970 et laissent planer de grandes incertitudes pour le second semestre. Il s'étonne des propos tenus par lui lors d'une récente interview télévisée tendant à justifier, du point de vue de l'art théâtral, cette situation. Il lui rappelle l'appui apporté par les députés communistes à la revendication du « comité de liaison et d'organisation pour le 1 p. 100 aux affaires culturelles » et soutient ses deux exigences immédiates : 1° déblocage sans délai des fonds optionnels des budgets 1969 et 1970 des affaires culturelles ; 2° préparation d'un collectif budgétaire des affaires culturelles qui soit présenté à l'adoption du Parlement dès la session de printemps. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour la réalisation de ces dispositions.

9510. — 9 janvier 1970. — M. Péronnet expose à M. le ministre des affaires étrangères les regrets que cause à une large fraction de l'opinion publique, à la suite de la conférence de La Haye, l'absence de la France à la réunion du conseil des ministres de l'U. E. O. des 9 et 10 janvier à Bruxelles. Il lui demande de faire connaître les espoirs — qu'il a lui-même exprimés — à différentes reprises — qui s'offrent à la France de reprendre prochainement la place qui lui revient au sein de cet organisme.

9533. — 10 janvier 1970. — M. Offroy expose à M. le ministre des affaires étrangères qu'il s'est étonné avec la plus grande partie de l'opinion publique française des déclarations réitérées de M. Thant, qui a affirmé, à en croire les dépêches d'agence « que la Communauté internationale représentée par l'O. N. U. ne tolérera ni ne reconnaîtra une sécession du Nigéria ou ailleurs ». Il lui demande : 1° en vertu de quel mandat l'honorable secrétaire général de l'O. N. U. a pu tenir un pareil langage ; 2° si l'assemblée générale, le conseil de sécurité ont tenu une session clandestine au cours de laquelle la volonté des Biafrais de former une nation aurait été condamnée ; 3° si le secrétaire général puise ses affirmations dans une consultation officieuse des chefs de mission, des ministres des affaires étrangères ou des chefs de gouvernement qui serait demeurée secrète ; 4° et dans la négative, s'il ne lui semble pas opportun de rappeler au contraire que la doctrine constante des Nations Unies a été de favoriser le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et qu'il n'appartient pas aux fonctionnaires de l'Organisation, si haut placés soient-ils, d'engager de leur propre initiative l'autorité des Nations Unies et d'influencer par des pétitions de principe le sort d'un pays courageux qui considère que son combat est sa seule chance de survie.

9560. — 13 janvier 1970. — M. de Montesquiou demande à M. le ministre des affaires étrangères : s'il peut confirmer ou infirmer l'annonce parue dans les journaux de la livraison de « Mirage » à l'Irak ; en cas de confirmation, il lui demande comment cette livrai-

son lui paraît compatible avec la décision du précédent Gouvernement, maintenue par l'actuel Gouvernement, de s'en tenir à une politique de neutralité envers les belligérants de la guerre des six jours, ce qui implique, notamment, de la part du Gouvernement qui a proposé et précisé un embargo sur toutes les armes, de rester fidèle à sa position.

9570. — 14 janvier 1970. — **M. Cormier** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** quelles initiatives le Gouvernement compte prendre, notamment dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies pour que des mesures soient prises sur le plan international afin de mettre un terme aux pratiques d'esclavage trop encore répandues.

9578. — 14 janvier 1970. — **M. de Grailly** rappelle à **M. le ministre des affaires étrangères** qu'aux termes de l'article VIII de la convention des Nations Unies du 9 décembre 1948 pour la répression et la prévention du crime de génocide « toute partie contractante peut saisir les organes compétents de l'organisation des Nations unies afin que ceux-ci prennent, conformément à la charte des Nations unies, les mesures qu'ils jugent appropriées pour la prévention et la répression des actes de génocide ou de l'un quelconque des autres actes énumérés à l'article III ». Il rappelle encore que cette convention comporte en son article II une définition du génocide, lequel « s'entend de tout acte commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux ; et notamment la « soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle » (art. II b). Evoquant la situation tragique de la population biafraise et le risque auquel elle se trouve exposé, dans l'exacte prévision des textes ci-dessus cités, il lui demande instamment s'il n'estime pas indispensable d'engager de toute urgence, au nom du Gouvernement français, la procédure prévue par l'article VIII de la convention du 9 décembre 1948, et de s'assurer ainsi de la mise en œuvre par l'organisation des Nations unies des moyens les plus prompts et les plus efficaces de prévenir des actes atroces dont le risque a été dénoncé par les plus hautes autorités morales, perspective devant laquelle la France ne peut pas rester passive. Il souligne qu'une telle démarche du Gouvernement français ne saurait être tenue pour injurieuse à l'égard d'un quelconque Etat de la communauté internationale, son but étant de contrecarrer des réactions ou des initiatives d'éléments qui pourraient rester incontrôlés en l'absence de l'intervention sollicitée.

9565. — 14 janvier 1970. — **M. Brugerolle** demande à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** quelles mesures il envisage de prendre afin que la médaille du réfractaire à laquelle peuvent prétendre les titulaires de la carte de réfractaire, et dont le modèle a été fixé officiellement par un arrêté du 21 octobre 1963 publié au *Journal officiel*, (Lois et décrets) du 29 octobre 1963, figure dans la brochure spéciale qui comporte la liste des décorations officielles françaises.

9602. — 15 janvier 1970. — **M. Lucien Richard** appelle l'attention de **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** sur la situation des veuves d'aveugles de guerre. Celles-ci, après avoir consacré souvent la plus grande partie de leur vie à leur mari, se retrouvent, après le décès de celui-ci, dans une situation matérielle difficile. Sans doute les conditions d'attribution de la majoration spéciale prévue par l'article L. 522 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre qui leur est applicable, ont-elles été assouplies par l'article 62 de la loi de finances n° 65-997 du 29 novembre 1965, pour 1966. En effet, l'octroi de cette majoration est désormais accordé non plus après vingt-cinq ans de mariage, mais après quinze années de mariage et de soins. Il n'en demeure pas moins que le taux de la majoration en cause reste faible, c'est pourquoi il souhaiterait savoir si, dans le cadre de la prochaine loi de finances, il pourrait envisager un relèvement de ladite majoration.

9550. — 12 janvier 1970. — **M. Stehlin** demande à **M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale**, dans quelles conditions ont été prises les mesures concernant deux officiers généraux qui ont été suspendus de leurs fonctions et mis à la disposition du ministre dont ils relèvent, à la suite de l'affaire dite « des Vedettes de Cherbourg ». Il souhaiterait, notamment, savoir si les garanties statutaires des personnels militaires ont été, dans ce cas d'espèce, strictement observées et si, en particulier, les deux intéressés ont été entendus par l'autorité dont ils relèvent pour expliquer les conditions dans lesquelles leur nom a pu être associé au déroulement de l'opération en cause. Il s'étonne, d'autre part, que toutes les apparences publiques d'une grave sanction disciplinaire aient

été données aux mesures ci-dessus mentionnées, avant même que l'enquête, confiée à un conseiller référendaire de la Cour des comptes, ait permis de dégager officiellement les responsabilités encourues. A ce sujet, il désirerait savoir, enfin, pourquoi un haut fonctionnaire civil a été chargé de cette enquête, alors que le gouvernement n'a, jusqu'à présent, mis en cause que des autorités militaires et que, de ce fait, il aurait été plus normal d'en saisir le contrôle général des armées.

9518. — 9 janvier 1970. — **M. Sauzedde** indique à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, par suite du plan de redressement et des charges supplémentaires qui ont été supportées par les familles (soit au titre de la fiscalité, comme par exemple le maintien du doublement de la vignette automobile, soit au titre des prix à la consommation dont l'augmentation a été sensible pour de nombreux produits à la suite de la dévaluation, soit au titre des charges familiales générales comme l'augmentation des prix de pension dans les établissements du second degré ou encore la réduction et la raréfaction de certaines bourses d'études), les contribuables risquent d'éprouver des difficultés certaines pour acquitter le 15 février prochain leur premier tiers provisionnel de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Dans ces conditions, il lui demande de lui faire connaître s'il lui paraît possible de reporter exceptionnellement la date limite du paiement au 1^{er} mars 1970.

9528. — 10 janvier 1970. — **M. Créssard** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'une société de marchand de biens, à l'occasion de l'acquisition d'un terrain, antérieure au 1^{er} janvier 1968, a versé un acompte au bureau de l'enregistrement, cet acompte étant à valoir sur la taxe de prestations de services, exigible lors de la revente. Cette taxe ayant été abrogée, avec effet du 1^{er} janvier 1968, il lui demande si la restitution peut être obtenue et, dans la négative, quel serait le texte qui en prohiberait la restitution immédiate.

9529. — 10 janvier 1970. — **M. Dupont-Fauville** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les difficultés qu'ont les experts comptables et les comptables agréés à remettre tous les documents aux dates fixées. Certes, certains délais sont souvent offerts aux commerçants et aux industriels et, a fortiori, aux professionnels de la comptabilité, mais cela est souvent insuffisant ; aussi a-t-on recours souvent à l'amabilité et à la compréhension de l'inspecteur des contributions. Il lui expose à ce sujet qu'en 1969, un inspecteur des contributions directes a adressé une « mise en garde » verbale à un comptable agréé dans les termes suivants : « En 1970, ne comptez plus sur des délais supplémentaires ; en dehors des délais légaux, tout dossier sera pénalisé. » Compte tenu de ce qui précède, il lui demande s'il peut lui indiquer, d'une part, si les services de son ministère ont adressé une note dans ce sens à l'administration fiscale ; s'il s'agit d'une décision de l'administration centrale ou d'une manœuvre administrative locale destinée à raviver le mécontentement dans un secteur sensible actuellement ; d'autre part, s'il est possible que les difficultés de ces professionnels fassent l'objet d'une étude approfondie en vue d'assouplir les rigueurs abusives des dates qui les obligent très souvent à reprendre les mêmes dossiers plusieurs fois, n'ayant pas le temps matériel de les voir complètement à la première étude.

9531. — 10 janvier 1970. — **M. Flornoy** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'un testament par lequel une personne sans postérité a partagé ses biens entre ses frères, ses neveux ou ses cousins est enregistré au droit fixe édicté par l'article 670-11° du code général des impôts. Par contre, un testament rédigé de la même manière et ayant les mêmes effets juridiques, mais fait par un père en faveur de ses enfants, est soumis à un droit proportionnel beaucoup plus onéreux. Il lui demande si, compte tenu des observations formulées à la tribune de l'Assemblée nationale par **M. André Beauguitte** (*Journal officiel*, Débats Assemblée nationale du 29 novembre 1969, p. 4449), il estime réellement indispensable d'attendre une décision de la Cour de cassation pour déposer un projet de loi qui préciserait que les descendants directs ne doivent pas être assujettis à un régime fiscal plus rigoureux que celui appliqué aux héritiers collatéraux.

9532. — 10 janvier 1970. — **M. Jean Taittinger** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que le décret n° 67-1125 du 22 décembre 1967 a complété la liste des services passibles de la T. V. A. au taux intermédiaire en y incluant notamment les « opérations relevant de l'agence de location ou de l'activité d'intermédiaire en transactions immobilières ». C'est sur la base de cet assujettissement au taux intermédiaire qu'avaient été passés avec

les professionnels des accords en matière de stabilisation des prix. Or, l'administration de l'enregistrement, dont dépendent les cabinets immobiliers, gérants d'immeubles, semble vouloir imposer au taux normal de la T. V. A. les honoraires perçus à l'occasion de la rédaction des actes sous seing privé qui concrétisent les négociations et sans lesquelles ces dernières seraient le plus souvent nulles et non avenues. Il s'agit de la rédaction du bail après location d'immeubles, villas ou appartements et de la rédaction de l'acte de vente après négociation d'un fonds de commerce. Il serait anormal que les agents immobiliers mandataires en vente de fonds de commerce, gérants d'immeubles, se trouvent ainsi soumis à l'obligation d'appliquer un taux de T. V. A. différent, d'une part, sur leurs commissions et, d'autre part, sur leurs honoraires de rédaction de bail ou d'acte de cession. Le décompte d'une T. V. A. à deux taux différents serait mal compris par la clientèle et se traduirait, d'ailleurs, par une augmentation du coût du service rendu à des particuliers privés de possibilités de récupération. En conséquence, il lui demande s'il ne peut être envisagé de maintenir au taux intermédiaire l'ensemble des opérations en cause, y compris les rédactions d'actes.

9534. — 10 janvier 1970. — M. Marlo Bénard appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les dispositions du paragraphe 2 de l'article 7 du statut des personnels de la catégorie A des services extérieurs du Trésor, qui réglemente l'accès au grade d'inspecteur stagiaire lequel prévoit que : « tout postulant doit souscrire l'engagement de demeurer au service de l'Etat pendant une durée minimum de cinq ans ou de verser au Trésor, en cas de rupture de cet engagement plus de trois mois après son installation, une indemnité égale au montant du traitement et de l'indemnité de résidence perçus pendant la durée du stage scolaire prévu à l'article 13... Le décret n° 68-610 du 29 juin 1968 modifiant cet article 7 (Journal officiel du 11 juillet 1968, p. 6580) fixe à sept ans l'engagement à souscrire. L'article 5 de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, dispose que les fonctionnaires sont vis-à-vis de l'administration dans une situation statutaire et réglementaire ». Il lui demande : 1° si l'administration entend se prévaloir de ce dernier article pour imposer aux agents, qui ont signé cet engagement sous l'empire de l'ancienne réglementation, de demeurer au service de l'Etat pendant sept ans ou bien si l'administration a voulu donner à ce paragraphe 2 de l'article 7 un caractère contractuel, le postulant s'engageant à servir l'Etat pour une durée déterminée, l'Etat s'engageant à le rémunérer pendant la formation professionnelle et scolaire ; 2° si l'administration se refuserait à voir dans cet engagement une obligation de nature contractuelle devant être régie par la règle en vigueur lors de sa conclusion ; 3° s'il n'y a pas contradiction entre, d'une part, l'engagement exprès exigé par l'article 7, paragraphe 2, du statut, engagement pour lequel les règles de la capacité civile de contracter sont requises (habilitation des mineurs par leurs parents ou tuteurs notamment) et l'article 5 du statut des fonctionnaires, dont il découle entre autres conséquences, que le fonctionnaire n'a pas à accepter expressément son statut, lequel lui est soumis du seul fait que l'intéressé ne refuse pas sa nomination ; 4° si l'engagement au profit de l'Etat fait obstacle à un départ anticipé pour occuper un emploi auprès d'une collectivité locale (département, commune).

9535. — 10 janvier 1970. — M. Jean-Paul Palewski signale à M. le ministre de l'économie et des finances que son administration paraît s'opposer à inclure dans les dépenses professionnelles les frais de garde des enfants, lors de la détermination des revenus du travail de la mère qui seraient taxables à l'I. R. P. P. Cette interprétation est éminemment préjudiciable au travail de la femme. Il lui demande quelles mesures il compte prendre en vue de mettre un terme à une interprétation qui ne lui paraît pas justifiée.

9536. — 10 janvier 1970. — M. Roucaute expose à M. le ministre de l'économie et des finances les difficultés que connaissent les œuvres de vacances à but non lucratif du fait de la T. V. A. En 1969, par le jeu des hausses de prix et la généralisation de la T. V. A., les prix de revient alimentaires journaliers ont considérablement augmenté. Or, les œuvres à but non lucratif étant considérées comme consommatrices ne peuvent en aucun cas récupérer la taxe. Pour certaines d'entre elles, la masse de la T. V. A. payée en 1969 est supérieure au triple des subventions de fonctionnement accordées par le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports. Par ailleurs, l'impôt sur les salaires, dont sont exonérées les grandes sociétés, est payé par les œuvres de vacances. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre à l'avenir : 1° pour que les œuvres de vacances collectives à but non lucratif aient la possibilité d'être classées « hors T. V. A. » en ce qui concerne les

prestations de services, les achats de produits de consommation ou biens d'équipement de tous ordres ; 2° pour que lesdites œuvres soient exonérées de la taxe de 4,25 p. 100 afférente aux salaires, traitements ou indemnités qu'elles sont amenées à verser.

9542. — 10 janvier 1970. — M. Bertrand Denis expose à M. le ministre de l'économie et des finances les faits suivants : A. — Suivant acte sous seing privé régulièrement enregistré, Mme V. a donné à bail à ferme à M. J., pour neuf années qui ont commencé à courir le 1^{er} novembre 1963, savoir : 1° une ferme, usufruïtée par la bailleuse ; 2° diverses parcelles de terre appartenant en pleine propriété à cette dernière, l'ensemble étant soumis au statut du fermage. L'acte contient un prix de fermage distinct selon l'origine des biens loués. B. — Suivant acte reçu par M^r G. le 3 novembre 1969, enregistré le 6 du même mois de novembre 1969, Mme V. et M. J. ont convenu : 1° de résilier purement et simplement le bail susénoncé avec effet du 1^{er} novembre 1969, mais seulement en tant qu'il s'applique à la ferme ; 2° de maintenir ledit bail en tant qu'il concerne les parcelles volentes d'une contenance telle qu'elles sont d'ailleurs soumises au statut du fermage. Aux termes de cet acte authentique, les parties ont requis l'enregistrement du bail initial en ce qui concerne les immeubles restant loués, pour la dernière période triennale ayant commencé à courir le 1^{er} novembre 1969. Le fermage annuel a été évalué à cet effet. C. — M^r G. a présenté cet acte à la formalité de l'enregistrement en prévoyant le droit de bail sur la partie restant louée, ce qui représentait la somme de 96,25 francs, considérant en effet que ledit acte contenait des conventions dépendantes (d'une part, résiliation partielle, d'autre part, maintien du bail initial pour le surplus) et qu'en conséquence le droit le plus fort devait être perçu ; en l'espèce le droit proportionnel (dictionnaire de l'enregistrement, n° 1907). D. — Or, l'administration a perçu le droit fixe de 50 francs (indépendamment du droit proportionnel de bail qu'elle se réserve de réclamer ensuite) au motif, a-t-il été déclaré, que l'acte authentique, modifiant la situation juridique entre parties, était postérieure au 1^{er} novembre 1969, date de commencement de la dernière période triennale. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il ne devrait y avoir qu'un seul droit fixe sur le bail en question, et qu'en tout cas les droits d'enregistrement ainsi perçus ne doivent pas être limités aux droits fixes.

9545. — 10 janvier 1970. — M. Olivier Giscard d'Estaing expose à M. le ministre de l'économie et des finances l'importance que revêt pour l'avenir économique et industriel français la formation et le perfectionnement de gestionnaires compétents, en particulier pour les entreprises publiques et privées. Il lui rappelle que le besoin avait été ressenti par les précédents gouvernements qui ont créé, dès 1966, la fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises, mise en place en avril 1968 avec une dotation budgétaire de 50.000 francs, plus une subvention de 4 millions de francs. Au titre du budget 1970, cette subvention a été ramenée à 1 million de francs. Il souligne qu'il est indispensable pour entreprendre une action nécessairement pluri-annuelle, et tout particulièrement pour cette mission essentielle et urgente de la formation des formateurs, de prévoir le maintien des subventions de l'Etat à un niveau répondant au programme qui a été préservé par la fondation. Par ailleurs, un mécanisme de contributions des entreprises doit être mis en place pour associer les efforts privés à celui de l'Etat. Il est intéressant de souligner que dès l'année 1970 un concours de 2,1 millions de francs a été promis par les organisations professionnelles et interprofessionnelles représentées au conseil d'administration de la fondation, en plus d'une contribution d'institutions privées qui prennent en charge la moitié des bourses de séjour pour les professeurs qui leur sont destinés. Il lui demande s'il peut réaffirmer l'intérêt que le Gouvernement porte à cette mission et l'intention qu'il a de continuer à y contribuer au cours des années à venir, par une dotation budgétaire qui équilibrera l'effort qui sera consenti par les entreprises et les institutions privées.

9551. — 12 janvier 1970. — M. Dassil expose à M. le ministre de l'économie et des finances le cas suivant : le propriétaire d'un terrain à bâtir le cède à un promoteur, le prix étant converti, en partie ou en totalité, en obligation pour le promoteur de remettre au vendeur certains locaux compris dans l'immeuble à édifier sur le terrain. Après achèvement de la construction, et dans les cinq ans dudit achèvement, l'ancien propriétaire du sol, attributaire des appartements, les vend. Il lui demande si cette vente constitue la première après achèvement, au regard de l'article 257-7-2° C. G. I. ou, en d'autres termes, si c'est la T. V. A. ou les droits de mutation qui seront exigibles : 1° dans le cas où le propriétaire du sol s'en est réservé un certain nombre de millièmes ; 2° dans le cas où il en a cédé la totalité au promoteur.

9566. — 14 janvier 1970. — **M. Chazalon** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** le cas d'un certain nombre de contribuables exerçant une activité salariée dans des entreprises privées qui, occupant un logement mis à leur disposition par l'employeur, comme accessoire du contrat de travail, sont amenés, en prévision du moment où ils cesseront leur activité dans l'entreprise à laquelle ils sont rattachés actuellement, à faire construire un logement destiné à devenir leur habitation principale au moment où ils quitteront cette entreprise et, en particulier, au moment où ils prendront leur retraite. Pour procéder à cette construction ils doivent contracter des emprunts et ont ainsi à verser des intérêts plus ou moins élevés à un organisme prêteur. Il lui demande si, étant donné qu'il s'agit bien, en l'occurrence, d'emprunts contractés pour la construction de logements dont les propriétaires se réservent la disposition pour l'avenir et qui sont destinés à être affectés à leur habitation principale dès qu'ils seront obligés d'abandonner le logement de fonction qu'ils occupent présentement, il n'estime pas qu'il serait normal d'autoriser ces propriétaires à déduire directement de leur revenu global, dans les conditions prévues à l'article 156-II (1° bis) du code général des impôts, le montant des intérêts des emprunts contractés pour la construction desdits logements.

9568. — 14 janvier 1970. — **M. Boulay** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les conditions dans lesquelles s'applique le V° Plan dans la région d'Auvergne en ce qui concerne, en particulier, le secteur « équipement urbain », le secteur « sanitaire et social » et le secteur « routes ». Il lui fait observer que la commission de développement économique régional d'Auvergne a, par deux fois, en mars 1969 et en juin 1969, déploré les dotations insuffisantes dont a bénéficié la région qui, dans ces trois domaines, accumule des retards considérables puisque les dépenses d'investissement par habitant y sont nettement inférieures à la moyenne nationale. Dans ces conditions, il lui demande s'il peut lui faire connaître quelles mesures il compte prendre pour redresser rapidement la situation en 1970 et 1971, grâce, en particulier, au déblocage des autorisations de programme bloquées depuis juillet 1969, à l'engagement de plusieurs crédits exceptionnels au titre du F. I. A. T. et à l'octroi d'autorisations de programme complémentaires prélevées sur les dotations du fonds d'action conjoncturelle.

9572. — 14 janvier 1970. — **M. de Poulpiquet** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la politique suivie dans le secteur des productions animales qui a conduit à une baisse de production, en particulier des viandes de porc et de cheval, et qui va à l'encontre de la politique de redressement de la balance commerciale que le Gouvernement s'est fixée. Il lui demande : 1° s'il peut lui faire connaître le déficit en viande porcine, ovine et chevaline pour 1969 et s'il ne pense pas qu'il serait bon de rétablir, au plus vite, des conditions normales de marché à un niveau de prix suffisant pour encourager la production, en limitant les importations aux besoins urgents ; 2° s'il ne juge pas indispensable de réglementer les importations de viandes porcine, ovine et chevaline ainsi que d'animaux vivants de ces espèces, en ne les autorisant qu'à partir d'un prix plancher qui serait fixé en fonction d'un prix minimum qui tiendrait compte de la rémunération convenable des éleveurs et des coûts de production.

9579. — 14 janvier 1970. — **M. Pouyade** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si la réglementation actuelle autorise un inspecteur des impôts : 1° à aviser une personne physique, qu'il se propose de procéder à un examen de sa situation fiscale, et à exiger, sans indiquer d'autres motifs et sans préciser la nature des impôts concernés, communication des relevés de ses comptes personnels, bancaires et postal de plusieurs années, accompagnés des pièces de dépenses et de recettes ainsi que des titres de propriétés et des relevés de comptes bancaires, également personnels de son conjoint ; 2° à notifier un redressement fondé sur les éléments du train de vie sans que cette notification ait été précédée d'une demande d'éclaircissement ou de justifications. Il lui demande en outre si un tel contrôle peut légalement, pour une période d'imposition donnée, se prolonger, sans interruption, pendant une durée indéterminée, sans que le contribuable intéressé soit mis en mesure de fournir une explication et informé, autrement que par le moyen d'une notification de taxation d'office faite en fin de chaque année pour interrompre la prescription, des rectifications que l'administration entend apporter à ses déclarations de revenus.

9582. — 14 janvier 1970. — **M. Mario Bénard** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'article 83 de la loi du 30 décembre 1967, dite « loi d'orientation foncière », dispose que : « lorsque la cession d'un terrain non bâti ou d'un bien assi-

milé au sens de l'article 150 ter du code général des impôts est rémunérée par la remise d'immeubles ou de fractions d'immeubles à édifier sur ce terrain, l'imposition de la plus-value dégagée à l'occasion de cette opération est établie au titre de la cinquième année qui suit celle de l'achèvement des constructions ». Ce texte, de même que les textes réglementaires et les instructions administratives qui y ont fait suite, sont, semble-t-il, muets sur la situation mixte constituée par les cessions de terrains non bâtis rémunérées pour partie en espèces et pour partie par la remise d'appartements. Or, cette situation est très fréquente dans la pratique, l'équivalence stricte : valeur terrain — valeur appartements remis étant très rarement réalisée. Il lui demande : 1° si on doit admettre que dans le cas de telles opérations les dispositions de l'article 83 de la loi précitée ne trouveraient pas leur application ; 2° si, dans l'hypothèse contraire, on doit admettre que les dispositions de l'article 83 sont applicables pour la fraction du prix du terrain réglée par remises d'appartements, la fraction réglée en espèces restant imposable suivant les conditions de droit commun.

9583. — 14 janvier 1970. — **M. Mario Bénard** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la livraison à soi-même d'immeubles affectés ou destinés à être affectés à l'habitation pour les trois quarts au moins de leur superficie totale n'est imposée à la T. V. A., au taux de 15 p. 100, que lorsqu'il s'agit d'immeubles destinés à être vendus ou d'immeubles construits avec l'intervention d'un intermédiaire ou d'un mandataire. Pour l'application de cette dernière disposition, les architectes qui interviennent en cette qualité ainsi que les organismes à but non lucratif n'intervenant pas en qualité d'entrepreneurs de travaux immobiliers, d'entrepreneurs généraux, de lotisseurs ou de marchands de biens et qui ne réalisent pas de bénéfices directement ou indirectement du chef de leur intervention, ne sont pas considérés comme des intermédiaires ou des mandataires. Dans le département du Var, de nombreuses constructions sont réalisées par des personnes n'habitant pas sur place et qui sont donc dans l'obligation de confier le soin de leur construction à des mandataires. Pour cette raison, les conditions pour bénéficier de l'exonération ne sont pas remplies et ils doivent acquitter la T. V. A. Il lui demande s'il envisage un aménagement de la législation applicable en la matière, celui-ci consistant en une interprétation plus libérale de la notion de mandataire.

9594. — 14 janvier 1970. — **M. Morison** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le mécontentement des populations rurales du Rhône à la suite de rumeurs persistantes selon lesquelles un certain nombre de perceptions seraient supprimées et remplacées par des permanences hebdomadaires, leurs archives étant transférées dans des centres plus importants. Une telle mesure, si elle était appliquée, irait absolument à l'encontre de la politique menée par le Gouvernement pour rapprocher l'administration des administrés et elle aurait, pour principale conséquence, de compliquer le travail des maires et des secrétaires de mairies en rendant les contacts plus difficiles et moins personnels avec le percepteur devenu pour eux un fonctionnaire à peu près inconnu avec lequel d'innombrables lettres devront être échangées pour les motifs les plus futiles. Il lui demande en conséquence de lui faire connaître : 1° s'il est bien dans les intentions de son administration de supprimer un certain nombre de perceptions rurales ; 2° dans l'affirmative, le nombre exact et la liste précise des communes du Rhône touchées par cette décision.

9605. — 15 janvier 1970. — **M. Tomasini** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les frais funéraires s'entendent de ceux de l'inhumation et de la cérémonie qui l'accompagne, ainsi que des frais d'acquisition d'une concession dans le cimetière, mais à l'exclusion des frais de deuil et du coût de la construction d'un monument funéraire ou des frais qui s'y rattachent, notamment les frais d'inscriptions portées sur le monument. Or, peuvent être admis en déduction de l'actif successoral comme frais funéraires les frais correspondant à l'achat et à la pose d'un emblème religieux sur la tombe du défunt. Cette déduction est admise dans la limite de 3.000 F, quelle que soit la matière utilisée pour la confection dudit emblème et la technique employée. Les dispositions ainsi rappelées manifestent la distinction faite entre les frais d'inscriptions portées sur le monument et les frais d'achat et de pose d'un emblème religieux. Cette distinction constitue une anomalie et c'est pourquoi il lui demande s'il n'estime pas que le coût de construction des monuments funéraires ou des frais qui s'y rattachent, notamment les frais d'inscriptions portées sur les monuments, devraient être admis en déduction de l'actif successoral pour la perception des droits de mutation par décès.

9609. — 15 janvier 1970. — **M. Moron** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation fiscale des chefs d'orchestre de variétés. Ceux-ci ont deux possibilités : 1° ou bien agir en gérant d'entreprise et être considérés comme employeurs et soumis aux obligations sociales ; 2° ou bien agir au nom de leurs collègues musiciens, en vertu d'une délégation ou d'un mandat très fréquemment tacite : ce sont alors les établissements qui les engagent qui assument les responsabilités d'employeurs. Dans la pratique, c'est cette option qui est très généralement retenue, car elle permet aux chefs d'orchestre d'éviter d'avoir à payer des patentes. Il apparaît que cette option devrait être supprimée et que les chefs d'orchestre devraient être soumis à la loi n° 69-3 du 3 janvier 1969, et assimilés à des commerçants ambulants, un orchestre ne pouvant plus (compte tenu du matériel qu'il utilise) être tenu pour un assemblage hétéroclite de musiciens mais comme une entreprise de salariés au service d'un chef d'entreprise. Il lui demande quelle est sa position à cet égard.

9610. — 15 janvier 1970. — **M. Moron** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il n'estime pas qu'il serait possible de demander aux fabricants d'indiquer sur leurs produits finis le prix de vente à la production. Cette mesure permettrait d'éviter les trop grandes variations de prix lors de la vente au détail.

9611. — 15 janvier 1970. — **M. Moron** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** dans quelles conditions il envisage la suppression des abattements des zones de salaires, abattements applicables sur les traitements des fonctionnaires agents de l'Etat et des entreprises nationalisées. Ces abattements ne se justifient plus, le coût de la vie, en province, étant aussi élevé que dans la région parisienne.

9612. — 15 janvier 1970. — **M. Menu** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** la situation de Français exerçant leur activité professionnelle en France mais résidant dans une commune frontalière sur le territoire belge. Les intéressés doivent faire immatriculer leur véhicule automobile en Belgique et, s'ils s'en servent pour leur travail en France, ils doivent acquitter une taxe douanière dont le montant représente 33 p. 100 de la valeur du véhicule. Il s'agit là d'une charge très importante et manifestement injustifiée. Elle va en effet à l'encontre de la libre circulation des travailleurs dans le cadre du Marché commun. Il lui demande pour ces raisons s'il peut envisager la suppression de cette taxe.

9614. — 15 janvier 1970. — **M. Dehen** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la situation de trésorerie devient de plus en plus difficile dans beaucoup d'entreprises françaises, et plus particulièrement dans certains secteurs plus sensibles où elle paraît même inquiétante, à la suite du repli important de la consommation intérieure, à partir d'octobre-novembre 1969. Si une telle situation se maintenait trop longtemps encore, les entreprises ne seraient plus capables de poursuivre leur effort raisonnable d'investissement et d'expansion, voire d'exportation, indispensable pour l'avenir de notre industrie. C'est pourquoi il importerait qu'il précise rapidement ses intentions à propos des mesures d'assouplissement qu'il compte apporter, en matière de crédit, aux restrictions jusque-là indispensables, imposées par le plan de redressement, ainsi que le calendrier exact de ces mesures. Il lui demande en particulier : 1° s'il compte rétablir, comme prévu, dès le 1^{er} février, des modalités normales pour le crédit à la consommation, premier moyen essentiel pour rétablir l'équilibre dans les branches qui ont le plus souffert des restrictions en la matière : automobiles (40 p. 100 de ventes à tempérament), ameublement, électroménager, télévision, etc., sans que cette énumération soit pour autant limitative ; 2° compte tenu de l'accroissement de la production et de l'augmentation des prix, et par conséquent, de l'augmentation corrélative des dépenses d'exploitation et d'investissement des entreprises, au cours des cinq derniers mois, s'il ne considère pas comme équitable — et arithmétiquement juste — de multiplier la masse totale des crédits laissés à la disposition des entreprises, au départ du plan, par un coefficient correcteur pondéré, tenant compte à la fois de cet accroissement de la production et de cette augmentation des prix. Indépendamment de tous les autres éléments de la conjoncture, c'est une augmentation d'environ 3 p. 100 de la masse globale des crédits qui devrait être immédiatement accordée, de ce seul fait, pour ne pas accroître, en valeur relative, la pression de l'encadrement du crédit sur les trésoreries ; 3° les hypothèses émises au moment de l'établissement du plan, ont conditionné le calendrier des dates prévisionnelles de retour à la normale. Hypothèses et dates prévisionnelles constituaient un tout homogène et cohérent, celles-ci étant étroitement fonction de celles-là. Or, les résultats obtenus en quatre mois ont largement dépassé

ceux prévus : a) augmentation record de l'épargne, avec son corollaire ; réduction sensible, à partir de septembre-octobre, de la consommation intérieure, b) réduction rapide des importations et accroissement des exportations, d'où amélioration de la balance commerciale (91 p. 100 en novembre), c) rentrées satisfaisantes de devises, d) assainissement monétaire, e) hausse des prix contenue et légèrement inférieure aux prévisions. De plus, ces résultats inespérés ont été obtenus grâce à une conjoncture en Europe occidentale exceptionnellement bonne : réévaluation importante du mark intervenant peu de temps après notre dévaluation, et surchauffe maintenue, sans indice actuel de ralentissement, chez nos principaux concurrents, contrairement aux hypothèses prudentes émises sur ce dernier point au moment de la dévaluation. Si donc, les résultats ont été meilleurs que prévus, les hypothèses ont été en fait améliorées, et, en bon sens logique, le calendrier de retour à la normale devrait, lui aussi, être amélioré, le plan restant dans ces conditions un ensemble aussi homogène et cohérent que précédemment. Il souhaiterait par conséquent savoir s'il compte profiter de ces circonstances exceptionnellement favorables, pour adoucir de façon rationnelle les conditions d'encadrement du crédit, et rendre ainsi aux entreprises françaises un peu d'oxygène pour leur permettre de continuer leurs investissements, donc leur expansion, plus indispensables que jamais. Il n'y a guère à craindre, d'ailleurs, un emploi abusif des crédits par les entreprises, compte tenu du taux très élevé du loyer de l'argent. Ce sera là un frein automatique aux excès. Il lui demande si l'on peut espérer voir ramener dans le premier trimestre 1970, en respectant, bien entendu, certaines priorités, la date de desserrement général de l'encadrement du crédit, située à l'origine à la fin du premier semestre 1970 ; 4° dans ce cadre général, la situation critique du secteur « bâtiment » mérite d'être examinée avec une attention toute particulière. Ce secteur ne dispose pas de grosses possibilités d'exportation. Il doit vivre sur le marché intérieur, freiné par toutes sortes de mesures restrictives. Les carnets de commandes ont subi une réduction certaine, du fait du blocage d'une masse importante des crédits d'équipement public. Les entreprises de ce secteur travaillent souvent pour des marchés de l'Etat, supportant dans ce cas des prix très serrés, avec de très faibles marges bénéficiaires, et souffrent d'importants retards de paiement. Beaucoup de ces entreprises, sans être pour autant marginales, sont à la limite de leurs possibilités. Il lui demande s'il compte prendre les mesures urgentes et prioritaires de desserrement de crédit qui s'imposent pour maintenir l'activité du bâtiment, très menacée, étant rappelé que cette activité, généralement considérée comme un indice de prospérité, est particulièrement essentielle dans les nombreuses régions de France, industriellement peu développées (c'est le cas de la Charente-Maritime), où elle constitue la seule barrière contre la récession et toutes ses lamentables conséquences sociales.

9616. — 15 janvier 1970. — **M. de Grailly** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'aux termes de l'article 6 (alinéa 3-b) du code général des impôts, la femme mariée fait l'objet d'une imposition distincte lorsque « étant en instance de séparation de corps ou de divorce, elle réside séparément de son mari dans les conditions prévues par l'article 236 du code civil » ; contrairement à ce qui est prévu lorsque l'on se trouve en présence d'une simple situation de fait, cette imposition s'applique, non seulement sur les revenus distincts de ceux du mari, mais aussi sur la pension alimentaire versée par celui-ci à sa femme en exécution de l'ordonnance de non-conciliation. Il lui demande si cette disposition est applicable lorsque la pension versée par le mari à sa femme provient de revenus tirés de ses activités de fonctionnaire international, dispensé par convention d'obligations fiscales à ce titre. En effet, l'imposition distincte ne doit entraîner pour le Trésor ni avantage, ni perte, les revenus imposés d'une part étant déduits d'autre part, en application de l'article 156-II (2°) du code général des impôts. Il en serait autrement dans le cas particulier considéré ici, dès lors qu'une part de revenus serait soumise à l'impôt entre les mains de la femme, qui ne le serait pas entre celles du mari.

9621. — 15 janvier 1970. — **M. Maujouan du Gasset** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, dans le cadre des mesures de redressement monétaire prises en 1969, des crédits d'équipement ont été bloqués et versés à un fonds de conjoncture. C'est ainsi qu'environ 40 p. 100 des crédits destinés à l'équipement et ce, dans tous les domaines, se sont trouvés immobilisés. Sans, bien sûr, contester la nécessité de cette politique, il lui demande ce qu'il compte faire de cette masse de crédits et dans quelle mesure les différentes administrations dont les crédits ont été ainsi amputés peuvent espérer retrouver la disponibilité de ces crédits en 1970.

9625. — 15 janvier 1970. — **M. Cazenave** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation de certaines entreprises assujetties à la T. V. A. qui ne peuvent déduire, de la

taxe due sur leurs ventes, qu'une fraction de la taxe ayant grevé leurs achats et investissements. Pour certaines d'entre elles, dont les produits mis en vente sont assujettis à un taux de T. V. A. comparable à celui qui greve les éléments de leurs prix à l'achat, il est possible d'espérer aboutir, dans un temps plus ou moins long, à la diminution, jusqu'à extinction, du crédit d'impôt. Au contraire, pour d'autres entreprises moins favorisées, du fait que le taux de T. V. A. ayant grevé une part importante des éléments du coût de revient, est nettement supérieur au taux de T. V. A. à la vente, la marge (valeur ajoutée) étant par ailleurs relativement faible, aucune possibilité ne s'offre de déduire la totalité de la T. V. A. payée sur les éléments du prix de leurs opérations imposables. Ainsi se produit une augmentation du crédit d'impôt qui, généralement, figure à l'actif du bilan dans les valeurs réalisables, sans échéance déterminée. La contrepartie de cette créance, dont l'importance progresse au fil des mois, se retrouve dans l'affaiblissement de la trésorerie et, si un remède n'y est apporté, cette situation risque de devenir la cause même de certaines cessations de paiement. Il lui demande s'il peut lui indiquer : 1° quelle doit être, dans cette hypothèse, l'attitude du chef d'entreprise : s'il doit prendre en considération le coût hors taxe des produits et services pour déterminer un prix de revient, calculer la marge, le prix de vente hors taxe et le prix de vente toutes taxes comprises — c'est-à-dire pratiquer le « juste prix » selon les impératifs de l'heure — conserver à l'actif du bilan un crédit d'impôt chaque mois plus élevé, verser des impôts sur les bénéfices qui ne sont réalisés qu'apparement et aller inéluctablement à l'état de cessation de paiement, ou bien, s'il doit retenir la dépense totale T. T. C. pour calculer les prix de vente et comptabiliser T. T. C. le stock qu'il peut avoir à la date de clôture du bilan, considérant comme nul et non réalisable le crédit d'impôt à cette même date ; 2° si, pour éviter de placer le chef d'entreprise devant un pareil dilemme, il ne serait pas possible de généraliser les décisions ministérielles en date des 16 mars 1968, 23 avril 1968, 28 octobre 1968 et 22 mai 1969 qui ont prévu, dans plusieurs secteurs industriels, des mesures spéciales consistant, notamment, en un régime d'achat en suspension de T. V. A., et d'autoriser ainsi les chefs d'entreprises, soumises à un « buloir » permanent, à réceptionner des marchandises en suspension de la taxe, dans la mesure de l'importance du crédit d'impôt (T. V. A.) et, par conséquent, sous leur entière responsabilité.

9629. — 15 janvier 1970. — M. Dupont-Fauville expose à M. le ministre de l'économie et des finances que des sociétés étrangères commercialisent leurs produits, par l'intermédiaire de filiales françaises, dans les régions frontalières proches de leur firme d'origine, sans observer toujours les règles imposées par la réglementation agricole de la C. E. E. C'est ainsi que sur un important marché du Pas-de-Calais, il a eu connaissance de la commercialisation d'œufs d'origine belge vendus non triés, alors que la réglementation de la C. E. E. impose le calibrage des œufs. D'ailleurs, cette société diffuse sur le marché une mercuriale qui distingue d'une façon très nette entre les œufs triés et les œufs non triés d'origine belge. Il lui demande les mesures qu'il envisage de prendre, afin que ses services puissent s'assurer du respect des règles commerciales fixées dans le cadre de la C. E. E.

9632. — 15 janvier 1970. — M. Leroy-Beaulieu s'étonne auprès de M. le ministre de l'économie et des finances que sa question écrite n° 7476 (*Journal officiel*, débats A. N., du 20 septembre 1969, p. 2359) soit demeurée sans réponse malgré plusieurs rappels successifs. Comme il tient à connaître sa position à l'égard du problème soulevé, il lui renouvelle les termes de cette question en lui demandant s'il peut lui adresser une réponse rapide. M. Leroy-Beaulieu expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'il arrive fréquemment qu'un agent général d'assurances soit accessoirement courtier d'assurances et représentant d'établissements financiers pratiquant les opérations de crédit pour l'acquisition de véhicules automobiles. La situation au regard des taxes sur le chiffre d'affaires ne donne lieu à aucune discussion en ce qui concerne les commissions d'agent général d'assurances, lesquelles n'entrent pas dans le champ d'application de la T. V. A. et les courtages d'assurances (13 p. 100, sauf exonération en faveur des commissions et courtages fixés par des dispositions législatives et réglementaires). Il lui demande : 1° si les commissions reçues des établissements financiers pratiquant les opérations de crédit pour l'acquisition de voitures automobiles sont passibles, comme le prévoient certains agents de l'enregistrement, de la taxe sur les activités financières ou, comme l'affirment des agents des contributions indirectes, de la T. V. A. au taux normal ; 2° si, de plus, l'agent d'assurances intéressé est lié à certains établissements financiers par un contrat de représentant mandataire, s'il n'y a pas exonération de taxes, quelles qu'elles soient, pour les commissions servies par lesdits établissements.

9520. — 9 janvier 1970. — M. Jean Masse attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les horaires de travail auxquels sont astreints les concierges et aides concierges des écoles de l'Etat. En effet, ces personnels assurent le service de loge de 6 heures à 21 heures sans pouvoir invoquer la limitation de la journée de travail à huit heures. Le seul droit qui leur est reconnu est, pour l'un d'eux, de pouvoir s'absenter deux heures le matin et deux heures l'après-midi. De ce fait, leur journée de travail est de treize heures. Il lui demande s'il n'estime pas devoir ramener leur temps de travail hebdomadaire à un nombre d'heures équivalent à celui des autres personnels de l'enseignement public.

9530. — 10 janvier 1970. — M. Delhalle expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les sections d'éducation spécialisée, qui fonctionnent dans les collèges d'enseignement secondaire, ont vocation technique et que leur but est de préparer l'insertion sociale et professionnelle de toute une catégorie d'adolescents défavorisés. Son attention a été spécialement attirée sur une de ces sections qui accueille 90 élèves des deux sexes de 12 à 16 ans déficients intellectuels légers dont 60 reçoivent une formation pré-professionnelle et professionnelle en atelier. Cette formation est assurée par trois professeurs techniques adjoints dans des ateliers de mécanique générale et de bâtiment pour les garçons et d'industrie de l'habillement et d'enseignement ménager pour les filles. Il y a un an et le comité départemental de l'enseignement technique avait donné son accord pour que cette section puisse recevoir la taxe d'apprentissage (1^{er} degré-ouvrier qualifié). Le principal du C. E. S. en cause vient d'être averti que cette section ne pouvait prétendre à la perception de la taxe car il ne constitue pas un établissement de gestion autonome. Or, en ce qui concerne les crédits alloués à la section au titre de la taxe, il a été ouvert au budget de la ville où est situé le C. E. S. un chapitre spécial géré par le receveur municipal et totalement indépendant du budget de l'ensemble du C. E. S. Cette section présente d'ailleurs les mêmes caractéristiques que certains établissements similaires habilités à percevoir la taxe : écoles nationales de perfectionnement recevant des déficients intellectuels légers par exemple. Elle remplit en outre les conditions prévues au C. G. I. (annexe I chapitre II, 1^{re} partie) pour pouvoir y prétendre. Les difficultés ainsi rappelées remettent en cause un enseignement professionnel qui, pour être efficace, doit disposer de moyens matériels. Or, cette section ne bénéficie actuellement que d'un crédit municipal annuel de 4.000 francs, soit 66 francs environ par élève et par an, ce qui est très insuffisant. En effet, ces enfants ont besoin d'utiliser plus de matière première que d'autres pour acquérir une formation. Il lui demande quelle solution peut intervenir afin de régler le problème qu'il vient de lui exposer.

9543. — 10 janvier 1970. — M. Lavielle expose à M. le Premier ministre (jeunesse, sports et loisirs) les difficultés financières souvent rencontrées par les familles dont les enfants poursuivent leurs études dans un C. R. E. P. S. (centre régional d'éducation physique et sportive), notamment en ce qui concerne les frais à engager pour le contrôle médical. Ces familles doivent en effet fournir, au moment du concours d'entrée, un dossier médical complet qui comprend en particulier : 1. une visite de médecine générale ; 2. une radio pulmonaire ; 3. trois photographies de la colonne vertébrale ; 4. un examen chez un spécialiste ophtalmologiste ; 5. un examen chez un spécialiste oto-rhino-laryngologiste ; 6. et enfin une analyse d'urines. L'ensemble de ces examens représente une dépense importante. Or, l'administration universitaire demande à ces mêmes familles de fournir à nouveau le même dossier, moins de six mois après le premier examen et, de ce fait, de nouvelles dépenses sont à engager. Il lui demande s'il peut lui indiquer les mesures qu'il compte prendre pour alléger cette charge et si notamment l'administration universitaire ne pourrait pas envisager, comme le font d'autres organismes, la prise en charge du contrôle médical des élèves des C. R. E. P. S., dès leur admission dans ces établissements.

9580. — 14 janvier 1970. — M. Bonhomme rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale qu'un arrêté du 12 juin 1953 a fixé les conditions d'admission dans les lycées et collèges et celles du passage des élèves de ces établissements dans la classe supérieure. Cette admission est prononcée en fin d'année scolaire par le chef d'établissement conformément à la proposition du conseil de classe. Celui-ci peut proposer que l'élève soit admis dans la classe supérieure, ou soumis à un examen de passage, ou invité à redoubler la classe, ou que sa famille soit invitée à l'orienter dans une autre voie. Le même texte précise dans son article 3 que le recours à l'examen de passage doit être exceptionnel. Or, en vertu de l'article 7, les élèves qui ne viennent pas d'un établissement d'enseignement public du second degré ne peuvent être admis dans les

classes de 5^e à la 1^{re} qu'après avoir subi un examen d'admission. Il résulte de ces dispositions que les élèves d'un établissement public peuvent passer dans la classe supérieure sur décision du chef d'établissement conformément à la proposition du conseil de classe alors que ceux qui viennent de l'enseignement privé doivent subir un examen d'admission. Il semble que les dispositions de l'article 7 précité comportent un excès de pouvoir dans la mesure où aucune des dispositions du décret du 26 octobre 1951 ne permet d'asseoir juridiquement les dispositions de l'article en cause. Il lui demande, dans ces conditions, quelles peuvent être les bases légales de celui-ci. Sans doute, la loi attribue-t-elle au seul enseignement public le droit de procéder à la collation des grades, mais un examen d'admission dans une classe supérieure ne constitue pas un grade universitaire. D'ailleurs l'Etat reconnaît l'enseignement privé puisqu'il y apporte son aide financière et habilite même les établissements privés remplissant certaines conditions à recevoir des boursiers. Les maîtres de l'enseignement privé sont donc habilités à décider du passage dans la classe supérieure de leur établissement des élèves boursiers sur lesquels l'Etat a un droit de contrôle spécial en raison de l'aide pécuniaire qu'il leur apporte, mais ces maîtres sont considérés comme ne pouvant prendre une telle décision lorsqu'elle a pour conséquence de permettre le passage d'un élève dans la classe supérieure à partir du moment où celui-ci opte pour l'enseignement public, soit pour des raisons impératives, soit pour convenance personnelle. Il lui demande, en conséquence, s'il entend modifier les dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 12 juin 1953 afin de les mettre en harmonie avec l'esprit de la réglementation actuelle dont le fondement est qu'il y a un jugement porté sur de jeunes élèves ne peut plus être uniquement tributaire de l'échec ou de la réussite à un examen.

9598. — 14 janvier 1970. — M. Paquet attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les modalités de reclassement des professeurs, lors de leur première nomination dans leur grade, lorsque ceux-ci ont accompli auparavant des services d'enseignement en qualité d'agents contractuels recrutés en application des décrets n° 57-936 du 3 août 1957 et n° 62-948 du 9 août 1962. Le décret du 5 décembre 1951 n° 51-1423, n'a pas été mis à jour et le tableau de l'article 2 concernant les services des personnels non titulaires ne comporte pas les services accomplis en qualité d'agents contractuels. Les intéressés ont rendu grand service à l'éducation nationale au moment où l'enseignement, dans les lycées, connaissait souvent de réelles difficultés par suite de la pénurie de professeurs dans certaines disciplines, notamment les mathématiques, les sciences et le dessin industriel. Il semble équitable que ceux des agents contractuels qui ont préparé des examens et des concours pour se faire titulariser, puissent faire compter, dans leur reclassement, des services d'enseignement à temps complet identiques à ceux exercés après nomination dans le grade (et si vient même dans des classes d'un niveau supérieur), au même titre que les services militaires ou les services d'industrie qui comptent intégralement dans la limite de cinq ans pour les professeurs d'atelier. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les agents contractuels, intégrés comme professeurs à la suite de réussite à des concours, puissent faire compter dans leur reclassement leurs services accomplis à temps complet comme agents contractuels.

9615. — 15 janvier 1970. — M. François Bénard, expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'au terme des textes en vigueur les délégués cantonaux « sont désignés par le conseil départemental à raison d'un ou de plusieurs par canton ». Or, on assiste actuellement à une augmentation sensible du nombre des délégués départementaux de l'éducation nationale (nouvelle nomination des délégués cantonaux). Il lui demande quelles considérations justifient une telle prolifération et s'il ne lui paraîtrait pas souhaitable, devant l'imprécision des textes, d'en plafonner l'effectif selon des critères à déterminer, afin d'éviter une inflation démagogique de candidatures qui ne pourrait que nuire au prestige de la fonction.

9631. — 15 janvier 1970. — M. Capelle expose à M. le ministre de l'éducation nationale que la mise en place des collèges de cycle moyen (C. E. G. C. E. S.) en conformité avec la carte scolaire est une condition essentielle de la réalisation de la scolarité obligatoire définie par l'ordonnance n° 59-45 du 6 janvier 1959. Or, la répartition des frais de fonctionnement de ces établissements est absolument inadaptée: elle révèle des inégalités flagrantes en ce sens que certaines communes supportent des charges excessives tandis que d'autres, également bénéficiaires, en sont exemptées. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour: 1° assurer la nationalisation de tous les

collèges; 2° réduire les frais de fonctionnement et d'entretien restant à la charge des collectivités locales; 3° assurer une répartition équitable des charges parmi les communes du secteur scolaire desservi par chacun des collèges intéressés.

9569. — 14 janvier 1970. — M. Longueue expose à M. le ministre de l'équipement et du logement que des divergences existent sur un point particulier du règlement dont le texte est proposé aux villes qui, aux termes de la « loi foncière » pouvaient, avant le 31 décembre 1969, rendre public un plan d'urbanisme directeur. Il s'avère en effet que différentes villes importantes ont déjà, en application, un règlement d'urbanisme qui dispose, au chapitre des dérogations, que celles-ci peuvent être accordées par arrêté motivé du préfet après avis favorable du maire et avis de la commission départementale d'urbanisme. Une telle rédaction qui semble judicieuse et opportune, permet au maire de s'opposer, le cas échéant, à certaines mesures susceptibles d'engager soit les finances, soit la responsabilité de la commune. En outre, il ne paraîtrait pas acceptable que, s'agissant de dispositions réglementaires établies conjointement par les services de l'Etat et la collectivité intéressée, des dérogations puissent être accordées par le représentant de l'Etat en dépit d'un avis défavorable du maire. Il lui demande s'il ne lui semble pas souhaitable d'harmoniser les textes en adoptant la formule la plus susceptible de sauvegarder les intérêts communaux.

9574. — 14 janvier 1970. — M. de Poupiquet attire l'attention de M. le ministre de l'équipement et du logement sur la classification en différentes catégories auxquelles ont été affectées des valeurs forfaitaires par mètre carré de plancher hors d'œuvre, ces taux servant de base pour la fixation de la taxe d'équipement. Il lui fait remarquer que ces taux sont excessifs pour les catégories suivantes de bâtiments agricoles: a) hangars agricoles, catégorie 1: 50 F; b) autres bâtiments agricoles, catégorie 2: 300 F. Ces chiffres ne correspondent nullement à la réalité du coût de ces bâtiments et ont pour effet de faire payer des taxes d'équipement exorbitantes aux constructeurs. Il lui demande s'il n'est pas possible: 1° de reviser les valeurs forfaitaires à un montant correspondant aux prix réels, en général inférieurs de moitié à la valeur forfaitaire fixée, compte tenu des répercussions catastrophiques de cette décision; 2° de permettre aux communes d'exclure de la taxe d'équipement les bâtiments à usage agricole, catégories 1 et 2, et toutes constructions nécessaires au logement d'animaux ou de fourrage.

9517. — 9 janvier 1970. — M. Nilès tient à faire connaître à M. le ministre de l'intérieur la colère et l'indignation qu'a suscitées à Aubervilliers, et bien au-delà, la fin tragique de cinq travailleurs africains dans la nuit du 1^{er} janvier. Ces travailleurs, attirés en France par les besoins du grand patronat, sont morts victimes des conditions inhumaines de logement qui leur étaient imposées. Partageant l'émotion de la population d'Aubervilliers et de sa municipalité, dont chacun connaît les efforts considérables réalisés pour le logement de toutes les couches de la population, il lui rappelle qu'en octobre dernier les maires communistes de la région parisienne avaient fait en faveur du logement des travailleurs immigrés les propositions suivantes: a) déblocage des fonds supplémentaires pour construire les foyers ou logements nécessaires. Ceux-ci ne sauraient être pris sur le budget déjà insuffisant de la construction destinée aux familles françaises, mais sur les dépenses improductives de l'Etat, notamment les dépenses militaires; b) imposer au grand patronat, qui réalise d'énormes profits en exploitant les immigrés, sa contribution financière à leur logement; c) exiger des pays pour qui l'exportation de main-d'œuvre est source de devises une participation effective au financement du logement de leurs ressortissants; d) promulguer une loi régissant les hôtels garnis et tous locaux locatifs permettant de sévir contre ceux qui spéculent sur la situation dramatique des travailleurs immigrés. Ils demandaient que ces propositions soient rapidement débattues devant l'Assemblée nationale et le Sénat, ce que le Gouvernement n'a pas accepté. En conséquence, il lui demande: 1° quelles actions judiciaires vont être engagées contre les responsables de ces morts tragiques; 2° quelles sont les mesures envisagées pour mettre fin à l'activité de ce « foyer de solidarité franco-africain » dès que le logement décent des travailleurs africains du 27, rue des Postes, à Aubervilliers, aura été assuré; 3° quelles mesures il compte prendre pour mettre à l'étude les propositions des maires communistes de la région parisienne. Il lui demande également s'il compte proposer au Gouvernement de fixer la date du débat à l'Assemblée nationale dont les maires communistes de la région parisienne ont déjà montré la nécessité et dont les récents événements d'Aubervilliers viennent de souligner l'urgence.

9589. — 14 janvier 1970. — M. Leroy expose à M. le ministre de l'intérieur que le préfet de Seine-Maritime a pris, en date du 21 octobre 1961, un arrêté en vue de l'application, à l'ensemble du département de Seine-Maritime, des dispositions prévues à l'article L. 49 du code des débits de boissons. Il a ensuite, en date du 18 juin 1969, pris un arrêté spécial pour la ville de Rouen, excluant des zones de protection un certain nombre d'établissements protégés énumérés à l'article L. 49. Il lui demande si le préfet était en droit de prendre cet arrêté pour une seule commune. Il rappelle qu'une jurisprudence abondante (Cassation criminelle des 27 juin 1931, 23 janvier 1875, etc) précise que le préfet ne peut, sans excès de pouvoir, exercer son droit de réglementer les zones protégées à l'égard d'une seule commune. Il s'étonne que M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale n'ait pas été consulté au préalable sur cette mesure, alors qu'il est d'usage qu'il le soit, ainsi qu'il a été indiqué dans une réponse antérieure faite par M. le ministre de l'intérieur à un député.

9627. — 15 janvier 1970. — M. Mauret attire l'attention de M. le ministre des postes et télécommunications sur le fait que les municipalités sont de plus en plus dans l'obligation d'assurer à leurs administrés la transmission de nombreux plis émanant soit d'administrations publiques, soit d'administrations à caractère privé; il lui demande s'il envisage que les communes soient déchargées de l'acheminement du courrier à caractère privé.

9593. — 14 janvier 1970. — M. Hubert Martin expose à M. le ministre de la justice que les médecins experts nommés par les tribunaux d'instance pour pratiquer l'autopsie des personnes victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ne perçoivent que les honoraires extrêmement réduits prévus par l'article 1^{er} de l'arrêté interministériel du 22 octobre 1954. Il attire son attention sur le fait que la modicité de ces honoraires rend pratiquement impossible toute recherche toxicologique ou anatomopathologique valable sur les tissus de quelque cinq mille victimes annuelles d'accidents du travail (ou de maladies professionnelles). Il lui demande s'il n'estime pas indispensable que soit, au plus tôt, convenablement revalorisé l'actuel tarif fixé par des textes datant de plus de quinze ans.

9599. — 14 janvier 1970. — M. Icart appelle l'attention de M. le ministre de la justice sur certaines conséquences de la loi du 6 novembre 1969 instituant des mesures de protection juridique en faveur des rapatriés et de personnes dépossédées de leurs biens outre-mer, et notamment sur la situation des rapatriés qui n'ont pas encore obtenu de prêts de réinstallation. Certes, la réponse de M. le secrétaire d'Etat auprès de M. le ministre d'Etat chargé des relations avec le Parlement à la question orale de M. Louis Cros (*Journal officiel*, débats Sénat, du 16 décembre 1969) paraît satisfaisante. Il lui expose toutefois que, sur le plan pratique, la commission compétente repousse les demandes de prêts dans des conditions qui semblent tout à coup anormales et qui sont en contradiction avec les déclarations de M. le secrétaire d'Etat. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation et s'il ne convient pas de compléter la loi du 6 novembre 1969 pour prévoir expressément que les prêts de réinstallation qui seront accordés après l'entrée en vigueur de cette loi ne bénéficient pas du moratoire prévu à l'article 2 de la loi.

9600. — 14 janvier 1970. — M. Icart attire l'attention de M. le ministre de la justice sur certaines difficultés d'interprétation de la loi du 6 novembre 1969 instituant des mesures de protection juridique en faveur des rapatriés et de personnes dépossédées de leurs biens outre-mer. Il lui demande quels sont les cas visés dans le dernier alinéa de l'article 2 de la loi, et notamment si les rapatriés du Viet-Nam peuvent envisager de bénéficier de cette disposition.

9581. — 14 janvier 1970. — M. Bonhomme expose à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, que des primes de développement industriel ont été attribuées à des entreprises ayant créé des emplois dans la distribution ou dans les services. Outre que cette affectation ne correspond guère à la notion d'industrialisation, cette aide entraîne pour le commerce et les entreprises indépendantes en général un préjudice grave et constitue en même temps une concurrence déloyale. Il lui demande s'il entend renoncer à cette forme d'aide, incontestablement regrettable.

9536. — 10 janvier 1970. — M. Lebon attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur la situation des non-salariés qui, en raison de leur affiliation pendant plus de cinq ans au régime général de la sécurité sociale, bénéficient, après l'âge de soixante-cinq ans, des prestations maladie. Depuis le 1^{er} janvier de l'année 1969, ils ont été privés de ce droit. Il lui demande s'il n'estime pas qu'en vertu des droits acquis ils devraient à nouveau bénéficier des prestations maladie et s'il peut lui indiquer les mesures qu'il compte prendre en ce sens.

9537. — 10 janvier 1970. — M. Médecin demande à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale s'il estime normal qu'une caisse d'assurance vieillesse des professions libérales tienne compte, dans le calcul des ressources d'un assuré qui a présenté une demande d'exonération de cotisations en raison du faible montant de ses revenus professionnels, du revenu salarié perçu par le conjoint de cet assuré, alors que ce conjoint est lui-même assujéti au paiement d'une cotisation d'assurance vieillesse sur son propre salaire et qu'il s'agit, en outre, dans le cas d'espèce envisagé, de deux époux mariés sous le régime de la séparation de biens. Il lui demande également s'il ne lui semble pas opportun que toutes instructions soient données aux divers organismes d'assurance vieillesse en vue de mettre fin à de telles pratiques dont le caractère abusif apparaît incontestable.

9544. — 10 janvier 1970. — M. Brocard expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale la situation, au regard des allocations familiales, de deux jeunes orphelines de mère et de père, ce dernier, ancien salarié, ayant bénéficié des allocations familiales du régime général. Recueillies, au décès de leur père, par leur tuteur, travailleur indépendant, elles ne bénéficient plus des allocations familiales du régime général, mais de celui des travailleurs indépendants, ce qui se traduit par une diminution sensible des allocations familiales: régime général: 197,02 francs; régime des travailleurs indépendants: 131,07 francs, soit une différence en moins de 66 francs. Le fait d'accueillir à un foyer deux orphelines (treize et dix ans) ne devrait pas entraîner pour ce foyer une sorte de « pénalisation financière » due à l'application de deux régimes différents d'allocations familiales, ce qui aboutit finalement à une véritable injustice; dans un tel cas, il semblerait possible de maintenir à ces deux orphelines le régime antérieur plus favorable dont bénéficiait leur père en tant que salarié et cela, dans les mêmes conditions d'application: montant des allocations familiales, durée de leur paiement. Devant le coût incontestablement plus élevé que serait la prise en charge de ces deux orphelines par la société, il lui demande s'il peut apporter une solution humaine et équitable à la question posée.

9546. — 10 janvier 1970. — M. Ducray expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que les critères qui définissent l'emploi du personnel de service et ouvrier en catégorie A, référence A8, ne sont pas nettement définis dans la nouvelle classification des emplois du 1^{er} avril 1963. Il lui demande si l'on peut classer dans cette catégorie un ouvrier qualifié qui, après plus de huit ans de services dans cet emploi effectivement tenu, a confirmé la plénitude de ses connaissances, en faisant la preuve qu'il est capable d'effectuer les travaux suivants: 1^o maçonnerie: reprise de carrelage; 2^o serrurerie: réparation des serrures, change et règle des fermes-portes; 3^o menuiserie: décape et revertit des bureaux, fait des rayonnages, estrade; 4^o plomberie: change des robinets, réparation des chasses d'eau, change des cônes, fait des soudures; 5^o électricité: tire des lignes, recâble complètement des néons, réparation des prises, des interrupteurs; 6^o entretien du chauffage central.

9547. — 10 janvier 1970. — M. Delachenal demande à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale s'il ne compte pas prendre des mesures afin que les normes établies au titre des projets de l'équipement sanitaire et social soient semblables pour le ministère de la santé et les organismes de sécurité sociale. Il est en effet extrêmement fâcheux que des normes différentes soient appliquées par ces divers organismes, compliquant inutilement la tâche des administrateurs et rendant parfois impossible la réalisation des projets.

9585. — 14 janvier 1970. — M. Roger rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que l'article L. 538 du code de la sécurité sociale indique que l'allocation de logement est accordée en fonction des enfants à charge au sens des prestations familiales. Ces dispositions excluent du champ d'application de la loi pour le calcul de l'allocation logement les enfants confiés à la garde de familles ouvrières par l'aide sociale à l'enfance, ce qui

crée des situations anormales, puisque les sacrifices consentis par les familles pour redonner un foyer et une vie normale à des enfants sont sanctionnés par une exclusion à une prestation dont auraient bénéficié les parents s'ils avaient élevé leurs propres enfants. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à un état de fait qui pénalise des familles extrêmement méritantes.

9604. — 15 janvier 1970. — M. Louis Sallé rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale qu'en réponse à sa question écrite n° 6113 (*Journal officiel*, Débats A. N., du 7 juin 1969), il lui disait qu'en liaison avec le ministère de l'équipement et du logement, il se préoccupait de modifier la législation et la réglementation existantes en vue d'aménager les conditions d'attribution de l'allocation loyer. Cette réponse était faite à une question par laquelle il lui demandait s'il ne pouvait envisager un relèvement très substantiel du plafond de ressources exigé pour avoir droit à l'allocation de loyer. Le relèvement suggéré était de l'ordre de 25 p. 100. Près de quatre mois s'étant écoulés depuis la date de cette réponse, il lui demande à quels résultats ont abouti les études envisagées.

9619. — 15 janvier 1970. — M. Gilbert Faure expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que les anciens prisonniers de guerre 1939-1945 éprouvent souvent des difficultés à travailler jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans en raison des privations qu'ils ont subies. Il serait souhaitable qu'ils puissent prendre leur retraite au taux plein dès l'âge de soixante ans, s'ils en manifestent le besoin. Il lui demande s'il n'entend pas proposer des mesures en ce sens.

9620. — 15 janvier 1970. — M. Barberot attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur un certain nombre de problèmes intéressant les médecins hospitaliers dont il est souhaitable que la solution intervienne dans un proche avenir. Il s'agit tout d'abord de la prise en compte des heures de garde et d'astreinte, dans le calcul du temps d'activité salariée, pour l'ouverture du droit aux prestations d'assurance maladie. D'autre part, les intéressés souhaitent vivement que leurs régimes locaux de prévoyance soient maintenus et que soient reconnus leurs droits acquis. Il serait souhaitable, par ailleurs, que l'on relève la proportion des médecins siégeant aux conseils d'administration des établissements hospitaliers, celle-ci devant raisonnablement être portée à un tiers du nombre total des membres. Il conviendrait également de prendre toutes mesures utiles pour donner, aux assistants à temps partiel, toutes les garanties nécessaires quant à leur avenir. Enfin, si les médecins hospitaliers ont accepté d'apporter leur collaboration à l'enseignement donné dans les C. H. U. aux étudiants en médecine, ils souhaitent que soient sauvegardées l'autorité et la liberté des chefs de service. Il lui demande s'il peut lui faire connaître ses intentions en ce qui concerne les différents problèmes ainsi posés.

9575. — 14 janvier 1970. — M. Maujoüan du Gasset demande à M. le ministre des transports s'il peut lui indiquer : 1° quel a été, en France, en 1969, le nombre d'avions immatriculés ; 2° quelle est la progression par rapport à 1968.

9623. — 15 janvier 1970. — M. Abellin demande à M. le ministre des transports s'il peut lui indiquer : 1° si l'exception prévue à l'article 3 du décret n° 64-971 du 12 septembre 1964 a son terme définitif le 31 décembre 1969, et si, par conséquent, aucune dispense ne sera plus accordée après cette date, à quiconque et sous quelque prétexte que ce soit, pour l'accession à la profession de transporteur routier ; 2° si la dispense de C. A. P. accordée avant cette date, ou postérieurement, pour un dossier déposé avant cette date, vaut autorisation de façon définitive dans le temps, tout comme un diplôme pour le bénéficiaire ; 3° si un gérant, un président directeur général, ou un directeur général de société de transport, exerçant leurs fonctions depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1967, ont exactement les mêmes droits qu'un transporteur, personne physique, l'inscription de la société qu'ils gèrent ayant la même valeur pour eux que l'inscription d'une personne physique.

9515. — 9 janvier 1970. — M. Duroméa rappelle à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population qu'à la suite de la réunion du 27 mai 1968, dite de Grenelle, un projet de protocole a été établi entre les représentants du patronat français et les représentants des organisations syndicales ouvrières. Il apporterait un certain nombre d'avantages aux travailleurs, notamment l'assurance de la révision des conventions collectives. Cette révision apparaissait comme une possibilité d'engager le processus permet-

tant d'aboutir à des accords locaux ou nationaux en vue de l'application de la semaine de quarante heures, toujours légalisée depuis 1936. En ce qui concerne la métallurgie, l'accord national du 13 décembre 1968 a été un pas dans ce sens. Mais son application au niveau des localités n'est encore que le fait de très grosses entreprises et la pratique permanente de dépassements d'horaires annule quasiment les effets d'une telle réduction. D'autre part, et conformément aux engagements de Grenelle relatifs à la mise à jour des conventions, une discussion aurait dû permettre au niveau local d'aller au-delà de cet accord. Au Havre, il n'en a rien été et la révision des conventions collectives (qui ne s'opère que plus d'un an et demi après Grenelle) n'a permis que d'inclure le texte national, la chambre patronale se refusant à toute discussion. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que de vraies discussions aient lieu dans l'immédiat, permettant d'envisager un retour progressif et rapide à la semaine de quarante heures.

9521. — 10 janvier 1970. — M. Schloesing signale à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que le règlement de la caisse autonome de retraite des ingénieurs des mines accordait des droits à pension à la veuve divorcée, lorsque le divorce était prononcé aux torts exclusifs de l'époux ; que les anciens ressortissants de la Carim relèvent désormais de l'Agirc et que, dans le régime de retraite de l'Agirc, la veuve n'a plus droit à une pension de réversion. Il lui demande pourquoi des épouses innocentes ont été ainsi privées de droits acquis et s'il envisage de corriger cette injustice.

9524. — 10 janvier 1970. — M. Capelle expose à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population que, pour la main-d'œuvre étrangère nécessaire à l'agriculture, l'office national d'immigration prélève des redevances trois à quatre fois plus élevées pour les arboriculteurs et les producteurs de légumes, alors que les services rendus sont identiques ou moindres. Interrogé par les groupements de producteurs, cet office motive sa position en répondant que le coût des redevances est fixé chaque année, par arrêté ministériel. Il lui demande, en conséquence, si, dans ces conditions, il ne pourrait intervenir, en accord avec son collègue de l'économie et des finances, afin : 1° de fixer des coûts identiques pour tous les employeurs agricoles sans distinction, y compris la réduction sur les transports ; 2° d'accorder une réduction aux employeurs souscrivant des contrats « nominatifs », ce qui évite tout travail de recherche pour l'office ; 3° d'accorder aux groupements de producteurs centralisant les besoins de leurs adhérents une réduction sur le coût des contrats individuels ; 4° d'autoriser la régularisation de contrats sur les lieux de travail, sans majoration du coût, ni déplacement, pour visite médicale.

9571. — 14 janvier 1970. — M. Dupuy expose à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population, une difficulté que rencontrent les titulaires d'un brevet de technicien supérieur et les titulaires d'un brevet d'enseignement professionnel lorsqu'ils se présentent sur le marché du travail. En effet, ces deux diplômés auxquels prépare l'éducation nationale et qui sanctionnent des études et des connaissances sérieuses ne sont pas reconnus par les conventions collectives. Les titulaires du B. T. S. et du B. E. P. se trouvent dès lors gravement lésés, leurs salaires ne correspondant pas au niveau réel des connaissances qu'ils ont acquises. Ils sont en particulier défavorisés par rapport aux titulaires du C. A. P., d'un niveau inférieur au B. E. P. mais qui lui est reconnu par les conventions collectives. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour conduire à la reconnaissance immédiate de ces deux diplômes.

9588. — 14 janvier 1970. — Mme Prin expose à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population, la grave inquiétude qu'a suscitée parmi le personnel des centres de formation professionnelle la décision des autorités de tutelle de fermer 110 sections et de supprimer 250 emplois environ. Les insuffisances de la formation professionnelle sont autant d'obstacles à la solution du problème de l'emploi. Au lieu de les fermer, il conviendrait de créer des sections et des centres nouveaux répondant aux besoins des travailleurs qui cherchent à se recycler et à perfectionner leurs connaissances. Le personnel des centres réclame le maintien de son emploi pour chaque agent n'ayant pas atteint l'âge de la retraite et l'engagement de véritables négociations des autorités de tutelle avec les organisations syndicales pour la mise en place d'un nouveau statut garantissant : 1° la sécurité de l'emploi ; 2° l'avancement de l'âge de la retraite ; 3° l'amélioration des conditions de travail ; 4° le relèvement substantiel des bas salaires ; 5° l'attribution de douze échelons pour tout le personnel. En conséquence, elle lui demande les mesures qu'il compte prendre pour répondre aux vœux exprimés par les travailleurs des centres de formation professionnelle.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES
auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai
supplémentaire d'un mois suivant le premier rappel.
(Application de l'article 138 [alinéas 4 et 6] du règlement.)

8525. — 13 novembre 1969. — **M. Peyret** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les difficultés que connaît les agriculteurs, dues aux conditions de crédit qui se sont alourdies récemment: augmentation des taux d'intérêt et encadrement du crédit. Les agriculteurs sont donc particulièrement touchés par ces mesures étant donné que c'est surtout à l'automne et en hiver qu'ils ont le plus besoin de crédit. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'éviter à l'agriculture d'être soumise aux mêmes règles que l'industrie et le commerce, puisque la période à laquelle les dispositions interviennent défavorise particulièrement l'agriculture.

8526. — 13 novembre 1969. — **M. Peyret** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que les conséquences de la dévaluation pèsent durement sur le niveau de vie des agriculteurs, et particulièrement dans sa région qui est un réglo d'élevage. Les prix du matériel et des produits nécessaires aux exploitations sont en augmentation, alors que ceux des produits agricoles restent stables et même, pour certains, baissent. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour assurer le rattrapage du niveau de vie qui avait été promis aux agriculteurs.

8546. — 13 novembre 1969. — **M. Pic** rappelle à **M. le ministre du développement industriel et scientifique** l'inquiétude croissante et justifiée qui se développe dans le personnel des chercheurs, techniciens et agents du C. E. A., inquiétude dont il a été fait état lors de la discussion du budget de son ministère et qui se traduit par des mouvements accrus de protestation et de grèves; il lui rappelle qu'il a dû convenir le 6 novembre dernier à l'Assemblée nationale « qu'une certaine régression des effectifs doit être considérée » et qu'il a estimé que cette régression « peut être traitée de façon satisfaisante avec le ministre du Plan et de l'aménagement du territoire ». Il lui demande quelles mesures il compte proposer d'urgence au Gouvernement pour que soient rapidement annihilés les effets néfastes de déplanification et d'abandon de projets antérieurement prévus pour le C. E. A. et pour que soit définie une politique globale et cohérente dans le domaine nucléaire, qui permette à notre pays de soutenir la concurrence étrangère et de conquérir des marchés extérieurs; s'agissant plus spécialement de Pierrelatte, il lui demande s'il compte intervenir, comme les élus locaux, le conseil général et l'administration départementale le font depuis longtemps, pour que cette région soit l'objet d'un rapide reclassement dans la carte des aides au développement industriel, afin qu'elle puisse, avant qu'il ne soit trop tard pour les travailleurs du C. E. A., attirer et recevoir les implantations industrielles indispensables pour éviter une très grave crise sociale.

8583. — 14 novembre 1969. — **M. Bécam** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les conséquences fiscales de la loi du 12 avril 1941 et de l'ordonnance du 3 août 1944 faisant obligation aux loueurs de chevaux de détenir une carte professionnelle qui entraîne une imposition à la patente, aux bénéficiaires commerciaux et un assujettissement à la T. V. A. Le développement des centres équestres est considérable, notamment dans les régions touristiques. Ils sont en majorité, dans certains départements, créés par des agriculteurs-éleveurs soucieux de se reconvertir et de s'adapter à l'évolution. Les enquêtes de gendarmerie actuellement en cours chez ces éleveurs ont pour but de vérifier s'ils sont détenteurs de la carte professionnelle. Elles auront pour conséquence de décourager les efforts de ces agriculteurs dynamiques au détriment du développement des loisirs et du tourisme. Il lui demande si, pour tenir compte de ces faits, il a l'intention de modifier la réglementation et d'adapter le statut juridique et fiscal des centres équestres exploités par des agriculteurs en assimilant cette activité à une prestation de service de caractère agricole.

8973. — 9 décembre 1969. — **Mme Aymé de la Chevrellière** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation du personnel d'administration universitaire. Elle lui demande s'il envisage de lever les interdictions d'ouverture de concours d'avancement et de recrutement qui frappent toutes les catégories de ces personnels et empêchent de pourvoir les postes créés par les

de finances rectificatives pour 1969. Cette interdiction rend inopérant l'effort de création de postes ainsi effectué. Elle souhaiterait également que soient maintenus dans la fonction publique et dans l'administration universitaire toutes les activités et tous les personnels d'administration et de gestion de tous les secteurs de l'éducation nationale par titularisation des contractuels, des documentalistes, des programmeurs, des analystes et des autres personnels de traitement de l'information. Les mêmes mesures devraient également être prises en ce qui concerne les auxiliaires et vacataires employés sur le budget particulier des U. E. R. et des grands établissements d'enseignement. Elle lui demande également s'il n'envisage pas une amélioration du fonctionnement des commissions administratives paritaires et la remise en vigueur de comités techniques paritaires. La transformation en postes d'administration universitaire des emplois de personnels clandestins, contractuels et auxiliaires, permettrait de clarifier une situation regrettable. Les attachés et attachés principaux devraient pouvoir bénéficier de reclassements indiciaires et des suppressions de classes décidés par le conseil supérieur de la fonction publique de juillet 1968. L'amélioration des conditions d'avancement, de débouchés, de l'indice terminal, de l'échelonnement de la deuxième classe des conseillers administratifs ainsi que le reclassement à indice égal des candidats antérieurement fonctionnaires reçus à un concours de catégorie A apparaissent également hautement souhaitables. Enfin, la création d'un véritable Institut d'études administratives de l'éducation nationale ouvrirait de meilleures conditions pour la préparation de concours internes, cette création devrait s'accompagner de stages de formation et de recyclage, en particulier vers les fonctions de l'informatique et des relations publiques.

8974. — 9 décembre 1969. — **M. Bégue** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation du personnel ouvrier des centres de fermentation des tabacs. Jusqu'à ces dernières années, le personnel ouvrier de ces centres, autrefois dénommés magasins de tabacs en feuilles, était un personnel saisonnier exerçant ses activités de décembre à mai, au moment de la livraison des tabacs par les planteurs. Les centres de fermentation se sont depuis peu mécanisés et ont réduit leurs effectifs. Des chaînes de battage ont été implantées par la direction générale du S. E. I. T. A. dans quatre centres de fermentation (une chaîne à Saumur en 1963, deux chaînes à Tonnelins en 1964, une chaîne à Obernal en 1966, l'autre à Sarlat en 1967). Ces chaînes fonctionnent en double équipe, ce qui représente donc dix équipes au total, chacune d'elles ayant un effectif de dix-sept personnes, soit cent soixante-dix personnes concernées par l'intégration dans le statut du personnel du S. E. I. T. A. Il semble en effet logique, des chaînes de battage fonctionnant dans les manufactures, que les personnels des centres de fermentation affectés à ces chaînes aient la même rémunération, le même déroulement de carrière, la même retraite que leurs homologues des manufactures. D'ailleurs le personnel de ces chaînes de battage n'est plus personnel saisonnier, mais personnel permanent, alors que les autres ouvriers et ouvrières, non affectés aux chaînes, sont restés des personnels saisonniers. Le principe de la titularisation des personnels permanents des centres de battage a été retenu. Un problème analogue se pose en ce qui concerne le personnel permanent de l'Institut expérimental des tabacs de Bergerac. Celui-ci emploie cinquante-cinq ouvriers et ouvrières dont l'ancienneté varie de quatre ans à plus de trente ans. Ce personnel, très qualifié et affecté à des travaux agricoles, est employé de manière permanente si bien qu'il serait logique d'intégrer les intéressés dans le statut du S. E. I. T. A. L'intégration de ces deux catégories de personnel pourrait intervenir en application d'un texte analogue à la loi n° 50-400 du 3 avril 1950 portant autorisation de transformation d'emplois et réforme de l'auxiliarat, laquelle avait permis il y a près de vingt ans la titularisation de tous les agents temporaires ayant une certaine ancienneté de service. Le texte à intervenir devrait prévoir que tout agent employé de façon permanente depuis un an sur les chaînes de battage des centres de fermentation du S. E. I. T. A. et à l'Institut expérimental des tabacs de Bergerac pourra être titularisé. Les agents ne remplissant pas la condition prévue seraient titularisés, s'ils reslent en fonctions, au moment où ils atteignent l'ancienneté requise. Il lui demande quelle est sa position à l'égard des suggestions qui précèdent.

8979. — 9 décembre 1969. — **M. Dupont-Fauville** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la pénalisation dont sont victimes les invalides de la part des compagnies d'assurances. Ainsi un invalide du travail (2^e catégorie), titulaire d'une carte d'invalidité à 100 p. 100, en possession de la plaque G.I.C. du ministère de l'intérieur, se voit dans l'obligation de payer une assurance automobile plus chère qu'une personne valide, et ceci dans une proportion de 1 à 2. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin de faire disparaître cette anomalie.

8981. — 9 décembre 1969. — **M. Dupont-Fauville** attire l'attention de **M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population** sur les mesures dont il a été saisi par son collègue **M. le ministre de l'économie et des finances** tendant à la fermeture de 110 sections de la formation professionnelle des adultes. Il lui demande si cette mesure doit conduire à la suppression de postes d'enseignants, administratifs et employés de services. Il attire également son attention sur la nécessité d'établir un statut du personnel de la F.P.A., toujours remis en cause. Compte tenu du rôle important de cette catégorie de personnels, les agents de la F.P.A. ayant, pour l'année 1969, permis la formation de 58.000 stagiaires, il lui demande s'il peut lui indiquer quelles mesures il compte prendre dans ce sens.

8984. — 9 décembre 1969. — **M. de Préaumont** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la taxe de voirie, incluse ou non dans les centimes communaux, doit être à la charge de tout exploitant agricole, ainsi que la Cour de cassation l'a rappelé dans un de ses arrêts du 11 janvier 1968 et il lui demande si, lorsque cette taxe est incluse dans ces centimes, il convient, pour en évaluer le montant : 1° de demander à la mairie quelle est la somme qui est prévue au budget de la commune pour les dépenses de la voirie et quel est le montant de l'ensemble des dépenses de la commune, afin de déterminer le pourcentage des charges de la voirie par rapport à l'ensemble des charges communales ; 2° d'appliquer ce pourcentage à l'impôt communal porté sur l'avertissement (coteau 6) du propriétaire pour connaître le montant de l'imposition qui représente la taxe de voirie et qui doit être à la charge de l'exploitant (fermier), ainsi qu'un directeur des contributions directes et du cadastre a bien voulu l'indiquer à un contribuable.

8985. — 9 décembre 1969. — **M. de Préaumont** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'il lui a demandé, par sa question n° 3296 si le revenu cadastral des terres en verger, dans de nombreuses régions, entre autres dans la vallée de la Garonne, doit être révisé pour ne pas aggraver le déficit des propriétaires exploitant ces vergers. Dans sa réponse insérée au *Journal officiel* du 26 avril 1969, comme dans celle qui a été faite à la question n° 1364, parue au *Journal officiel* du 4 janvier 1969 (page 20), a indiqué que la loi de finances rectificative, n° 67-1172 du 22 décembre 1967, a prescrit la révision des évaluations foncières ; qu'alors des coefficients d'adaptation seront fixés pour actualiser les valeurs locatives cadastrales des vergers, ces coefficients devant être tirés du rapport des prix constatés le 1^{er} janvier 1969, date de référence de la nouvelle révision, et le 1^{er} janvier 1961. En outre ce rapport pourra être pondéré, éventuellement pour tenir compte de l'accroissement relatif des frais d'exploitation déductibles du produit brut des vergers. Ainsi est-il mentionné dans la réponse que les nouvelles valeurs locatives cadastrales, qui seront assignées aux vergers, seront en rapport avec la productivité réelle de ces biens. Il lui expose, en outre, que le *Journal officiel* a publié le 30 septembre 1969 le tableau des éléments retenus pour le calcul des bénéfices agricoles forfaitaires, d'où il ressort que, par exemple, pour le Lot-et-Garonne (p. 55) et le Tarn-et-Garonne (p. 99) les bénéfices pour les vergers (fruits à pépins) sont zéro. Il lui demande si, vu ces éléments, il n'y a pas eu une erreur ou s'il ne trouve pas choquant que l'on ait imposé en 1969, au titre de l'impôt foncier, des terres plantées d'arbres (fruits à pépins) ces dernières années et donnant en 1969 une récolte insignifiante, selon un revenu cadastral cinq ou six fois plus élevé que le revenu tiré de la polyculture, et qu'il soit mentionné sur la matrice cadastrale qu'en 1970 les autres terres, ainsi complantées en arbres également à fruits à pépins, seront imposées avec un tel revenu cadastral, c'est ce qui ressort de la mise à jour en juillet dernier de certaines matrices cadastrales. Il lui demande ce qu'il compte faire pour supprimer de telles anomalies existant entre les bénéfices forfaitaires (néant) et les nouvelles impositions basées sur un revenu cadastral porté en 1969 — et en 1970 (ainsi qu'il est indiqué sur les matrices cadastrales) à un taux tel qu'il dépasse, selon les terres, de cinq à six fois le revenu cadastral fixé pour la polyculture, alors que le revenu forfaitaire est zéro.

8992. — 9 décembre 1969. — **M. Cormier** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation suivante : si un agriculteur subit des pertes de bétail à l'occasion d'une épizootie (l'expression « perte de bétail » implique la mort des animaux), il peut, sous certaines conditions, obtenir un dégrèvement de sa contribution foncière des propriétés non bâties (art. 1421 du code général des impôts). Par contre, s'il a des bêtes atteintes de brucellose et qu'il est alors dans l'obligation de les vendre, le prix qu'il en obtient est très inférieur à la valeur réelle des animaux

et il ne peut, d'autre part, prétendre à la moindre indemnisation. Il lui demande s'il n'estime pas équitable que le propriétaire des animaux brucelliques puisse bénéficier d'un dégrèvement proportionnel à la perte subie.

8994. — 9 décembre 1969. — **M. Boyer** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que l'ordonnance n° 67-830 du 27 septembre 1967, par le biais de la « dérogation à l'obligation scolaire », permettait aux élèves âgés de plus de 14 ans à la rentrée d'accéder à la vie active en souscrivant un contrat d'apprentissage. Devant les difficultés rencontrées pour scolariser à temps complet pour l'année scolaire 1969-1970 tous les jeunes âgés de plus de 14 ans, une circulaire ministérielle parue au *Bulletin officiel* de l'éducation nationale du 10 juin 1969 indiquait : « Un projet de loi est en cours d'élaboration et sera soumis prochainement au parlement en vue de la prorogation des dispositions de l'ordonnance ». Tenant compte de ces indications, de nombreuses familles ont effectué les démarches nécessaires afin que leur enfant bénéficie de cette mesure. Actuellement, seuls les enfants nés avant le 15 septembre 1954 ont obtenu une dérogation à l'obligation scolaire, tous ceux nés entre le 15 septembre et le 31 décembre 1954 ont vu leur demande de dérogation rejetée et ont été mis dans l'obligation de rentrer soit en quatrième pratique (dorsque cette classe existe), soit de retourner à l'école primaire. Actuellement, dans le département de l'Isère, environ 500 enfants se trouvent dans cette situation et n'ont pu commencer leur apprentissage dans les entreprises artisanales qui étaient d'accord pour les recevoir comme apprentis sous contrat. Au mois de novembre 1969, les services académiques compétents ont prévenu les familles que ces enfants devaient être scolarisés à temps complet depuis la rentrée scolaire de septembre 1969 et que les dérogations à l'obligation scolaire ne seraient être accordées. Devant une telle situation, les familles manifestent leur mécontentement, surtout du fait que leurs enfants ne retirent aucun bénéfice de leur séjour dans les classes primaires de transition ou pratique dans lesquelles ils sont inscrits. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour que les mesures de dérogation qui ont été réclamées au Parlement lors du débat budgétaire, deviennent effectives et s'il envisage pour la rentrée de septembre 1970 de prendre des dispositions en temps utile pour que la situation actuelle ne se reproduise pas.

8995. — 9 décembre 1969. — **M. Boyer** expose à **M. le ministre du développement industriel et scientifique** qu'au cours des derniers mois des manifestants appartenant aux organisations syndicales agricoles ou à des associations de défense du commerce ou de l'artisanat ont fait l'objet d'arrestations puis ont été déférés devant les tribunaux qui leur ont infligé des peines d'amende et parfois de prison, assorties dans la plupart des cas du sursis, soit dès le premier jugement, soit lorsqu'une juridiction d'appel a été amenée à se prononcer. Parallèlement, les organisateurs de grève des services d'Electricité de France et de Gaz de France dont les arrêts de travail perturbent et compromettent gravement la vie des Français et surtout la production industrielle nationale à une période où l'économie française a le plus grand besoin de développer ses exportations et de satisfaire la demande intérieure, ne sont l'objet d'aucune poursuite, ni de sanctions pénales même dans les cas où les coupures de courant ont provoqué non seulement l'arrêt de la production mais encore la destruction ou la détérioration des produits en cours de fabrication. Il lui demande si la législation en vigueur ne pourrait pas permettre d'envisager de déférer devant les tribunaux les agents d'Electricité de France et de Gaz de France qui, par leur attitude, provoquent des perturbations infiniment plus graves que les manifestants de l'agriculture, de l'artisanat ou du commerce qui ont fait l'objet de poursuites judiciaires.

9001. — 9 décembre 1969. — **Mme Troisier**, expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** qu'en application de l'article 32 de l'ordonnance du 4 octobre 1945, certaines catégories de salariés, et notamment les gens de maison, versent aux organismes de sécurité sociale des cotisations forfaitaires. Le salaire servant de base à ces cotisations étant très bas, les prestations assises sur ce salaire, et notamment les prestations de vieillesse, sont extrêmement faibles. Il en résulte que les anciens employés de maison, et notamment ceux qui ont fait valoir leurs droits à la retraite avant l'arrêté du 30 décembre 1960 qui a autorisé la cotisation sur salaire réel, bénéficient, après plus de trente ans de vie active, d'une retraite inférieure au montant de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, retraite qui est amenée à ce montant lorsque l'intéressé atteint l'âge de soixante-cinq ans. Elle lui demande quelles mesures il entend prendre pour remédier à cette situation et éviter que ne soient rejetés vers l'assistance, des catégories sociales qui auraient pu, plus dignement, relever de l'assurance.

9006. — 9 décembre 1969. — **M. Alduy** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que les Français restés en Algérie aspirent presque tous à regagner la France. Cependant, ils estiment nécessaire que les clauses des accords d'Evian permettant aux Français d'Algérie de vendre leurs biens situés en Algérie soient respectées, et qu'ils puissent procéder au transfert en France des fonds provenant de ces ventes. La validité de ces clauses des accords d'Evian, qui ont cessé d'être respectées depuis octobre 1963, date de l'interdiction des transferts de fonds, continue d'exister, en sens inverse, puisque les Algériens, résidant en France, ont pu et peuvent, sans obstacle envoyer leurs fonds en Algérie. Il lui demande en conséquence quelles mesures il entend prendre pour faire respecter les clauses des accords d'Evian, et pour faire restituer aux Français d'Algérie la liberté de transfert de leurs fonds, ce qui allégerait d'autant la charge de l'Etat français en matière d'indemnisation. Il lui indique à cet effet que l'institution du contrôle des changes en France pourrait servir de monnaie d'échange avec les pouvoirs publics algériens en vue d'obtenir la libéralisation de leur attitude, puisque les robustes finances de l'Algérie ouvrent maintenant certaines possibilités, et que par ailleurs ce qui reste du patrimoine français, encore aux mains des Français demeurés en Algérie est peu important: 10 à 15 p. 100, le reste de ce patrimoine ayant été appréhendé par l'Etat algérien sous la formule « biens vacants ».

9008. — 9 décembre 1969. — **M. Hauret** signale à **M. le ministre de l'éducation nationale** que de nombreux maîtres recrutés avant 1967 exercent dans des cours complémentaires privés sous contrat, alors qu'ils sont titulaires du baccalauréat et du C. A. P. primaire; ils viennent de se voir refuser l'accès à la session spéciale du C. A. P. C. E. G. prévue par l'arrêté du 28 août 1969, alors que leurs collègues de l'enseignement public remplissant les mêmes conditions y ont été admis. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour permettre à ces maîtres d'accéder au corps académique des professeurs d'enseignement général des collèges.

9011. — 9 décembre 1969. — **M. Bizet** demande à **M. le ministre M. le ministre de l'économie et des finances** que, afin de compléter d'appliquer un abattement forfaitaire sur le revenu brut foncier. L'actuel abattement de 20 p. 100 pour les propriétés rurales (35 p. 100 pour le neuf) et de 25 p. 100 pour les propriétés urbaines (35 p. 100 pour le neuf) est un début. Il lui demande s'il n'y a pas lieu d'aller plus loin et de mettre fin aux déclarations, fastidieuses pour les contribuables, et nécessitant des services des contributions directes, un long et difficile contrôle, parfois cause de regrettables malentendus.

9014. — 9 décembre 1969. — **M. Claude Guichard** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, afin de compléter l'effort de simplification qui résulte de la fusion des formalités de l'enregistrement et de la publicité foncière et de l'assujettissement des actes publiés à la seule taxe de publicité foncière, il a paru souhaitable de procéder à l'ajustement du tarif des droits d'enregistrement applicables à certains actes non soumis à publication à la conservation des hypothèques et, en particulier, à ceux qui constatent des opérations portant sur des biens meubles. Il lui demande si le taux de 4,20 p. 100 s'applique à des parts de S. A. R. L. et à des actions de S. A. ou seulement à l'un de ces deux cas.

9015. — 9 décembre 1969. — **M. Claude Guichard** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que lorsque, au cours d'une année, un contribuable a réalisé un revenu exceptionnel (tel que plus-value d'un fonds de commerce), et que le montant de ce revenu exceptionnel dépasse la moyenne des revenus nets d'après lesquels ce contribuable a été imposé au cours des trois dernières années, l'intéressé peut demander que ce revenu soit réparti, pour l'établissement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, sur l'année de sa réalisation et sur les années antérieures non couvertes par la prescription (code général des impôts, article 163). L'échelonnement doit être demandé par le contribuable dans une note jointe à sa déclaration et dans laquelle il indique, avec toutes les justifications utiles, le total des revenus différés ou exceptionnels, leur origine et leur répartition. Cette disposition a pour objet d'éviter que la progressivité de l'impôt n'aboutisse à faire supporter au bénéficiaire de tels revenus une imposition excessive. Elle était sans intérêt dans le cas de réalisation d'une plus-value à long terme, celle-ci étant normalement taxée à un taux uniforme de 10 p. 100. Mais les dispositions de l'article 15 de la loi du 31 juillet 1968 prévoient une majoration de 10, 20 ou 25 p. 100 des cotisations d'impôt sur le revenu suivant que ces cotisations dépassent 5.000, 10.000 ou 20.000 F. Dès lors, l'étalement des plus-values sur une

période pluri-annuelle devient un problème plus aigu. Si aucune objection n'est soulevée par les plus-values à court terme réalisées en cours d'exploitation, l'imposition de celles-ci pouvant être échelonnée sur une période de cinq ans, il n'en est pas de même pour les plus-values à court terme réalisées en fin d'exploitation (cession ou cessation), ni pour les plus-values à long terme. C'est pourquoi il lui demande si, contrairement à certaines interprétations administratives et dès lors qu'elles remplissent toutes les conditions exigées par la loi, les personnes physiques ayant réalisé en 1967 des plus-values à court terme en fin d'exploitation ou des plus-values à long terme, ne peuvent bénéficier des dispositions de l'article 163 du code général des impôts pour l'étalement des dites plus-values.

9017. — 9 décembre 1969. — **M. Jacques Barrot** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les dispositions relatives au régime d'assurance vieillesse des professions industrielles et commerciales imposent aux assurés qui poursuivent l'exercice d'une activité commerciale après avoir obtenu la liquidation de leur retraite, le versement d'une cotisation dite « contribution de solidarité » qui ne leur donne droit à aucun avantage de vieillesse supplémentaire et dont le montant varie suivant l'âge de l'intéressé et les ressources dont il dispose. Il lui demande s'il n'estime pas que cette contribution de solidarité doit être admise dans les charges déductibles pour la détermination du revenu net global, servant de base à l'I. R. P. P. en vertu de l'article L. 142 du code de la sécurité sociale, applicable aux régimes d'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions non agricoles en vertu de l'article L. 665 dudit code et s'il n'envisage pas de donner toutes instructions utiles aux services de recouvrement des impôts afin que cette déduction soit admise.

9026. — 9 décembre 1969. — **M. Herman** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** le problème suivant: l'article 239 bis B du code général des impôts (art. II modifié de la loi de finances rectificative n° 63-628 du 2 juillet 1963) prévoit, pour les sociétés commerciales dissoutes la possibilité d'obtenir le bénéfice de la « liquidation agréée » moyennant le paiement d'un impôt forfaitaire de 15 p. 100 sur les plus-values et réserves et l'engagement, par le liquidateur de la société, d'employer pendant cinq ans le produit de la liquidation dans des investissements spécialement prévus. Parmi ces investissements figure l'achat de valeurs mobilières françaises cotées en Bourse. Dans ce dernier cas, il semblerait que la bonne gestion de ce portefeuille de valeurs mobilières impliquerait la possibilité de procéder, en cas de nécessité, à des arbitrages entre valeurs françaises, les perspectives et la rentabilité des sociétés étant susceptibles de varier sensiblement dans le courant des cinq années que comporte l'engagement. Or, l'administration applique de façon très restrictive le texte en question et n'autorise aucun arbitrage de quelque sorte que ce soit sur les valeurs mises en portefeuille; ces dernières sont considérées comme achetées et bloquées en leur état pendant cinq ans. Cette interprétation paraît peu conforme aux intérêts des associés des sociétés ayant obtenu la liquidation agréée. Elle n'est pas davantage conforme aux intérêts des investissements en France puisque ces derniers ne pourraient, selon l'administration, se reporter d'un investissement devenu médiocre ou douteux à un investissement jugé meilleur et donc susceptible de profiter davantage à la collectivité nationale. En conséquence il lui demande s'il peut lui donner des précisions sur la position de son administration en cette matière.

9034. — 9 décembre 1969. — **M. Lebas** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'exonération de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur prévue par l'article 121 V de l'annexe 4 du code général des impôts ne s'applique aux ambulances que dans la mesure où celles-ci sont considérées comme des véhicules spéciaux. A partir du moment où leur aménagement intérieur est modifié par suppression des brancards, elles ne peuvent plus être considérées comme des véhicules spéciaux. Si leurs propriétaires, à l'occasion de vacances ou pendant les week-end, utilisent ces ambulances pour transporter les membres de leur famille, ils se trouvent donc en infraction. Pour éviter de commettre cette infraction, ils peuvent utiliser ces véhicules avec les membres de leur famille pour la promenade, mais en laissant l'aménagement intérieur, et particulièrement les brancards. Il est regrettable que les intéressés soient obligés de conserver cet équipement pour circuler très exceptionnellement avec leur famille sans être en défaut. C'est pourquoi il lui demande s'il n'estime pas souhaitable, en accord avec son collègue M. le ministre de l'intérieur, de donner des instructions afin que les ambulances qui sont exonérées de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur puissent exceptionnellement être utilisées par leurs propriétaires pour des usages à caractère familial.

9037. — 10 décembre 1969. — **M. Halbout** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** les faits suivants: par acte d'échange passé devant notaire le 29 juin 1966, un particulier, M. A., a cédé à M. B. des immeubles ruraux dont ce dernier était locataire fermier et M. B. a cédé à M. A. des immeubles ruraux dont ce dernier était locataire fermier. Chacun des co-échangistes A. et B. remplit les conditions exigées par l'article 1373 *sexies* B du code général des impôts pour l'attribution des exonérations fiscales à l'exploitant preneur en place, titulaire du droit de préemption. M. A. a demandé, en outre, l'application de l'article 54 de la loi n° 64-1278 du 23 décembre 1964, étendant le bénéfice des avantages fiscaux et de crédit au preneur qui exerce son droit de préemption en vue de l'installation d'un enfant majeur. M. A. réalisait en partie l'échange en vue de l'installation d'un enfant majeur. Le fils de M. A. est intervenu lors de la signature de l'acte et a satisfait à la condition prévue au paragraphe 2° de l'article 54 susvisé. L'acte d'échange a été enregistré gratis. Mais l'enregistrement revient, par la suite, sur sa position et réclame le droit d'échange sur la parcelle reçue en échange par M. A. en vue de l'installation de son fils majeur (soit une somme de $40.000 \times 9 \text{ p. } 100 = 3.600$ francs) au motif que le droit de préemption ne peut être exercé en matière d'échange et qu'il ne peut s'appliquer, dans ce cas, pour l'installation d'un enfant majeur. Il lui demande si l'acte constatant un tel échange en vue d'installer sur partie du fonds un enfant majeur peut bénéficier des avantages fiscaux accordés au preneur en place, étant fait observer, notamment, que si les parties avaient procédé à la rédaction de deux actes de vente, chacun de ces deux actes aurait donné lieu à l'attribution des avantages fiscaux et que, dans le cas particulier signalé, il n'était pas souhaitable d'obliger les parties à faire établir deux actes, entraînant ainsi un supplément de frais notariés et autres pour bénéficier des exonérations.

9041. — 10 décembre 1969. — **M. Raymond Barbet** expose à **M. le Premier ministre (jeunesse, sports et loisirs)** que des installations sportives appartenant à la ville de Nanterre sont mises à la disposition du lycée d'Etat mixte L-et-F. Joliot-Curie et du collège d'enseignement technique Jules-Ferry en vertu d'une convention signée entre le chef du service départemental de la jeunesse et des sports des Hauts-de-Seine et le maire de Nanterre. Or celui-ci a informé le maire au début de l'année scolaire que les délégations de crédits dont il disposait ne lui permettraient pas de prévoir l'utilisation des installations sportives pour ces deux établissements au-delà du 1^{er} novembre; la date a ensuite été reportée au 15 novembre, au 30 novembre et enfin au 13 décembre. Au moment où le Gouvernement préconise le développement du sport dans les programmes scolaires avec cinq heures d'éducation physique par semaine et la pratique de la natation, discipline d'ailleurs rendue obligatoire dans les épreuves du baccalauréat, il s'étonne que les services départementaux ne disposent pas de crédits nécessaires pour permettre aux élèves fréquentant les établissements scolaires du second degré de pratiquer le sport dans de bonnes conditions. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre d'urgence afin que le service départemental de la jeunesse et des sports des Hauts-de-Seine dispose des délégations de crédits nécessaires à la pratique des activités physiques dans ces établissements.

9048. — 10 décembre 1969. — **M. Gernex** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'en vue de faciliter la dissolution des sociétés dont la disparition peut contribuer à l'assainissement de la production et des marchés l'article 11 de la loi n° 63-628 du 2 juillet 1963 (code général des impôts, art. 239 bis B), modifié par l'article 9-1 de la loi n° 64-1279 du 23 décembre 1964 et par l'article 18 de la loi n° 65-566 du 12 juillet 1965, a institué, pour une période limitée, un régime spécial d'imposition des plus-values de liquidation et des réserves distribuées par les personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés qui procèdent à leur dissolution avec l'agrément préalable du ministre de l'économie et des finances. Ce régime spécial assujettit la distribution des plus-values et réserves à une taxe forfaitaire de 15 p. 100 après que les plus-values résultant de la liquidation aient été imposées en totalité suivant les règles applicables aux plus-values à long terme. Il lui demande si, pour répondre au même objet, il ne lui paraît pas opportun d'adopter, sous le bénéfice dudit agrément, des mesures analogues en ce qui concerne la taxation des plus-values générales en faveur des entreprises individuelles imposées d'après leur bénéfice réel et dont le régime fiscal applicable aux plus-values à court terme, le plus souvent d'origine monétaire, fait obstacle à leur liquidation en dépit des dispositions de l'article 163 du code général des impôts.

9049. — 10 décembre 1969. — **M. Bertrand Denis** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les terres sont classées, en zone rurale, selon le niveau de leur revenu cadastral. Il apparaît que ce classement parfois ancien a été modifié par les facteurs économiques et que, de toute façon, le revenu cadastral semble être une notion périmée car il ne tient compte que du prix de la terre qui n'a pas forcément de rapport avec le rendement du sol et la valeur des produits qui peuvent être récoltés sur ce sol. C'est ainsi que, d'une région à l'autre, certains terrains peuvent avoir des rendements en céréales de même importance et avoir des revenus cadastraux très différents. Etant donné que le classement des sols détermine les bénéfices agricoles et les prestations sociales des exploitants, il lui demande s'il ne pense pas qu'il y aurait lieu de procéder à une révision de ces valeurs entre les différentes terres d'un même département, et d'un département à l'autre.

9054. — 11 décembre 1969. — **M. Vancaister** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les contribuables assujettis au régime du forfait sont tenus de remettre chaque année, en principe avant le 1^{er} février, une déclaration 951 en double exemplaire, comportant divers renseignements. Or, tout au moins en ce qui concerne ceux dont la principale activité consiste en la vente de marchandises, objets et denrées à emporter ou à consommer sur place ou de fourniture de logement et dont le chiffre n'excède pas 500.000 francs, la seule obligation fiscale est la tenue d'un livre présentant le détail de leurs achats, appuyés des factures et autres pièces justificatives. Il lui demande: 1° s'il peut lui confirmer que la déclaration 951 déposée dans les délais légaux par un contribuable qui a uniquement mentionné sur celui-ci le montant de ses achats, de son stock, au 31 décembre et de la T. V. A. récupérable au titre de frais généraux, ne peut être rejetée par le service local des impôts comme incomplète; 2° s'il peut lui confirmer que lorsque le montant des achats est reconnu exact, le forfait brut ne peut être remis en cause, au seul motif que le bénéfice brut serait anormalement bas par rapport à d'autres entreprises similaires; 3° s'il ne lui paraît pas opportun de reviser les chiffres d'affaires limites pour être admis au régime du forfait, tout au moins en ce qui concerne les prestataires de service comme les transporteurs qui, en ce qui les concerne, ont vu ledit plafond réduit en fait de 19 p. 100 depuis l'entrée en vigueur à leur stade de la T. V. A.; 4° si la situation particulièrement pénible des entrepreneurs de jardin travaillant seuls ou des marins-pêcheurs inscrits maritimes n'a pas fait l'objet d'un nouvel examen; en effet ceux-ci se voient systématiquement refuser leur inscription au répertoire des métiers, alors qu'ils étaient précédemment, fiscalement parlant, considérés au point de vue taxe sur le chiffre d'affaires comme artisans et perdent de ce fait le bénéfice de la décade spéciale, souvent très appréciable dans la majorité des cas.

9056. — 11 décembre 1969. — **M. Sanglier** rappelle à **M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population** que l'article 25 de la loi n° 57-1223 du 23 novembre 1957 a institué des labels destinés à garantir l'origine des produits fabriqués par des travailleurs handicapés. Les caractéristiques et les conditions d'attribution de ces labels ont été déterminées par un arrêté du ministre du travail en date du 19 avril 1962. Il semble cependant que les dispositions de ce texte soient insuffisantes pour constituer une véritable garantie d'authenticité de la fabrication des produits auxquels il est attribué par les travailleurs handicapés. Il lui expose que le texte en cause devrait être complété de telle sorte que soient seulement considérés comme fabriqués par des handicapés physiques les produits dans lesquels 80 p. 100 au moins de la main-d'œuvre directe est accomplie par des handicapés physiques. Par main-d'œuvre directe, il conviendrait de comprendre celle qui s'applique à la matière première jusqu'au conditionnement final en passant par tous les stades de préparation nécessaires, mais en excluant les travailleurs participant à la surveillance, à l'expédition, à la livraison ou à la direction de l'entreprise en cause. Il conviendrait également que les quantités de produits finis et vendus correspondent aux factures d'achats des matières premières ainsi qu'à celles des ingrédients nécessaires à la fabrication. Les quantités de produits finis et vendus devraient également correspondre aux salaires nécessaires à leur fabrication. Ce n'est pas, en effet, le nombre d'ouvriers déclarés qui devrait être pris en considération, mais le nombre d'heures de travail nécessaire à la fabrication. Enfin, les quantités de produits finis et vendus devraient correspondre au rendement des machines utilisées par l'entreprise et aervies par la main-d'œuvre handicapée pour la fabrication des produits concernés. Le label s'appliquerait bien ainsi à une fabrication

qui aurait un caractère autonome et qui serait réellement le fruit de l'activité d'une entreprise employant des handicapés. C'est pourquoi il lui demande s'il envisage de modifier le texte en cause dans le sens des suggestions qui viennent d'être exposées.

9058. — 11 décembre 1969. — M. Mourot expose à M. le ministre de l'économie et des finances que l'article 1241-6° du code général des impôts admet à l'exonération des droits de mutation à titre gratuit la première transmission à titre gratuit d'actions de sociétés immobilières d'investissement souscrites en numéraire à l'émission ou acquise en Bourse depuis au moins deux ans. L'exonération est, dans chaque cas, subordonnée à la condition que les titres aient été détenus constamment sous la forme nominative par le souscripteur ou l'acquéreur. L'observation stricte de cette condition n'est pas possible dans le cas où les titres dépendent d'un « trust » anglo-saxon, puisque la souscription ou l'acquisition a été opérée par le « trustee » et les titres immatriculés à son nom. Dès lors qu'au décès du constituant du trust il est fait abstraction de l'existence du trustee — qui n'est qu'un simple dépositaire chargé de détenir et d'administrer les biens mis en trust — et que les droits de mutation par décès sont perçus d'après le degré de parenté existant entre le constituant et les bénéficiaires du trust, il devrait en découler que l'exonération susvisée est acquise dès lors qu'il est justifié de la souscription ou de l'acquisition par le trustee es-qualité et de l'inscription à son nom des actions en cause. Il lui demande si telle est bien l'interprétation de l'administration.

9059. — 11 décembre 1969. — M. Marcus demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles quelles sont les expositions susceptibles d'intéresser le grand public, programmées par son ministère pour l'année à venir. Il souhaiterait notamment savoir si des manifestations d'importance nationale sont prévues pour commémorer : 1° le cinquantième anniversaire de la mort de Renoir ; 2° le septième centenaire de la mort de Saint-Louis.

9062. — 11 décembre 1969. — M. Lebas appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale sur une décision prise par le conseil d'administration de l'Institut national des sports équestres, décision qui doit entraîner la disparition du Cadre noir de Saumur. Une décision du conseil prévoirait un directeur chargé du dressage, directeur assisté d'instructeurs itinérants, qui se déplaceraient dans les divers centres régionaux de la fédération des sports équestres. Le projet en cause ne maintiendrait à Saumur qu'une quinzaine d'écuries et de sous-maîtres, un certain nombre de palefreniers et une cinquantaine de chevaux. Ce petit détachement n'assurerait qu'un certain nombre de reprises. Il lui demande s'il envisage la réintégration du Cadre noir dans l'armée, cette solution permettant seule de maintenir une institution prestigieuse. L'éloignement du Cadre noir de Saumur serait d'autant plus regrettable que l'école d'application de l'arme blindée et de la cavalerie est pratiquement un des derniers corps de l'armée où est soigneusement entretenu le respect de toutes les traditions attachées aux sports équestres. Le maintien de ces traditions à l'école de Saumur est sans aucun doute un des facteurs qui contribuent le mieux à l'acquisition des valeurs morales indispensables à nos jeunes officiers et sous-officiers de la cavalerie et de l'arme blindée.

9065. — 11 décembre 1969. — M. Dupont-Fauville attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les questions écrites n° 5386 et 5552 qui lui ont été posées par MM. Bignon et Deniau concernant le maintien des titres de mouvement pour les céréales. Dans ses réponses (*Journal officiel*, débats Assemblée nationale, du 14 juin 1969) il indiquait que cette formalité était indispensable afin d'assurer la perception des taxes parafiscales sur les céréales et éviter la concurrence. Or ces arguments, inspirés par des raisons d'ordre purement administratif, ne sont plus fondés actuellement, pour les raisons suivantes : 1° le montant des taxes parafiscales a sensiblement diminué depuis la suppression de la taxe de résorption et la fraude est pratiquement inexistante ; 2° le titre du mouvement sur les céréales n'existe chez aucun des partenaires de la C. E. E. Il suffirait, pour obtenir les mêmes résultats, d'assujettir les collecteurs à la tenue de registres d'entrées et de sorties et de faire à l'administration des déclarations mensuelles pour l'établissement des statistiques et la surveillance du marché. Il lui fait remarquer que cette dernière mesure simplifierait la procédure et que les céréales seraient mises sur un pied d'égalité avec d'autres produits agricoles également soumis à des taxes parafiscales et qui circulent sans aucune entrave : graines oléagineuses, betteraves, etc. Il lui demande quelle est sa position à l'égard de cette suggestion.

9069. — 11 décembre 1969. — M. de Montesquou expose à M. le ministre des transports que le *Financial Times* du 9 décembre 1969 donne des informations sur la collaboration entre la société américaine Boeing et la British Aircraft Corporation pour la mise au point du BAC-311 et les débouchés que cet appareil trouverait aux Etats-Unis. Il lui demande : 1° quelles répercussions aura cette collaboration sur la mise au point de l'Airbus européen A-300 B et les ventes éventuelles de cet appareil aux Etats-Unis ; 2° si un accord entre Lockheed et Sud-Aviation sur l'Airbus européen A-300 B sera rendu nécessaire ; 3° s'il encouragera une coopération dans ce domaine entre le Gouvernement britannique et les autres gouvernements européens, d'une part, et les compagnies aéronautiques, d'autre part ; 4° si ce genre de concurrence ne risque pas de se faire au détriment de l'ensemble de l'industrie aéronautique européenne et de favoriser une prépondérance accrue des Etats-Unis dans un domaine où les entreprises américaines menacent déjà l'existence même des compagnies de construction aéronautique européennes.

9071. — 11 décembre 1969. — M. Commenay expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'il avait été admis, antérieurement à la loi du 6 janvier 1966, que les opérations internes effectuées entre les membres d'une association en participation et l'association elle-même, ne devaient pas être soumises aux taxes sur le chiffre d'affaires ; mais il avait été indiqué que, pour le calcul du pourcentage de déduction financière propre à chaque entreprise, les sommes reçues ne devaient pas être retenues. Sous le régime actuellement en vigueur, la distinction entre déduction financière et déduction physique a été supprimée ; mais les droits à déduction sont déterminés par l'application de la règle de l'affectation. Il lui demande s'il devra être fait application d'un pourcentage de déduction pour les biens et services utilisés indifféremment pour la réalisation d'opérations imposables et d'opérations non imposables parce que provenant d'une association en participation ayant elle-même réglé les taxes sur le chiffre d'affaires. Le maintien de cette règle apparaîtrait inéquitable dans le cas d'une société en participation qui règle ses achats, ses frais généraux propres, encaisse le montant des travaux et répartit entre ses membres le solde correspondant à la fois au prix de la main-d'œuvre fournie par les participants et aux bénéficiaires. Dans la mesure où la totalité des recettes a été soumise aux taxes sur le chiffre d'affaires par la société en participation qui, juridiquement, n'a pas de personnalité distincte, les sommes réparties aux participants doivent pouvoir être considérées comme des recettes ayant été soumises à la taxe sur la valeur ajoutée. Le maintien des règles précédemment définies apparaît d'autant plus rigoureux que dans le cas d'un marché de construction taxable à 15 p. 100, les membres de l'association ne peuvent facturer la T. V. A. sur le montant leur revenant pour fourniture de la main-d'œuvre et pour leur part de bénéfice, à la société qui ne pourrait exercer la totalité de ses droits à déduction, puisque ses achats sont grevés d'une taxe à 19 p. 100.

9074. — 11 décembre 1969. — M. de Montesquou expose à M. le ministre de l'économie et des finances que les vins achetés aux producteurs par les négociants circulent sous le couvert d'un acquit à caution. Pratiquement les intéressés paient les droits lorsque le vin est vendu. Ils ont un seul papier par véhicule. Cependant, lorsque les propriétaires récoltants partent pour vendre leur produit ils doivent lever autant de congés qu'il existe de clients et les droits doivent être acquittés avant le départ. Ainsi un propriétaire livrant un cubitainer de 33 litres à trois clients doit lever trois congés par hectolitre. Ces congés doivent être demandés 5 à 6 jours avant le départ, étant donné que la recette locale a besoin d'un certain délai pour établir 150 à 200 pièces, la rédaction de celles-ci demandant en moyenne 10 minutes par unité. Par ailleurs, sur chaque congé doit être mentionnée l'heure de départ. Il peut arriver que celle-ci se trouve modifiée au dernier moment par suite de diverses circonstances et, notamment, en cas de panne du camion servant au transport. Le propriétaire est alors obligé de reprendre chacun des 150 congés correspondant à 50 hectolitres pour modifier l'heure qui a été mentionnée. Il lui demande s'il estime qu'une telle réglementation est encore adaptée aux conditions actuelles et s'il envisage pas de la modifier afin d'éviter les nombreuses complications dont elle est la source, en imposant à tous les transporteurs de vins, qu'il s'agisse de négociants ou de producteurs, l'obligation d'une seule pièce de régie portant la mention de la totalité du vin transporté, étant fait observer que le contrôle des caves ne laisse subsister, à cet égard, aucune possibilité de fraude.

9081. — 11 décembre 1969. — M. Poniatowski demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il lui semble normal qu'un jardinier paysagiste se voit adresser par l'inspecteur des contributions indirectes une proposition de forfait pour les années

1968 et 1969 taxant ses recettes de prestations de services au taux de T. V. A. normal (16 2/3 pour 1968 et 19 pour 1969), lui refusant le bénéfice de la situation d'artisan tant en ce qui concerne le taux intermédiaire que la décote spéciale. Il lui expose que la raison invoquée pourrait être le fait que la personne considérée est inscrite au répertoire des métiers sous la mention Terrassement, pose de clôtures. Toutefois cette inscription n'a été faite que sur le conseil de la chambre de métiers, la profession de jardinier paysagiste ne figurant pas sur la liste établie par le ministre du développement industriel et scientifique. Il lui demande également si le cas des personnes exerçant cette profession pourrait faire l'objet d'un examen conjoint des deux ministères afin de mettre un terme à une situation imprécise, peu claire et extrêmement délicate pour les intéressés.

9086. — 11 décembre 1969. — M. Emile Didier demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il n'envisage pas d'accorder aux contribuables ayant conservé, sous forme d'épargne, une partie de leurs revenus, des allègements de la surtaxe progressive semblables à ceux prévus par les décrets 1198 et 1337 des 3 et 31 décembre 1954. Il apparaît, en effet, que les comptes d'épargne investis actuellement ont la faveur des épargnants.

9093. — 11 décembre 1969. — M. André Lebon rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances la réponse qu'il a faite le 30 septembre 1967 à une question écrite du 8 juin 1967 (n° 2022) au sujet des dispositions fiscales applicables aux personnes domiciliées en France et dont les salaires, perçus à l'étranger, n'ouvrent pas droit à la réduction d'impôt de 5 p. 100. Depuis cette réponse, la taxe de 5 p. 100 sur les salaires a été supprimée; il s'ensuit que les travailleurs frontaliers se trouvent en position de « moindre avantage » par rapport à leurs collègues travaillant sur le territoire national, puisque, pour ces derniers, le bénéfice de la réduction de 5 points a été maintenu. Il lui demande s'il envisage de modifier la convention franco-belge du 10 mars 1964 afin que les travailleurs frontaliers soient égaux devant l'impôt avec leurs collègues résidant en France.

9108. — 12 décembre 1969. — M. Bisson rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale que l'arrêté du 23 août 1961 a fixé le régime transitoire de recrutement dans les collèges d'enseignement général. D'autre part, un arrêté du 28 août 1969 a créé une session spéciale des épreuves de 2^e partie du certificat d'aptitude pédagogique pour les collèges d'enseignement général (C. A. P., C. E. G.). Il est prévu que pourront se présenter à cette session les candidats libres susceptibles de bénéficier des dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 23 août 1961, sous réserve qu'ils aient accompli, au 30 juin 1969, trois ans de services effectifs et continus dans une classe du premier cycle et qu'ils soient titulaires du C. A. P. Un instituteur de l'enseignement privé, enseignant dans un C. E. G. depuis 1959, titulaire du C. A. P. primaire depuis 1966, actuellement classé comme instituteur de 4^e échelon, en raison de l'enseignement qu'il dispense dans un établissement sous contrat, a présenté sa candidature. Celle-ci a été refusée, le motif invoqué étant que les dispositions de l'arrêté du 23 août 1961 ne sont pas applicables aux instituteurs en exercice dans les établissements d'enseignement privé. La mesure ainsi applicable aux membres de l'enseignement privé est extrêmement regrettable et on voit mal les raisons pour lesquelles les intéressés ne peuvent se présenter à cet examen, rien ne justifiant

qu'il soit « réservé » à l'enseignement public. En conséquence, il lui demande s'il peut modifier les dispositions du texte en cause, de telle sorte que les instituteurs de l'enseignement privé remplissant les conditions imposées à ceux de l'enseignement public puissent se présenter dans les mêmes conditions au C. A. P. - C. E. G.

9113. — 12 décembre 1969. — M. Rossi expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale qu'il avait, dans une question écrite n° 16957, signalé que dans le prix de journée payé par les assurés sociaux pensionnaires de maisons de retraite et d'hospices, étaient incorporées les dépenses médicales et pharmaceutiques et il notait que cette manière de calculer aboutissait à faire supporter par les assurés sociaux les frais de maladie qui leur seraient remboursés par la sécurité sociale s'ils n'étaient pas désormais domiciliés dans un établissement hospitalier. Par réponse du 15 janvier 1966, il indiquait qu'un projet de décret était préparé en vue de mettre un terme à cette situation et que différents ministères étaient consultés à ce sujet. C'est pourquoi il lui demande où en sont maintenant les travaux en question et s'il pense que le décret dont s'agit pourra prochainement être publié.

9120. — 12 décembre 1969. — M. Destremau croit devoir appeler l'attention de M. le ministre de la justice sur l'article 4 de la loi d'amnistie n° 68-697 du 31 juillet 1968, ayant trait à la réintégration par effet de la loi, dans l'ordre de la Légion d'honneur, dans l'ordre de la Libération et dans le droit au port de la médaille militaire, des amnistiés qui avaient été décorés pour faits de guerre. Il lui demande s'il ne lui paraît pas anormal que près de dix-huit mois après sa promulgation, la loi du 31 juillet 1968 (art. 4) n'ait pas été appliquée et quelle mesure il envisage de prendre pour qu'il soit remédié à cet état de fait.

9121. — 12 décembre 1969. — M. Destremau croit devoir appeler l'attention de M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale sur l'article 4 de la loi d'amnistie n° 68-697 du 31 juillet 1968 ayant trait à la réintégration, par effet de la loi, dans l'ordre de la Légion d'honneur, dans l'ordre de la Libération et dans le droit au port de la médaille militaire des militaires amnistiés qui avaient été décorés pour faits de guerre. Il lui demande à quelle date il croit pouvoir aviser de leur réintégration dans les ordres nationaux les militaires concernés. Les nominations ou promotions de la quasi-totalité de ces militaires ne peuvent être en effet ignorées puisque trente-six d'entre eux ont été nommément désignés par le décret de radiation (12 juillet 1963 — *Journal officiel* du 18 juillet 1963, page 6573), décret lui-même annulé par effet d'une loi promulguée depuis près de dix-huit mois.

Rectificatif

au *Journal officiel*, Débats Assemblée nationale, du 7 février 1970.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

Page 312, 1^{re} colonne, 3^e et 4^e ligne de la réponse de M. le ministre de l'économie et des finances à la question n° 9349 de M. Vancalster, au lieu de : « ... aux articles 212 à 216 du code général des impôts... », lire : « ... aux articles 212 à 216 de l'annexe II au code général des impôts... ».